FRANCE ASSUREURS

FAIRE AVANCER LA SOCIÉTÉ EN CONFIANCE

# L’assurance : protéger aujourd’hui pour construire demain

**Conférence de presse – 25 mars 2026**

# Sommaire


1 **La France est en quête de repères**

2 **L'assurance est un moteur de l'économie productive**

1. Le contexte (inter)national incertain favorise l'épargne de long terme
2. Le contexte incertain favorise l'assurance vie
3. À travers ses investissements, l'assurance bénéficie à toute l'économie

3 **L'assurance est un acteur majeur du modèle social français**

1. La situation démographique met en péril le financement du modèle social
2. Les assureurs contribuent à soigner les Français
3. L'épargne retraite représente un filet de sécurité pour les Français

4 **L'assurance fait face aux risques du quotidien et à ceux de demain**

1. Le dérèglement climatique transforme en profondeur la vie des Français
2. L'assurance est une ceinture de sécurité pour les risques du quotidien

5 **La France a besoin d'assurance**

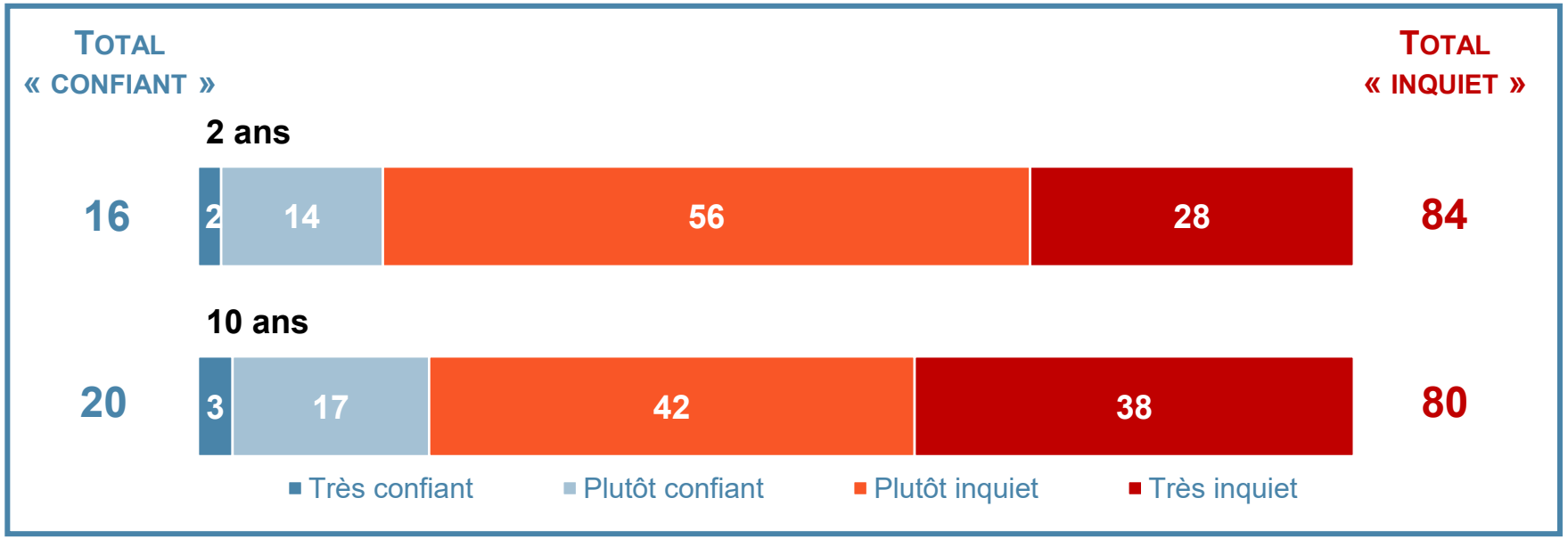
1. L'assurance est au plus près des Français
2. L'assurance est au service de la société française et européenne

# La France est en quête de repères

1

# 80 % des Français sont inquiets pour le pays à court et long terme

**DE MANIÈRE GÉNÉRALE, ÊTES-VOUS PLUTÔT CONFIANT OU INQUIET À PROPOS DE LA SITUATION DE LA FRANCE DANS 2 ANS / 10 ANS ?** (en % des répondants)

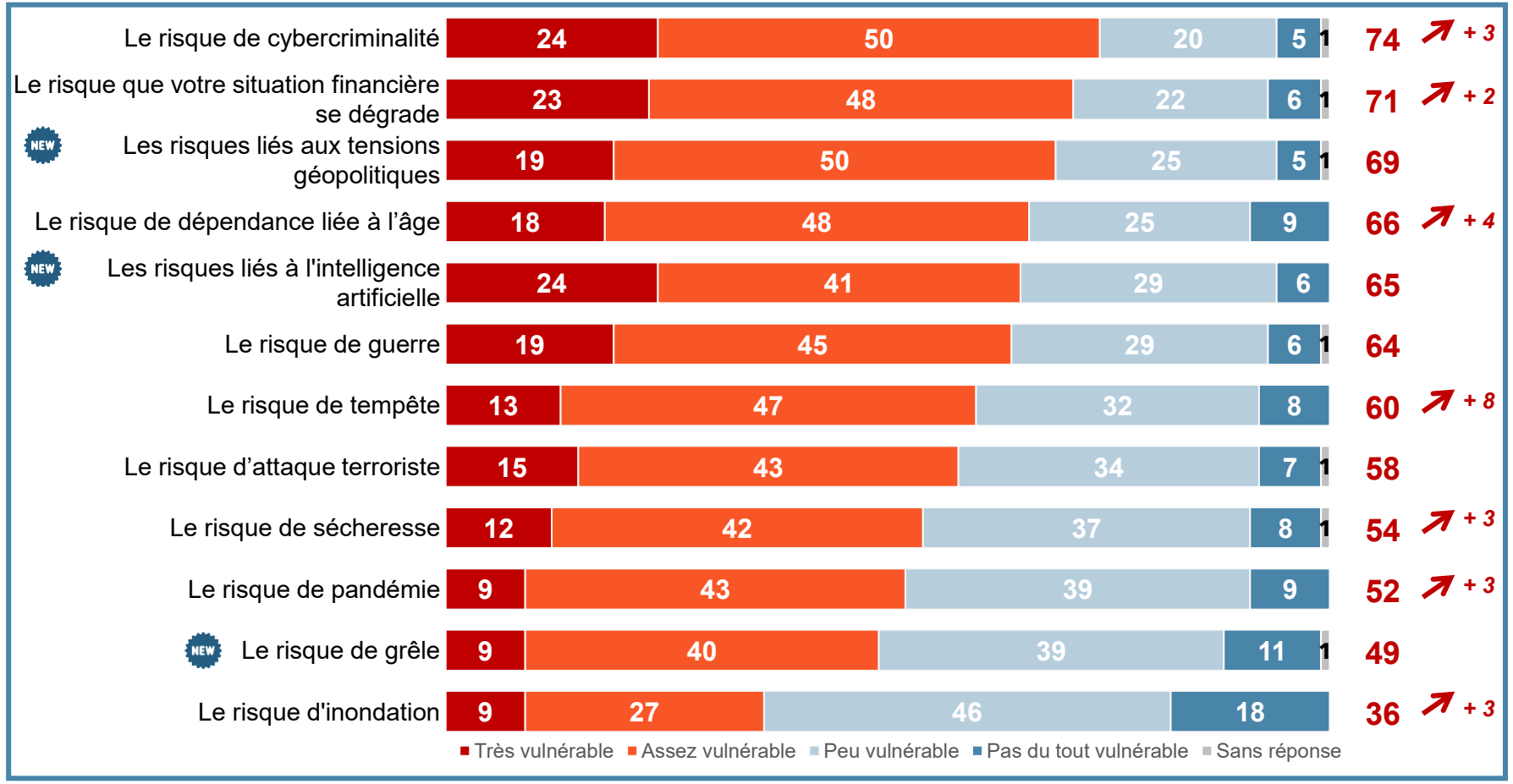



*Source : enquête d'opinion sur les Français et l'assurabilité – 4e édition, mars 2026, Elabe pour France Assureurs.*

- **L'inquiétude à 10 ans est plus forte** pour les Français vivant dans les communes **rurales :** elle grimpe à 90 %.
- Dans cet état d'inquiétude, les Français expriment 4 priorités : **le pouvoir d'achat, la sécurité, la transition écologique et, enfin, l'avenir du modèle social.**

# Les Français se sentent particulièrement vulnérables face aux risques…

**PERSONNELLEMENT, VOUS SENTEZ-VOUS VULNÉRABLE FACE À CHACUN DES RISQUES SUIVANTS ?** (en % - ensemble des Français)

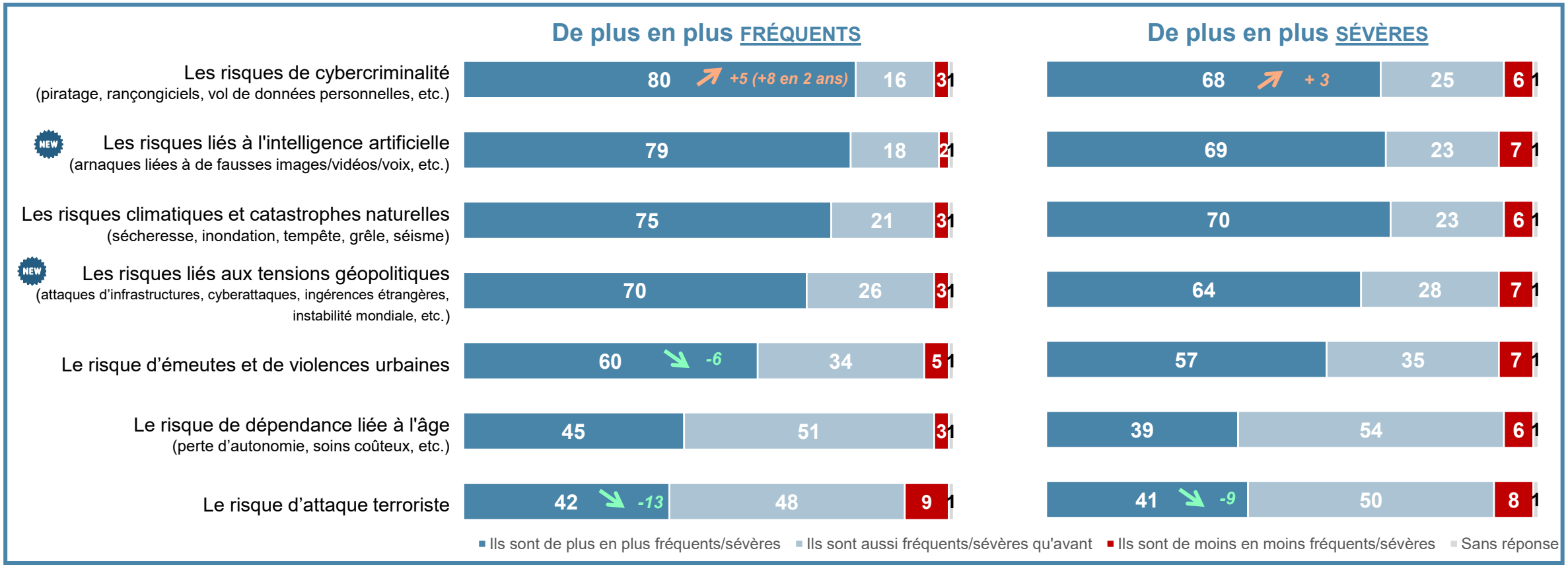



- Le risque de cybercriminalité a augmenté de **24 points de pourcentage depuis la première édition du baromètre, en 2023**. Pour la deuxième année consécutive, il s'agit du risque le plus important.
- Depuis 2023, **la vulnérabilité face aux risques de dépendance, de guerre et de tempête a fortement augmenté**, respectivement de :
  - + 15 points,
  - + 14 points,
  - et + 13 points.
- À l'inverse, **la vulnérabilité face au risque de sécheresse a diminué,** passant de 65 % à 54 % en 2026.

***Source :*** *enquête d'opinion sur les Français et l'assurabilité – 4e édition, mars 2026, Elabe pour France Assureurs.*
***Lecture :*** *en 2026, 66 % des Français se sentent vulnérables face au risque de dépendance liée à l'âge, soit 4 points de plus que l'année dernière.*

# … qu'ils jugent plus fréquents et plus sévères

**QUAND VOUS PENSEZ AUX RISQUES SUIVANTS, AVEZ-VOUS LE SENTIMENT QU'ILS SONT PLUS OU MOINS FRÉQUENTS QU'AVANT ? ET AVEZ-VOUS LE SENTIMENT QUE LES RISQUES SUIVANTS SONT PLUS OU MOINS SÉVÈRES (GRAVES, INTENSES) QU'AVANT ?** (en % - ensemble des Français)

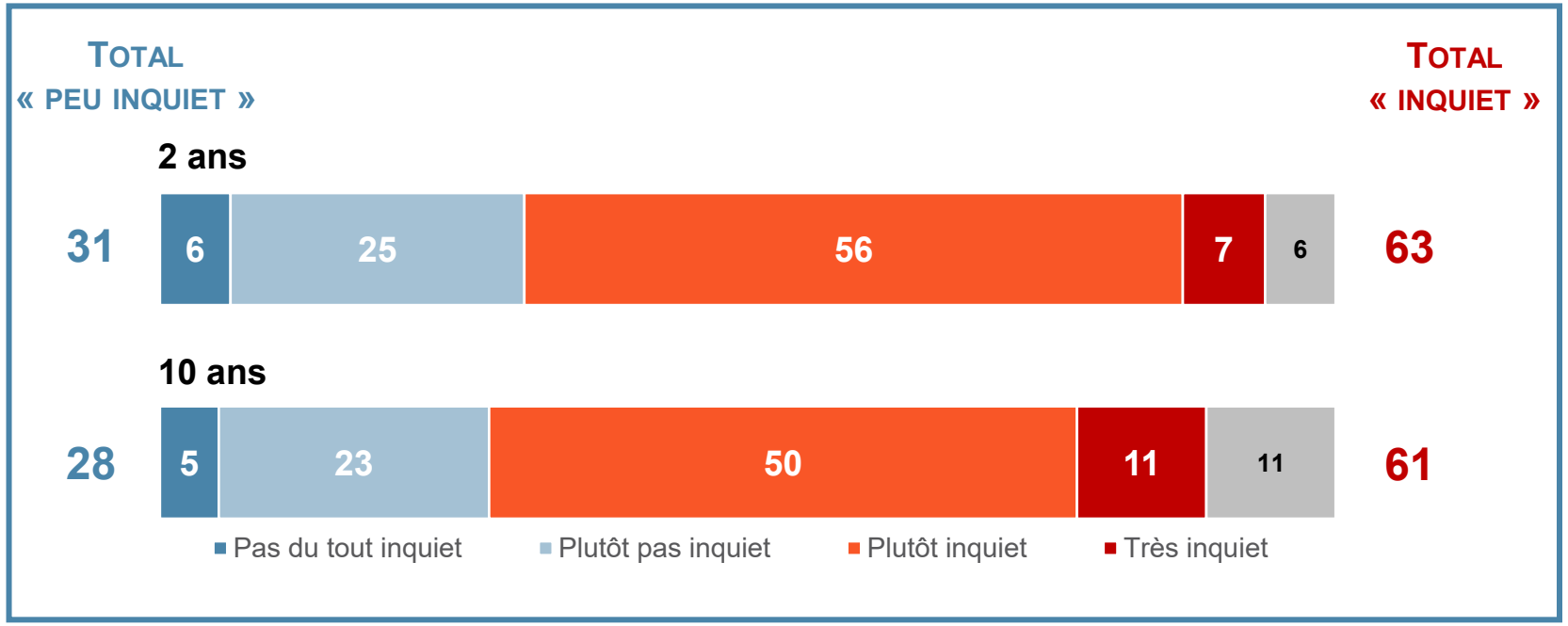



*Source : enquête d'opinion sur les Français et l'assurabilité – 4e édition, mars 2026, Elabe pour France Assureurs.*

- Les nouveaux risques testés cette année – en particulier le risque lié à l'intelligence artificielle – **apparaissent comme prépondérants.**
- Les deux premiers risques pour les Français sont liés aux **nouvelles technologies.**

# 63 % des collectivités territoriales sont inquiètes, à la fois sur le court terme et le long terme

**QUEL EST VOTRE DEGRÉ D'INQUIÉTUDE VIS-À-VIS DU PAYS ?**
(en % des répondants)



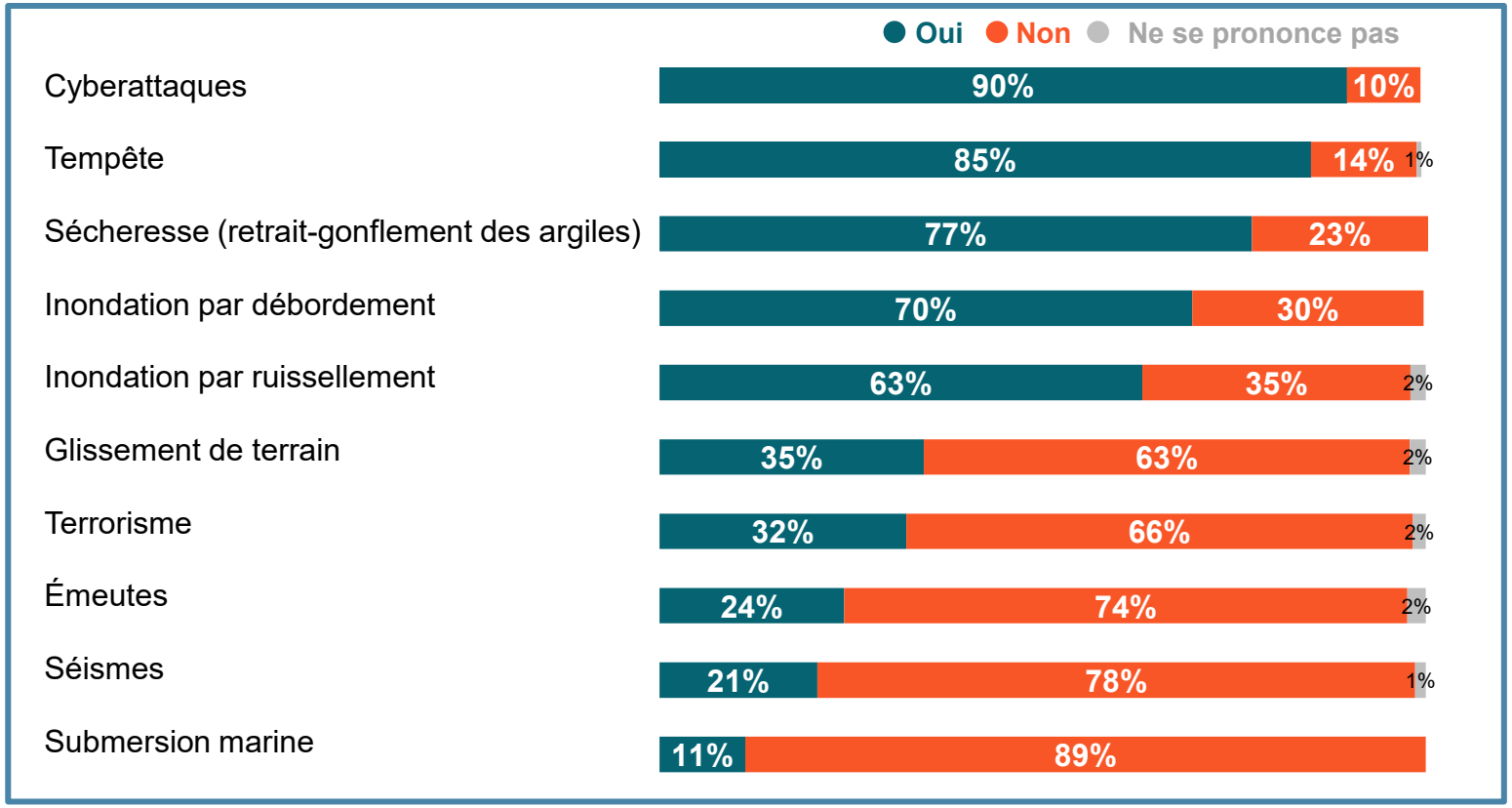

*Source : enquête d'opinion sur les municipalités et l'assurance, mars 2026, Ipsos pour France Assureurs.*

- Les collectivités locales ont un niveau **d'inquiétude globalement inférieur à celui des Français** (63 % inquiets à horizon 2 ans).
- Le **degré d'inquiétude forte augmente légèrement à horizon 10 ans** (11 % contre 7 %), sans que le niveau global ne change véritablement.

# Les collectivités territoriales se sentent particulièrement exposées aux cyberattaques et aux risques climatiques

## Considérez-vous que votre commune est exposée aux risques suivants ?

(en % des répondants)

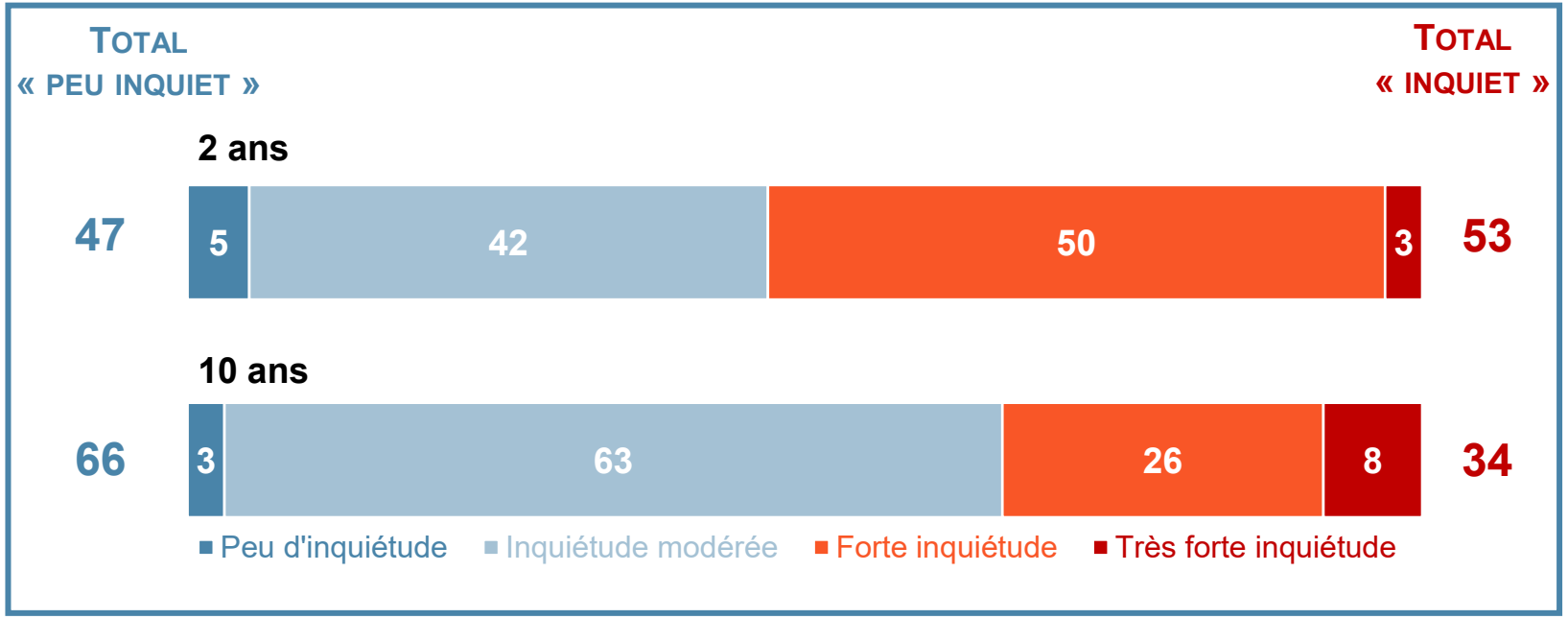



***Source :*** *enquête d'opinion sur les municipalités et l'assurance, mars 2026, Ipsos pour France Assureurs.*

- Les communes se sentent très exposées au risque de cyberattaques : 90 % pour l'ensemble des communes et **même 95 % pour les communes de 10 000 habitants ou plus.**
- Elles se sentent également exposées aux risques liés aux catastrophes naturelles.
- **Seules les communes de 10 000 habitants ou plus se sentent exposées aux risques de terrorisme** (46 %) ou d'émeutes (61 %).

# Les assureurs expriment une confiance mesurée dans l'avenir

**QUEL EST VOTRE DEGRÉ D'INQUIÉTUDE VIS-À-VIS DU PAYS ?**
(en % des répondants)



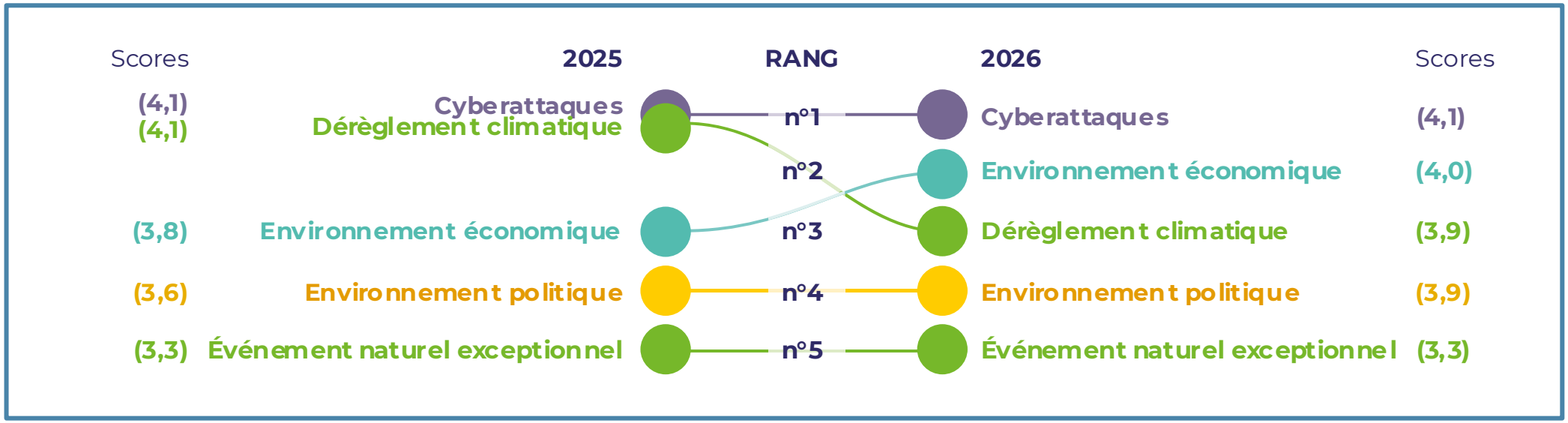

*Source : France Assureurs, Cartographie des risques 2026.*

- La cartographie prospective 2026 de la profession de l'assurance a été élaborée à partir d'une **enquête** conduite **fin 2025 auprès des dirigeants du secteur**.
- Les assureurs sont majoritairement **inquiets ou très inquiets de la situation du pays à horizon de 2 ans.**
- **À horizon de 10 ans, leur niveau d'inquiétude diminue significativement** : ils ne sont plus que 34 % à se dire fortement ou très fortement inquiets.

- La cartographie met en évidence une distinction nette entre les inquiétudes des assureurs pour la société française à court et à long terme.
  - À court terme, **les hiérarchies sont proches, avec un poids particulièrement élevé des risques politiques et économiques.**
  - À long terme, les préoccupations sociétales apparaissent **plus diversifiées** que les préoccupations pour les entreprises, intégrant davantage les enjeux **démographiques, économiques et climatiques.**

# Le risque cyber apparaît, pour la 9e année consécutive, comme le principal risque pour les assureurs

## Classement des 5 principaux risques dans la Cartographie des risques de France Assureurs



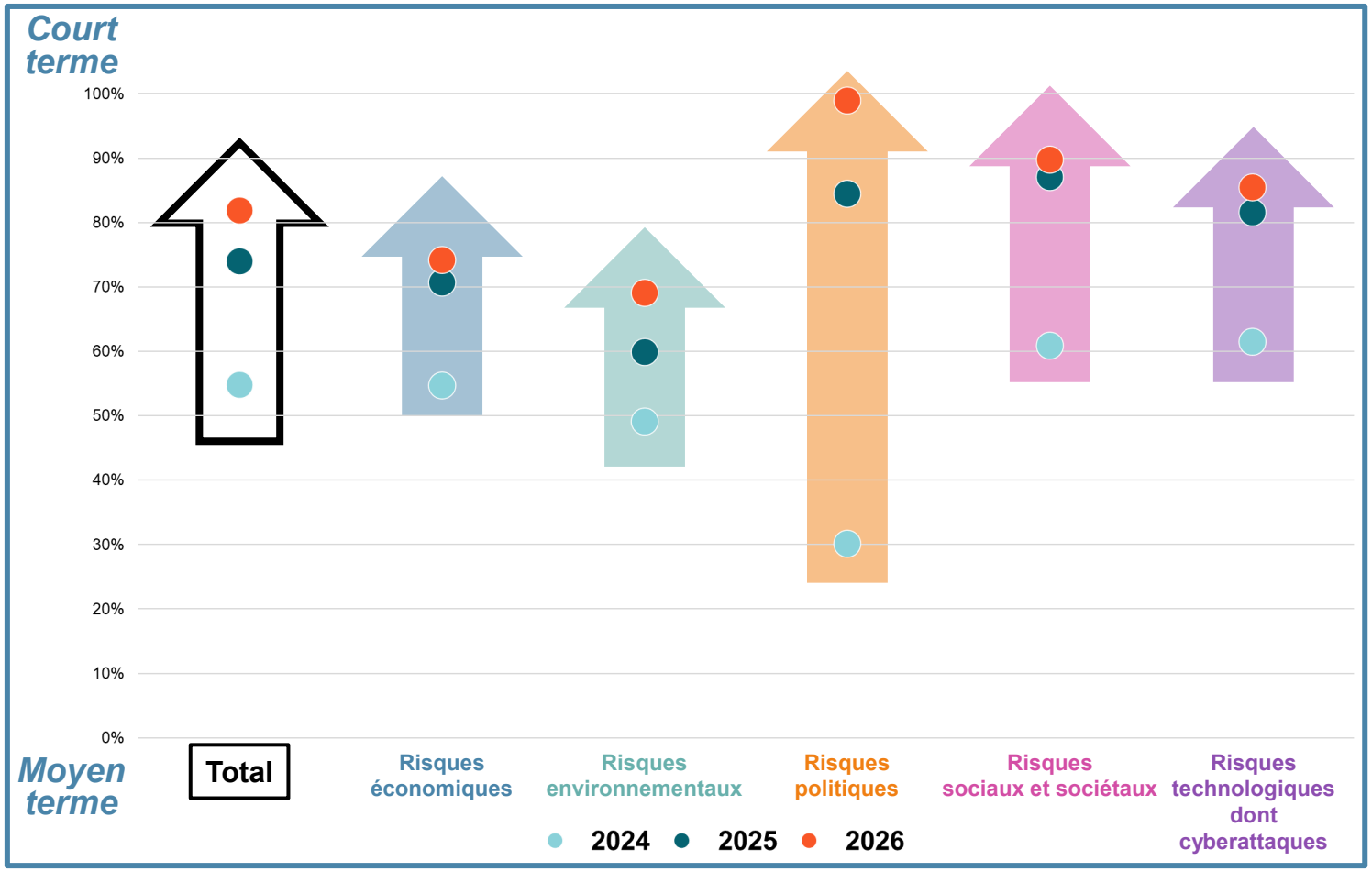

***Source :*** *France Assureurs, Cartographie des risques 2026.*
***Note*** *: les scores entre parenthèses correspondent à la moyenne des scores de fréquence et de sévérité.*

- Le **risque de cyberattaques progresse en sévérité** : +0,2 point entre 2025 et 2026, pour atteindre un maximum historique de 4,3. Le score de fréquence recule quant à lui de –0,3 point pour atteindre 3,9. Le score moyen reste donc stable à 4,1 points.
- Aux cyberattaques s'ajoutent désormais deux risques en forte progression : le risque lié à **l'intelligence artificielle** et celui relatif à la **qualité des données** et à la conformité des processus IT. Cette évolution traduit une **transformation de la perception du risque technologique** : les assureurs anticipent des impacts potentiellement plus graves en cas de réalisation, dans un contexte d'accélération des usages numériques, du recours au *cloud* et du déploiement de solutions d'intelligence artificielle.
- Les risques liés aux **environnements économique et politique** voient leurs scores revalorisés à la hausse.

# La plupart des risques sont désormais perçus comme imminents…

- **L'horizon des risques se rapproche** : cette évolution, amorcée en 2025, s'est confirmée et renforcée en 2026.
- Les **risques notamment politiques et sociaux** sont perçus comme relevant d'un horizon de plus en plus court terme, dans un contexte national, européen et mondial incertain.
- Les cyberattaques et l'environnement politique sont considérés comme imminents par **99 % des répondants**.

**PART DES RÉPONDANTS CONSIDÉRANT LES RISQUES COMME DE COURT TERME, AU TOTAL ET PAR FAMILLE, PAR ANNÉE D'ENQUÊTE** (en %)

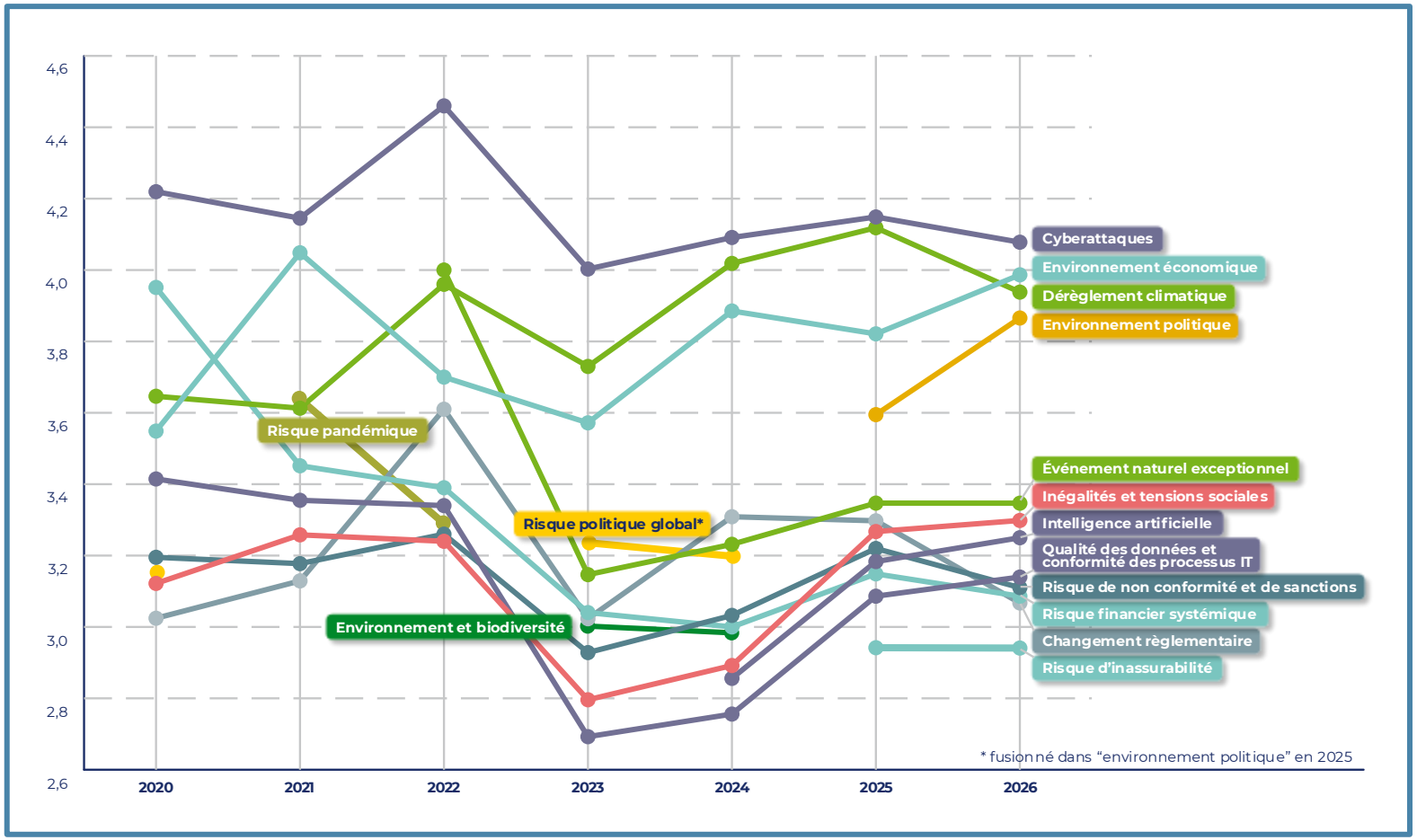



***Source :*** *France Assureurs, Cartographie des risques 2026.*
***Lecture :*** *en moyenne, 82 % des assureurs considèrent que les principaux risques pour l'année 2026 sont des risques de court terme (0-2 ans) plutôt que des risques de moyen terme (3-5 ans). Par exemple, les risques environnementaux étaient considérés en 2024 comme des risques de court terme par environ 50 % des assureurs, contre 70 % des assureurs en 2026, soit un rapprochement de l'horizon du risque de près de 20 points.*

# … avec une polarisation plus marquée en 2026

## ÉVOLUTION DU SCORE MOYEN DES 12 PRINCIPAUX RISQUES ENTRE 2020 ET 2026

(score sur 5)




*Source : France Assureurs, Cartographie des risques 2026.*

- **Quatre principaux risques se détachent du reste** : cyberattaques, environnement économique, dérèglement climatique et environnement politique.
- Si le score de risque moyen apparaît stable dans le temps, **l'écart entre les risques se resserre** de manière historique avec seulement 0,2 point d'écart entre le 5e et le 10e risque.
- L'analyse **à horizon de 10 ans** fait émerger une **recomposition des préoccupations autour de trois pôles structurants** :
  - **le climat**, le dérèglement climatique devenant la préoccupation centrale ;
  - **l'économie**, avec notamment le risque d'inassurabilité ;
  - **la technologie**, en particulier les enjeux liés à l'intelligence artificielle.

# En résumé : à court terme, les Français, les collectivités et les assureurs partagent une inquiétude forte

**L'inquiétude est forte pour toutes les catégories** de sondés à horizon 2 ans, particulièrement en raison du risque géopolitique ou du risque climatique.

À horizon 10 ans, **les assureurs semblent moins inquiets** qu'à horizon 2 ans.

Pour les trois catégories de sondés, **le risque de cyberattaques représente la principale menace.**

Viennent ensuite le risque géopolitique et le risque climatique.

***Sources :*** *enquête d'opinion sur les Français et l'assurabilité – 4e édition, mars 2026, Elabe pour France Assureurs ; enquête d'opinion sur les municipalités et l'assurance, mars 2026, Ipsos pour France Assureurs* ***;*** *France Assureurs, Cartographie des risques 2026.*

# Sommaire


1 LA FRANCE EST EN QUÊTE DE REPÈRES

2 L'ASSURANCE EST UN MOTEUR DE L'ÉCONOMIE PRODUCTIVE

1. Le contexte (inter)national incertain favorise l'épargne de long terme
2. Le contexte incertain favorise l'assurance vie
3. À travers ses investissements, l'assurance bénéficie à toute l'économie

3 L'ASSURANCE EST UN ACTEUR MAJEUR DU MODÈLE SOCIAL FRANÇAIS

1. La situation démographique met en péril le financement du modèle social
2. Les assureurs contribuent à soigner les Français
3. L'épargne retraite représente un filet de sécurité pour les Français

4 L'ASSURANCE FAIT FACE AUX RISQUES DU QUOTIDIEN ET À CEUX DE DEMAIN

1. Le dérèglement climatique transforme en profondeur la vie des Français
2. L'assurance est une ceinture de sécurité pour les risques du quotidien

5 LA FRANCE A BESOIN D'ASSURANCE

1. L'assurance est au plus près des Français
2. L'assurance est au service de la société française et européenne

# L’assurance est un moteur de l’économie productive

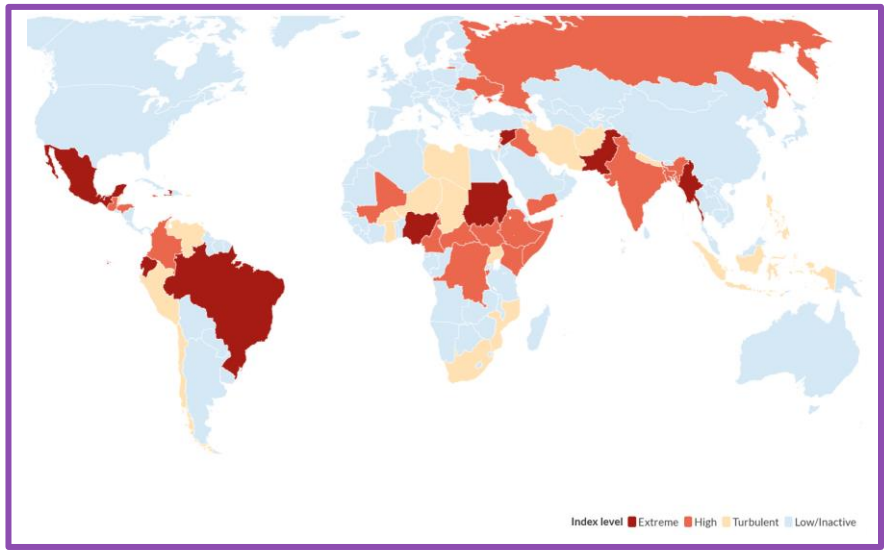
2

# 2.1 Le contexte (inter)national incertain favorise l’épargne de long terme

# En 2025, l’ordre mondial a été bouleversé

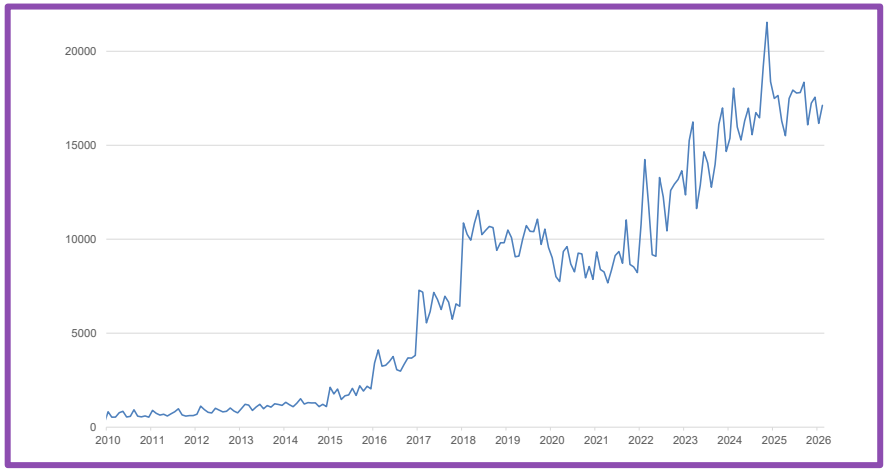
- En 2025, le monde a de nouveau été **marqué par une intensification des conflits** entre grandes puissances et un affaiblissement des mécanismes de régulation multilatéraux.
- En particulier, l’année a été marquée par :
  - un enlisement des conflits majeurs (en Ukraine comme au Moyen-Orient) ;
  - une situation Indo-Pacifique sous haute pression stratégique ;
  - l’Afrique toujours en proie à des crises (crise humanitaire et guerre civile au Soudan, situation au Sahel, etc.) ;
  - une généralisation des guerres hybrides, avec notamment le développement des cyberattaques et de la désinformation dopée à l’IA.
- La mer redevient un enjeu de puissance qui impacte le commerce international : **80 % du commerce des marchandises passe par la mer** (source : ONU).

## Où ont lieu les conflits dans le monde en 2025 ?




***Source :*** *ACLED, fin 2025.*

***Lecture :*** *l’indice de conflit de l’ACLED est construit en analysant l’intensité des conflits à travers le monde via plusieurs critères, notamment la mortalité, le danger pour les citoyens, la part du pays concernée et la fragmentation des groupes armés. Sur cette base, un score de niveau de conflit est construit. Les zones considérées comme les plus à risque ici sont notamment le Brésil, l’Équateur, Haïti, le Mexique (violence des gangs principalement) et la Syrie.*




***Source :*** *ACLED.*

***Derniers points :*** *février 2026.*

## Nombre d’événements violents dans le monde

FOCUS

# Conflit au Moyen-Orient : quelles sont les « garanties risques de guerre » ?

Le conflit au Moyen-Orient a un impact indirect, à court terme, sur l'assurance.
Néanmoins, trois secteurs sont plus directement affectés : **l'assurance transports, l'assurance-crédit et l'assistance.**

## Assurance transports

- Les assureurs **continuent** de couvrir les navires qui étaient déjà assurés et qui sont bloqués dans le Golfe Persique.
- Il n'y a **pas de résiliations**, mais des « réinstallations »*. En revanche, ces navires ne sont pas couverts pour franchir le détroit d'Ormuz.
- Pour les autres navires, la couverture risque de guerre **reste possible** sous réserve de ne pas franchir le détroit d'Ormuz.
- Les corps d'aéronefs **peuvent être garantis** contre les risques de guerre.
- Les marchandises déjà embarquées **restent couvertes**. Les nouvelles expéditions vers des zones à risque nécessitent l'accord de l'assureur.

**nouvelles conditions proposées aux armateurs s'ils veulent continuer à être couverts.*

## Assurance-crédit

- Certains secteurs comme les transporteurs routiers peuvent voir leur situation financière se dégrader avec la hausse du prix du carburant.
- Cette moindre solvabilité impacte les conditions de délivrance de l'assurance-crédit pouvant entraîner dans certains cas une limitation à l'accès au crédit (et induire des paiements au comptant).
- Ils sont également confrontés à une raréfaction du crédit interentreprises, notamment pour l'achat de carburant.

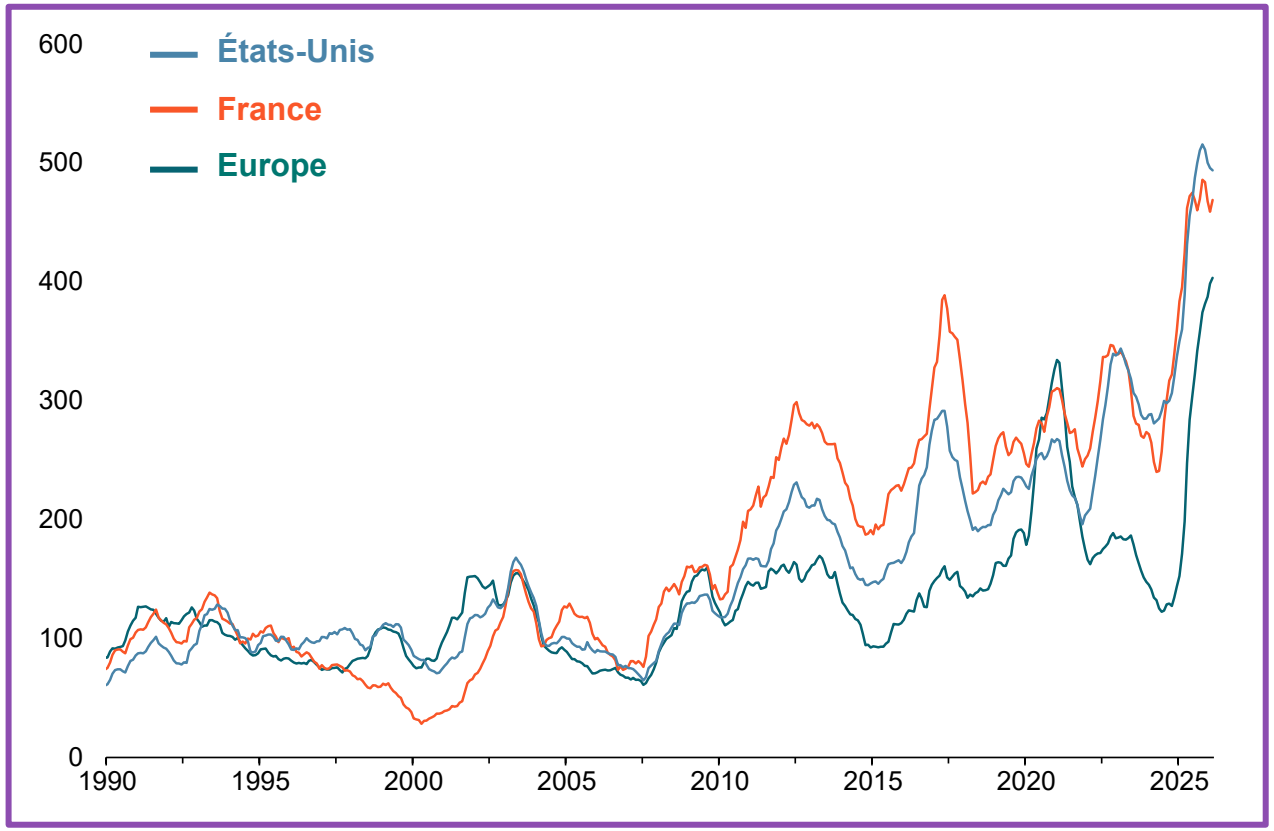
## Assistance

- Les assisteurs accompagnent leurs assurés blessés ou malades en cas de problème de santé imprévu ou d'accident et peuvent organiser leur rapatriement si les soins locaux ne sont pas adaptés.
- À ce stade, peu d'effets sur les rapatriements sanitaires du Moyen-Orient.

# L'année 2025 a été marquée par une incertitude économique particulièrement élevée

- En 2025, le niveau d'incertitude a atteint des **niveaux historiquement élevés**.
- Mesurée à partir du traitement de l'actualité économique par les journaux de référence, cette incertitude autour de la politique économique s'explique par plusieurs facteurs selon la situation géographique :
  - à l'international : par **les droits de douane**, ainsi que la résurgence de conflits mondiaux ;
  - aux États-Unis : par le contexte politique ainsi que **la politique monétaire** ;
  - en France : par **la situation politique**, et en particulier les difficultés rencontrées autour du budget.

**INDICES D'INCERTITUDE DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE**
(moyenne mobile sur 12 mois)

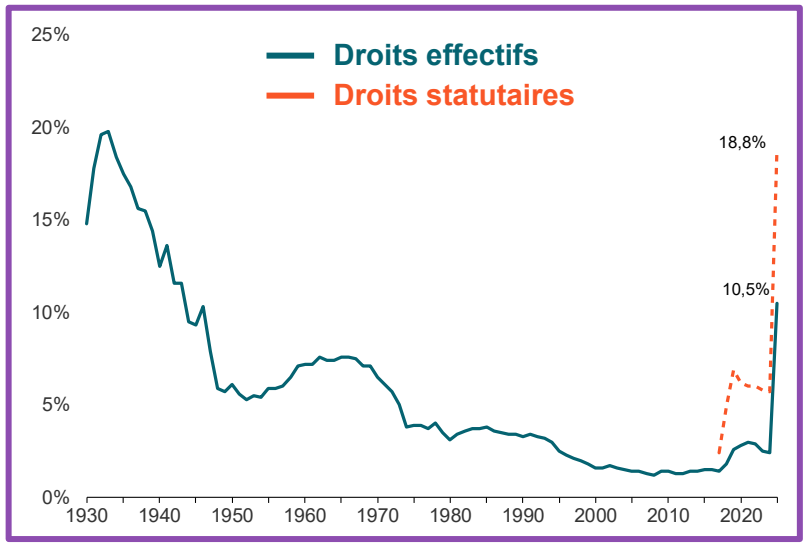



***Source :*** *'Measuring Economic Policy Uncertainty' by Scott Baker, Nicholas Bloom and Steven J. Davis, www.PolicyUncertainty.com. Indice calculé par des chercheurs de l'université de Stanford à partir du traitement de l'actualité économique par les journaux de référence.*
***Derniers points :*** *février 2026.*

# L'impact des droits de douane américains sur la croissance n'a pas été visible en 2025

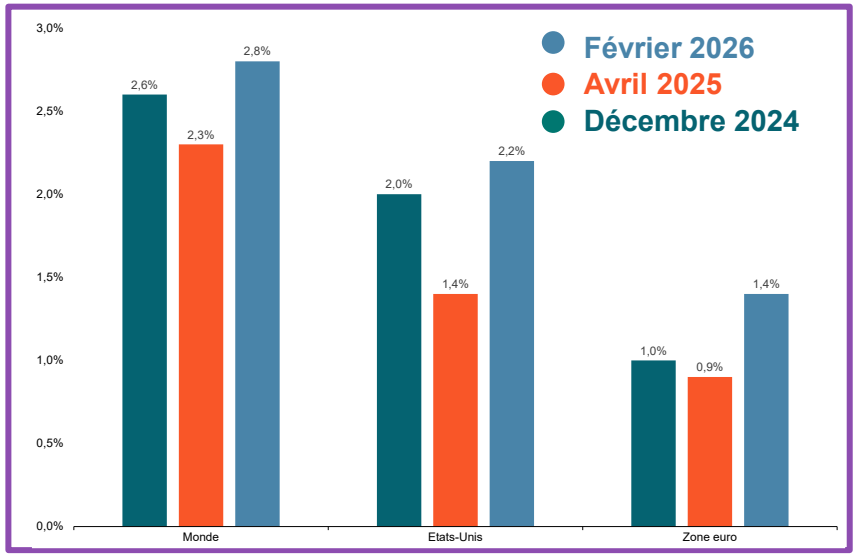
- L'annonce de droits de douane historiquement élevés par le président Trump début avril 2025 a **fait craindre un fort ralentissement de la croissance. À ce stade, ces craintes ne semblent pas s'être confirmées**, comme l'indiquent les dernières données disponibles :
  - le commerce mondial a été soutenu par une accumulation de stocks aux États-Unis avant l'entrée en vigueur des tarifs ;
  - certaines chaînes d'approvisionnement ont été réorientées vers des biens ou des pays moins pénalisés ;
  - les exportations chinoises se sont en partie redirigées vers l'Asie émergente et l'Union européenne.
- **Ces soutiens pourraient cependant n'être que temporaires** et l'imposition de nouvelles barrières tarifaires en 2026, malgré la décision de la Cour suprême, **pourrait à terme constituer un facteur limitant important de la croissance mondiale**.

**DROITS DE DOUANE MOYENS SUR LES IMPORTATIONS AMÉRICAINES**




*Sources : TDM, CEPII, Banque de France.*
*Derniers points : 2025.*

**ÉVOLUTION DES ANTICIPATIONS DE CROISSANCE POUR 2025**

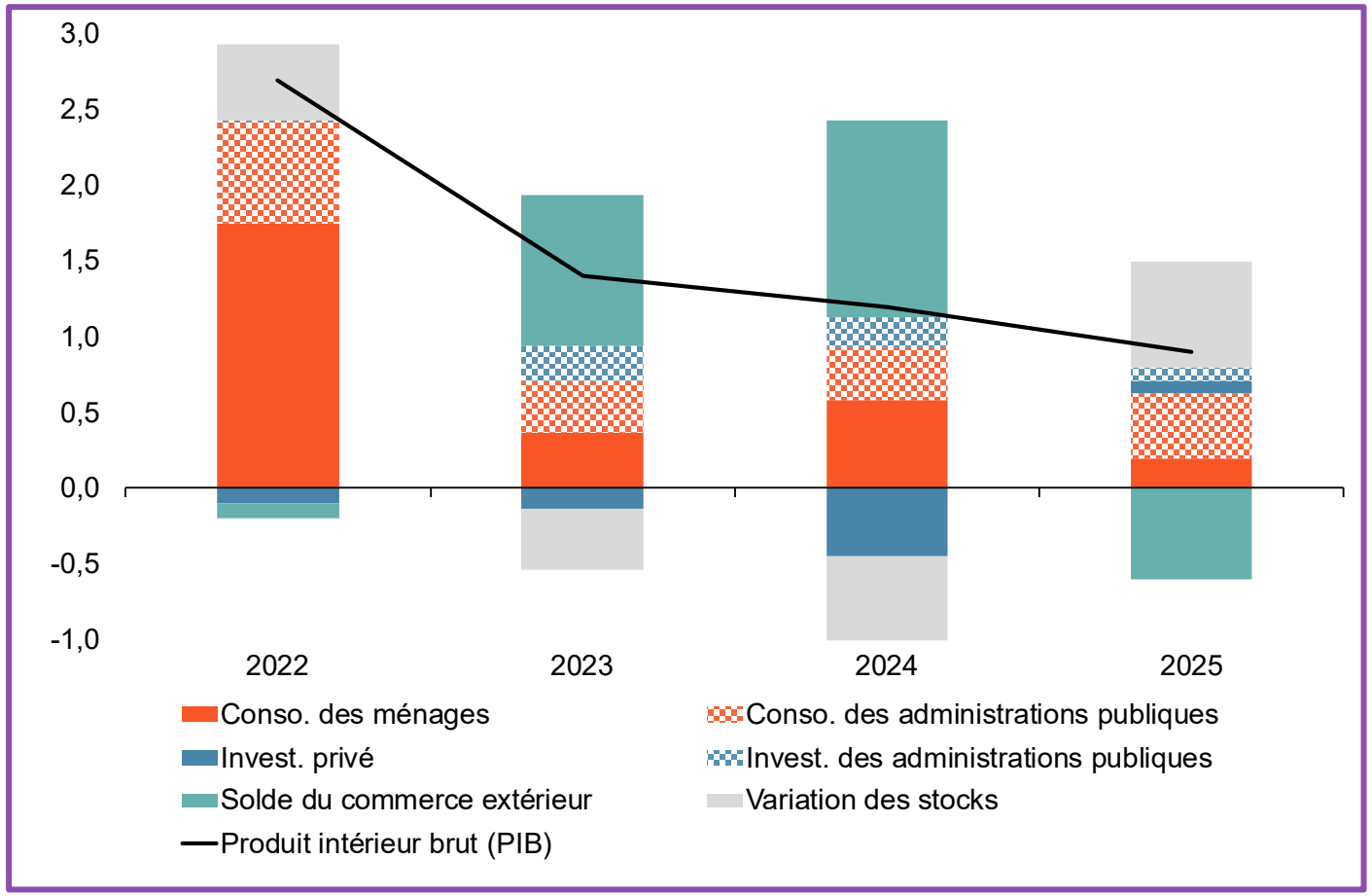



*Source : Consensus Economics (enquête mensuelle basée sur les prévisions de plus de 1 000 économistes).*

# En France, la dépense et l'investissement publics ont porté la croissance…

- **Le PIB a progressé de 0,9 % en France**, contre 1,4 % dans l'ensemble de la zone euro. Il s'agit d'un **ralentissement pour la troisième année consécutive**.
- La croissance a reposé sur :
  - la variation des stocks (+0,7 point) ;
  - la consommation des administrations publiques (+0,4 point) ;
  - la consommation des ménages, dans une moindre mesure (+0,2 point).
- Pour la deuxième année consécutive, la France n'a pas adopté de budget au 31 décembre.

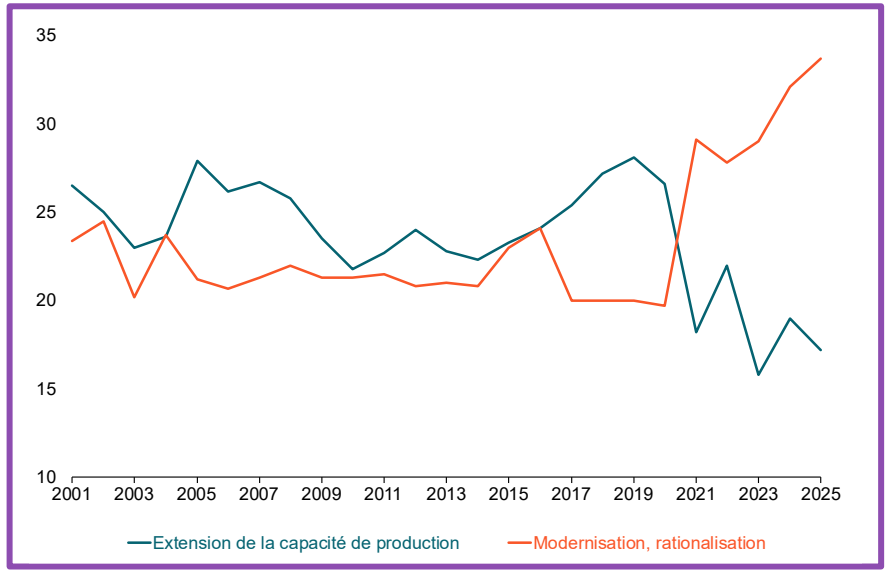
**CROISSANCE DU PIB ET CONTRIBUTIONS**
(en % et en points de pourcentage)




***Source :*** *Insee. La variation des stocks correspond à la valeur des entrées en stock diminuée de la valeur des sorties de stocks et des pertes courantes sur stocks. Les stocks comprennent les matières premières et fournitures, les travaux en cours, les biens finis et les biens destinés à la revente.*
***Note de lecture :*** *en 2025, le PIB a progressé de 0,9 % en France. Parmi ces 0,9 point, 0,7 s'expliquent par la contribution des stocks, tandis que le commerce extérieur a au contraire contribué négativement.*

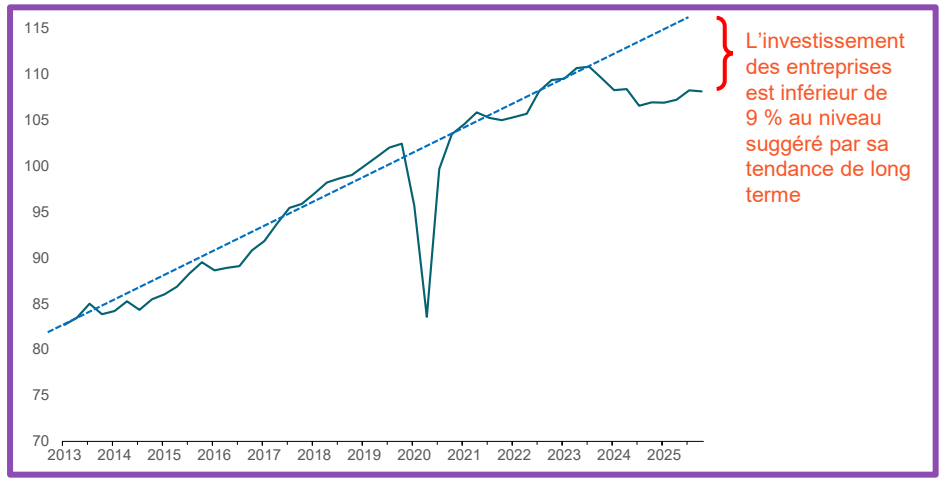
# … tandis que l'investissement des entreprises est resté atone…

- Dans l'industrie manufacturière, **les perspectives d'investissement reculent depuis deux ans.**
- Selon les enquêtes de conjoncture**, la nature des investissements réalisés dans ce secteur confirme des anticipations attentistes** depuis la crise sanitaire :
  - la part des investissements destinés à augmenter les capacités de production est passée de 25 % en moyenne à moins de 20 % ;
  - à l'inverse, les investissements visant à rationaliser l'activité progressent fortement.




**DESTINATION DES INVESTISSEMENTS**
(en %)

***Source :*** *Insee, enquête de conjoncture dans l'industrie.*



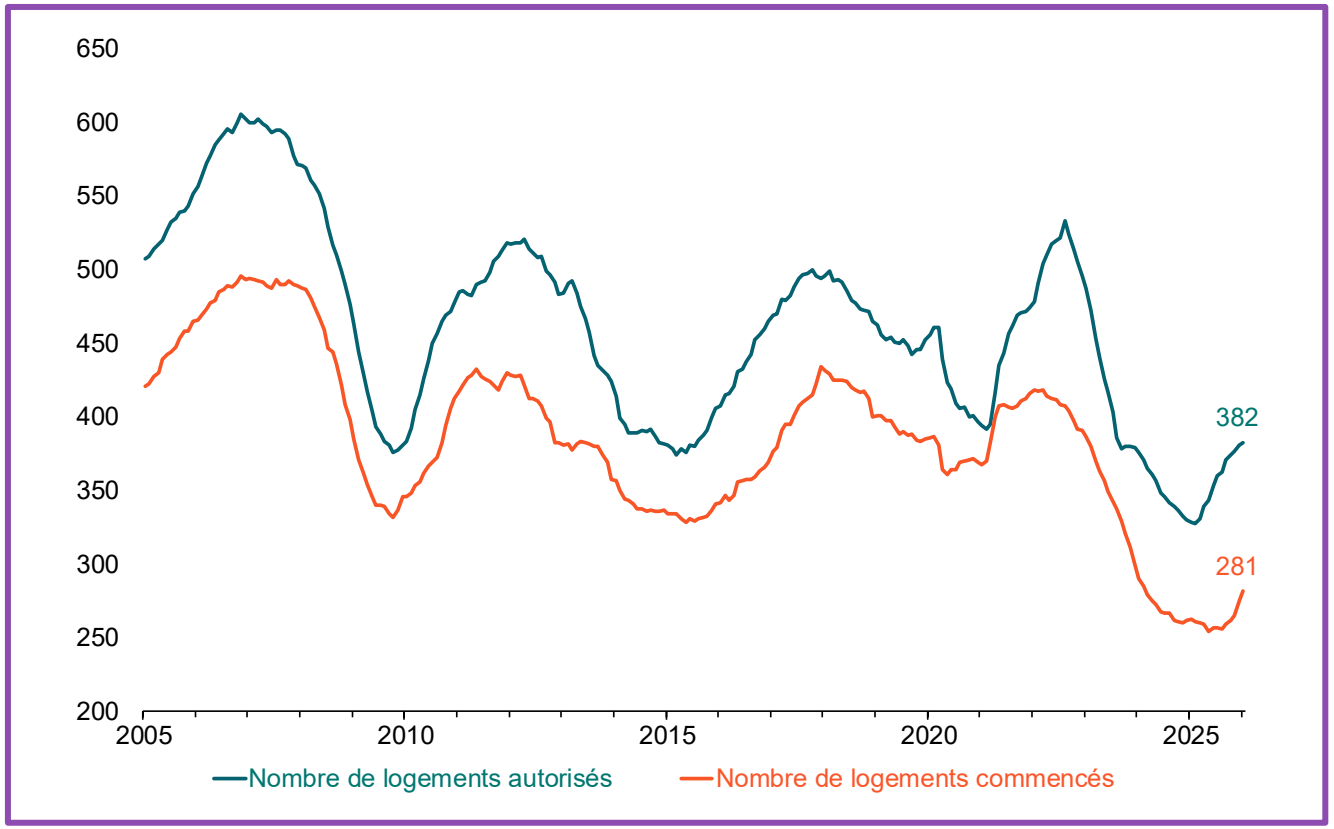

**INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES NON FINANCIÈRES**
(en volume, base 100 au 1er trimestre 2019)

***Source :*** *Insee.*

# … malgré de premiers signes de reprise dans l'immobilier

- **La crise** dans l'investissement immobilier **a grevé la croissance** depuis la hausse brutale des taux d'intérêt en 2022.
- En 2025, **l'investissement des ménages s'est légèrement redressé** (+0,8 %, après –5,6 % en 2024 et –7,7 % en 2023), contribuant à la reprise de l'immobilier neuf.
- Les autorisations de mise en chantier :
  - ont atteint un point bas en février 2025, après la période de recul de l'activité la plus prononcée depuis 20 ans ;
  - ont finalement progressé de +15 % en 2025 (+50 200 unités), retrouvant le niveau d'activité de 2023.

**NOMBRE DE LOGEMENTS AUTORISÉS ET MIS EN CHANTIER**
(cumul glissant sur 12 mois, en milliers)

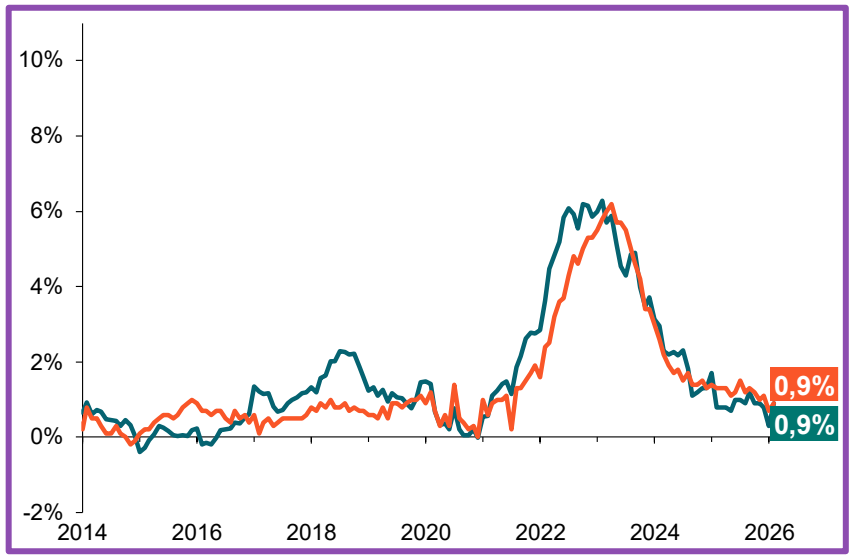


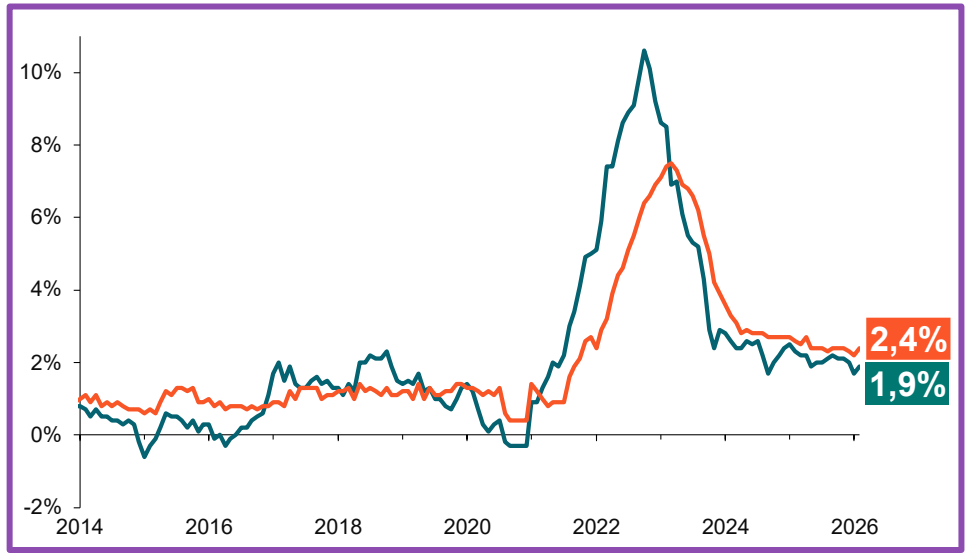

***Source :*** *SDES.*
***Derniers points :*** *janvier 2026.*

# En 2025, l'inflation en France a été contenue…

- **En France, la hausse des prix de l'énergie** en 2022-2023, liée au choc inflationniste mondial, **a été partiellement amortie par le bouclier tarifaire**. Ce dispositif a limité l'ampleur de la hausse des prix pour les ménages et les entreprises par rapport à la plupart des autres pays de la zone euro.
- Les effets induits par cette hausse des prix de l'énergie – rattrapage sur les prix des services et les salaires – sont donc restés plus modérés. Combiné à une demande intérieure relativement atone, cela contribue à une **inflation en 2025 globalement moins élevée qu'ailleurs** dans la zone euro.
- Par comparaison, **aux États-Unis, l'inflation est restée plus forte**, notamment en raison des coûts liés aux logements : elle était en décembre 2025 de 2,7 % (2,6 % pour l'inflation sous-jacente), après avoir atteint environ 3 % en août et septembre.

**INFLATION EN FRANCE**
(glissement annuel de l'IPC)




Inflation
Inflation sous-jacente

***Note***
*IPC = Indice des prix à la consommation.*
*IPCH = Indice des prix à la consommation harmonisé.*

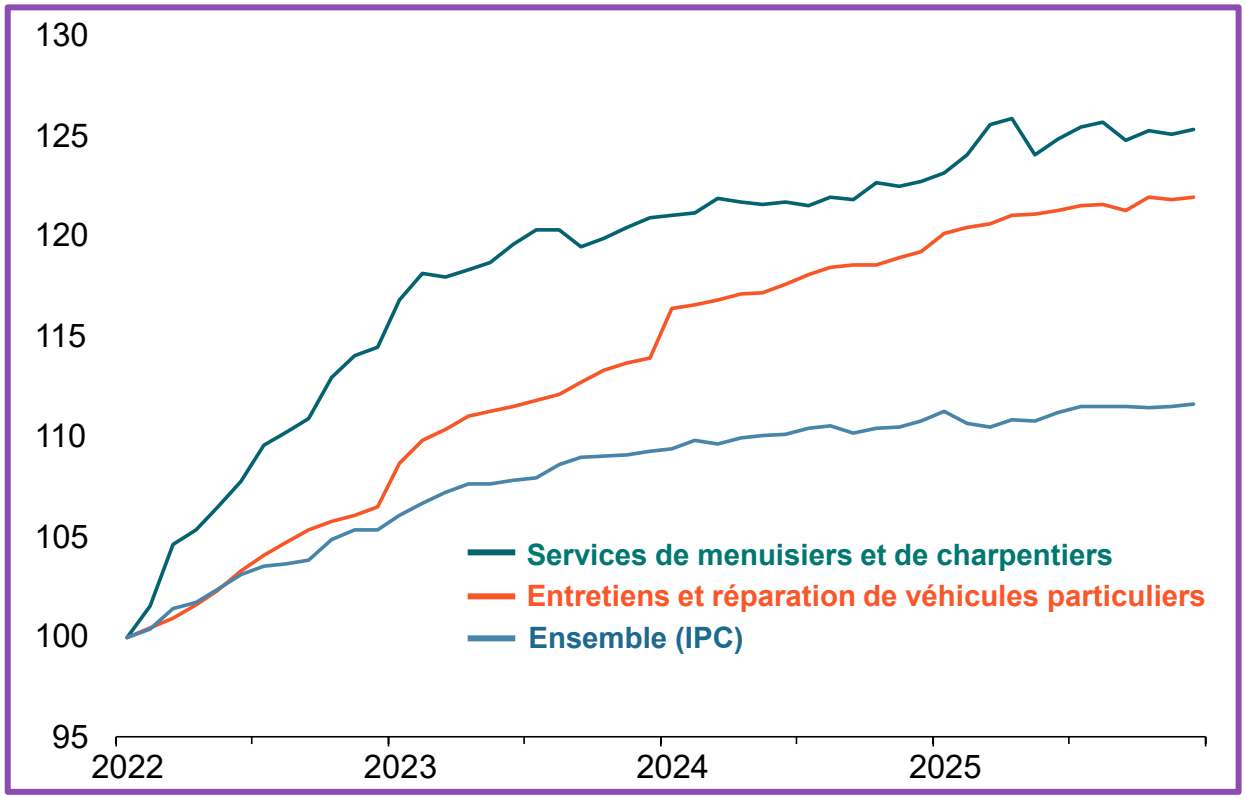
**INFLATION EN ZONE EURO**
(glissement annuel de l'IPCH)

***Sources :*** *Insee, Eurostat.*
***Derniers points :*** *février 2026.*

# … mais le coût des services liés à la réparation des sinistres est resté élevé

- **Le coût des services liés aux réparations a continué à augmenter plus vite que l'inflation (+12,3 % entre fin 2021 et fin 2025)**, notamment :
  - les services de menuisiers et charpentiers (+27,9 %);
  - l'entretien et la réparation des véhicules particuliers (+23,4 %).
- Ces hausses de coûts contribuent à **renchérir le coût des sinistres** et pèsent sur le coût des assurances.

**ÉVOLUTION COMPARÉE DE DIFFÉRENTS INDICES DE PRIX**
(Base 100 en janvier 2022)

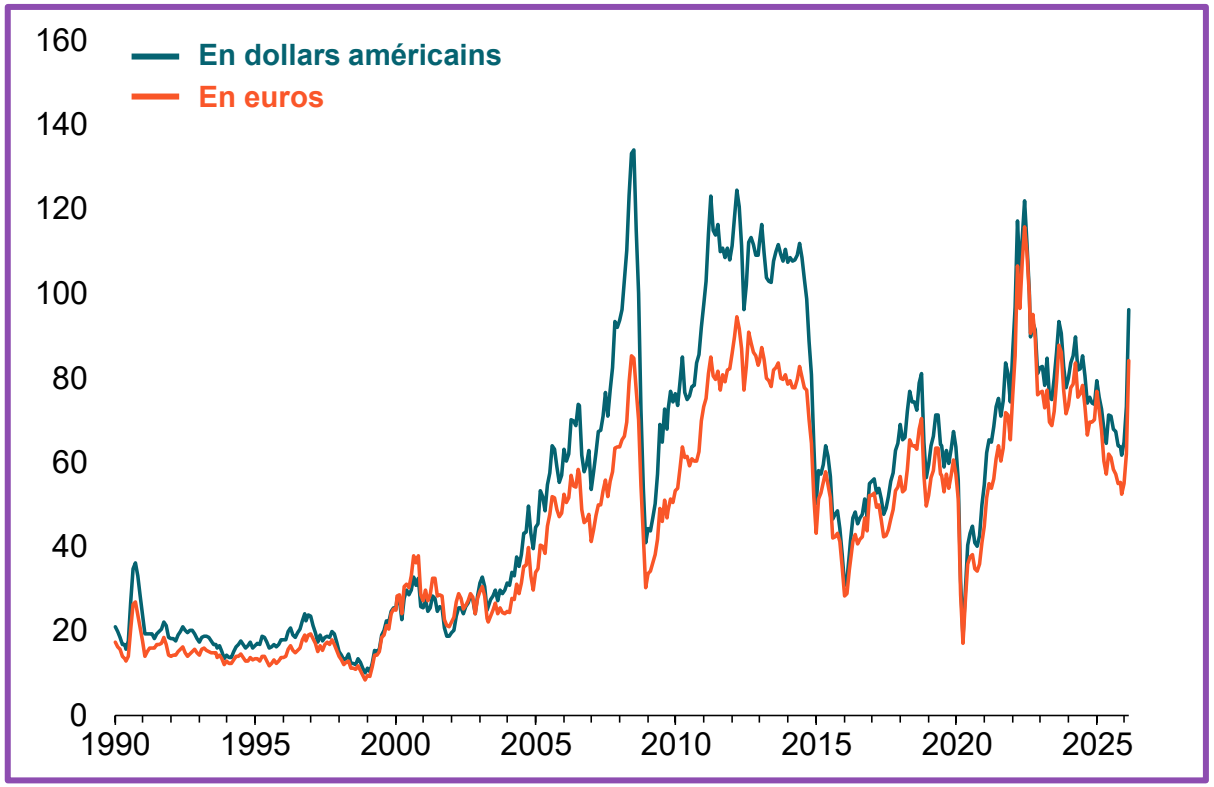



***Source :*** *Insee.*
***Derniers points :*** *décembre 2025.*

# Les tensions géopolitiques actuelles pourraient raviver les tensions inflationnistes

- Début 2026, les développements géopolitiques, notamment la guerre au Moyen-Orient, provoquent un très **fort regain de tension sur le cours du pétrole**.
- Cette situation s'explique en particulier par les risques pesant sur la sécurité du **détroit d'Ormuz**, point de passage stratégique du commerce mondial de pétrole, dans un contexte d'**offre de substitution limitée** et de **demande peu élastique à court terme.**
- Le prix du baril de pétrole en dollars reste inférieur au niveau de prix des années 2010, mais l'euro est moins fort qu'à cette période et le prix du baril en euros est proche de ses plus hauts niveaux historiques.
- Le choc pétrolier repousse l'espoir d'une baisse des taux. Cette flambée énergétique ravive le **spectre de l'inflation et force les investisseurs à revoir leurs anticipations de politique monétaire**.

**COURS DU BARIL DE BRENT**
(moyenne mensuelle, en dollars américains et en euros)

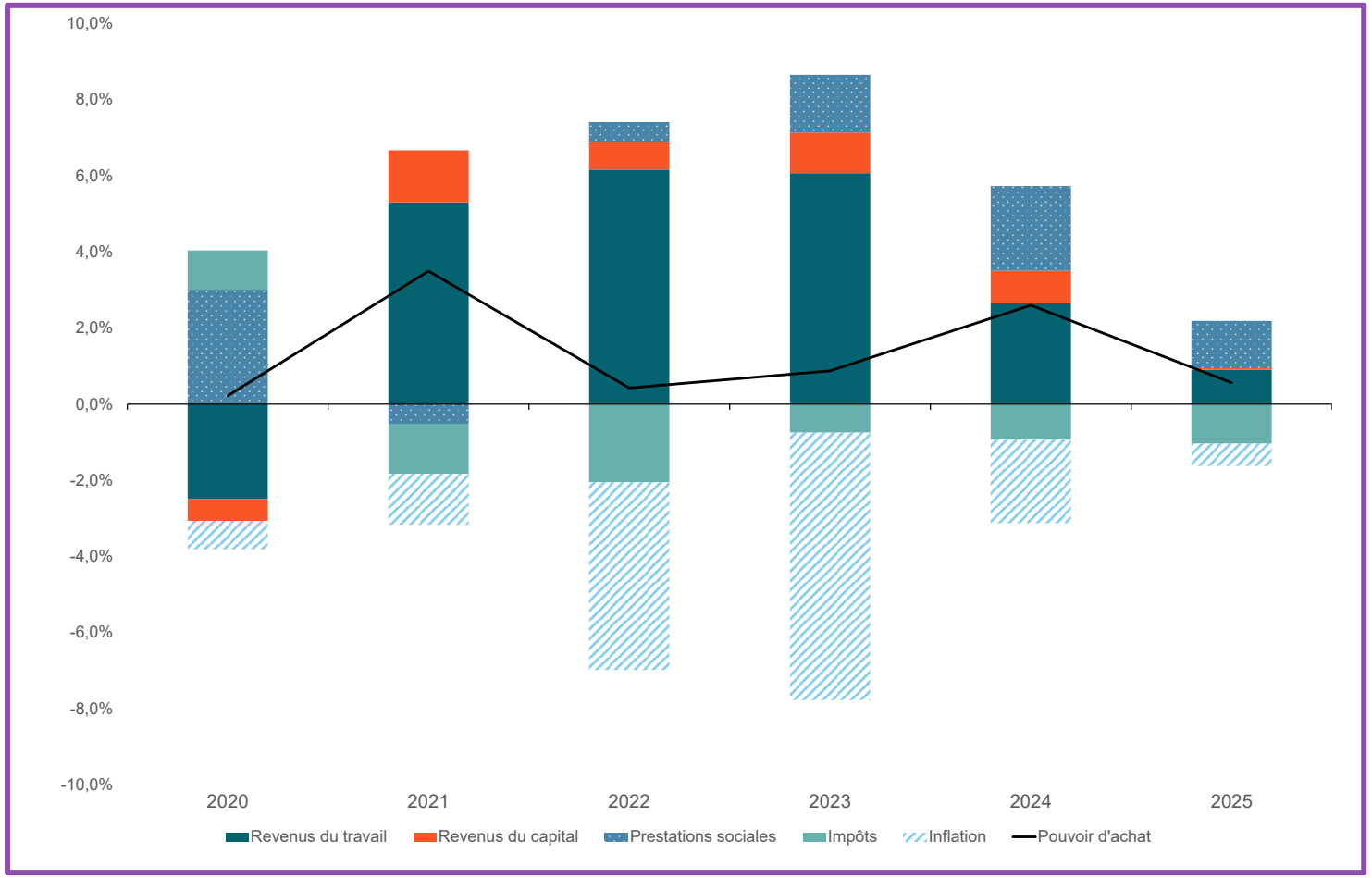



***Source :*** *Investing.com.*
***Derniers points :*** *mars 2026.*

# Le pouvoir d'achat des ménages a peu progressé en 2025

- **Le pouvoir d'achat reste la première préoccupation des Français** : 54 % d'entre eux se disent exposés et vulnérables au risque de devoir changer de façon de vivre à cause d'une baisse de pouvoir d'achat (*source : état de l'opinion, enquête Elabe, novembre 2025*).
- En 2025, **le pouvoir d'achat des ménages a progressé de +0,6 %**, en ralentissement par rapport à 2024 (+2,6 %).
- Cette évolution est avant tout liée au **ralentissement de la progression des salaires** (moins d'inflation) et des revenus du patrimoine (baisse des taux directeurs, notamment), tandis que **le dynamisme des prélèvements fiscaux** et sociaux agit comme **un facteur limitant**.

**CROISSANCE TRIMESTRIELLE DU POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES, ET CONTRIBUTION DE SES COMPOSANTES** (en %)

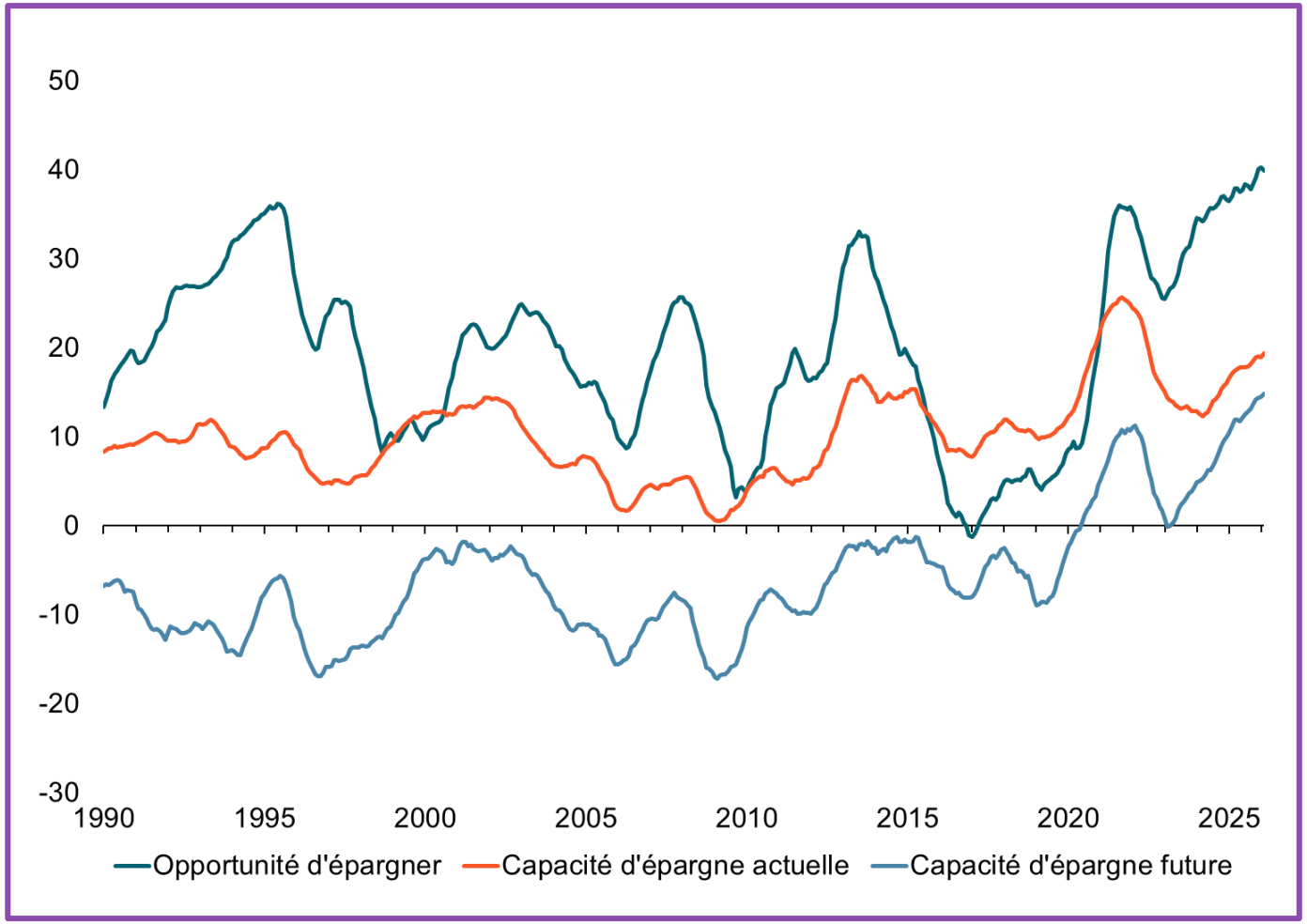



***Source :*** *Insee, 4e trimestre 2025.*
***Lecture :*** *en 2025, le pouvoir d'achat des ménages a augmenté de 0,6 % par rapport à 2024.*
*Cette évolution s'explique notamment par une contribution positive de +1,2 % des prestations sociales, une contribution négative de –1,0 % des impôts et une contribution négative de –0,6 % de l'inflation.*

# Dans ce contexte incertain, la volonté des Français d'épargner demeure élevée…

- L'opportunité d'épargner des ménages français est **au plus haut** depuis 1973 (date de début de la série statistique).
- Les ménages sont affectés par une forte incertitude :
  - environnement géopolitique ;
  - avenir des retraites ;
  - trajectoire des finances publiques et risque de pression fiscale plus élevée.

**OPPORTUNITÉ ET CAPACITÉ D'ÉPARGNER DES MÉNAGES**
(soldes d'opinions en points, moyenne mobile sur 12 mois)

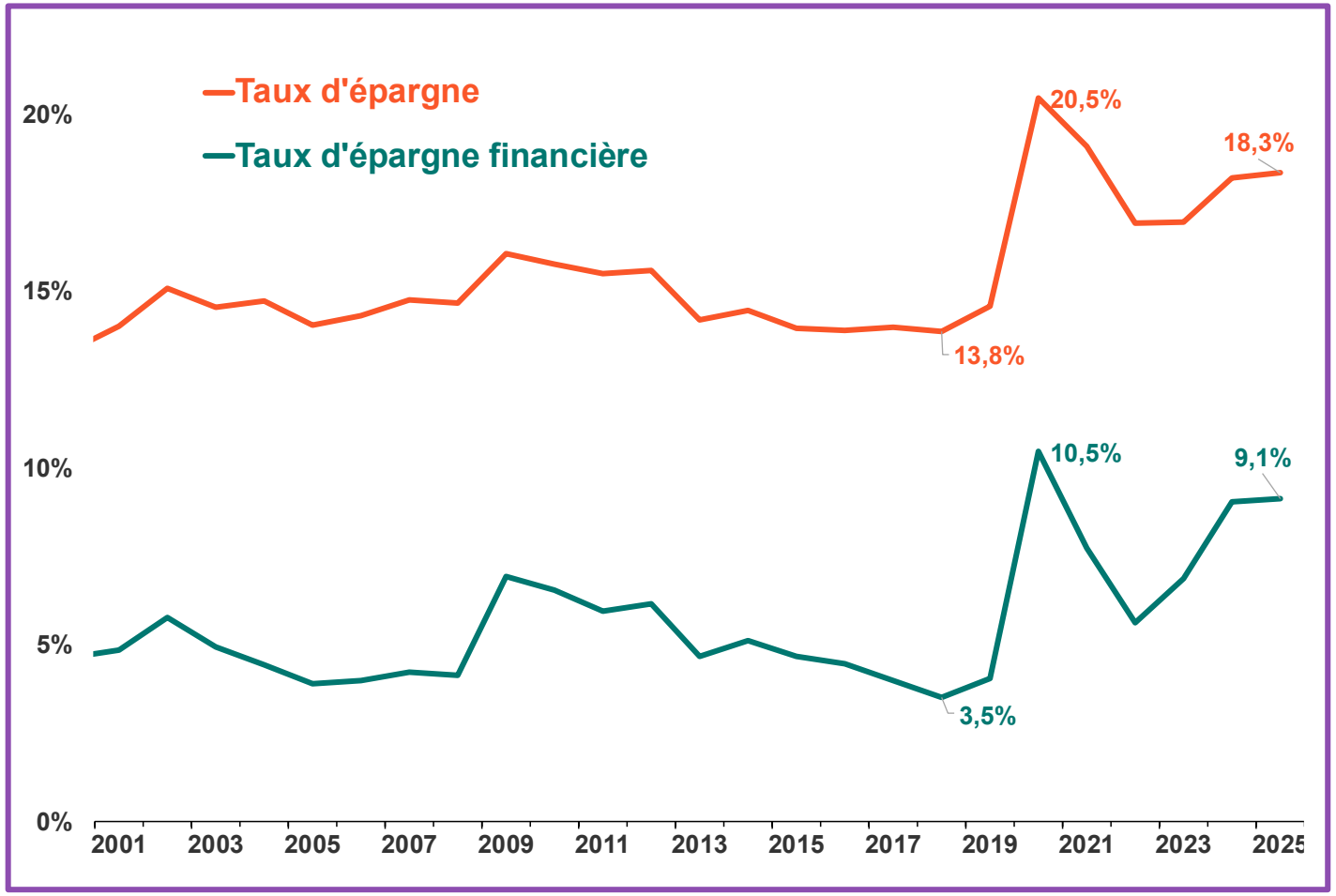



***Source :*** *Insee.*

# … et le taux d'épargne est au plus haut

- Hors période de crise sanitaire, les taux d'épargne et d'**épargne financière des ménages restent à des niveaux élevés.**
- Le taux d'épargne des ménages en France est comparable à celui de l'Allemagne ou des Pays-Bas, alors qu'il est plutôt de l'ordre de 12-13 % en Belgique, en Espagne et en Italie.
- Ces différences s'expliquent en grande partie par des **écarts dans le taux d'épargne financière**, proche de 10 % en France et en Allemagne, contre moins de 6 % dans les autres grands pays européens.

**TAUX D'ÉPARGNE DES MÉNAGES** (en %)




*Source : Insee.*

# 2.2 Le contexte incertain favorise l’assurance vie

FOCUS

# Les Français et l'assurance vie, une histoire qui dure

## L'assurance vie est le placement financier préféré des Français

**20 millions** de détenteurs

**43 millions** de bénéficiaires

**57 millions** de contrats

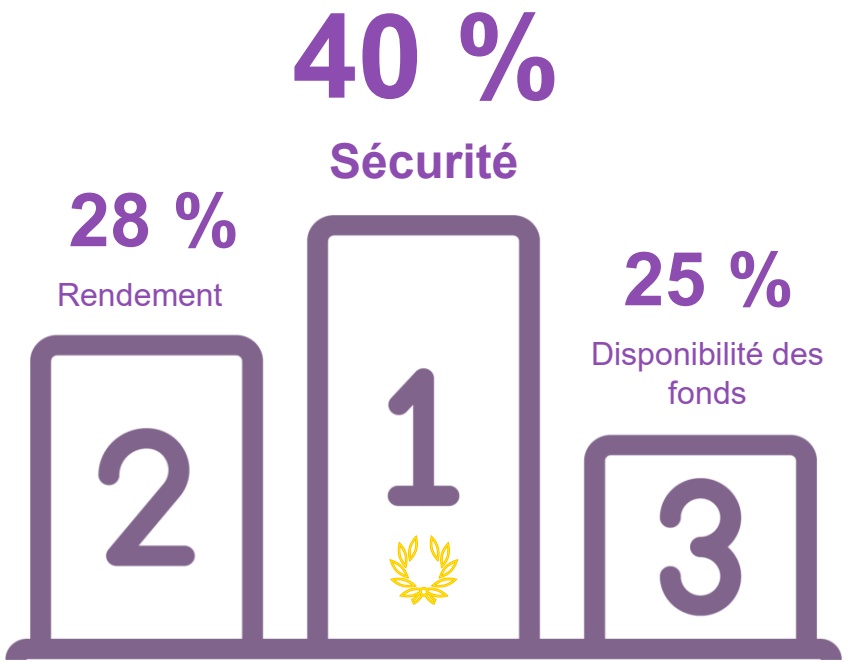
**141 milliards d'euros** versés aux bénéficiaires

**12,8 ans** de durée moyenne des contrats

**45 %** des détenteurs ont un contrat de plus de 10 ans

**Un tiers** des ouvriers, **la moitié** des cadres et plus d'**un agriculteur sur deux** détiennent un contrat d'assurance vie

## Pour les détenteurs d'assurance vie, la sécurité est le critère de choix n°1

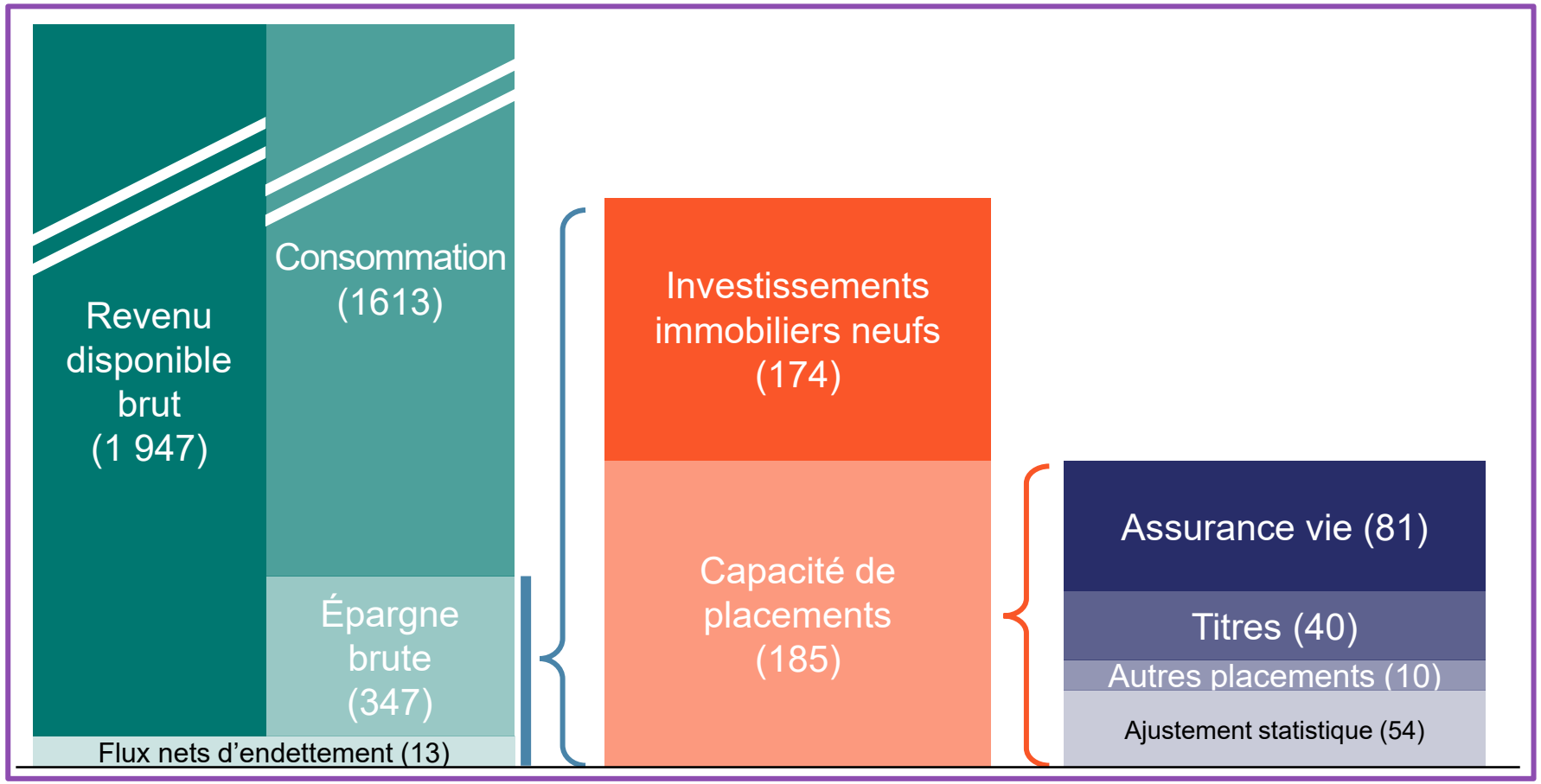



*Sources : France Assureurs, Insee « La détention de patrimoine des ménages en 2024 » et enquête Audirep « La perception des détenteurs d'assurance vie », 2026.*

# En 2025, le niveau d'épargne a soutenu l'assurance vie

- En 2025, l'épargne des ménages français s'est élevée à **347 milliards d'euros.**
- L'usage principal reste traditionnellement l'investissement immobilier (174 milliards d'euros en 2025).
- Les placements se décomposent ensuite en **différents investissements financiers, dont l'assurance vie**, principal placement en 2025 (81 milliards d'euros, dont 51 milliards de collecte nette et 30 milliards liés au rendement des fonds euros).

**DÉCOMPOSITION DU REVENU ET DE L'ÉPARGNE DES MÉNAGES**
(en milliards d'euros)

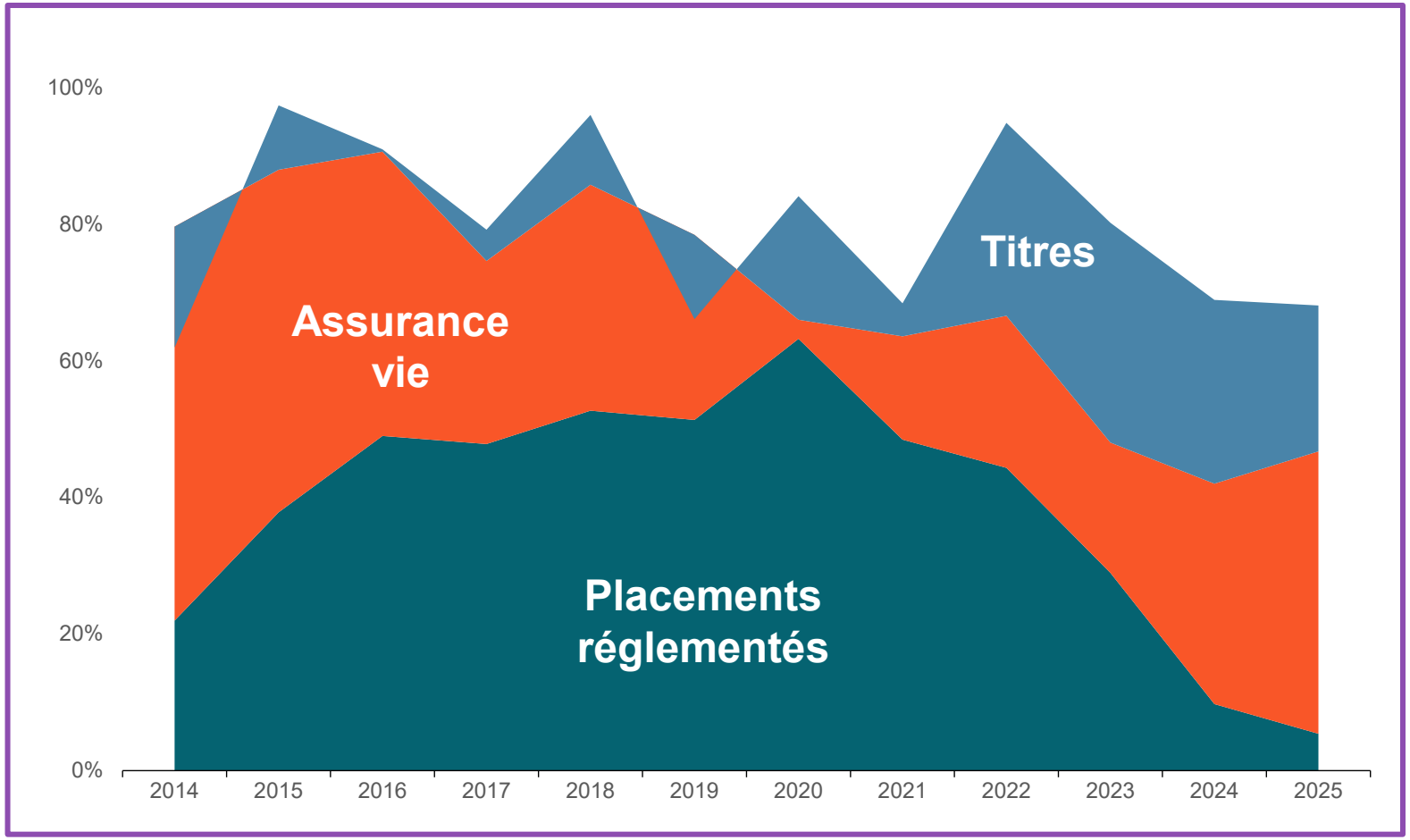



***Sources :*** *Insee, Banque de France (T3-2025 pour le détail de la capacité de placements hors assurance vie), calculs France Assureurs.*
***Note de lecture :*** *le flux d'endettement correspond à la variation d'encours de crédits accordés aux ménages (Banque de France).*
*Les autres placements sont les livrets réglementés (Livrets A, LDDS, LEP, PEL, CEL, LJ), les dépôts, les livrets bancaires et les comptes à terme.*
*L'ajustement correspond à l'écart résiduel entre les sources de données (Insee et Banque de France). Il regroupe les flux non ventilés dans les principaux placements, notamment le numéraire (espèces), les créances diverses et les erreurs de mesure statistique. Le montant élevé peut en outre refléter le caractère provisoire des premières estimations.*

# L'évolution des taux conditionne la nature des placements des ménages

- La politique de taux bas de la Banque centrale européenne (BCE) jusqu'à 2023 **a conduit à une désaffection progressive des ménages pour les placements réglementés** : en 2025, ils ne représentent plus que 5 % du flux de placements annuel.
- À l'inverse, les **placements en actions ont augmenté,** dans une quête de rendement par les ménages.
- **Cette évolution a bénéficié à l'assurance vie**, dont la part dans les placements des ménages en 2025 (41,3 %) a retrouvé un niveau cohérent avec sa moyenne de long terme (autour de 40 %).

**FLUX NET D'INVESTISSEMENTS RAPPORTÉS À LA CAPACITÉ DE PLACEMENT TOTALE DES MÉNAGES** (en %)

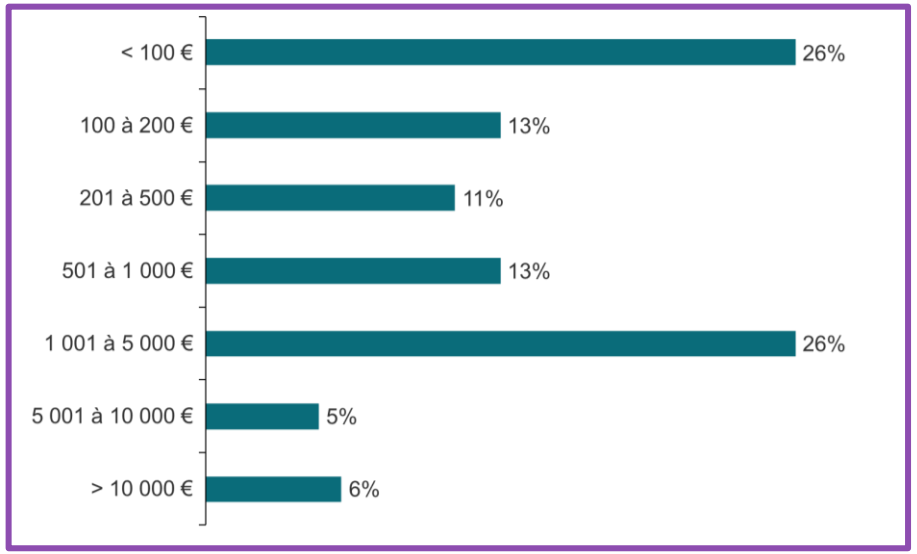



***Source :*** *Banque de France.*

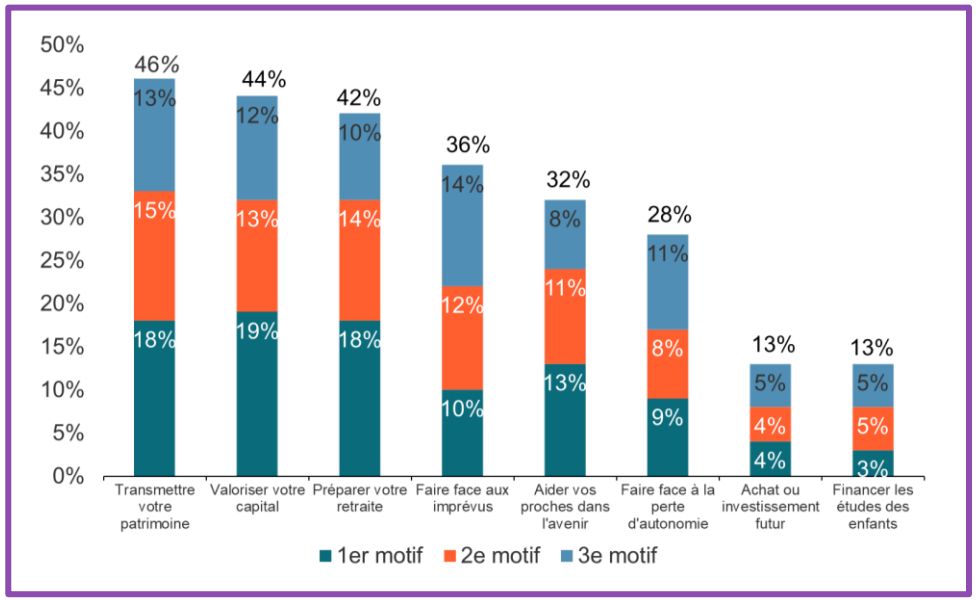
# L’assurance vie s’adresse à tous les Français

- Plus de 41 % de ménages français sont détenteurs d’une assurance vie.
- **L’assurance vie est un produit d’épargne populaire** : selon l’Insee, 53 % des agriculteurs et 30 % des ouvriers détiennent une assurance vie.
- **L’encours moyen d’un contrat d’assurance vie est de 35 000 euros**.
- **54 %** des contrats ont un encours inférieur à **10 000 euros.**

## Montant placé en assurance vie dans l’année




## Motivations à la souscription d’une assurance vie

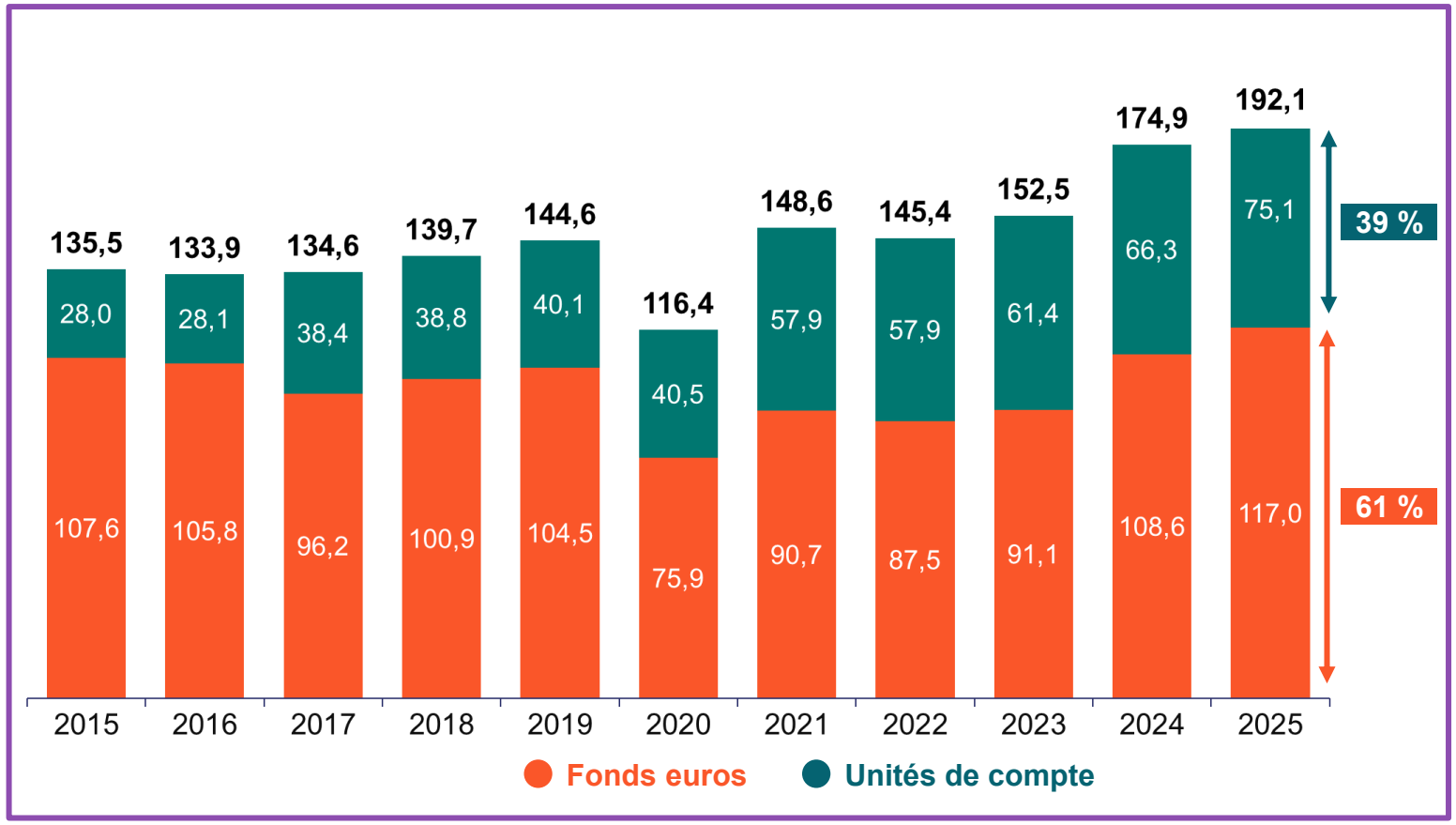



- L’assurance vie est une épargne de long terme : la moitié des Français souscrivent une assurance vie pour transmettre leur patrimoine (46 %) et préparer leur retraite (42 %).
- **75 % des épargnants modifieraient leur comportement** si la fiscalité de l’assurance vie était plus lourdement imposée.

***Sources :*** *sondage Audirep pour France Assureurs, Les Français et l’assurance vie, septembre 2025, enquête Audirep « La perception des détenteurs d’assurance vie », 2026..*

# Dans ce contexte, les cotisations en assurance vie frôlent les 200 milliards d'euros en 2025…

**COTISATIONS**
(en milliards d'euros)

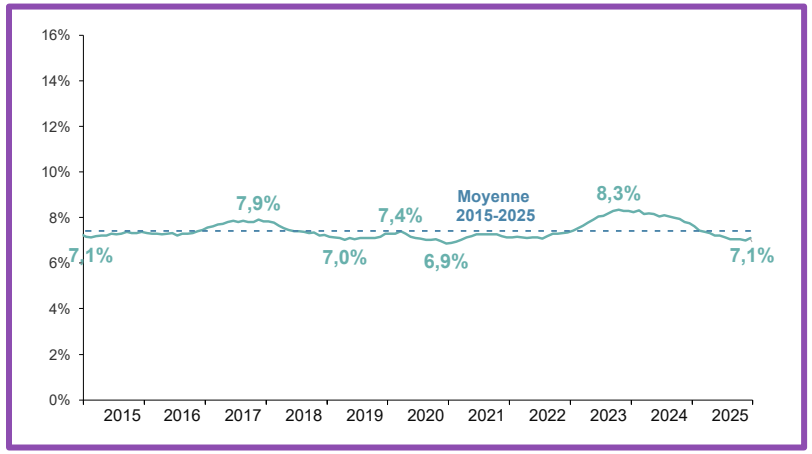



*Source : France Assureurs.*

- En 2025, **les cotisations en assurance vie s'élèvent à 192,1 milliards d'euros**, en hausse de +17,1 milliards d'euros, soit +10 % par rapport à 2024.
- La dynamique concerne à la fois les supports **en euros (+8 %)** et les supports **en unités de compte – UC (+13 %).**
- La part des cotisations en UC continue de croître, passant en moyenne de 24 % entre 2014 et 2019 à 38 % entre 2020 et 2025.

# … et les rachats se stabilisent

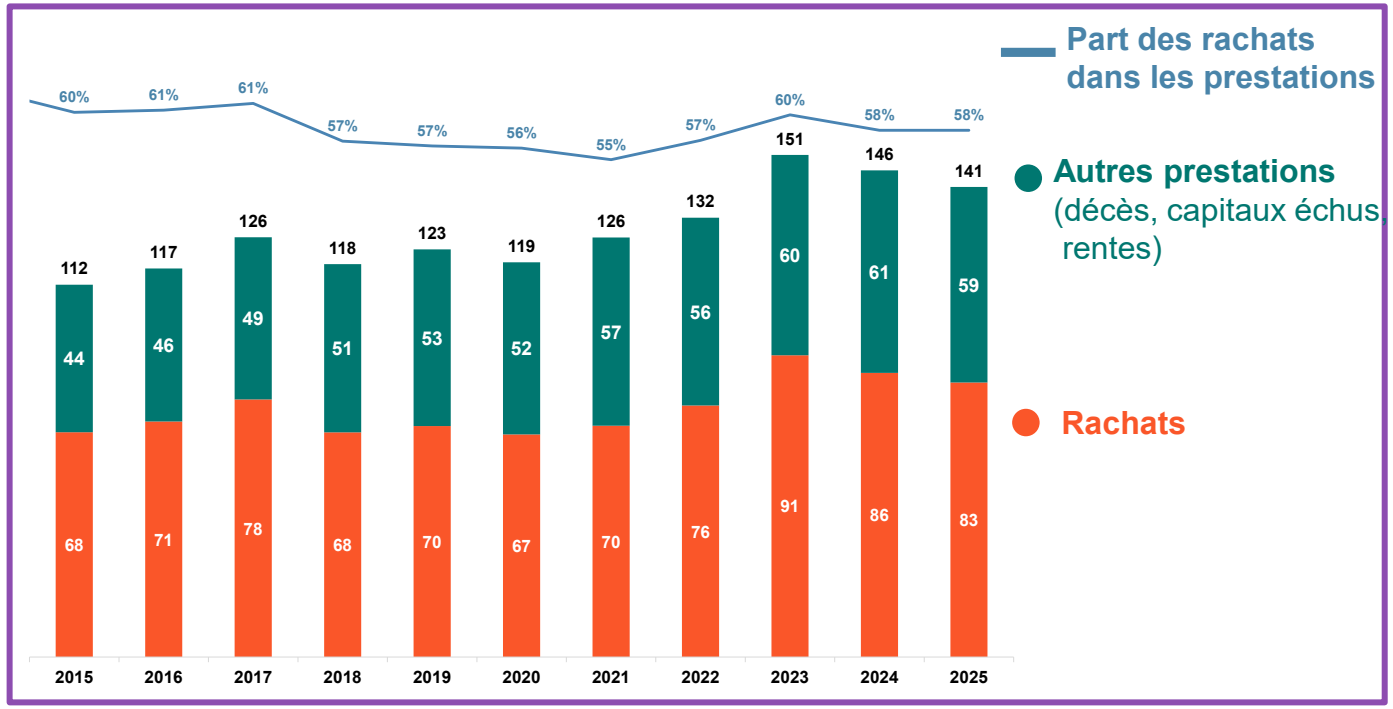
- En 2025, les prestations **reculent de −3 %** par rapport à 2024 et représentent 7,1 % de l'encours.
- Après le pic atteint en octobre 2023, **le taux de prestations** se replie et se place même en dessous de sa moyenne de long terme.
- La hausse rapide des taux de long terme ne s'est pas traduite par une hausse significative des rachats **grâce à la réactivité des assureurs qui ont également augmenté leur taux de rendement**.




*Source : France Assureurs.*

**TAUX DE PRESTATIONS**
(prestations sur 12 mois rapportées à l'encours moyen)

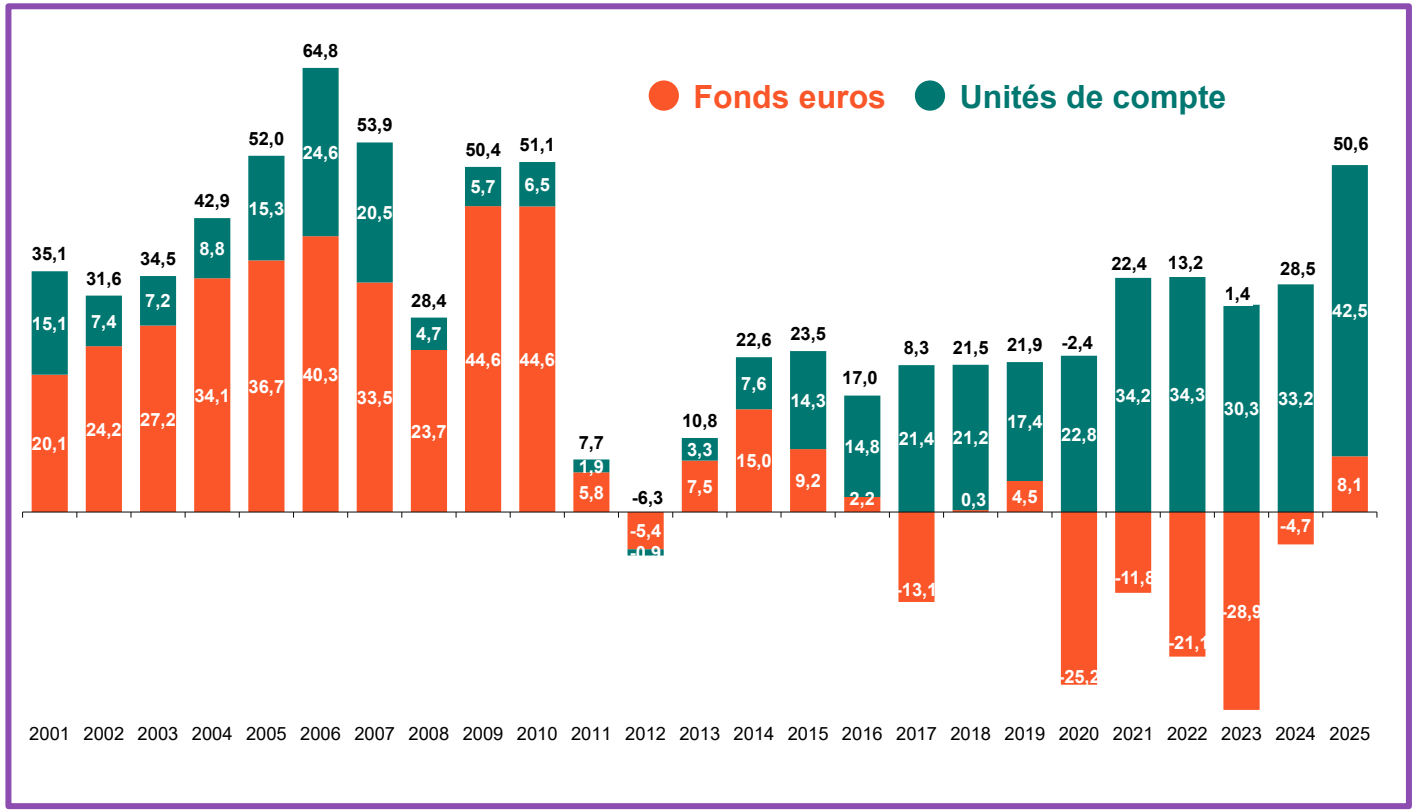
**VENTILATION DES PRESTATIONS**
(en milliards d'euros)




*Source : France Assureurs.*

# En 2025, la collecte nette dépasse les 50 milliards d'euros pour la première fois depuis 15 ans

- **La collecte nette atteint 50,6 milliards d'euros en 2025**, en hausse de 22,1 milliards par rapport à 2024. Elle retrouve des niveaux comparables à ceux connus dans les années 2000.
- Après 5 années consécutives de collecte nette négative, **l'épargne vers le fonds euros** est à nouveau positive. Le maintien de taux de rendement à des niveaux élevés a soutenu les cotisations et accentué la baisse des prestations.
- La collecte en UC atteint 42,5 milliards d'euros, un **record historique.**
- En 15 ans, la composition euros/UC de la collecte nette s'est complètement inversée : alors qu'au début des années 2000, la collecte en euros représentait en moyenne plus de 60 % de la collecte nette, la collecte nette en euros est en moyenne négative depuis la fin des années 2010.

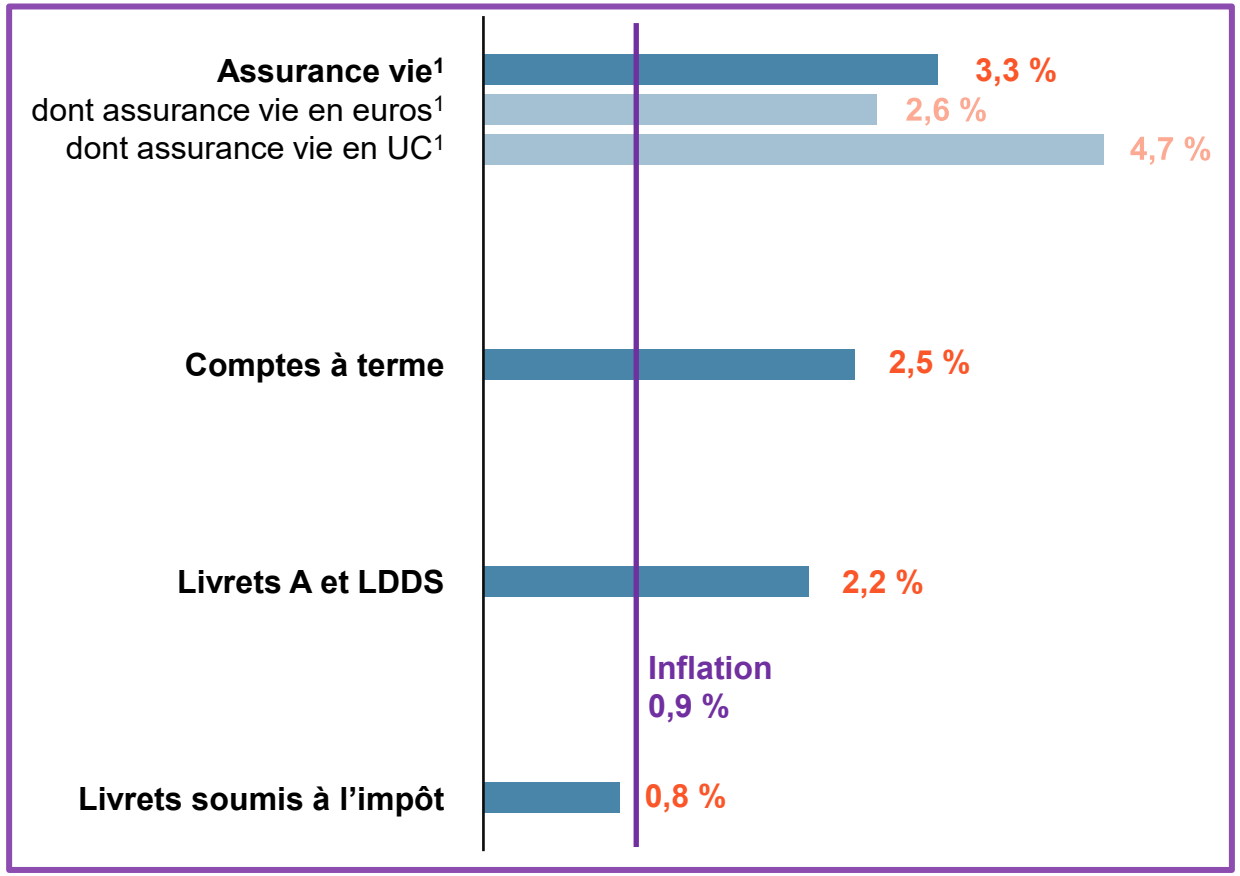



**COLLECTE NETTE**
(en milliards d'euros)

*Source : France Assureurs.*

# En 2025, le rendement de l'assurance vie est de 3,3 %, nettement supérieur au niveau de l'inflation…

**TAUX DE RENDEMENT 2025 NET DE FRAIS** (en %)

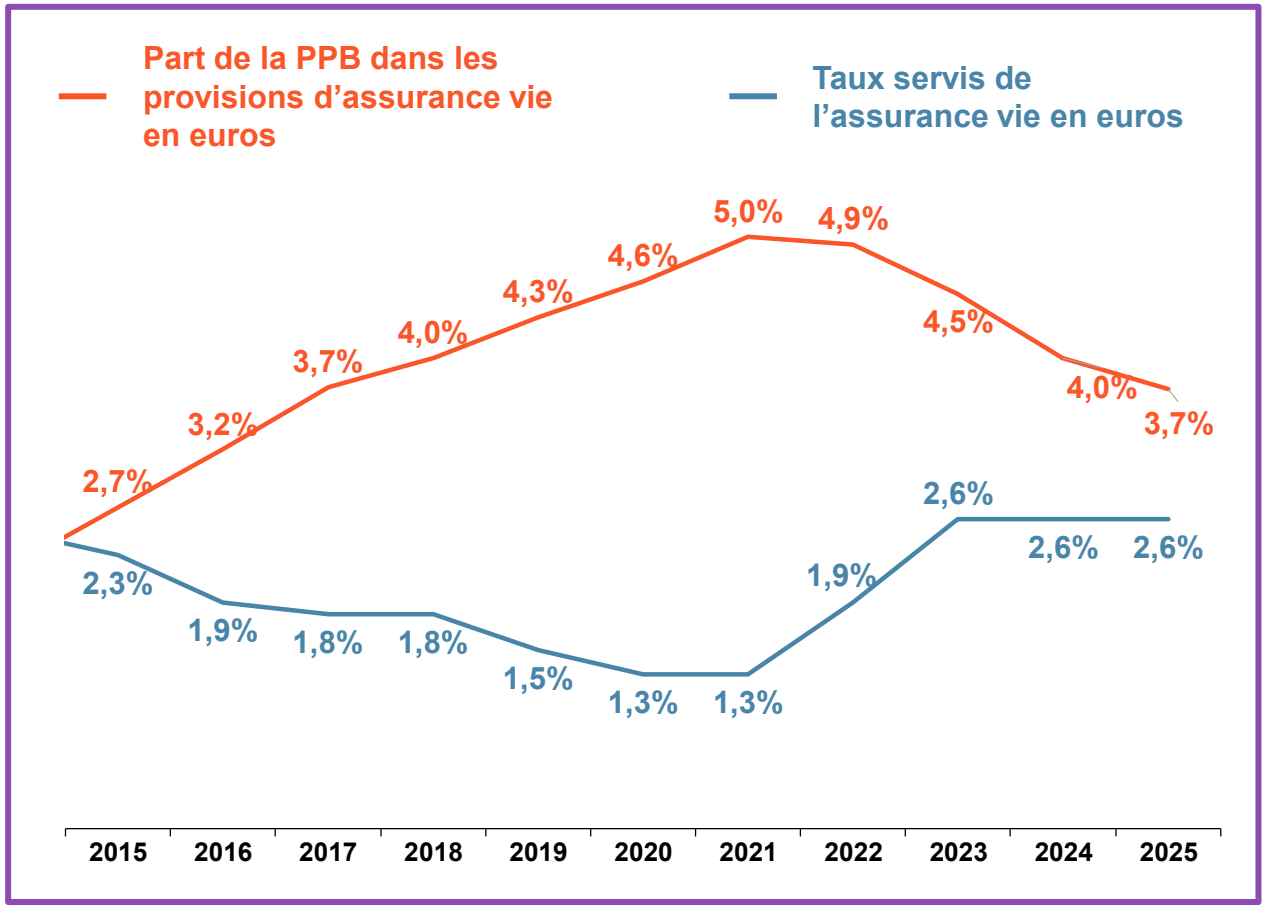



*Sources : Banque de France, France Assureurs, Insee.*
*[1] Assurance vie et capitalisation – contrats individuels.*
*[2] Taux d'intérêt sur contrats nouveaux, ménages, durée supérieure à 1 an et inférieure à 2 ans.*

- Le **rendement net de l'assurance vie** s'est élevé à **3,3 % en 2025** :
  - le taux servi pour le fonds euros s'est établi à 2,6 % ;
  - les UC ont bénéficié d'une **performance nette de 4,7 %** sur l'année.
- En répercussion de la baisse des taux de la BCE, le taux de rendement des comptes à terme[2] s'est effrité en 2025, pour s'établir fin décembre à 2,37 %.
- En raison du recul de l'inflation, le taux des livrets A et LDDS s'établit en moyenne à 2,2 %. En février 2026, ce taux a encore baissé à 1,5 %.

# … notamment grâce à la provision pour participation aux bénéfices qui joue pleinement son rôle

## Provision pour participation aux bénéfices (PPB) et taux servis en assurance vie



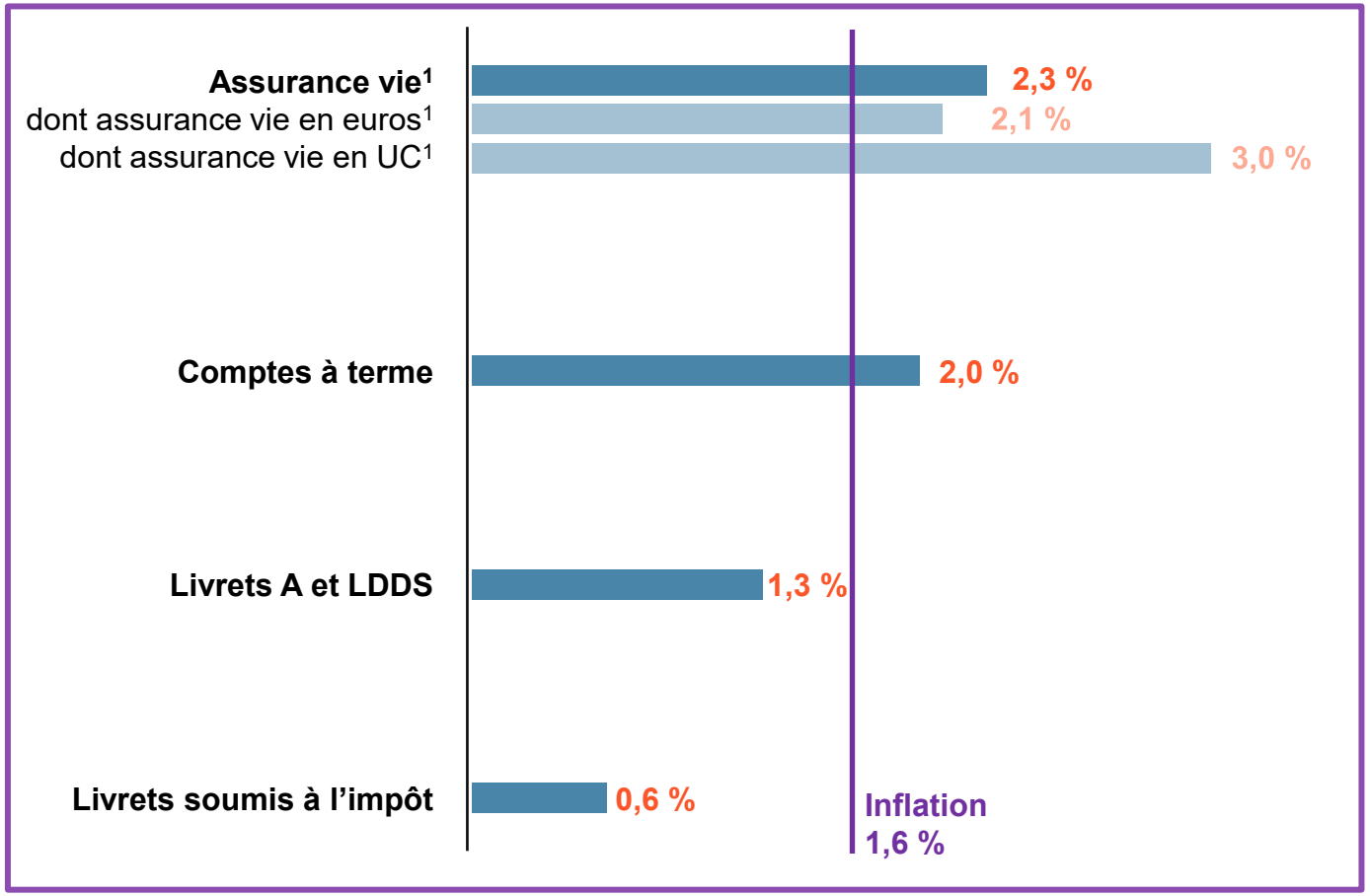

*Source : France Assureurs.*

- La provision pour participation aux bénéfices (PPB) permet de lisser dans le temps le rendement du fonds en euros de l'assurance vie.
- Après plusieurs années de dotation, **la reprise de PPB permet à l'assurance vie de s'adapter au contexte de taux actuel**.
- En 2025, les assureurs ont continué à puiser dans la PPB constituée, ce qui a permis de maintenir le niveau de rendement des fonds euros.

# L'assurance vie est une épargne de long terme performante

- La durée moyenne d'un contrat en assurance vie est de **12,8 ans**.
- Sur cette période de référence (13 ans), les contrats d'assurance vie offrent une performance élevée, de **2,3 %** :
  - le fonds euros a offert un rendement de 2,1 % ;
  - les UC ont bénéficié d'une **performance nette de 3,0 %** sur la période.

**TAUX DE RENDEMENT ANNUEL MOYEN SUR 13 ANS NET DE FRAIS**
(en %)

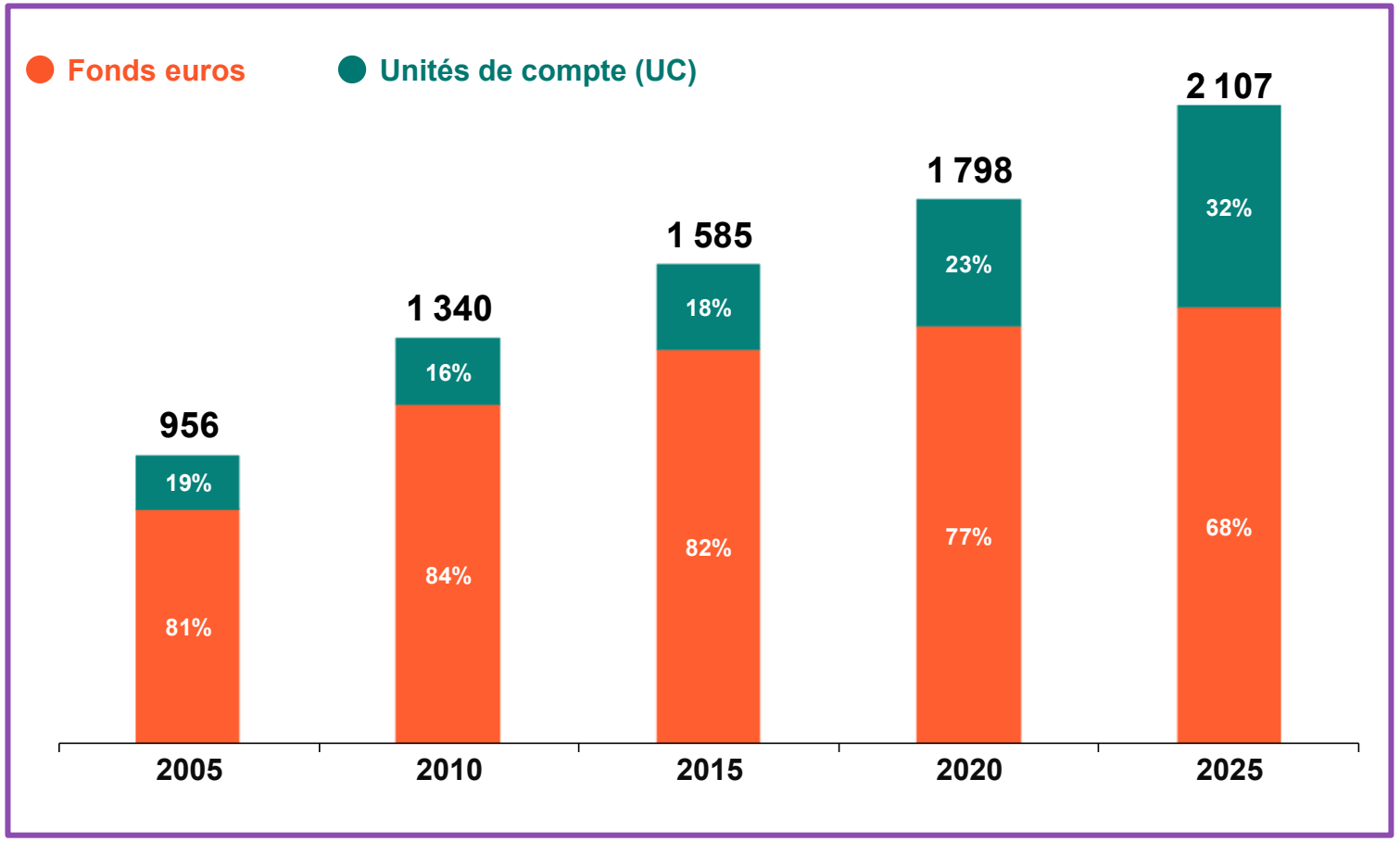



***Sources :*** *Banque de France, France Assureurs, Insee.*
*[1] Assurance vie et capitalisation – contrats individuels.*

# L’encours de l’assurance vie a plus que doublé en 20 ans

- L’assurance vie se transforme avec une part en UC qui connaît une croissance significative depuis 10 ans. **Les UC représentent désormais 32 % des encours.**
- Depuis 2020, plus de **1,8 million de contrats ont été transformés grâce aux possibilités offertes par la loi PACTE**, générant un investissement supplémentaire vers les UC de 13,5 milliards d’euros.

**ENCOURS DE L’ASSURANCE VIE**
(en milliards d’euros et parts en %)



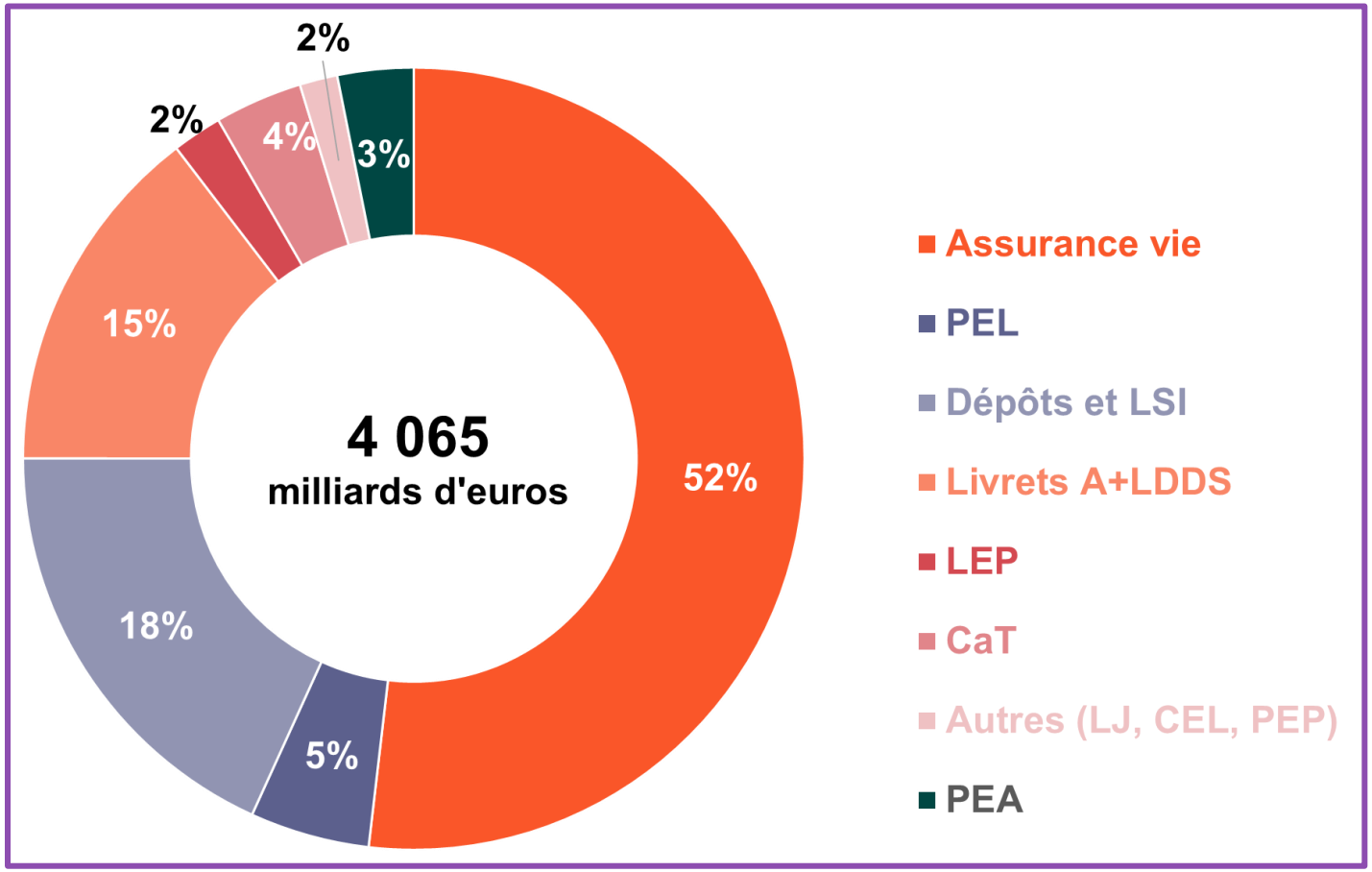

***Source :*** *France Assureurs.*

# À fin 2025, l'assurance vie représente plus de la moitié des principaux placements financiers des Français

- Sur les 5 dernières années, **l'encours** des principaux placements des ménages **a augmenté** de **572 milliards d'euros**.
- **L'assurance vie** a contribué à la hausse à hauteur de **310 milliards d'euros** suivie par les livrets réglementés (+216 milliards d'euros) et les comptes à terme (+113 milliards d'euros).
- À l'inverse, l'encours des PEL a fortement diminué à hauteur de 89 milliards d'euros.

**L'assurance vie est le placement financier préféré des Français**, représentant, fin 2025, **52 %** de l'ensemble des principaux placements.

RÉPARTITION DE L'ÉPARGNE DES PRINCIPAUX PLACEMENTS FINANCIERS DES MÉNAGES

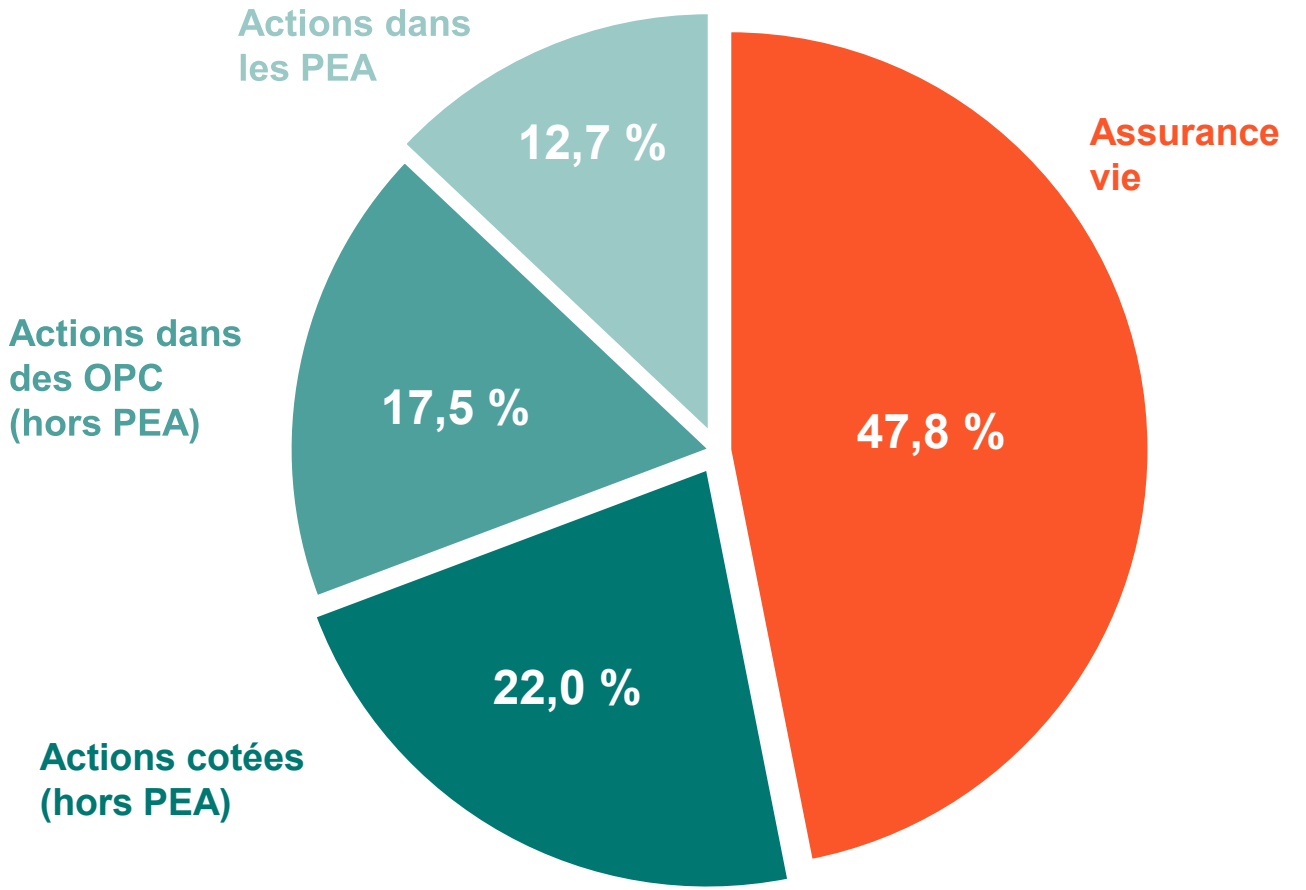



*Sources : Banque de France, encours au 31/12/2025 (30/09/2025 pour les PEA), France Assureurs.*

FOCUS

# Près de la moitié des actions cotées détenues par les Français provient de l'assurance vie

## Contribution de différents véhicules à la détention d'actions cotées des ménages




- **L'assurance vie constitue le principal vecteur de détention d'actions cotées par les ménages, représentant près de la moitié des encours (47,8 %).**
- Les détentions en direct restent significatives (22 %), tandis que les supports intermédiés (OPC et PEA) complètent l'exposition, traduisant une diversification des modes d'investissement.

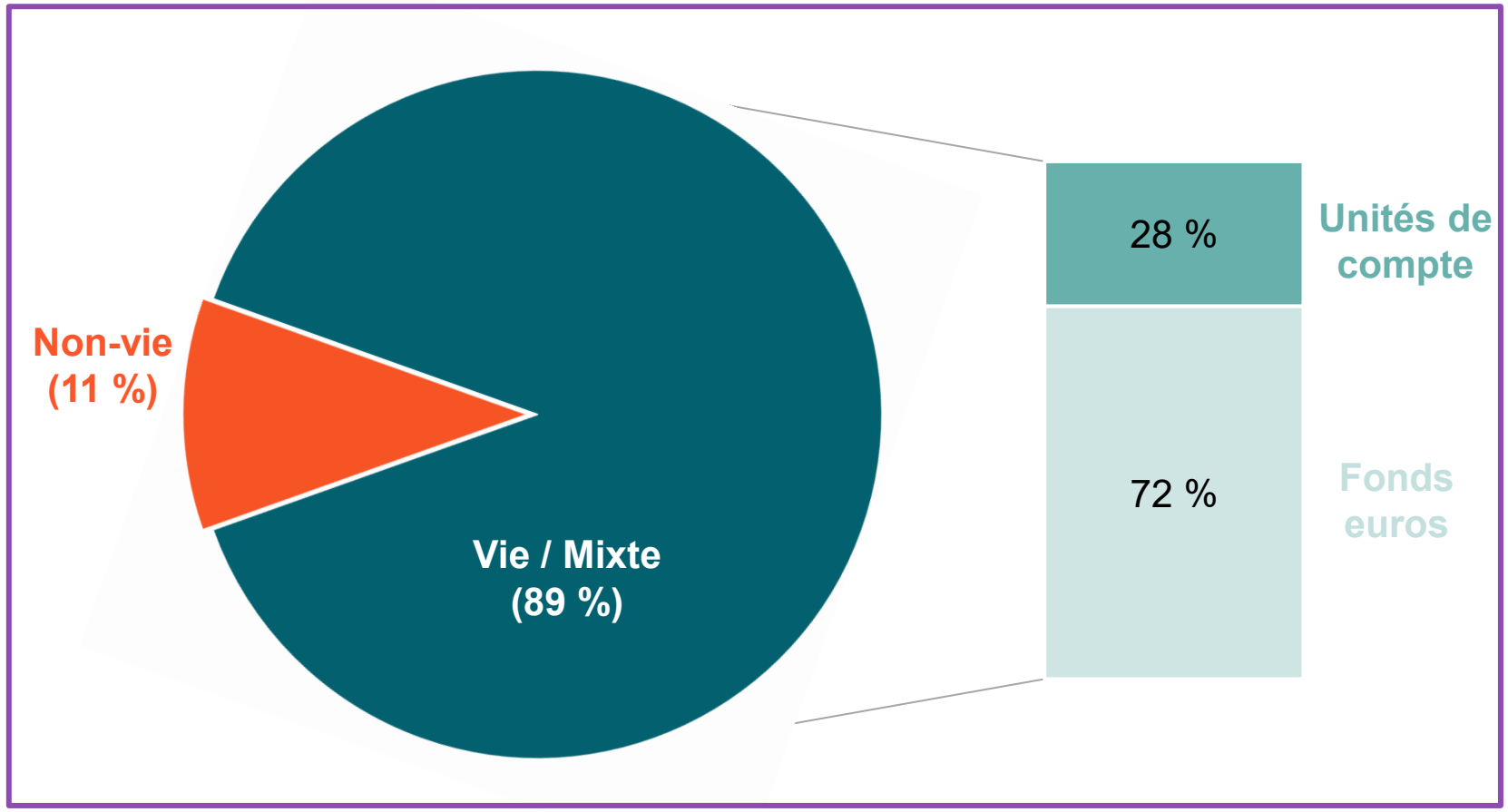
***Données :*** *Banque de France, T3- 2025, calculs France Assureurs.*

# 2.3 À travers ses investissements, l’assurance bénéficie à toute l’économie

# 89 % des placements des assureurs proviennent de l'assurance vie

- L'assurance vie est à l'origine de la large majorité des placements des assureurs.
- Au sein des placements des assureurs vie, **les unités de compte représentent 28 % du total (26 % en 2024), contre 72 % pour le fonds euros.**
- 11 % des placements de l'assurance proviennent **des assureurs non-vie,** soit plus de **300 milliards d'euros**.

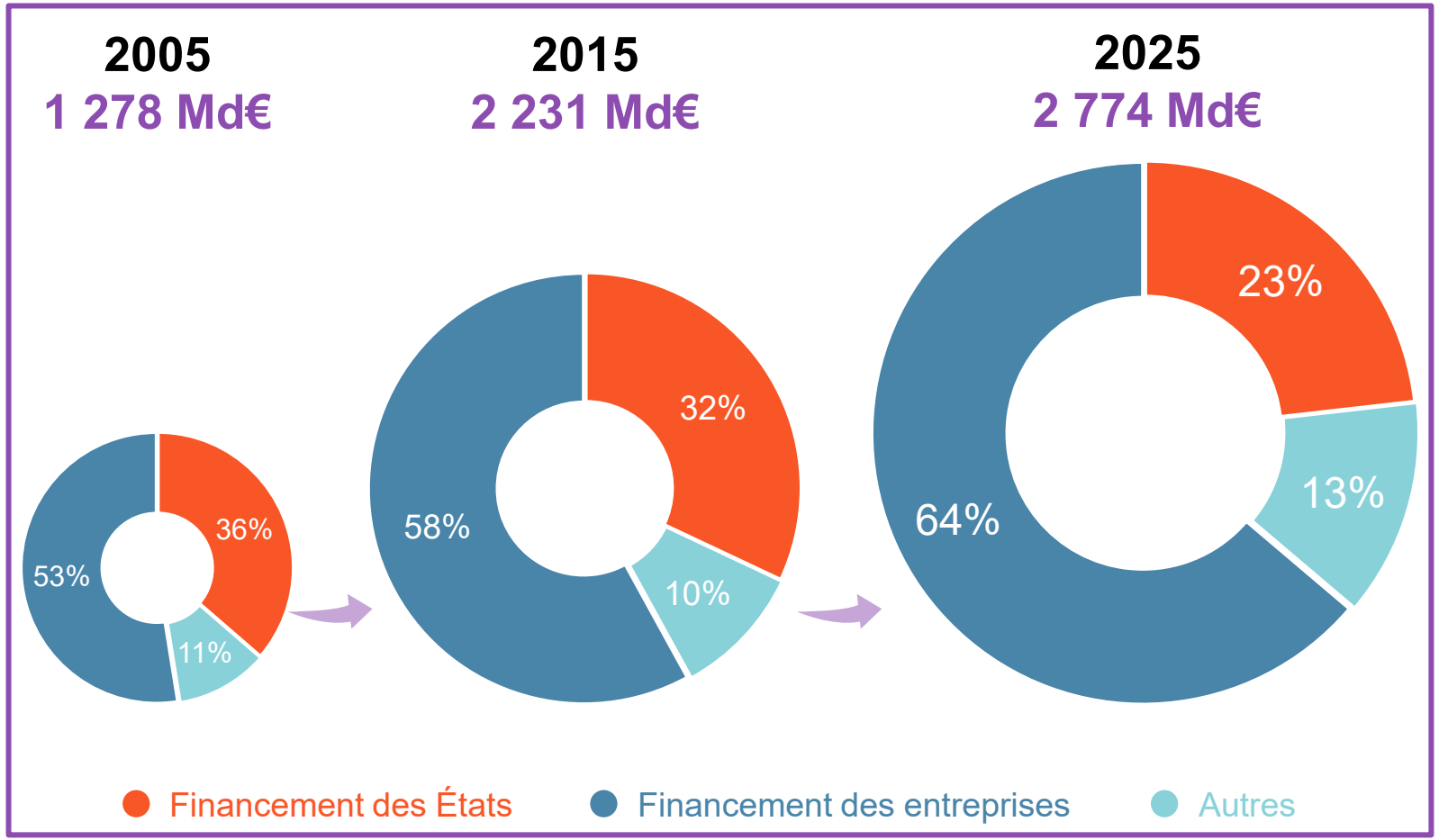
**RÉPARTITION DES PLACEMENTS DE L'ASSURANCE VIE EN 2025** (en %)




***Source :*** *France Assureurs, états réglementaires au 4e trimestre 2025.*

# 2 774 milliards d'euros sont investis dans l'économie productive…

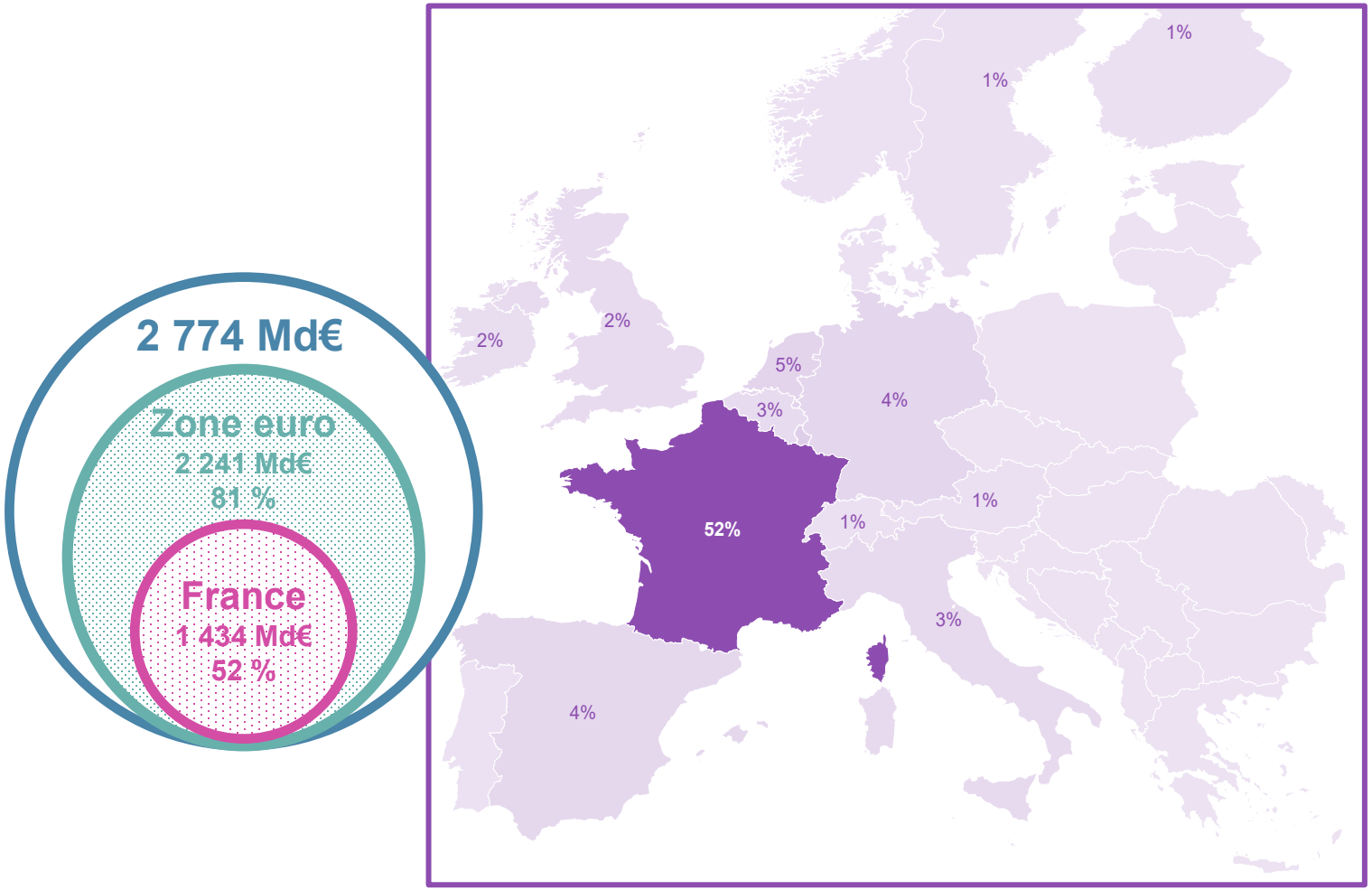
- En 2025, le montant total placé (vie et non-vie cumulés) atteint 2 774 milliards d'euros, **en hausse de plus de 150 milliards d'euros** (+6,3 %) par rapport à 2024.
- C'est l'équivalent de **93 % du PIB**.
- En 20 ans, **le montant total placé a plus que doublé**, tandis que la part réservée au financement des entreprises a augmenté significativement (de 53 % à 64 %).




***Source :*** *France Assureurs, états réglementaires au 4e trimestre 2025.*
***Note de lecture :*** *en 2025, les placements des assureurs étaient de 2 774 milliards d'euros, dont 64 % étaient placés de façon à financer les entreprises (actions et obligations principalement).*
***Note :*** *les financements « autres » correspondent essentiellement à la trésorerie (4 %), aux titres structurés ou garantis (4 %) et aux prêts (3 %).*

# … très majoritairement en zone euro

**Destinations principales des investissements des assureurs français en Europe** (en milliards d'euros et en %)



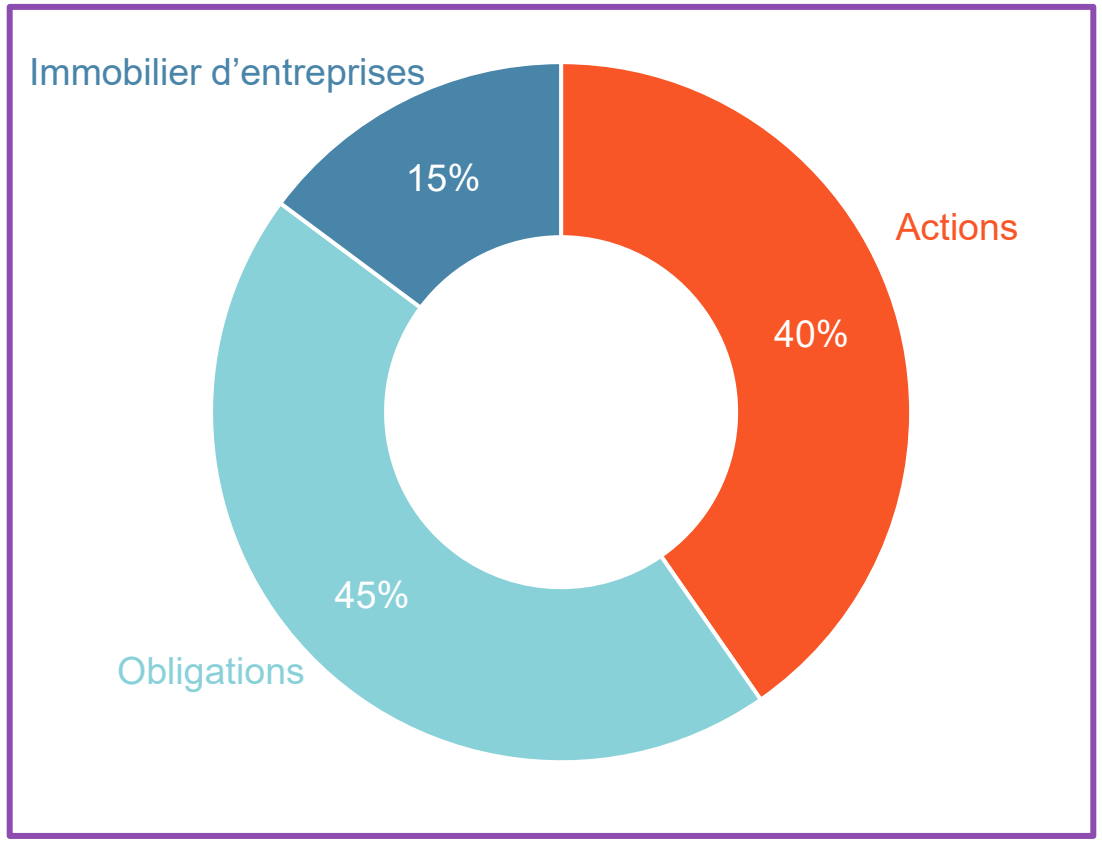

*Source : France Assureurs, états réglementaires au 4e trimestre 2025.*

- **81 % des investissements** sont réalisés en zone euro, particulièrement en France (52 %), aux Pays-Bas (5 %), en Allemagne (4 %) et en Espagne (4 %).
- Hors zone euro, les États-Unis et le Royaume-Uni sont les principales destinations.
- Le 5 juin 2025, les travaux pour le label « Finance Europe » ont été lancés afin de **flécher l'épargne vers des financements de l'économie européenne.**
- France Assureurs a publié un *joint paper*, avec les fédérations des assureurs espagnols, italiens et allemands, à destination des gouvernements nationaux pour rappeler le **rôle des assureurs en tant qu'investisseurs institutionnels en Europe**.

# Ces investissements bénéficient avant tout aux entreprises françaises

- **846 milliards d'euros** sont placés dans les entreprises françaises, soit une hausse de 44 milliards par rapport à 2024.
- Le financement est **principalement** réalisé **en actions et en obligations d'entreprises**.
- Ce financement concerne tout le territoire français, avec notamment **80 000 entreprises financées en direct**.

**MODALITÉS DE FINANCEMENT DES ENTREPRISES FRANÇAISES PAR LES ASSUREURS**
(en %)




***Source :*** *France Assureurs, états réglementaires au 4e trimestre 2025.*

FOCUS

# L’assurance répond aux besoins de financement de l’économie productive

**82 %** des Français estiment qu’il est important de connaître la finalité des fonds placés.

- 64 % des souscripteurs prennent en considération des critères extra-financiers dans le choix des fonds.
  La moitié des détenteurs d’assurance vie se disent prêts à favoriser la responsabilité des produits plutôt que la **rentabilité**.
- Près de 7 épargnants sur 10 estiment qu’il est important d’investir dans les **entreprises innovantes, l’économie française et la transition écologique.**

*Source : enquête Audirep « La perception des détenteurs d’assurance vie », 2026.*

Les placements de l’assurance financent des composantes majeures du tissu économique français

**> 20**
**milliards d’euros**
**pour l’industrie pharmaceutique et la medtech**

**> 50**
**milliards d’euros**
**pour l’industrie**

**> 30**
**milliards d’euros**
**pour l’industrie du transport**

**> 15**
**milliards d’euros**
**pour les télécommunications, le numérique et les médias**

**> 35**
**milliards d’euros**
**pour l’énergie**

*Source : France Assureurs.*

FOCUS

# L'épargne réglementée finance l'économie de manière complémentaire à l'assurance vie

**684 Md€ de dépôts (2024)**

Dépôts centralisés au Fonds d'épargne (42 %)

Caisse des Dépôts GROUPE

Prêts

- Logement social
- Secteur public local

Dépôts non centralisés au Fonds d'épargne (58 %)

Prêts

- PME (min. 80 % livret A + LDDS)
- Économie sociale et solidaire (min. 5 %)

Priorité à la transition écologique (min. 10 %)

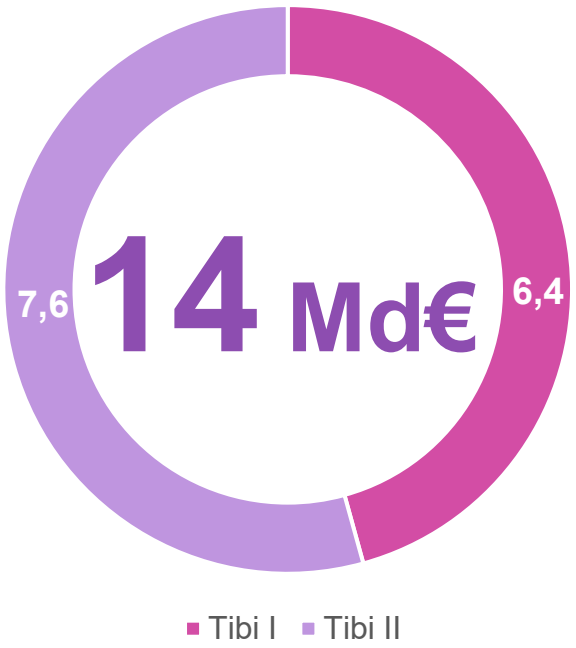
- Les différents produits d'épargne **ont des finalités distinctes.**
- L'épargne réglementée (livret A, LDDS, LEP) répond à des besoins identifiés par les pouvoirs publics.

FOCUS

# 14 milliards d'euros ont été investis dans les fonds Tibi I et II depuis 2020

Lancée en 2020, l'initiative Tibi a pour objectif stratégique de financer le développement **d'entreprises françaises technologiques** ayant vocation à devenir des leaders européens et mondiaux. Elle mobilise massivement l'épargne privée en direction de l'innovation technologique. **Les assureurs en sont des investisseurs majeurs**.

**Montants investis en Md€**



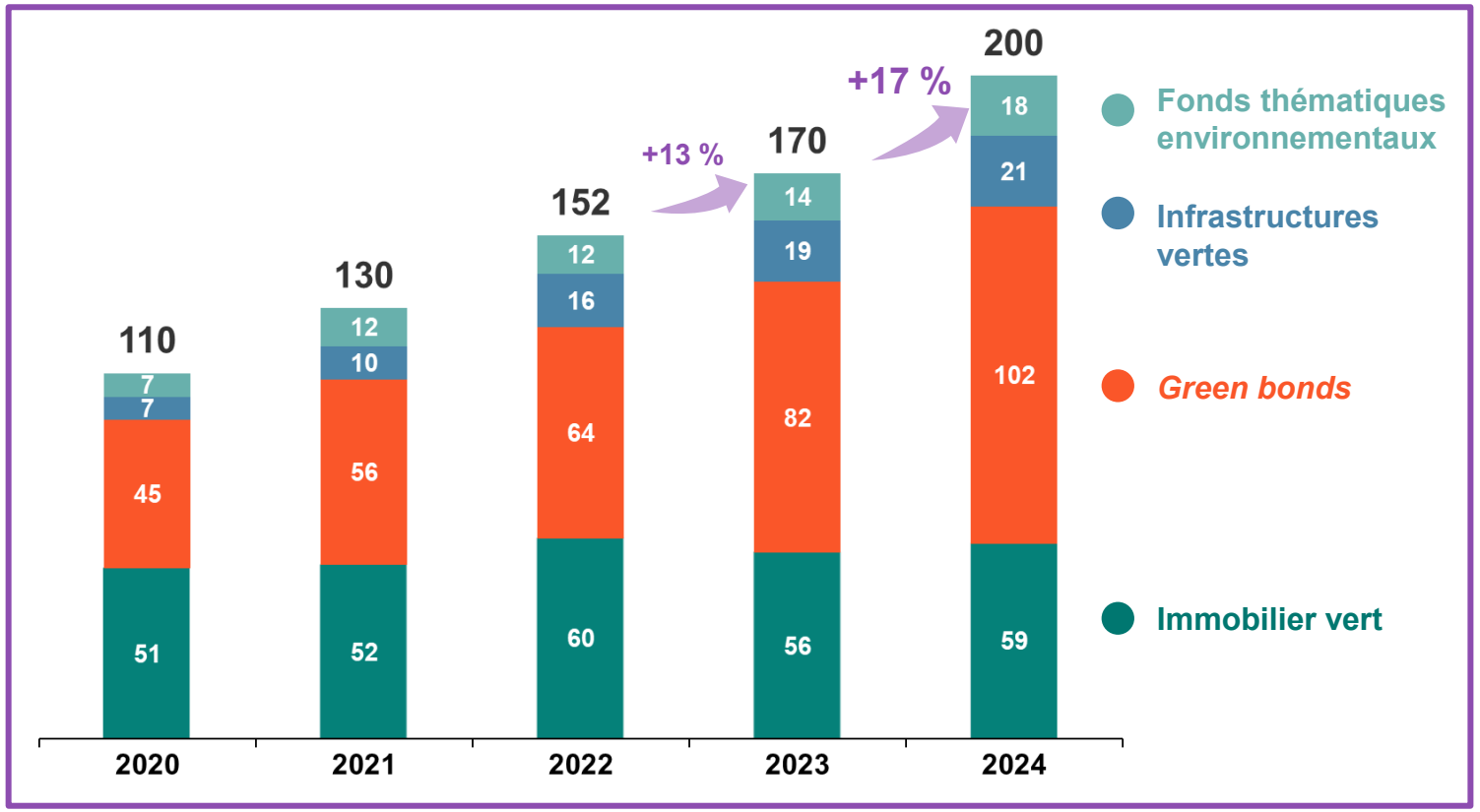

**Quel bilan peut-on retenir ?**

- L'objectif initial de 14 milliards d'euros d'investissements au total a été atteint depuis le lancement de l'initiative en 2020. L'objectif rehaussé pour un total de **15 milliards d'euros** en fin de phase 2 sera largement dépassé.
- **Un millier de *start-ups*** européennes ont bénéficié d'un financement.
- **37 investisseurs** de long terme font désormais partie de l'initiative, **dont 23 assureurs.**
- Le dispositif Tibi II (2023-2026) a déjà engagé **7,6 milliards d'euros**, surpassant la cible initiale de 7 milliards d'euros.
- La dynamique de l'offre se poursuit de façon très satisfaisante : **160 fonds ont été homologués**.
- **80 % des investissements** des fonds homologués sont réalisés dans l'**Union européenne**.

# En 5 ans, l'investissement vert des assureurs a presque doublé

- L'encours en investissements verts des assureurs continue sa progression pour atteindre les 200 milliards d'euros détenus à fin 2024 (hors UC).
- **Près de 10 %** des actifs des assureurs hors UC correspondent à des placements verts à fin 2024.
- Les assureurs français détiennent **22,6 % des obligations souveraines (OAT) vertes** françaises, soit 13,2 milliards d'euros, contre 11 % de détention de l'ensemble des OAT.

**ENCOURS DES INVESTISSEMENTS VERTS**
(en milliards d'euros)




*Source : France Assureurs, Assurance et finance durable - Chiffres clés 2024, décembre 2025.*

# FOCUS | Value for Money : protéger les consommateurs tout en veillant à une application adaptée

European Commission

RETAIL INVESTMENT STRATEGY

Empowering retail investors on EU capital markets

May 2023

WHAT'S THE PROBLEM?

Retail investors struggle to access **relevant, comparable, and easily understandable information** to make informed investment choices

Retail investors are increasingly at risk of being unduly **influenced by marketing** on social media and new marketing channels

**Financial advice** may not always be in the best interest of retail investors

Some investment products do not always offer **value for money** to the retail investor

La Commission européenne est vigilante sur le rapport qualité/prix en Europe. Son but est d'encadrer et de surveiller les différents produits existants. La ***Value for money* (VfM)**, proposée par la directive européenne *Retail Investment Strategy* (RIS), vise à garantir que les produits d'investissement proposés aux clients offrent une valeur réelle au regard de leurs coûts, performances et services associés.

Les assureurs sont sensibles à ces aspects et apportent leur soutien à l'objectif de la *Value for Money* mais restent vigilants sur les **moyens proposés par la Commission européenne.**

## 1 Les assureurs proposent de valoriser des initiatives déjà existantes

- Le dispositif actuel national semble une approche plus pertinente.

## 2 Attention aux comparaisons

- Garanties, structures de marché, fiscalité et régulation, diffèrent fortement selon les pays, rendant les comparaisons biaisées.
- En France, les produits d'assurance vie sont spécifiques avec un devoir de conseil personnalisé.
- Un risque de nivellement par le bas pourrait en découler.

# Sommaire


1 LA FRANCE EST EN QUÊTE DE REPÈRES

2 L'ASSURANCE EST UN MOTEUR DE L'ÉCONOMIE PRODUCTIVE

1. Le contexte (inter)national incertain favorise l'épargne de long terme
2. Le contexte incertain favorise l'assurance vie
3. À travers ses investissements, l'assurance bénéficie à toute l'économie

3 L'ASSURANCE EST UN ACTEUR MAJEUR DU MODÈLE SOCIAL FRANÇAIS

1. La situation démographique met en péril le financement du modèle social
2. Les assureurs contribuent à soigner les Français
3. L'épargne retraite représente un filet de sécurité pour les Français

4 L'ASSURANCE FAIT FACE AUX RISQUES DU QUOTIDIEN ET À CEUX DE DEMAIN

1. Le dérèglement climatique transforme en profondeur la vie des Français
2. L'assurance est une ceinture de sécurité pour les risques du quotidien

5 LA FRANCE A BESOIN D'ASSURANCE

1. L'assurance est au plus près des Français
2. L'assurance est au service de la société française et européenne

# L’assurance est un acteur majeur du modèle social français

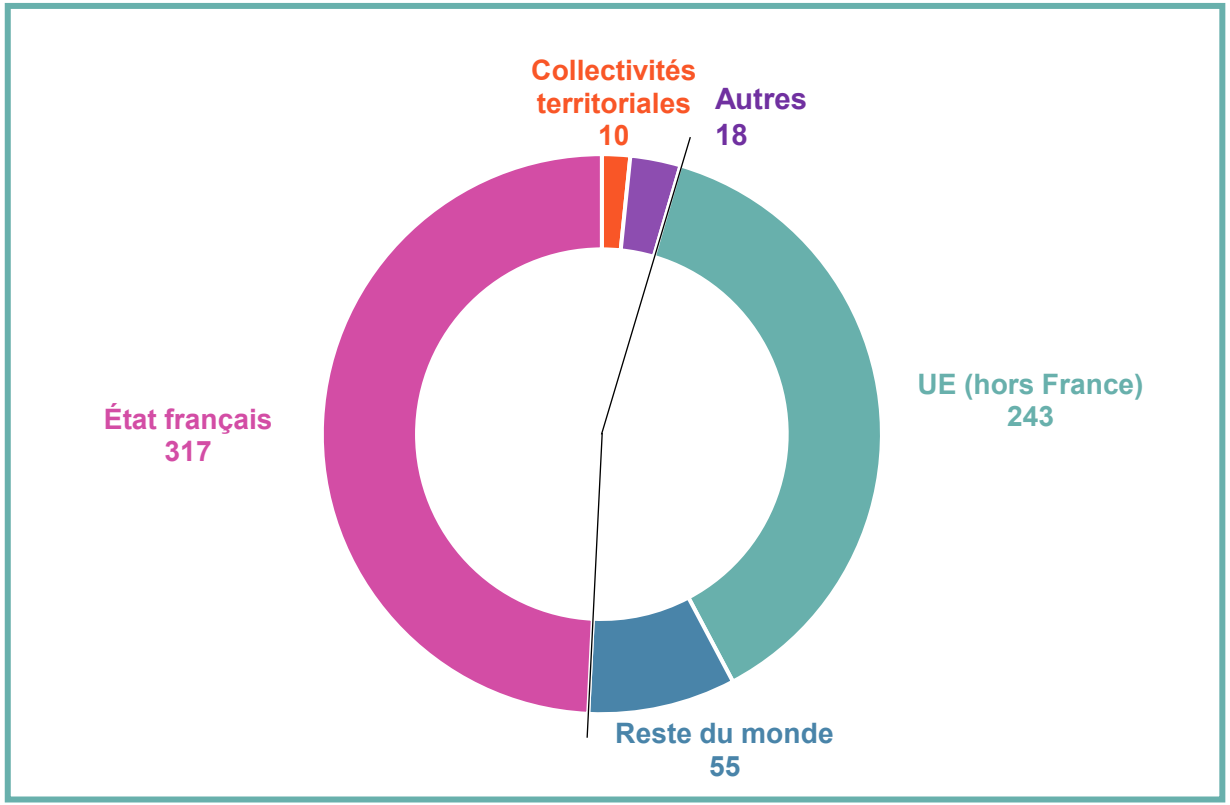
3

# 3.1 La situation démographique met en péril le financement du modèle social

# Les assureurs investissent près de 650 milliards d'euros dans les administrations publiques

- Les assureurs possèdent plus de 22 % de la dette des administrations publiques françaises détenue par les résidents.
- Les investissements dans la dette de l'État (obligations et bons du Trésor) atteignent 317 milliards d'euros en 2025, soit **+32 milliards d'euros par rapport à 2024**.
- Parmi tous ses investissements, l'assurance finance par exemple les hôpitaux et les établissements de santé à hauteur de plus de 500 millions d'euros.

**INVESTISSEMENTS DES ASSUREURS DANS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES**
(en milliards d'euros)

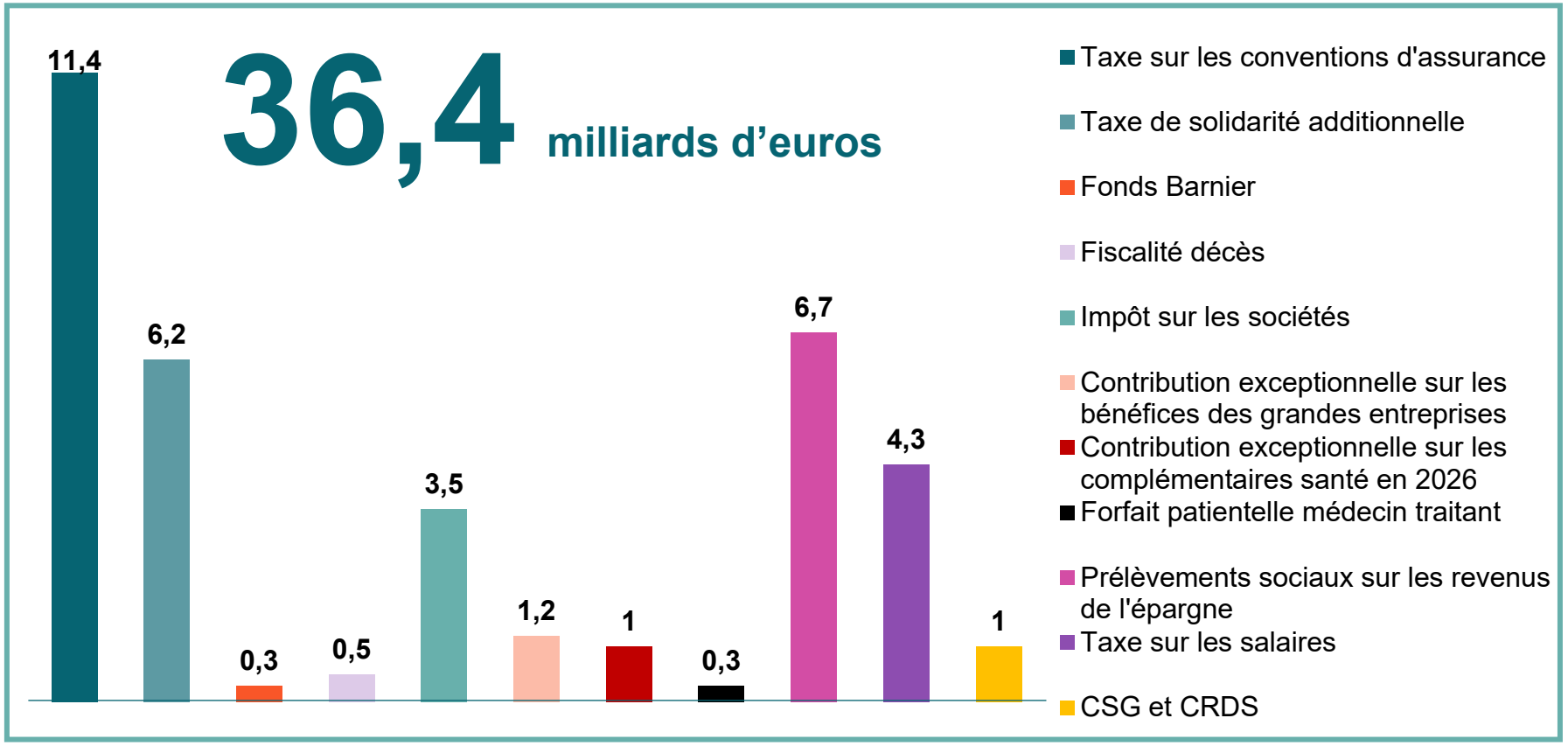



***Source :*** *France Assureurs, états réglementaires au 4e trimestre 2025.*

# FOCUS | Les assurés, une cible fiscale facile

- L'État fait le choix de taxer indirectement une large majorité de Français en privilégiant l'augmentation de la fiscalité des assurances à celle de l'impôt sur le revenu. En effet, les hausses d'impôts sur les assurances se répercutent mécaniquement sur les cotisations d'assurance : **presque tous les Français étant assurés sont donc touchés indirectement**.
- Par ailleurs, les complémentaires santé en France sont **les plus taxées** en Europe.

**MONTANT DES PRINCIPAUX PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES DE L'ASSURANCE** (en milliards d'euros)



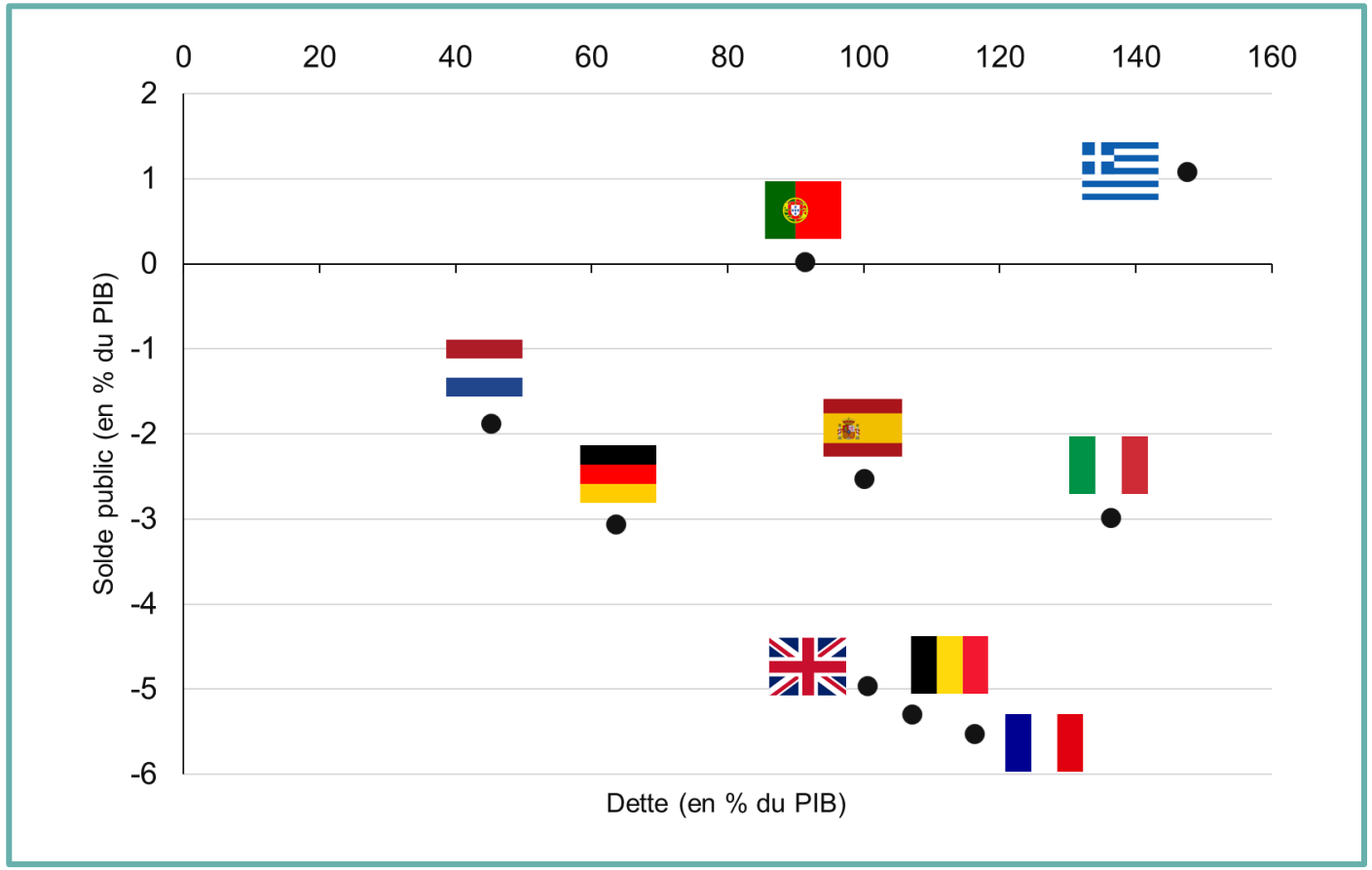

*Source : France Assureurs.*

**Augmenter les taxes des assureurs revient à augmenter le coût de l'assurance pour les assurés.**

# La France, mauvaise élève de l'Europe en matière de finances publiques…

- La France est en **déficit public constant depuis 1974**.
- Les trajectoires de finances publiques **ne présagent pas d'amélioration** : la normalisation de la politique monétaire pèse sur les conditions de financement de la dette publique.
- **En 2025, le déficit public français s'établit à 5,4 % du PIB**, soit 161 milliards d'euros, en légère amélioration par rapport à 2024.
- La **dette publique** française atteint 3 482 milliards d'euros fin septembre 2025, soit **117,4 % du PIB**, avec une charge d'intérêts représentant près de 10 % du budget de l'État, soit 58 milliards d'euros.

**FINANCES PUBLIQUES EN 2025**
(en % du PIB)

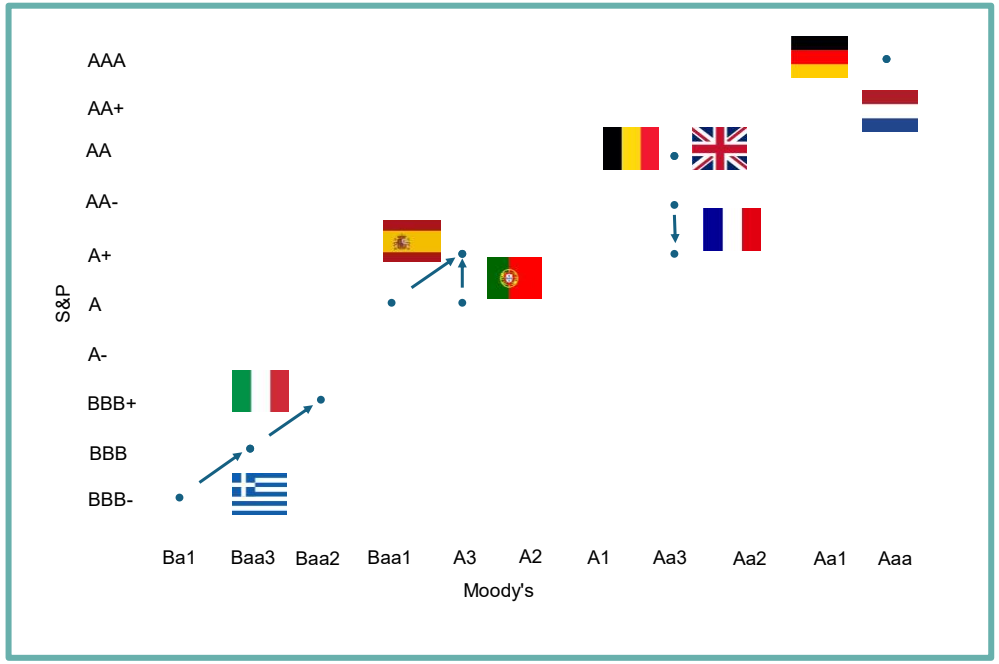



*Source : AMECO.*

# … supporte un coût de l'emprunt parmi les plus élevés de la zone euro

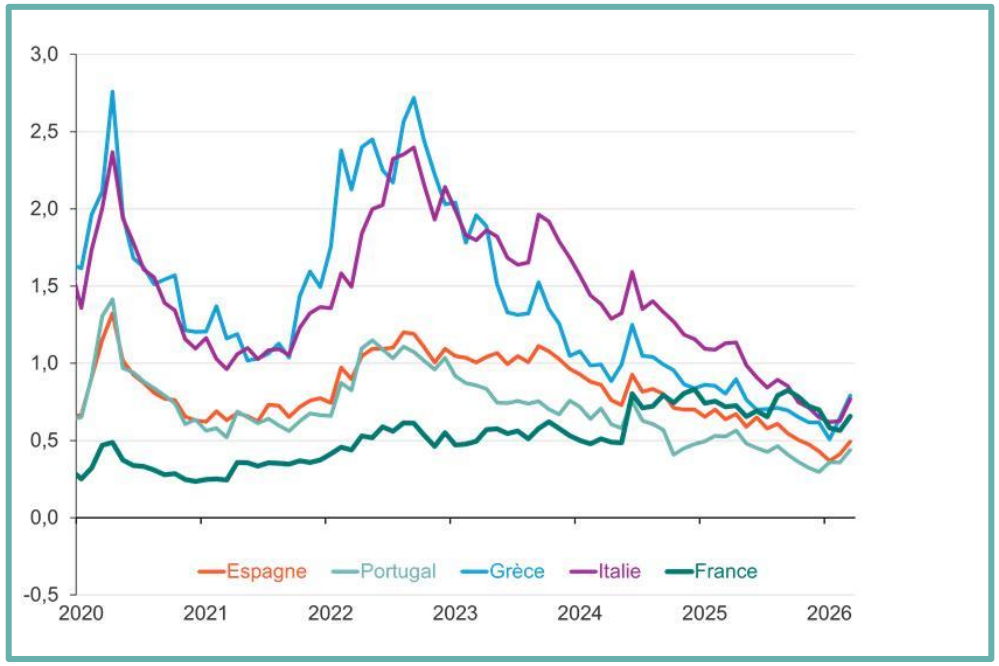
- En 2025, **les principales agences de notation ont abaissé la notation ou la perspective de la France** :
  - Fitch et Standard & Poor's (S&P) n'ont pas maintenu leur double A (respectivement en septembre 2025 et octobre 2025) ;
  - Moody's a jusqu'à présent maintenu une note Aa3 mais avec une perspective négative (octobre 2025).
- La France a progressivement vu son écart de taux souverain **se réduire** avec les autres grands pays, passant notamment au-dessus du taux italien en fin d'année.

## Notations souveraines et changements survenus en 2025




*Sources : Moody's, S&P.*

## Écarts de taux souverains (spreads) à 10 ans par rapport à l'Allemagne (en points de pourcentage)

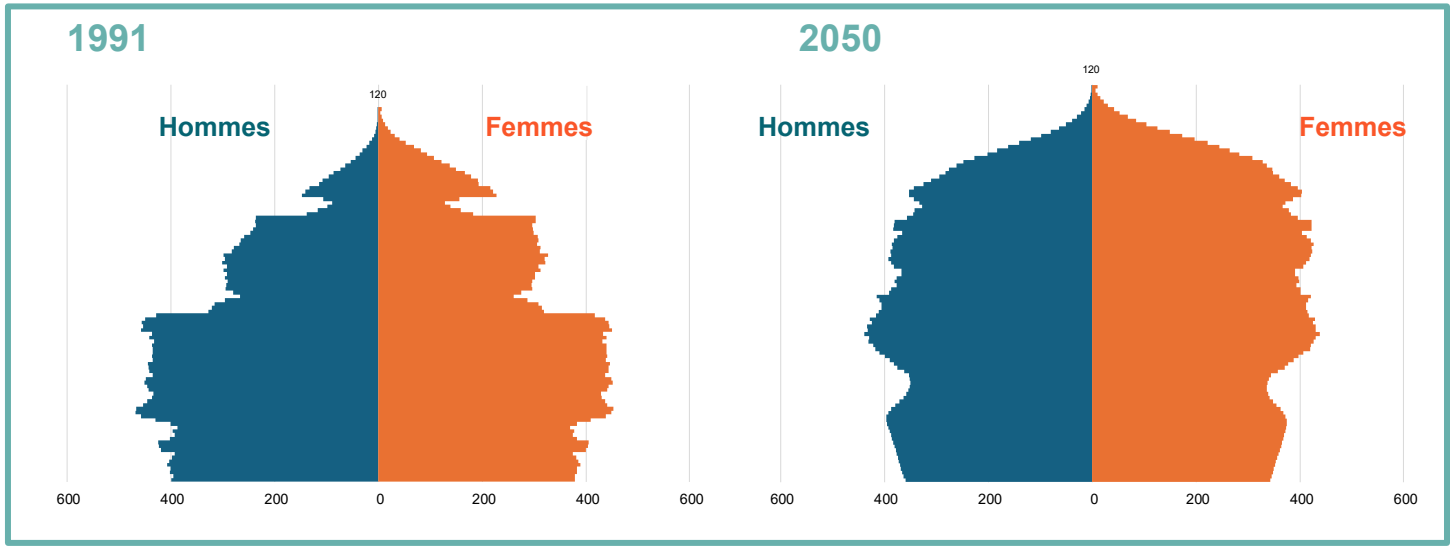



*Source : Investing.*

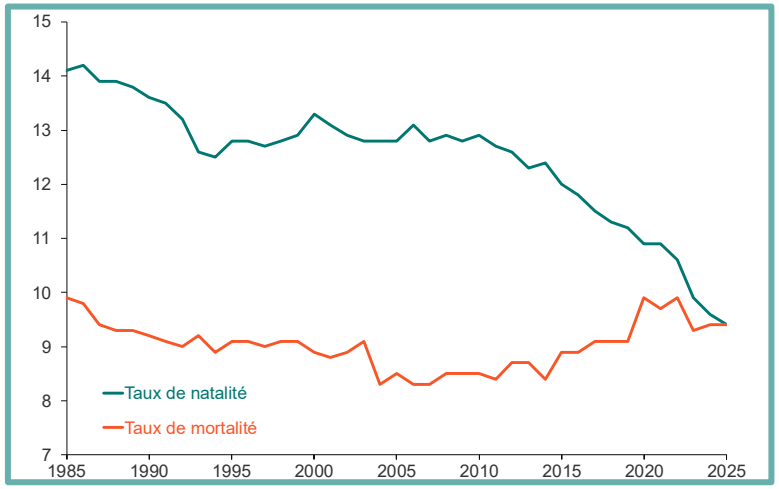
# Cette situation intervient dans un contexte démographique inquiétant…

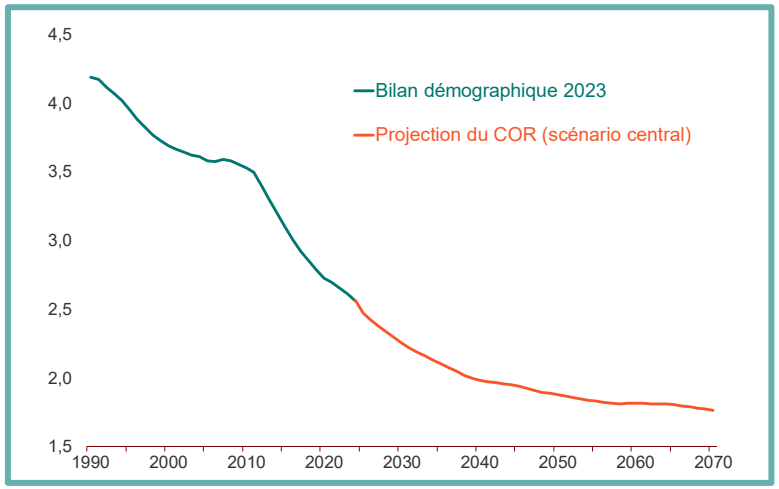
- En 2025, la France est entrée dans un **« hiver démographique »** : le nombre de décès a excédé celui des naissances.
- Cette détérioration du taux d'accroissement naturel accentuera la **dégradation du ratio de dépendance démographique** au cours des prochaines décennies.

**PYRAMIDES DES ÂGES**
(en milliers de personnes)




**TAUX DE NATALITÉ ET DE MORTALITÉ**
(pour 1000 habitants, France entière)



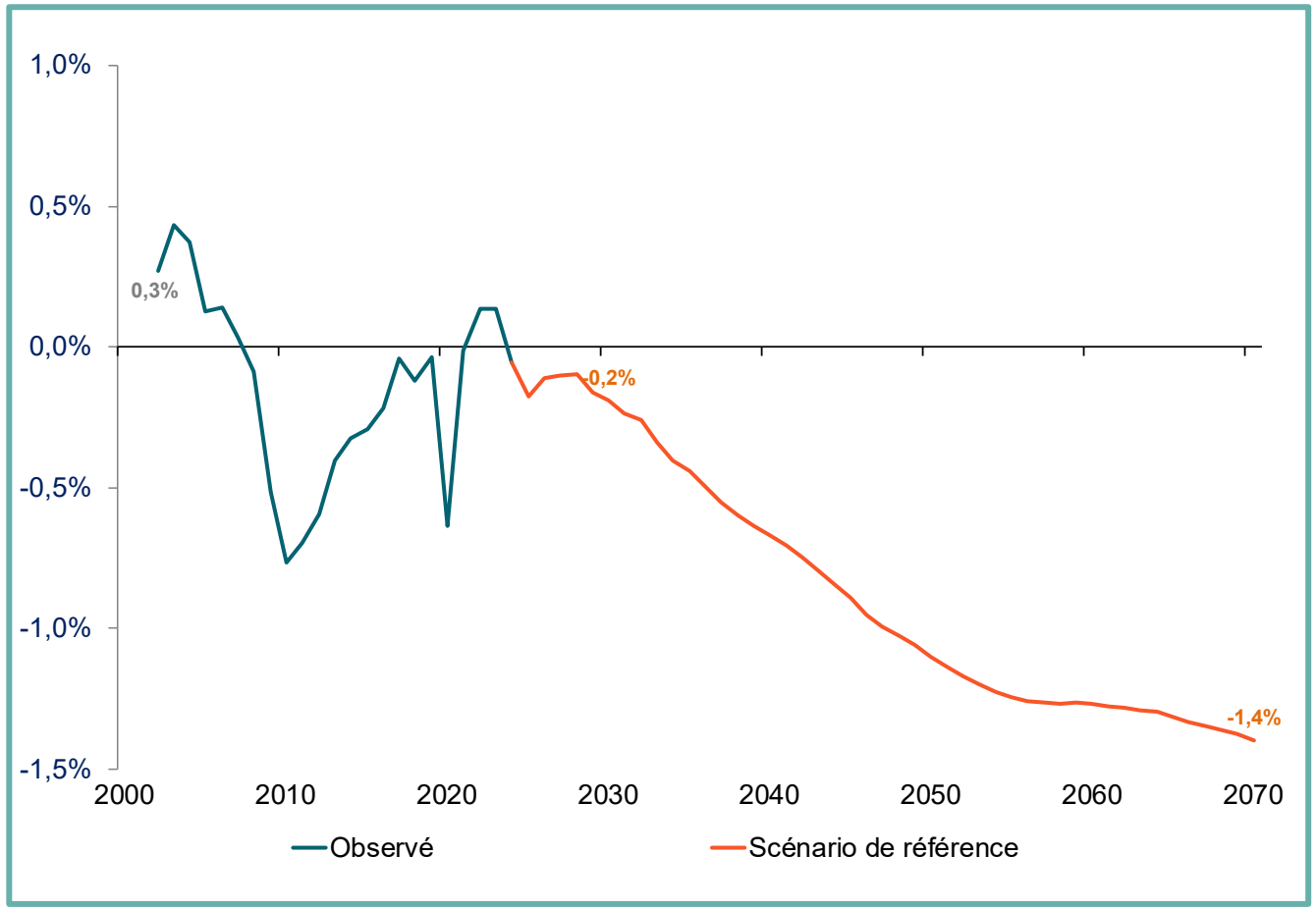

**RATIO DE DÉPENDANCE DÉMOGRAPHIQUE**
(population de 20 à 64 ans / population de 65 ans et plus)

***Sources :*** *Insee, Conseil d'orientation des retraites.*

# … qui met en péril l'équilibre du système de retraite…

- Selon les projections du Conseil d'orientation des retraites (COR), le **système de retraite devrait rester durablement déficitaire** et, à long terme, son solde devrait se dégrader progressivement.
- **Le déficit**, quasi nul aujourd'hui, **doublerait entre 2025 et 2035**, passant d'environ **0,2 % du PIB à 0,4 %.**
- Il continuerait ensuite de se creuser pour atteindre environ 1,2 % du PIB entre 2050 et 2055, avant de se stabiliser à un niveau élevé à l'horizon 2070.
- Cette trajectoire s'explique principalement par le **vieillissement démographique**.

**SOLDE ATTENDU DU SYSTÈME DE RETRAITE**
(en % du PIB)

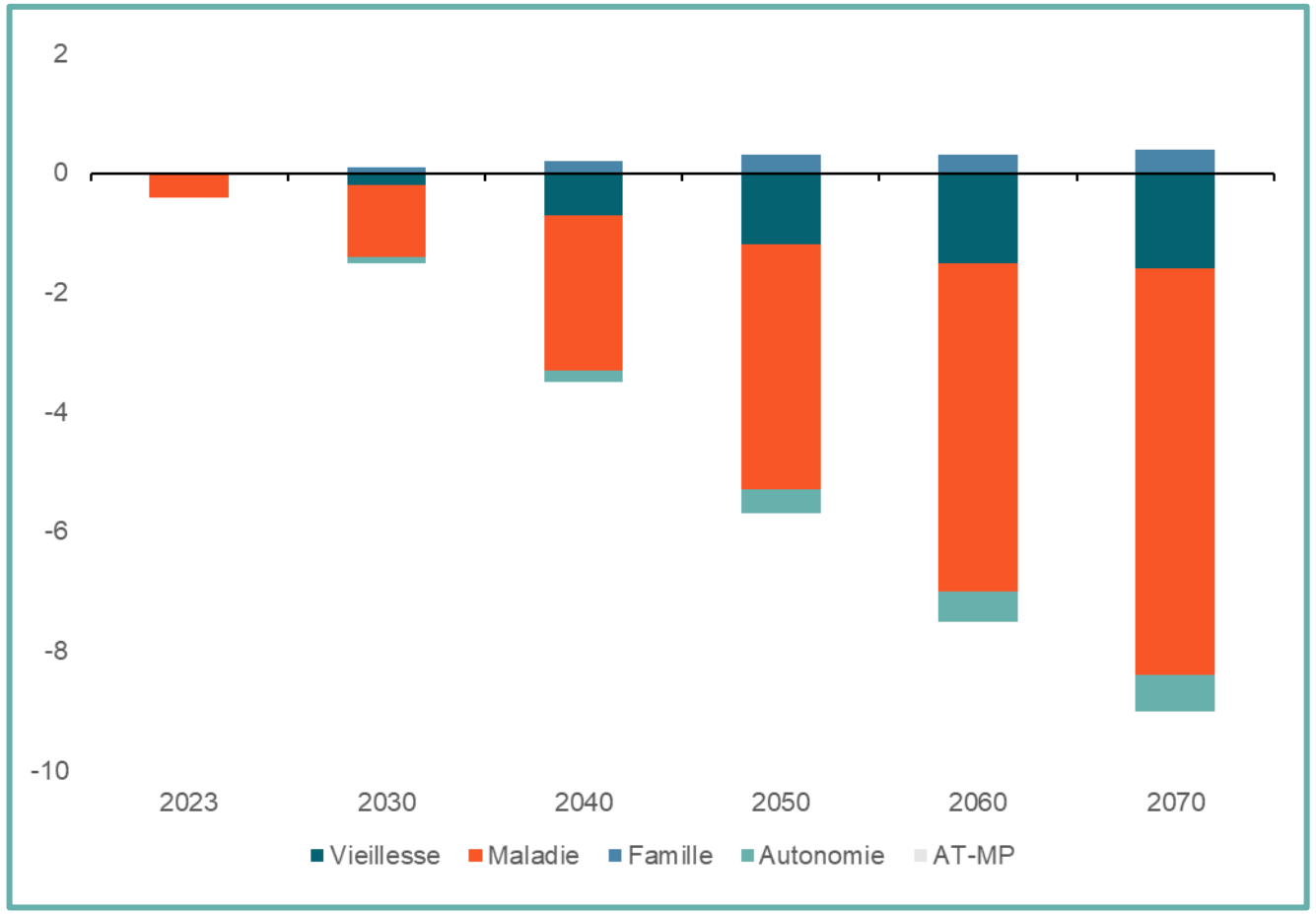



***Source :*** *Conseil d'Orientation des Retraites.*

# … et plus globalement le modèle social français

- **Le déficit de la Sécurité sociale pour l'année 2025 atteint 21,6 milliards d'euros, dont 15,9 milliards pour la branche maladie**. Cette situation s'explique notamment par le dynamisme des dépenses de santé, lié au vieillissement de la population, aux progrès médicaux et aux tensions structurelles du système de soins.
- Les projections indiquent qu'en l'absence de mesures correctrices, **le déficit du système de Sécurité sociale pourrait atteindre un niveau très élevé à l'horizon 2070**, reflétant à la fois la progression des dépenses de santé et le vieillissement démographique. Selon le rapport d'information de la Commission des affaires sociales du Sénat, **le déficit de la Sécurité sociale atteindrait,** à législation constante, **8,6 % du PIB en 2070.**
- **90 % des Français veulent conserver le modèle de solidarité pour se protéger** (*source : état de l'opinion, Elabe, novembre 2025*).

**SOLDE PROJETÉ DE LA SÉCURITÉ SOCIALE**
(en % du PIB)




***Source*** *: rapport d'information de la Commission des affaires sociales du Sénat (« Sécurité Sociale : la boite à outils du Sénat » , 2025).*

***Note :*** *en 2070, le solde de l'Assurance maladie est attendu en déficit de -6,8 points de PIB sans stabilisation de la dépense en points de PIB. À noter que le solde de l'AT-MP est supposé nul sur toute la période d'après le rapport.*

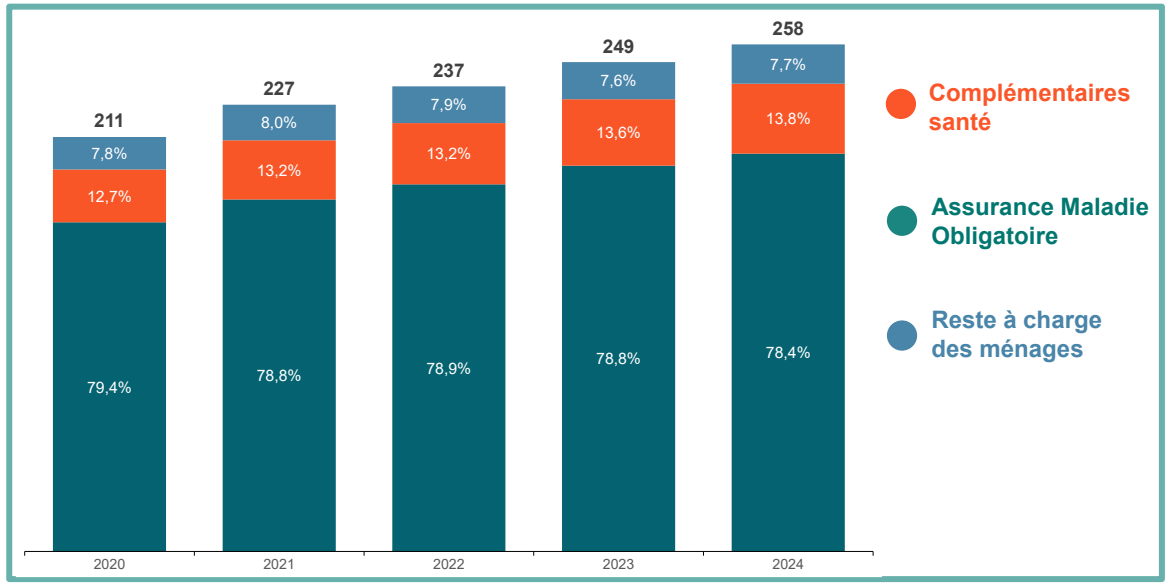
# 3.2 Les assureurs contribuent à soigner les Français

# Depuis 5 ans, la part des complémentaires santé dans le financement du système de santé a augmenté

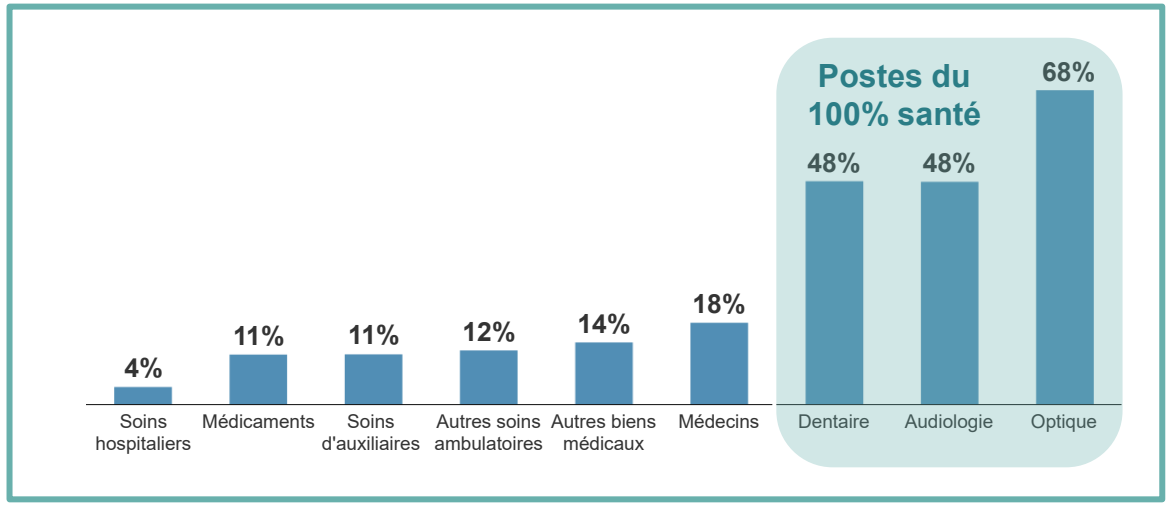
- Qu'elles soient financées par les complémentaires santé ou par l'Assurance maladie obligatoire, **les dépenses de santé continuent d'augmenter**.
- Les **complémentaires santé** prennent en charge 36 milliards d'euros de prestations en santé, soit 13,8 % du total, une part en hausse de +1,1 point sur 5 ans.
- **Ce montant est en hausse de +5,3 % en 2024, contre +3,1 % pour la partie Sécurité sociale**, dont les dépenses en santé s'élèvent à 202 milliards d'euros.

## Financement de la consommation de soins et de biens médicaux (CSBM)
(en milliards d'euros)

*Source : Drees, année 2024.*
*Note : les prestations dites connexes, prises en charge intégralement par les complémentaires santé, ont ici été prises en compte dans le total.*




## Remboursement des complémentaires santé par type de soin

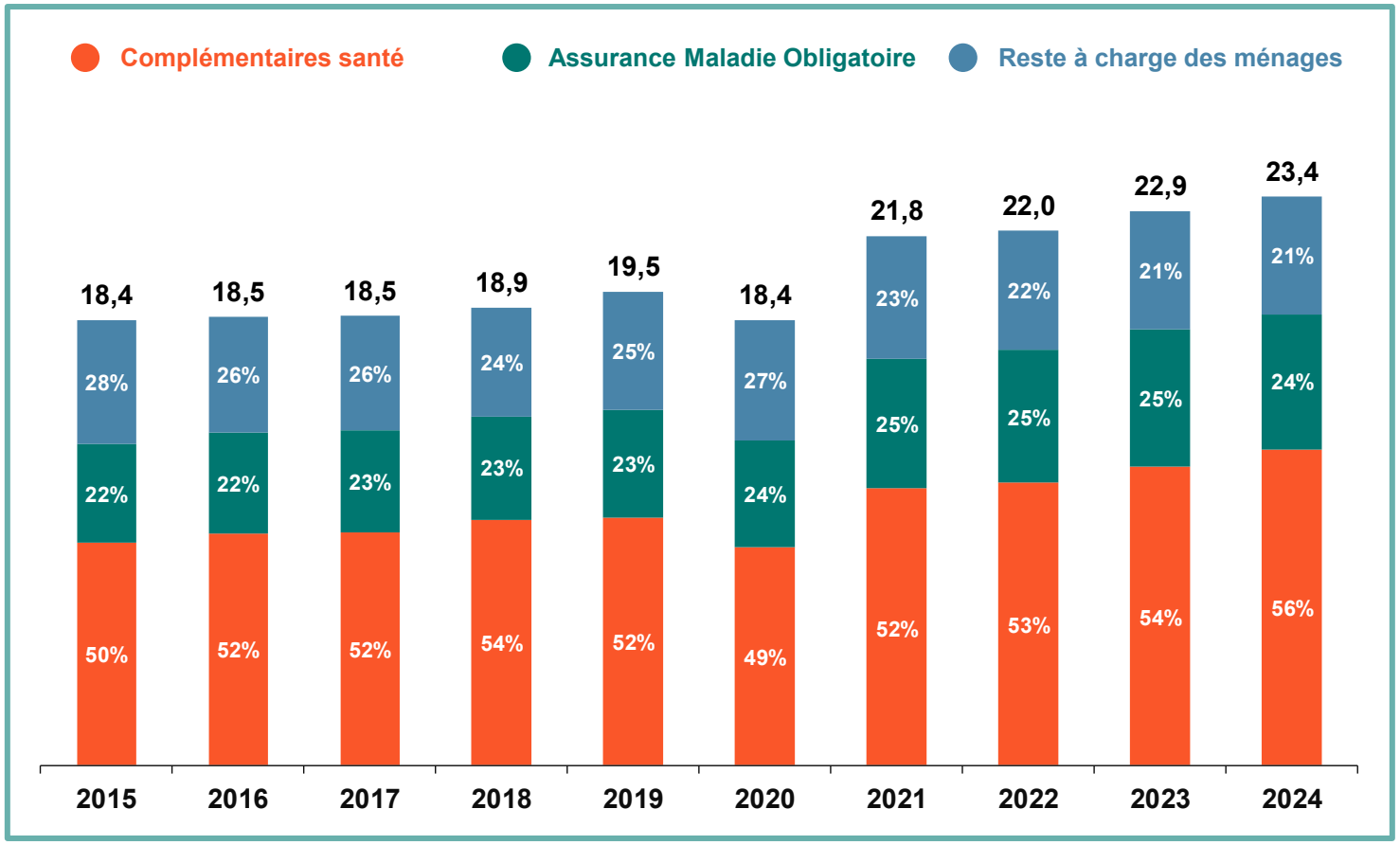



*Source : Drees, année 2024.*

# Les complémentaires santé sont les premiers financeurs des dépenses en optique, audiologie et dentaire

- **Les dépenses en optique, audiologie et dentaire ont augmenté** de +30 % en dix ans.
- Depuis la mise en place du 100 % santé en 2021, les dépenses en optique, audiologie et dentaire ont augmenté de **+49 % pour les complémentaires santé**.
- Le **reste à charge des ménages recule de 7 points de pourcentage** depuis 2015, pris en charge intégralement par les complémentaires santé.
- Les assureurs appellent à limiter l'usage de la publicité pour ces dispositifs médicaux (optique, audiologie et dentaire).

**DÉPENSES EN OPTIQUE, AUDIOLOGIE ET DENTAIRE**
(en milliards d'euros)




*Source : rapport de la Drees 2025 sur les chiffres 2024.*

FOCUS

# M'T dents tous les ans ! : passer d'une génération sans caries à une génération sans prothèses

Face au poids croissant des dépenses dentaires en France – accentué par la réforme du 100 % santé et la contribution accrue des complémentaires santé – la prévention devient essentielle.

## 1 Constat de l'état du dentaire en 2024

- Inflation des dépenses de santé en dentaire.
- La dépense totale des soins dentaires est de 15,7 milliards d'euros dont 7,4 milliards d'euros pour les complémentaires santé.
- Augmentation de +18 % entre 2019 et 2024.

## 2 1er avril 2025 : lancement de M'T dents tous les ans !

- Premier programme national de prévention Assurance maladie-complémentaires santé.
- Grâce à la mobilisation des complémentaires santé, M'T dents tous les ans ! voit son contenu évoluer par rapport au programme initial :
  - davantage d'actes pris en charge ;
  - revalorisation des chirurgiens-dentistes ;
  - fréquence annuelle.

## 3 2025 : mise en œuvre du programme

- Une forte mobilisation des assureurs avec la mise en place du tiers payant.
- Un bilan positif : 2,1 millions de consultations entre le 1er avril 2025 et février 2026.
- 65 % des 6-18 ans ont utilisé ce programme.

## 4 2026 : suites du programme

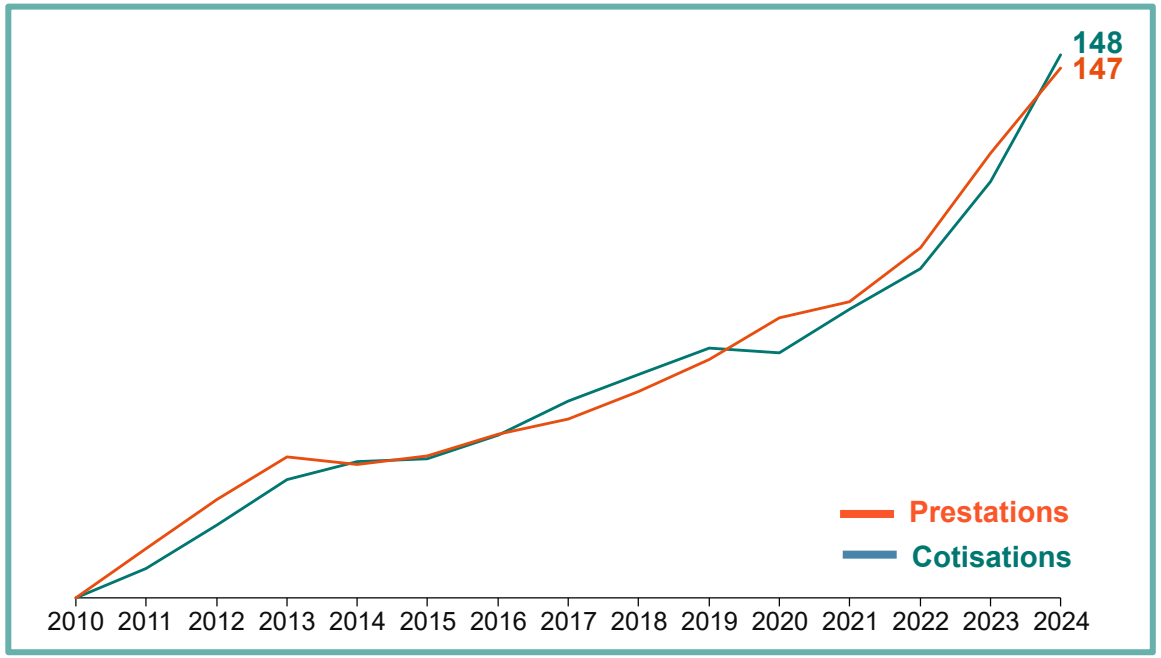
- Inciter des familles à participer au programme en ciblant en priorité les plus éloignées des soins.
- Proposer une déclinaison de ce partenariat à d'autres campagnes de prévention.

M'T DENTS TOUS LES ANS !

Par l'Assurance Maladie et votre complémentaire santé

# La forte hausse du coût des prestations est à peine compensée par celle des cotisations

**ÉVOLUTION DES COTISATIONS ET DES PRESTATIONS DES COMPLÉMENTAIRES SANTÉ** (Base 100 en 2015)




*Source : Drees.*

- **Entre 2020 et 2024, le coût des prestations en santé a fortement augmenté,** de +23,6 % en cumulé.
- Cette augmentation reflète à la fois le rattrapage des soins après la crise sanitaire, la hausse des tarifs et des volumes de soins, ainsi que le dynamisme de certains postes de dépenses, notamment l'optique, le dentaire et certains soins hospitaliers.
- Elle s'inscrit également dans un **contexte de vieillissement de la population** et d'évolutions des pratiques médicales, sources de hausse structurelle des dépenses de santé.
- Afin de financer cette progression des remboursements, **les cotisations des contrats des complémentaires santé ont augmenté de +21,7 % sur la même période**, reflétant la répercussion d'une partie de la hausse des dépenses sur les primes.
- Cette dynamique de dépenses soutenue suscite une **pression croissante sur les complémentaires santé**.

FOCUS

# Gel des tarifs pour les complémentaires santé : une disposition anticonstitutionnelle et inapplicable

FRANCE ASSUREURS — FAIRE AVANCER LA SOCIÉTÉ EN CONFIANCE

FIPS — FÉDÉRATION DES INSTITUTIONS PARITAIRES DE PROTECTION SOCIALE

MUTUALITÉ FRANÇAISE

unocam — UNION NATIONALE DES ORGANISMES D'ASSURANCE MALADIE COMPLÉMENTAIRE

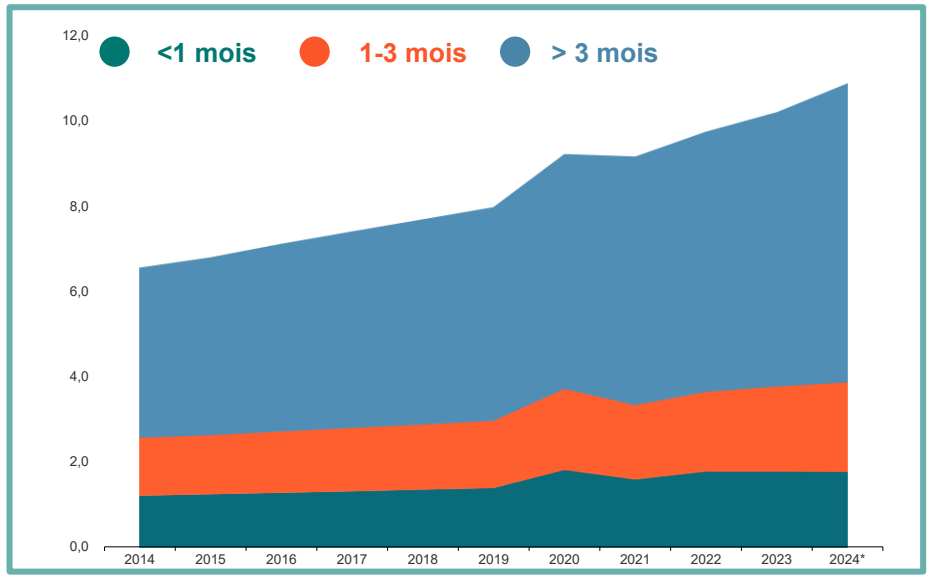
La décision de geler les tarifs des complémentaires santé, votée dans la loi de financement de la Sécurité sociale 2026…

- … porte atteinte à la liberté contractuelle et à la garantie des droits, principes protégés par la Constitution.
- … contrevient au droit national et européen, notamment en matière de solvabilité.
- Sa mise en œuvre pourrait également engendrer des risques de non-conformité au droit de la concurrence.

**Les complémentaires santé sont soumises à des règles prudentielles européennes strictes qui leur interdisent d'être structurellement déficitaires.**

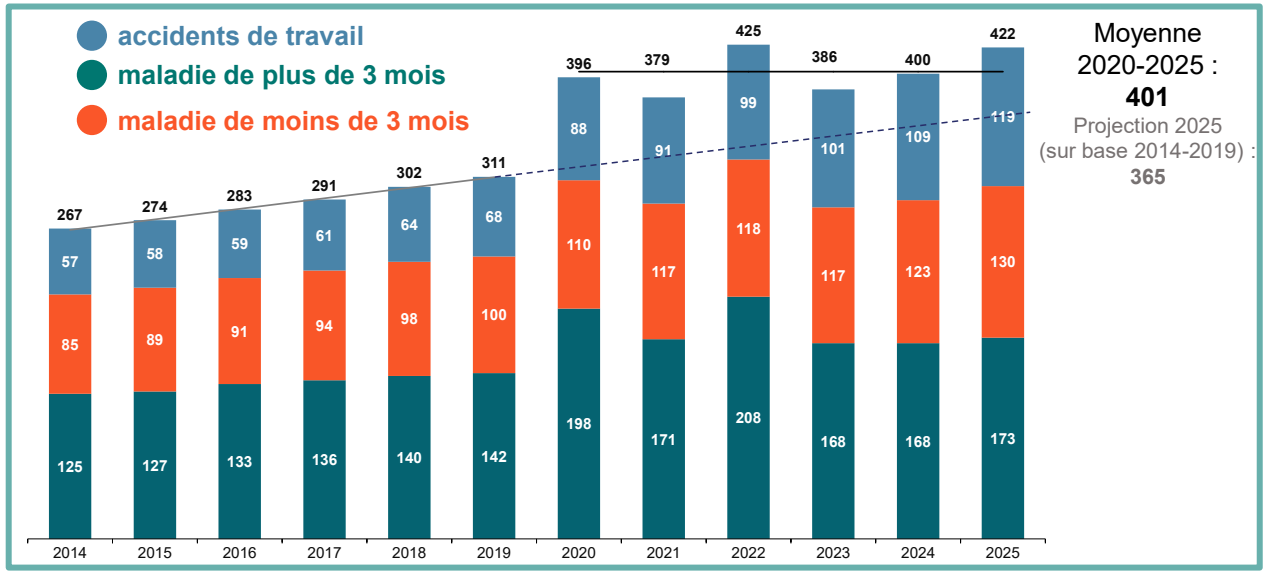
# En prévoyance, les arrêts maladie de longue durée représentent près de la moitié des dépenses

**MONTANT VERSÉ POUR DES JOURNÉES MALADIE INDEMNISÉES** (en milliards d'euros)




*Source : CNAM, rapport charges et produits, 2025*

**NOMBRE DE JOURS D'ARRÊTS DE TRAVAIL PRIS EN CHARGE PAR LA SÉCURITÉ SOCIALE** (en millions)




*Source : Ameli.*

- **Une accélération nette depuis 2019 :** entre 2019 et 2024, les dépenses d'indemnités journalières ont augmenté en moyenne de +6,7 % par an (contre +3,7 % sur la période 2014-2019). Cette évolution est liée à la forte augmentation du nombre de jours d'arrêts de travail.
- En plus de la Sécurité sociale, **les complémentaires santé ont versé 7,4 milliards d'euros d'indemnités journalières en 2024, soit +7,2 % par rapport à 2023.**
- **Le poids des arrêts de plus de 3 mois ne cesse de croître :** ils représentent 64,3 % des dépenses contre 60,7 % en 2014.

NOS PROPOSITIONS

# Pour accompagner les personnes en arrêts longs vers le retour à l'emploi

## L'OBJECTIF

**Agir sur le nombre croissant d'arrêts longs**

- Les enjeux sont à la fois économiques et sociétaux.

## LES ACTIONS DES ASSUREURS

**Exemples d'actions déjà mises en œuvre par les assureurs**

Programmes d'accompagnement personnalisé comme le coaching et le suivi psychologique.

Adaptation des postes de travail.

Observatoires pour mieux comprendre les motifs d'arrêts longs.

## LES PROPOSITIONS DES ASSUREURS

**Les assureurs souhaitent aller plus loin**

- **Favoriser l'exercice du télétravail** en lieu et place d'un arrêt de travail **lorsque cela est compatible** avec l'état de l'assuré et l'organisation du travail.
- **Faciliter la mise en œuvre du temps partiel** thérapeutique en simplifiant les démarches.
- **Aider les entreprises à anticiper** par des actions en amont des arrêts.

NOS ACTIONS

# La santé mentale, grande cause nationale de l'année 2025

**Assurance Prévention a lancé en avril 2025 la campagne « Je m'active pour ma santé mentale », dans le cadre de la grande cause nationale 2025 consacrée à la santé mentale.**

- Cette campagne s'appuie sur les travaux de la Chaire Santé en Mouvement, partenaire d'Assurance Prévention depuis 2022.
- Elle met en lumière les liens entre activité physique et santé mentale et incite à bouger plus pour améliorer sa santé mentale et physique.

ALLIANCE POUR LA SANTÉ MENTALE

En 2026, Assurance Prévention réaffirme son engagement en faveur de la santé mentale **en nouant un partenariat structurant avec l'Alliance pour la Santé Mentale.**

**Par rapport à nos homologues européens**

Dans toute l'Europe, les troubles mentaux ont **fortement augmenté** depuis la crise sanitaire.

Les assureurs polonais et italiens élargissent progressivement leurs garanties en santé mentale dans les contrats collectifs.

L'engagement des assureurs belges et autrichiens se traduit par des programmes de réinsertion professionnelle et de prévention.

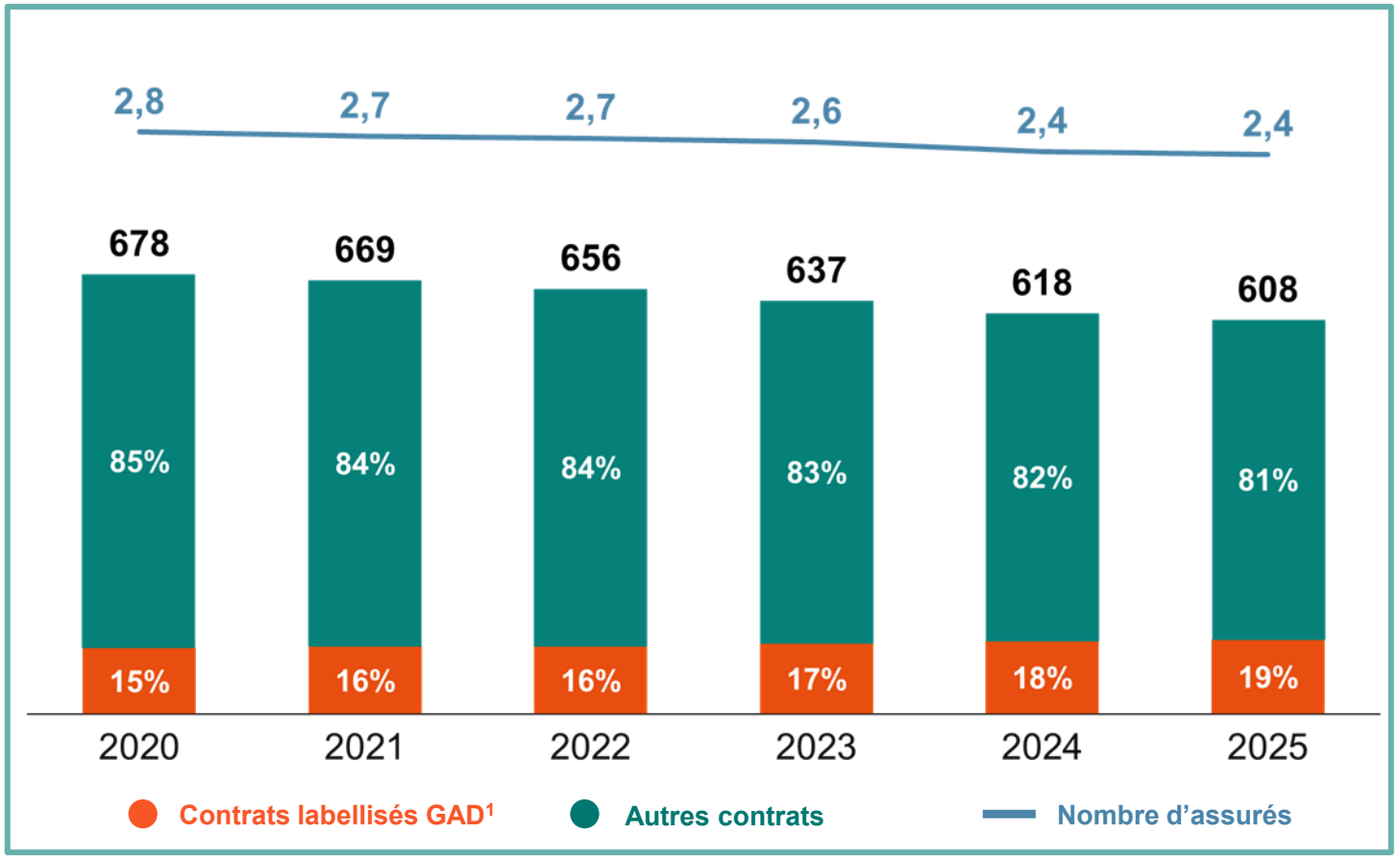
Les assureurs allemands participent aux politiques de santé, remboursent la psychothérapie et soutiennent les applications numériques thérapeutiques.

# En cinq ans, les cotisations en assurance dépendance ont baissé de –10 %

- **66 % des Français se sentent particulièrement vulnérables** face au risque de dépendance liée à l'âge *(source : enquête d'opinion sur les Français et l'assurabilité – 4e édition, mars 2026, Elabe pour France Assureurs).*
- Malgré cette vulnérabilité ressentie, le marché de l'assurance dépendance continue à se contracter, avec une poursuite en 2025 de la tendance à la baisse des cotisations et du nombre de contrats, dans **l'attente de l'adoption de mesures gouvernementales adaptées**.
- De leur côté, **les assureurs** complètent leurs contrats dépendance notamment par de l'assistance. Au-delà du versement d'une rente, ils **proposent des solutions de répit pour les aidants**, des capitaux pour aménager le domicile dès les premiers signes de fragilité ou encore **un accompagnement psychologique**.

**COTISATIONS ET NOMBRE D'ASSURÉS DES CONTRATS DÉPENDANCE**

(en millions d'euros et en millions de personnes)

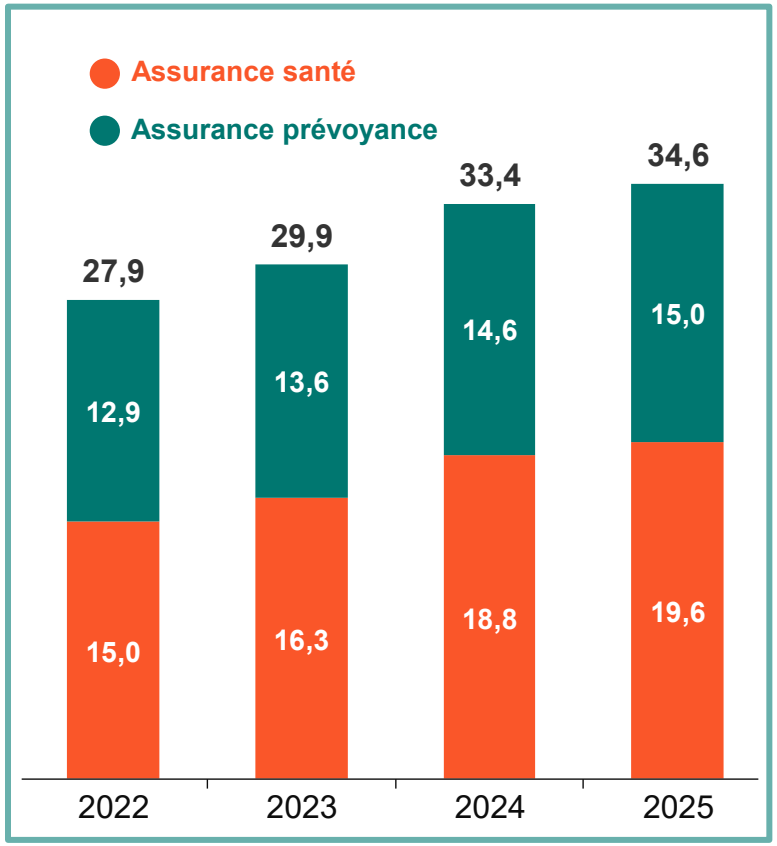



*Source : France Assureurs.*

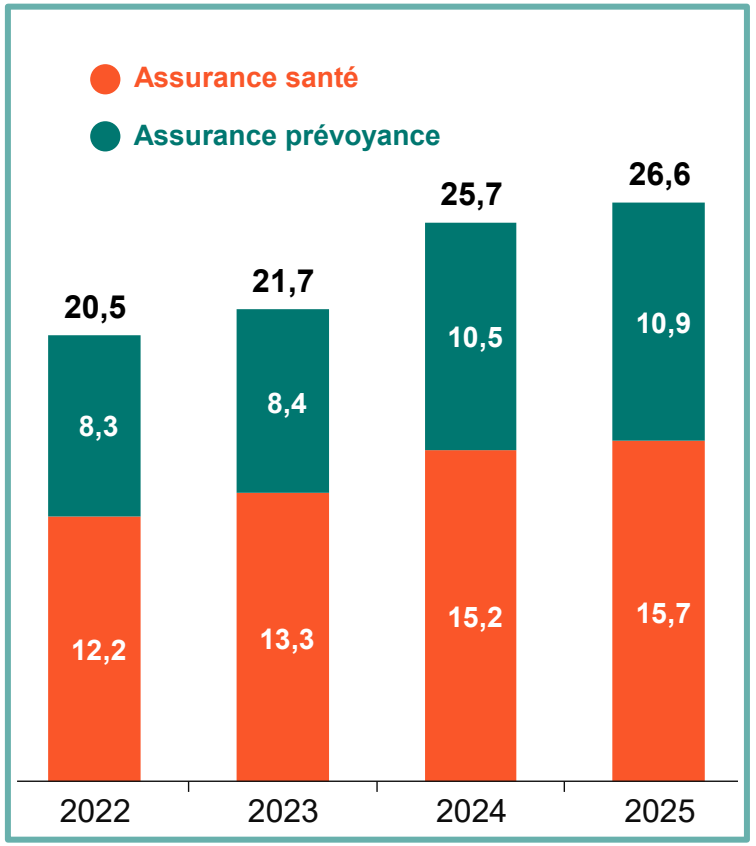
*[1] Le label GAD (Garantie Assurance Dépendance) encadre les contrats dépendance.*

# En santé et prévoyance, les prestations sont en hausse de +30 % en 3 ans

**COTISATIONS EN ASSURANCE SANTÉ ET PRÉVOYANCE**
(en milliards d'euros)




**PRESTATIONS EN ASSURANCE SANTÉ ET PRÉVOYANCE**
(en milliards d'euros)




*Source : France Assureurs.*
*Note : Affaires Directes, charge de prestations, entreprises régies par le Code des assurances.*
*Prévoyance = Incapacité-invalidité-dépendance-décès accidentel (hors décès toutes causes).*

- En 2025, **les charges de prestations et les cotisations retrouvent un rythme d'évolution très proche** (+3,6 % et +3,5 % respectivement).
- Toutefois, depuis la sortie de la crise sanitaire, **les charges de prestations ont augmenté de +30 % en trois ans, contre +24 % pour les cotisations**.

NOS PROPOSITIONS

# Armons l’assurance maladie et les complémentaires santé face aux fraudeurs !

## La fraude sociale se multiplie et se professionnalise

Les complémentaires santé et l’Assurance maladie recensent des millions d’exemples de fraude sociale chaque année.

Faux arrêts de travail

Usurpations d’identité

Faux professionnels de santé

Fausses factures

Actes fictifs

Fausses ordonnances

**Toute dépense frauduleuse évitée et tout argent indûment perçu récupéré représentent des ressources allouées efficacement à la santé des Français.**

### Les assureurs saluent la volonté de lutter contre les fraudes sociales et fiscales dans le projet de loi « fraudes » qu’il convient de faire adopter

- La lutte contre la fraude ne doit plus s’organiser en silo entre l’assurance maladie et les complémentaires santé.
- Les complémentaires santé, l’Assurance maladie et la direction de la Sécurité sociale ont travaillé à la construction du projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales, dans un cadre validé par la CNIL.
- L’article 5 établit une base légale pour l’échange de données entre l’Assurance maladie et les complémentaires santé.
- Le texte sécurise la possibilité pour les complémentaires santé de traiter les données de santé en lien avec leurs missions.

FOCUS

# Les assureurs appellent à mettre en place une gouvernance de la prévention en santé

## Les assureurs interviennent à différents niveaux de prévention

### Prévention primaire et tertiaire : agir sur les facteurs de risque et les risques de complications

Les complémentaires santé assurent un rôle d'information (newsletters, mailing, rencontres et ateliers en entreprise) et d'incitation *via* des **coachings** (nutrition, activité physique, gestion du stress) et le **remboursement** d'actes de prévention (vaccins, psychologues, diététiciens, etc.).

### Prévention secondaire : dépister pour intervenir au plus tôt

Les complémentaires santé incitent les Français à surveiller leur santé : remboursement de bilans (comme la parodontologie) et recours aux **nouvelles générations d'outils numériques** permettant l'auto-évaluation (santé physique et mentale, modes de vie), un bilan des fragilités et des recommandations personnalisées (actions de prévention, orientation vers le médecin traitant, etc.).

## La France pourrait s'inspirer des modèles de gouvernance d'autres pays européens

### Allemagne

La prévention repose sur un **cadre national** coordonnant assurance maladie, État fédéral et Länder, avec une adaptation territoriale des actions. **Les assureurs sont partie prenante de la gouvernance.**

### Finlande

Les « comtés de services de bien-être » ont l'obligation légale d'intégrer la prévention dans les parcours. **Les assureurs sont associés *via* la santé au travail.**

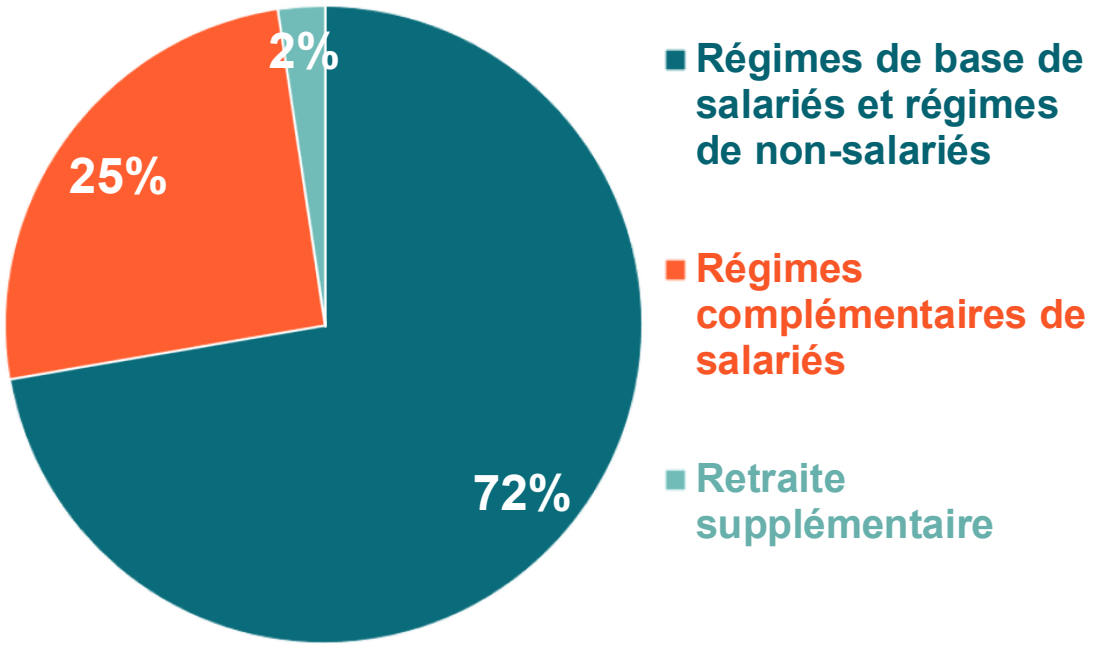
### Belgique

La gouvernance est répartie entre la prévention régionale et l'assurance obligatoire fédérale : les régions sont compétentes pour organiser la prévention en matière de santé, mais le système de sécurité sociale relève de la compétence fédérale. **Les assureurs financent des initiatives en matière de prévention, en particulier, dans le domaine de la santé mentale.**

# 3.3 L’épargne retraite représente un filet de sécurité pour les Français

# La retraite des Français repose essentiellement sur le régime de base

**PRESTATIONS DE RETRAITE EN FRANCE**
(en % du total, en 2023)

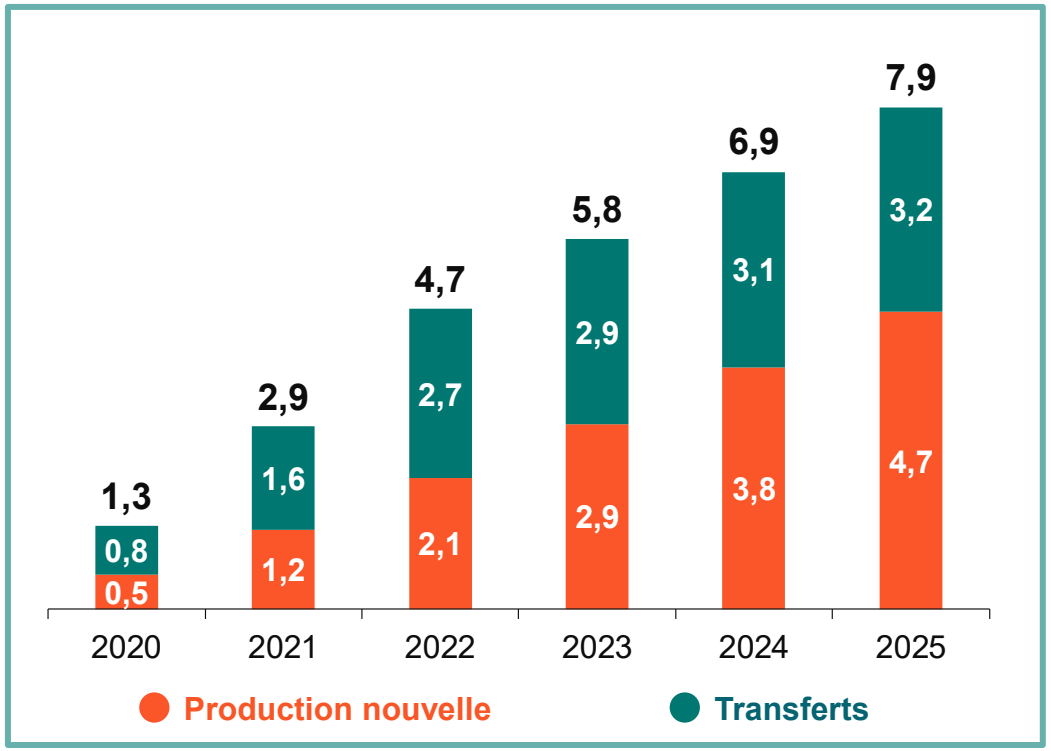



*Source : Drees.*

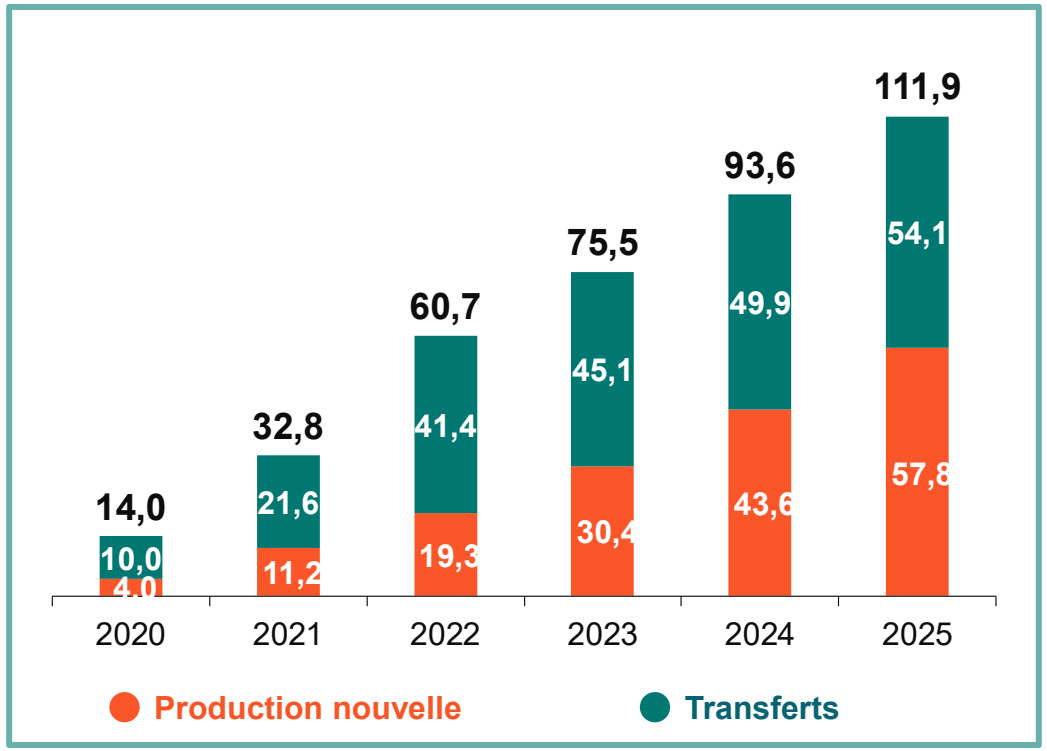
- Le système français de retraite repose sur trois piliers : les deux premiers sont des régimes obligatoires par répartition. Le troisième est un régime facultatif par capitalisation.
- Le Fonds de réserve pour les retraites, qui avait été créé en 1998 pour anticiper les conséquences financières de l'arrivée à l'âge de la retraite des générations du baby-boom, n'a jamais permis d'équilibrer le système.
- Le régime de base de la retraite a connu de nombreuses réformes ces dernières années sans parvenir à garantir l'équilibre financier.
- **Sans réforme supplémentaire, le déficit du régime de base de la retraite doublerait entre 2025 et 2035, passant de 0,2 % du PIB à 0,4 %, pour atteindre 1,2 % entre 2050 et 2055, selon le Conseil d'orientation des retraites (COR)**.

# En 6 ans, le Plan d'Épargne Retraite assurantiel a séduit près de 8 millions d'assurés…

- Le nombre de détenteurs de Plans d'Épargne Retraite (PER) continue de progresser fortement en 2025, toujours porté par les nouveaux assurés, tandis que le nombre de transferts se stabilise progressivement. Le marché des PER commercialisés par les entreprises d'assurance enregistre **1 million d'assurés supplémentaires** en 2025.
- Le **cap des 100 milliards d'euros d'encours** a été franchi en cours d'année, pour atteindre un total de près de 112 milliards d'euros en fin d'année.




**NOMBRE DE DÉTENTEURS D'UN PER ASSURANTIEL**
(en millions)

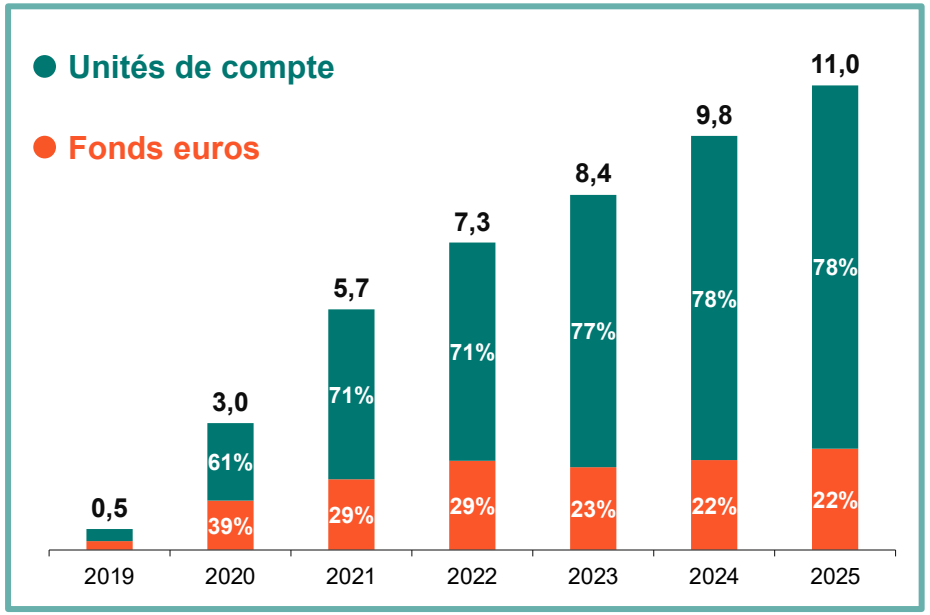



**ENCOURS DES PER ASSURANTIELS**
(en milliards d'euros)

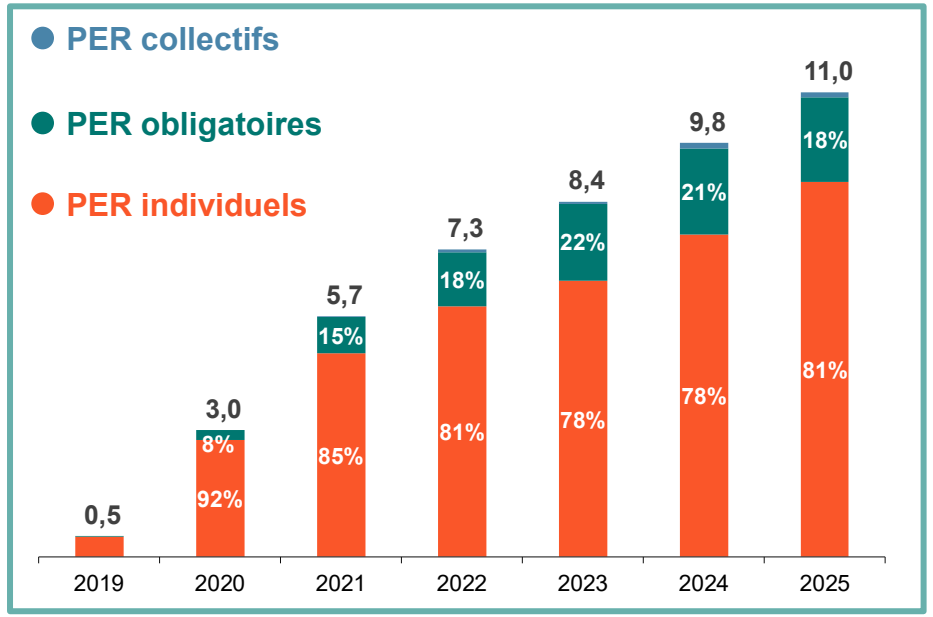
*Source : France Assureurs.*

# … et enregistre en 2025 une collecte nette de plus de 11 milliards d'euros

- Le marché des PER commercialisés par les entreprises d'assurance enregistre **20,2 milliards d'euros de versements**.
- **78 % de la collecte nette** des PER correspond à des UC.
- En 2025, la part des **PER obligatoires et collectifs** dans la collecte nette est de 19 %.




**COLLECTE NETTE DES PER ASSURANTIELS VENTILÉE PAR TYPE DE SUPPORT**
(en milliards d'euros)



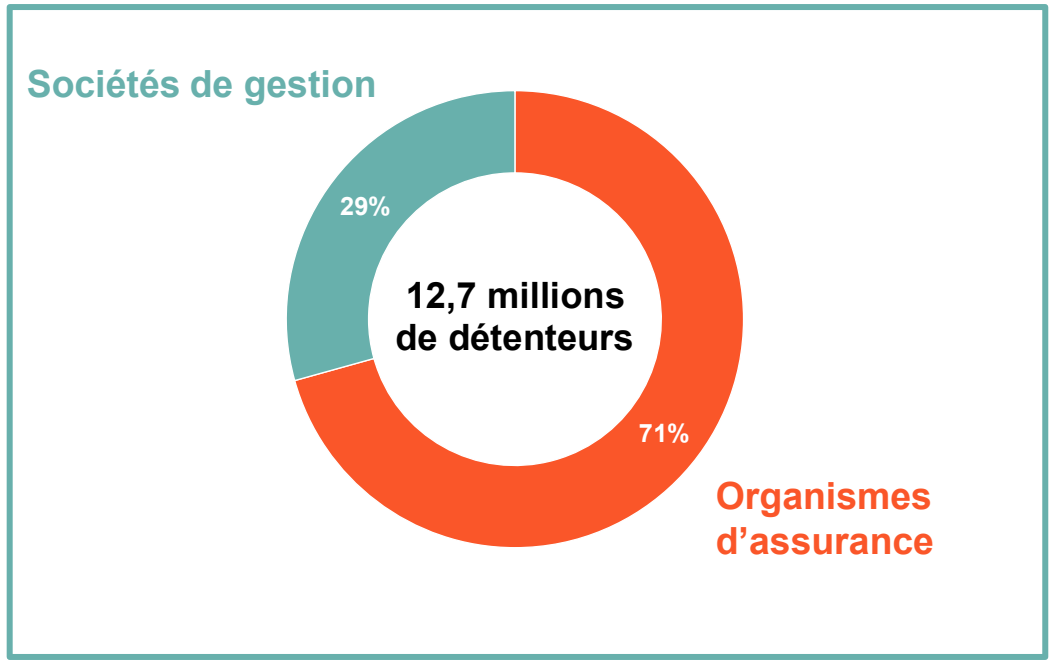

**COLLECTE NETTE DES PER ASSURANTIELS VENTILÉE PAR TYPE DE CONTRAT**
(en milliards d'euros)

*Source : France Assureurs.*

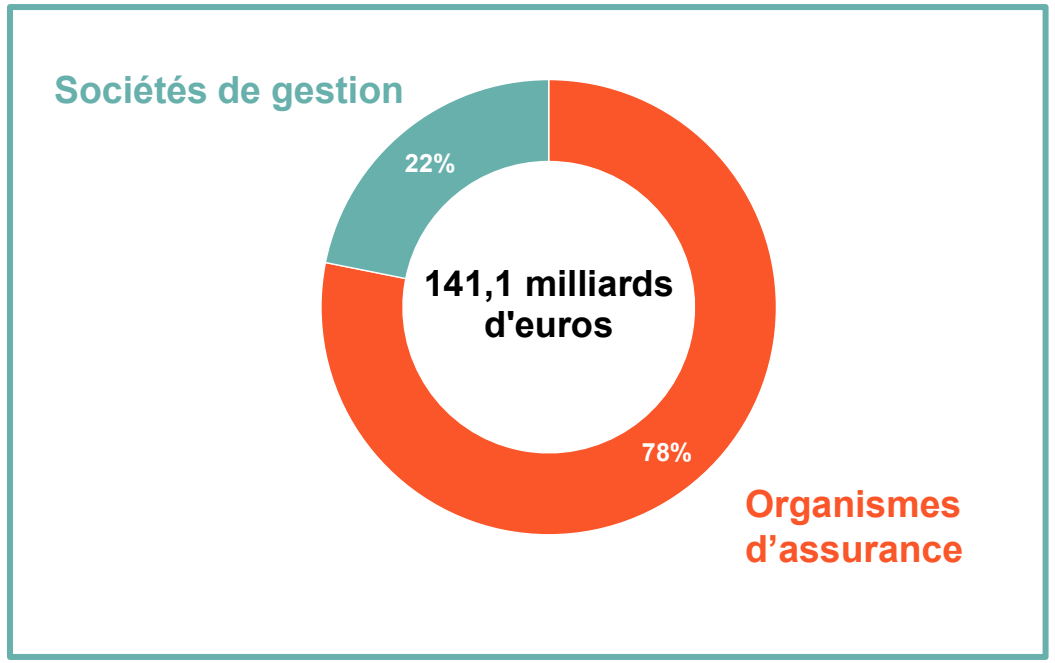
# Les organismes d’assurance représentent 78 % des encours du PER…

- **La part des organismes d’assurance** dans les PER a progressé de **+2 points depuis 2022**.
- **À 12 300 euros, l’encours moyen d’un PER assurantiel** est près de 50 % plus élevé qu’un PER géré dans le cadre de l’épargne salariale (8 300 euros).

**NOMBRE DE DÉTENTEURS**[1] (en millions et part en %)




**ENCOURS**[1] (en milliards d’euros et part en %)

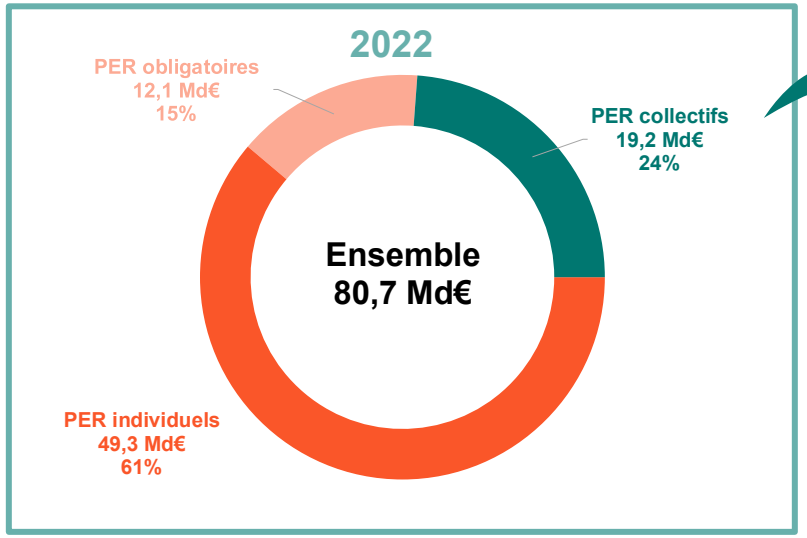


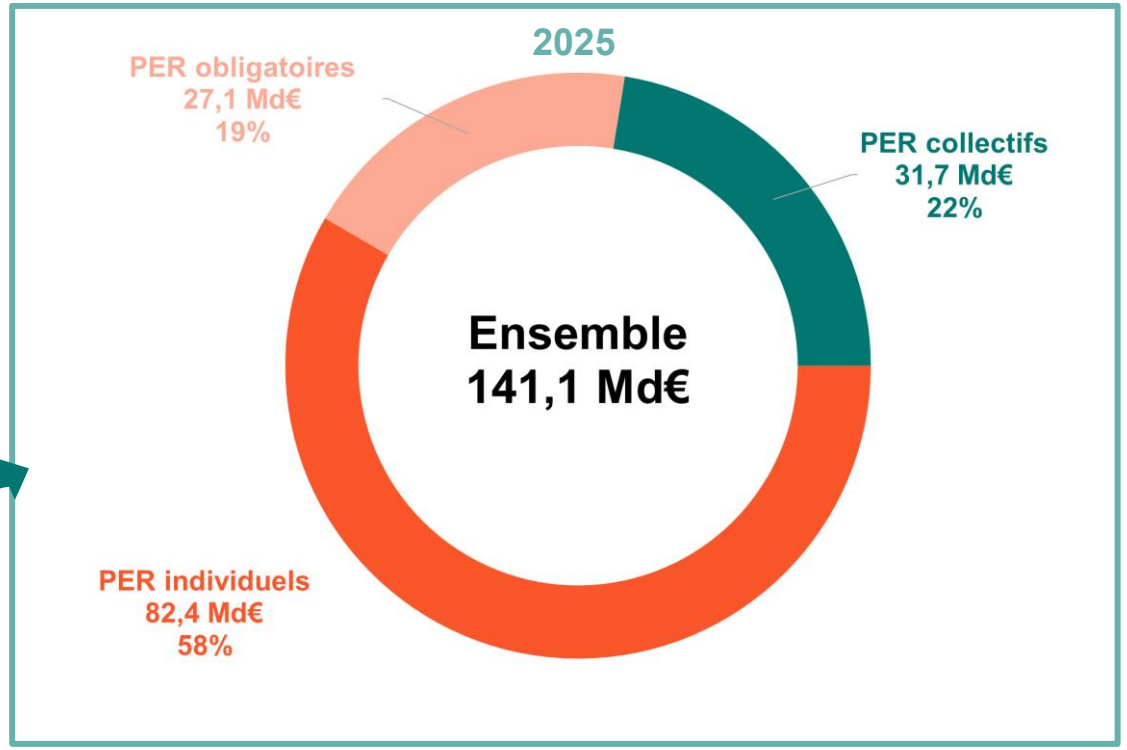

***Sources :*** *FIPS, FNMF, France Assureurs pour les organismes d’assurance et AFG pour les sociétés de gestion d’épargne salariale.*
***Champ :*** *toutes entreprises.*
[1] *Les données consolidées pour l’ensemble des acteurs commercialisant des PER sont connues avec un décalage d’environ 3 mois et portent sur la situation au 30 septembre 2025.*

# … dans un contexte où la part des PER obligatoires progresse de 4 points de pourcentage en 3 ans

- **La part des PER obligatoires continue de progresser**, reflétant le développement de l'épargne retraite collective en entreprise.
- Ces dispositifs, historiquement orientés vers une sortie en rente, s'inscrivent dans une **logique de revenu complémentaire à la retraite** et illustrent la montée en puissance d'une épargne retraite en capitalisation.
- Il s'agit également d'un **levier de croissance important de l'épargne longue**.

**ENCOURS TOTAL DES PER[1]**
(en milliards d'euros et part en %)

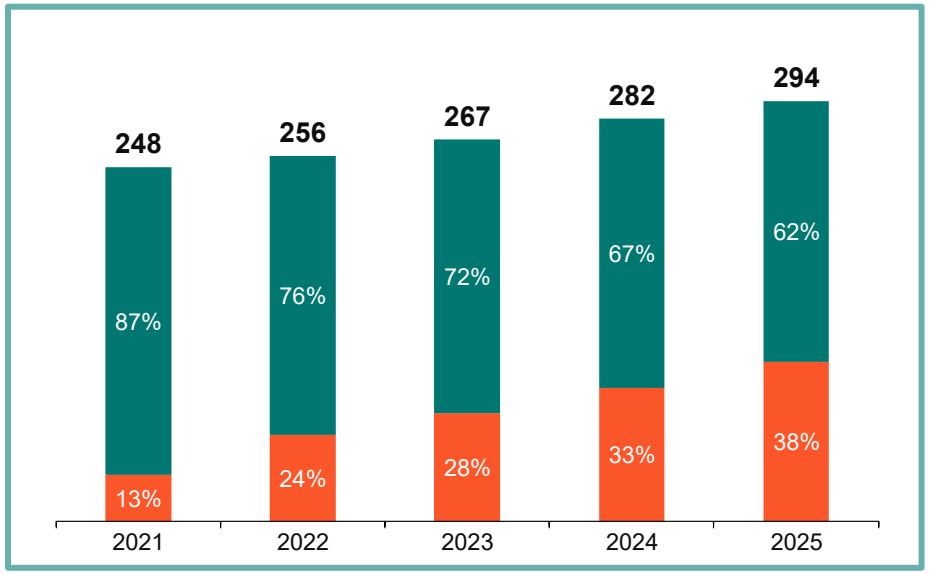


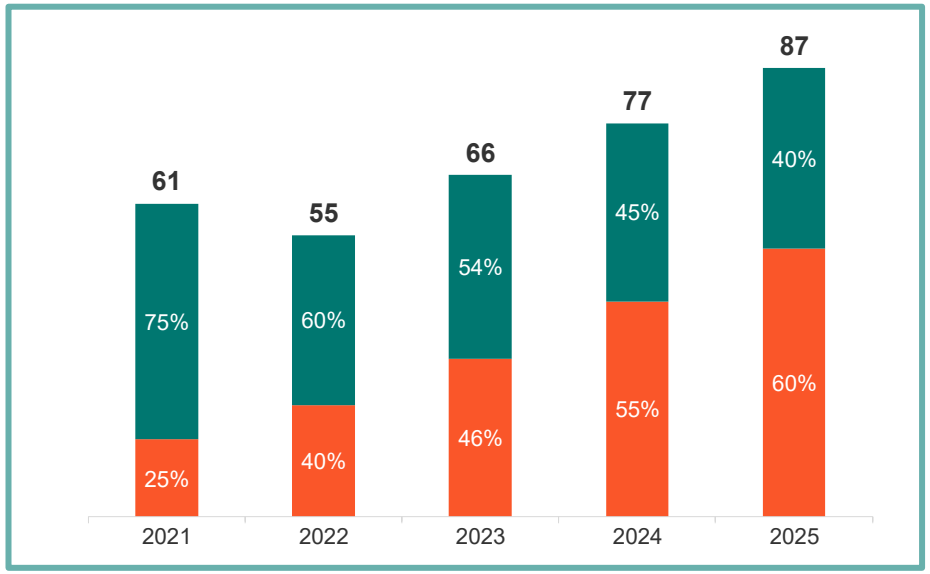

*Sources : FIPS, FNMF, France Assureurs pour les organismes d'assurance et AFG pour les sociétés de gestion d'épargne salariale.*
*Champ : toutes entreprises.*
*[1] Les données consolidées pour l'ensemble des acteurs commercialisant des PER sont connues avec un décalage d'environ 3 mois et portent sur la situation au 30 septembre 2025.*

# Les PER représentent 38 % de l'assurance retraite mais 60 % de l'assurance retraite en unités de compte

- La part des PER dans l'encours de la retraite supplémentaire assurantielle a triplé en 4 ans.
- À fin 2025, la part des unités de compte dans l'encours des PER s'élève à 47 % (et 52 % pour les seuls PER en cours de constitution).




**ENCOURS DE L'ASSURANCE RETRAITE**
(en milliards d'euros et part en %)




**ENCOURS DE L'ASSURANCE RETRAITE EN UC**
(en milliards d'euros et part en %)

**PER** **Autres contrats d'assurance retraite**

***Source :*** *France Assureurs.*

NOS PROPOSITIONS

# Financer la retraite de demain grâce aux atouts du PER

**France Assureurs propose trois scénarii pour financer la retraite de demain qui épargnent les finances publiques sans renchérir le coût du travail**

## 1 Privilégier la rente

Rendre possible l'affectation de l'intéressement, de la participation, des abondements associés, au compartiment des versements obligatoires du PER, liquidé obligatoirement en rente viagère.

## 2 Alimenter le PER

Rendre obligatoire l'affectation d'une quote-part minimale des versements de l'entreprise, de l'intéressement, de la participation et des abondements associés au « compartiment 3 » du PER.

## 3 Généraliser le PER

Mettre en place un PER dans chaque entreprise de plus de 10 salariés sans obligation de versement pour démocratiser l'épargne retraite.

# Sommaire


1 LA FRANCE EST EN QUÊTE DE REPÈRES

2 L'ASSURANCE EST UN MOTEUR DE L'ÉCONOMIE PRODUCTIVE

1. Le contexte (inter)national incertain favorise l'épargne de long terme
2. Le contexte incertain favorise l'assurance vie
3. À travers ses investissements, l'assurance bénéficie à toute l'économie

3 L'ASSURANCE EST UN ACTEUR MAJEUR DU MODÈLE SOCIAL FRANÇAIS

1. La situation démographique met en péril le financement du modèle social
2. Les assureurs contribuent à soigner les Français
3. L'épargne retraite représente un filet de sécurité pour les Français

4 L'ASSURANCE FAIT FACE AUX RISQUES DU QUOTIDIEN ET À CEUX DE DEMAIN

1. Le dérèglement climatique transforme en profondeur la vie des Français
2. L'assurance est une ceinture de sécurité pour les risques du quotidien

5 LA FRANCE A BESOIN D'ASSURANCE

1. L'assurance est au plus près des Français
2. L'assurance est au service de la société française et européenne

# L’assurance fait face aux risques du quotidien et à ceux de demain

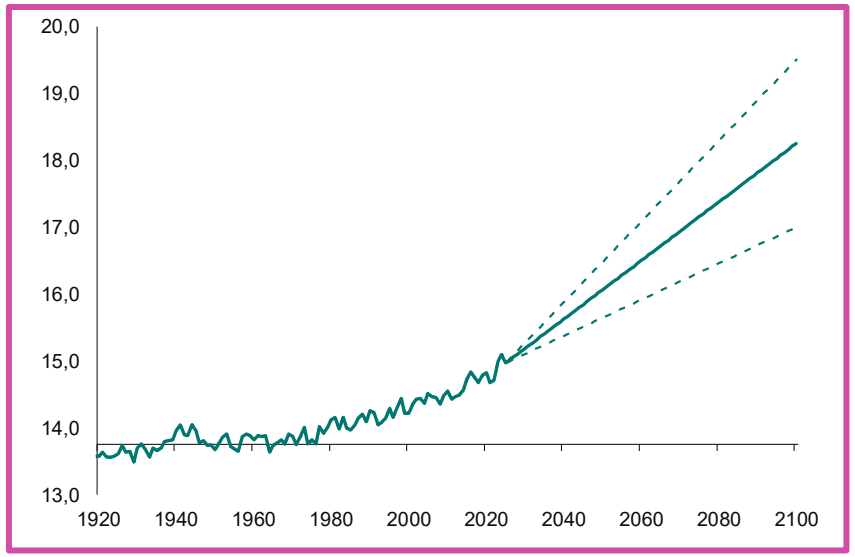
# 4

# 4.1 Le dérèglement climatique transforme en profondeur la vie des Français

# Le dérèglement climatique est un enjeu de long terme dans le monde…

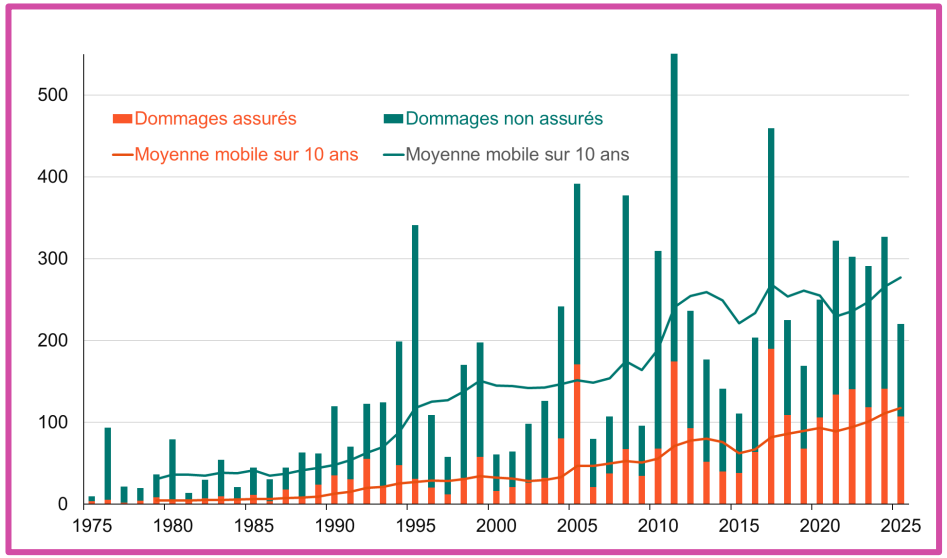
- À l'échelle mondiale, **2025 a été l'année la plus chaude répertoriée**, avec une température moyenne mondiale de 14,97°C, après 2024 et 2023.
- Parmi les événements notables de l'année, on peut citer les **incendies de Los Angeles,** évalués à 40 milliards de dollars, ou encore les tempêtes extrêmes aux États-Unis, dont le coût est estimé à 50 milliards de dollars.
- Par ailleurs, la Syrie a connu sa pire sécheresse depuis 1956, entraînant une baisse de −40 % de sa production de blé.
- Pour la sixième année consécutive, **les dommages assurés liés aux catastrophes climatiques ont dépassé les 100 milliards de dollars, à 107 milliards de dollars.**

**TEMPÉRATURE MONDIALE MOYENNE SELON LE SCÉNARIO RCP8.5** (en °C)




*Sources : Copernicus, GIEC.*

**PERTES LIÉES AUX CATASTROPHES NATURELLES**
(en milliards de dollars américains)



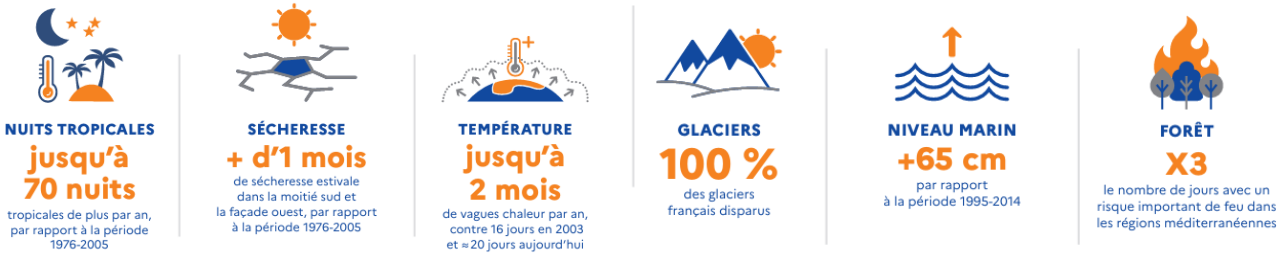

*Source : Swiss Re.*

# … et va transformer en profondeur la France

*Source : ministère de l'Écologie.*
*Note : en 2023, l'augmentation de la température moyenne annuelle en France est de + 1,7 °C par rapport aux années 1850-1900.*
*En 2050, l'augmentation prévue est de + 2,7 °C.*

**LA FRANCE EN 2100 À +4°C**
**VILLES ANALOGUES CLIMATIQUES**

- **À l'horizon 2100**, les températures devraient être en forte hausse, ce qui se traduirait notamment par une augmentation du nombre de nuits tropicales (70 nuits tropicales de plus en moyenne par an par rapport à la période 1976-2005).
- Cette situation de réchauffement et de vulnérabilité, face à la sécheresse notamment, **s'étendrait progressivement à l'ensemble du territoire français au cours du siècle.**
- **L'assurance anticipe ce risque de long terme et mène des études pour en améliorer la compréhension.** A ce titre, l'étude « sur l'impact du changement climatique sur l'assurance » de France Assureurs, publiée en 2021, est en cours d'actualisation pour une publication en 2026. Cette étude avait démontré que l'aléa le plus dynamique était la sécheresse. L'ambition des travaux, au-delà de l'actualisation, est d'offrir une **vision prospective de long terme**.
- Selon Elabe, les multiples catastrophes naturelles créent une **insécurité écologique** chez les Français :
  - 66 % des Français se disent exposés et vulnérables aux pollutions de l'eau, de l'air et du sol ;
  - 34 % pensent que le changement climatique menace leur région.



FOCUS

# Initiative Sécheresse est un projet de place reconnu par l'État…

## Initiative Sécheresse : un projet de place sur 5 ans

- Objectif : identifier les solutions de prévention et de réparation les plus efficaces et durables.
- Comment ? En mettant en œuvre des solutions de prévention et de réparation assorties d'un suivi des mesures dans le temps.

## Le projet s'articule en 2 volets

### Volet Prévention

Échantillon de **100 maisons non sinistrées** situées dans une zone à risque

**Objectif**
Mettre en œuvre une démarche de prévention

### Volet Réparation

Échantillon de **200 maisons sinistrées**

**Objectif**
Mettre en œuvre et évaluer différentes solutions de réparation

**2023** → **2028**

**Durée**
5 ans (2023-2028)

**Porteurs du projet**

MISSION RISQUES NATURELS · CCR · FRANCE ASSUREURS

**Partenaires**

fedea – Fédération de l'expertise en assurance · FFB

**13 assureurs sont impliqués**

CO vea · AXA · CA Assurances · Assurances Crédit Mutuel · MACSF · BPCE Assurances · Groupama · matmut · Allianz · Generali · MACIF · MAIF · CNP Assurances

**Le projet bénéficie du soutien financier**

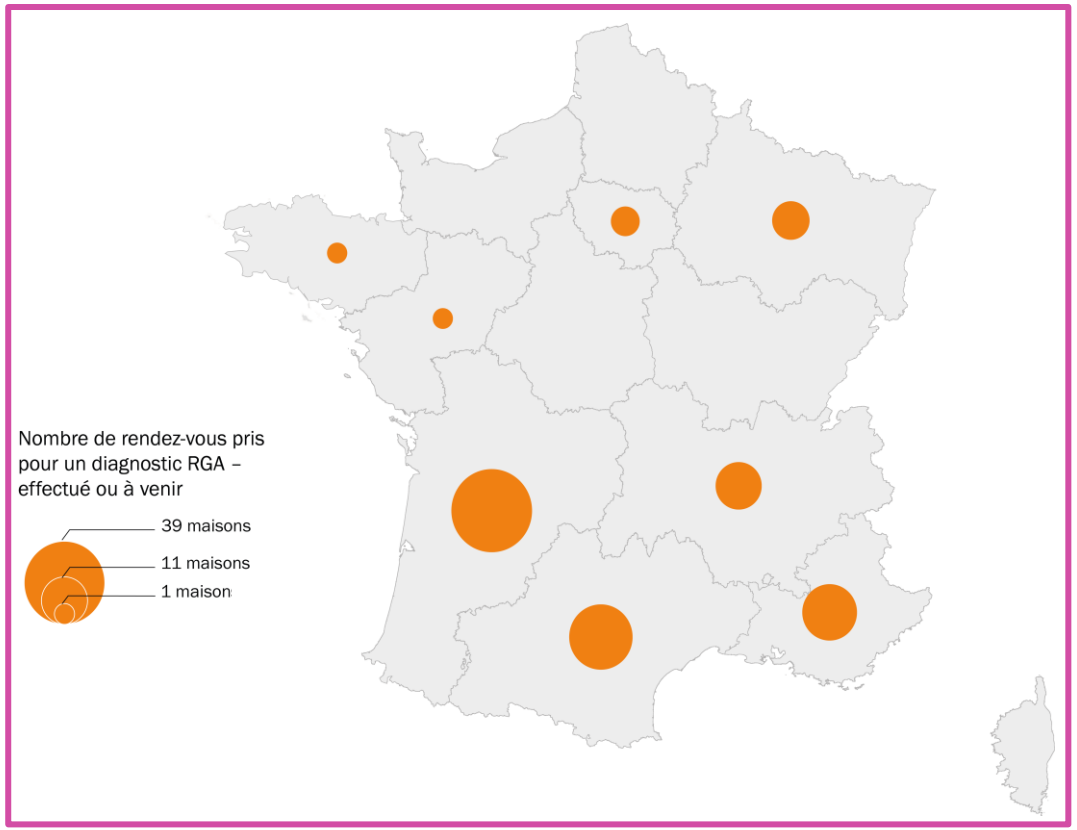
Soutenu par GOUVERNEMENT (Liberté Égalité Fraternité) · France 2030 · Opéré par ADEME (Agence de la Transition Écologique)

# FOCUS | … qui se déploie sur le territoire français

MISSION RISQUES NATURELS

CCR FRANCE ASSUREURS

## Initiative Sécheresse
## Nombre de rendez-vous pris pour un diagnostic RGA




*Source : Mission Risques Naturels (MRN).*

- Sur le volet prévention, **l'objectif est atteint**

### 100 rendez-vous de diagnostic

| | | |
|---|---|---|
| **100 diagnostics** réalisés chez des propriétaires volontaires. | **36 rapports** ont été envoyés. | **15 % des assurés** souhaitent mettre en place les mesures. |

- Sur le volet réparation, **l'instrumentation des maisons se poursuit**

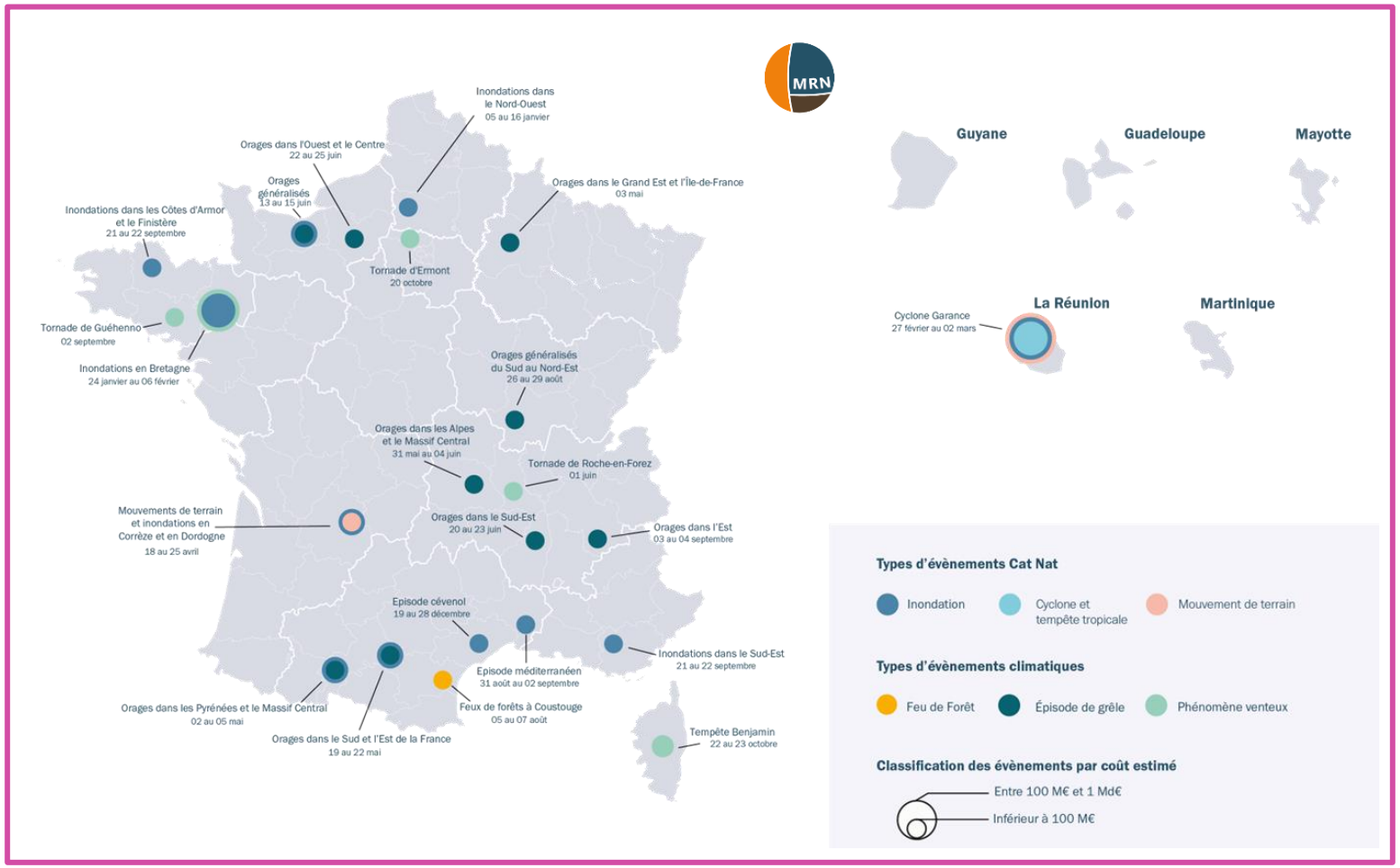
### L'objectif de déploiement

| | | |
|---|---|---|
| **169** assurés ont accepté d'intégrer le projet. | **119 maisons** sont instrumentées. | L'instrumentation des maisons se poursuit au fil des études de sol préalables. |

# 2025, une année contrastée en matière climatique

- La France a eu un **été classé troisième parmi les plus chauds** derrière 2003 et 2022.
- Les événements les plus marquants sont :
  - le cyclone Garance (février 2025) ;
  - les inondations en Bretagne (janvier 2025) ;
  - neuf épisodes de grêle importants dont celui de juin d'une ampleur exceptionnelle ;
  - la sécheresse.

## Principaux événements naturels en France en 2025

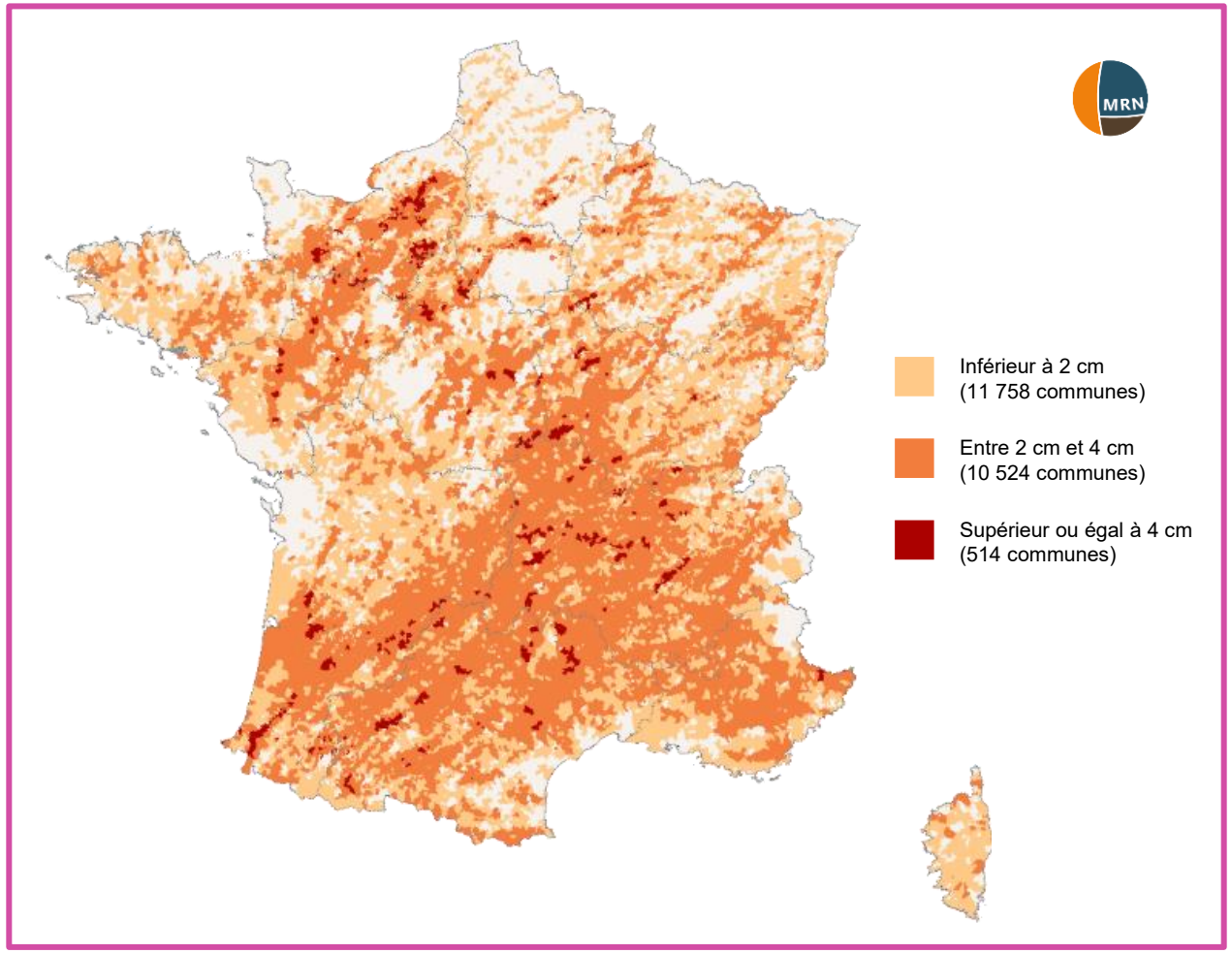



***Source :*** *Mission Risques Naturels (MRN), ADMIN EXPRESS (IGN), France Assureurs.*

# Avec 2,2 milliards d'euros, 2025 est la deuxième année la plus coûteuse s'agissant de la grêle

- Au cours de l'année, **105 journées de grêle ont été comptabilisées**, dont 68 marquées par des grêlons de plus de 2 cm.
- Au total, **22 796 communes**, réparties sur l'ensemble du territoire, **ont été touchées** au moins une fois par des chutes de grêle. **Certaines communes ont plus de 10 épisodes de grêle significatifs, une ayant été touchée 17 fois**.
- Dans l'ensemble, le coût de ces événements s'élève à 2,2 milliards d'euros, ce qui en fait la 2e année la plus coûteuse après 2022 (5,1 milliards). L'essentiel de ce coût provient des **dégâts sur les habitations** (38 %), suivis des **dégâts sur les automobiles** (33 %).

**COMMUNES TOUCHÉES PAR LA GRÊLE EN 2025 SELON LE DIAMÈTRE DES GRÊLONS**

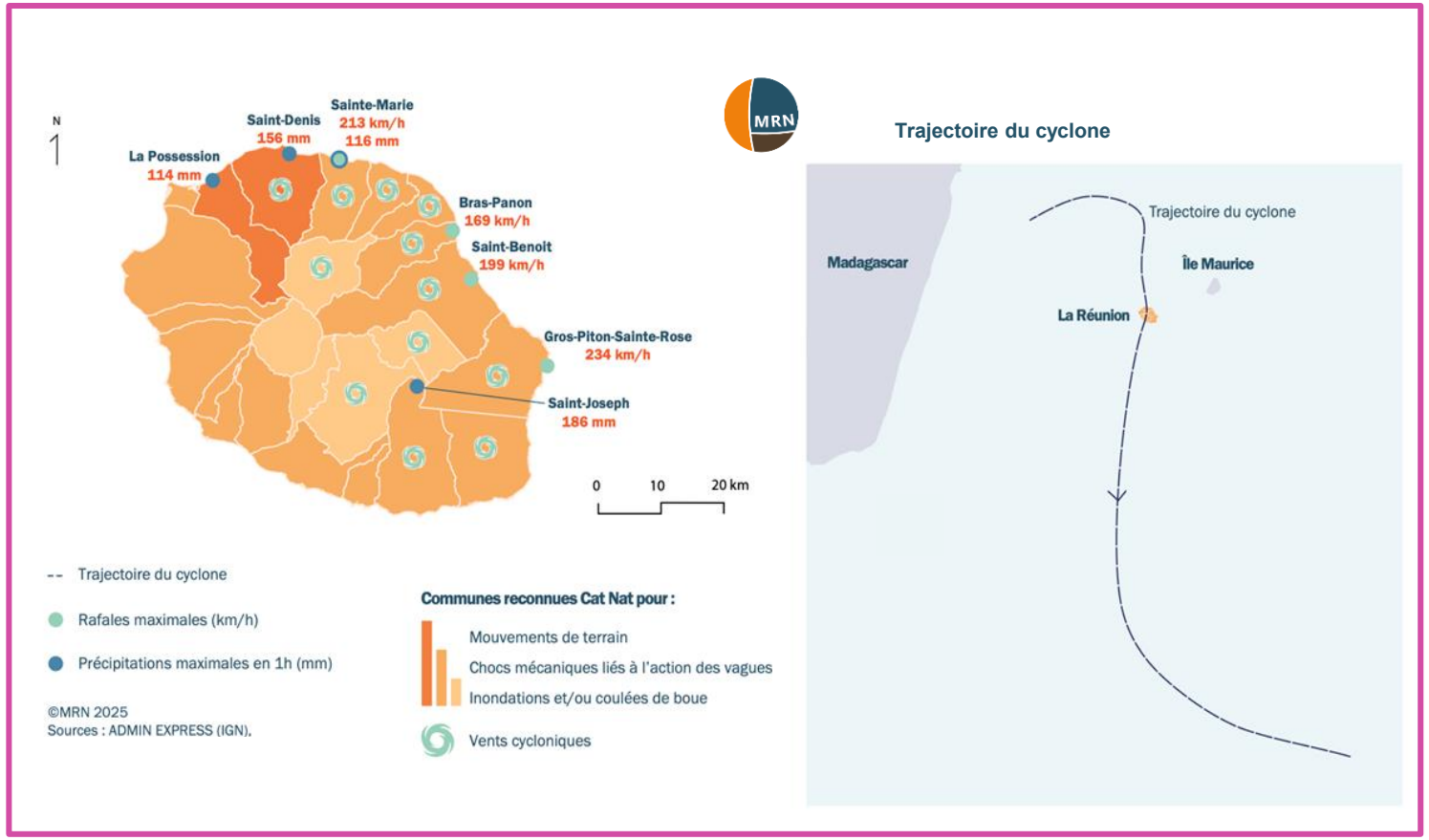



***Sources :*** *Mission Risques Naturels (MRN), Keraunos, ADMIN EXPRESS (IGN).*

# Le cyclone Garance qui a frappé l'île de La Réunion a coûté près de 400 millions d'euros

- **Le 28 février 2025, le cyclone Garance a balayé l'île de La Réunion**, causant **5 décès et 68 000 sinistres** sur l'île.
- Le mur de l'œil a touché principalement le Nord et le Nord-Ouest de l'île, avec une intensité exceptionnelle.
- **La totalité des communes du département a été reconnue en état de catastrophe naturelle** pour au moins un des aléas (vent cyclonique, inondation, coulée de boue ou choc mécanique).
- Le coût total à l'ultime est estimé à 387 millions d'euros. **Il s'agit du cyclone le plus coûteux pour La Réunion devant le cyclone Dina** qui avait touché l'île en 2002.
- En l'espace de 2 mois, les îles françaises de l'océan Indien, l'île de La Réunion et Mayotte, ont été frappées par deux cyclones avec Garance et Chido en décembre 2024 qui a coûté 565 millions d'euros.

## Le cyclone Garance à La Réunion en février 2025



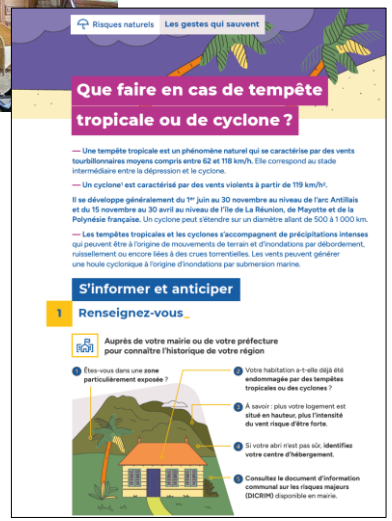

*Sources : Mission Risques Naturels (MRN), ADMIN EXPRESS (IGN), IBTrACS (NOAA-WMO).*

NOS ACTIONS

# Les assureurs poursuivent leur engagement en faveur de la prévention des risques naturels

**Assurance Prévention** a publié en octobre 2025 la 5e édition de son baromètre **« les Français face au risque d'inondation ».** Il souligne que :

- 71 % des Français constatent une augmentation du nombre d'épisodes d'inondation en France sur les 12 derniers mois ;
- pourtant, **seuls 37 % d'entre eux placent ce risque parmi leurs principales inquiétudes** (contre 45 % en 2024) ;
- 1 Français sur 2 (48 %) a déjà été confronté à une inondation, directement, *via* un proche ou dans sa zone d'habitation.




France Assureurs, Assurance Prévention et la Mission Risques Naturelles (MRN) ont été présents sur le terrain pour sensibiliser les Français aux risques naturels :

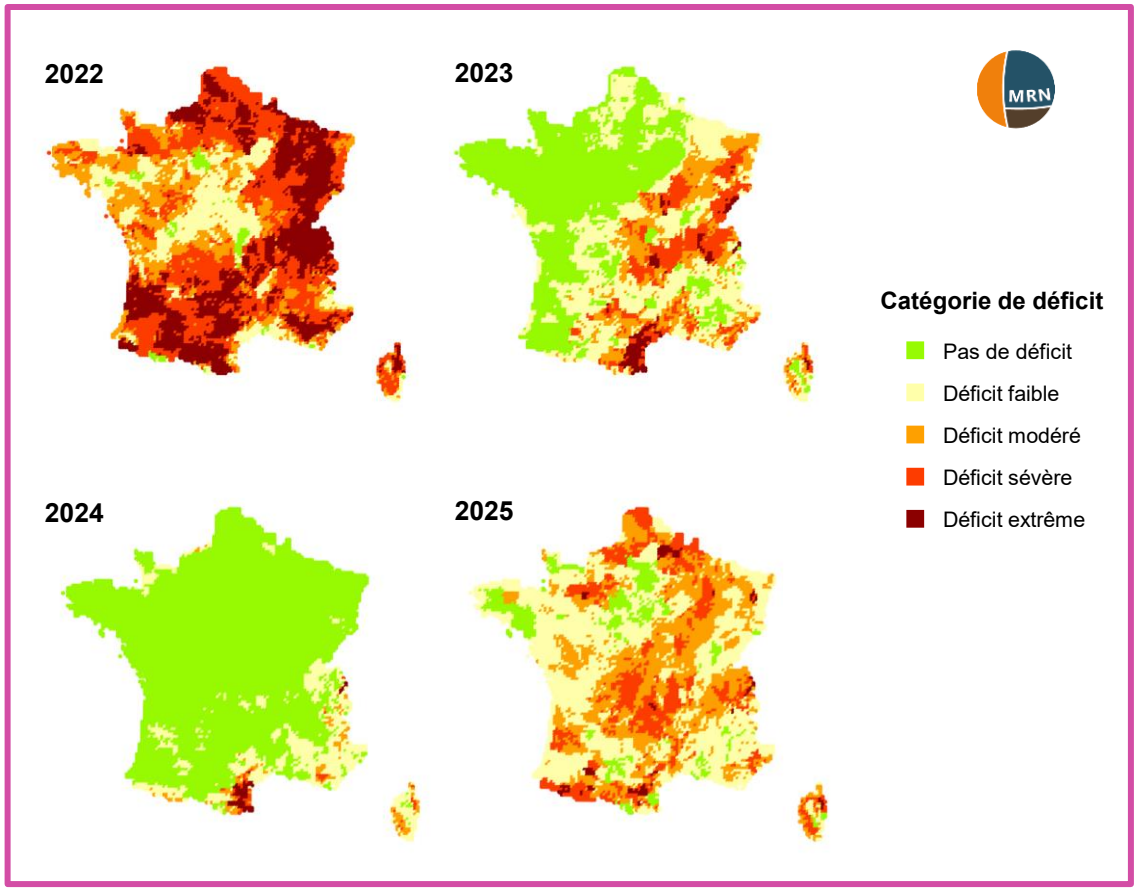
- Assises Nationales des Risques Naturels de Toulouse ;
- journée Paris Inondé ;
- Plouf 75 ;
- actions spécifiques aux territoires d'outre mer.

L'ensemble de ces actions a obtenu **le label « Journée nationale de la résilience ».**

# En 2025, la sécheresse frôle le milliard d'euros

- Le manque de pluie, combiné à un été parmi les plus chauds (*ex æquo* avec 2022 et 2007, et derrière 2011 et 2020) et à des températures très élevées en juin, a provoqué un assèchement des sols superficiels.
- **La sécheresse a touché dans un premier temps le nord du pays avant de s'étendre progressivement** à partir de juin-juillet vers la Nouvelle-Aquitaine, l'Auvergne-Rhône-Alpes et les Pyrénées.
- À la fin de l'été, **l'ensemble du pays était concerné, mais seuls 30 % du territoire ont été touchés de manière durable de mai à août,** le reste ayant connu des impacts plus ponctuels (source : Météo-France).
- À l'échelle nationale, cet épisode de sécheresse peut être considéré dans la moyenne des dernières années.
- Le coût de cette sécheresse est estimé à près de **1 milliard d'euros,** selon CCR.

## YDMI* (INDICE DE SÉCHERESSE) SUR LES 4 DERNIÈRES ANNÉES

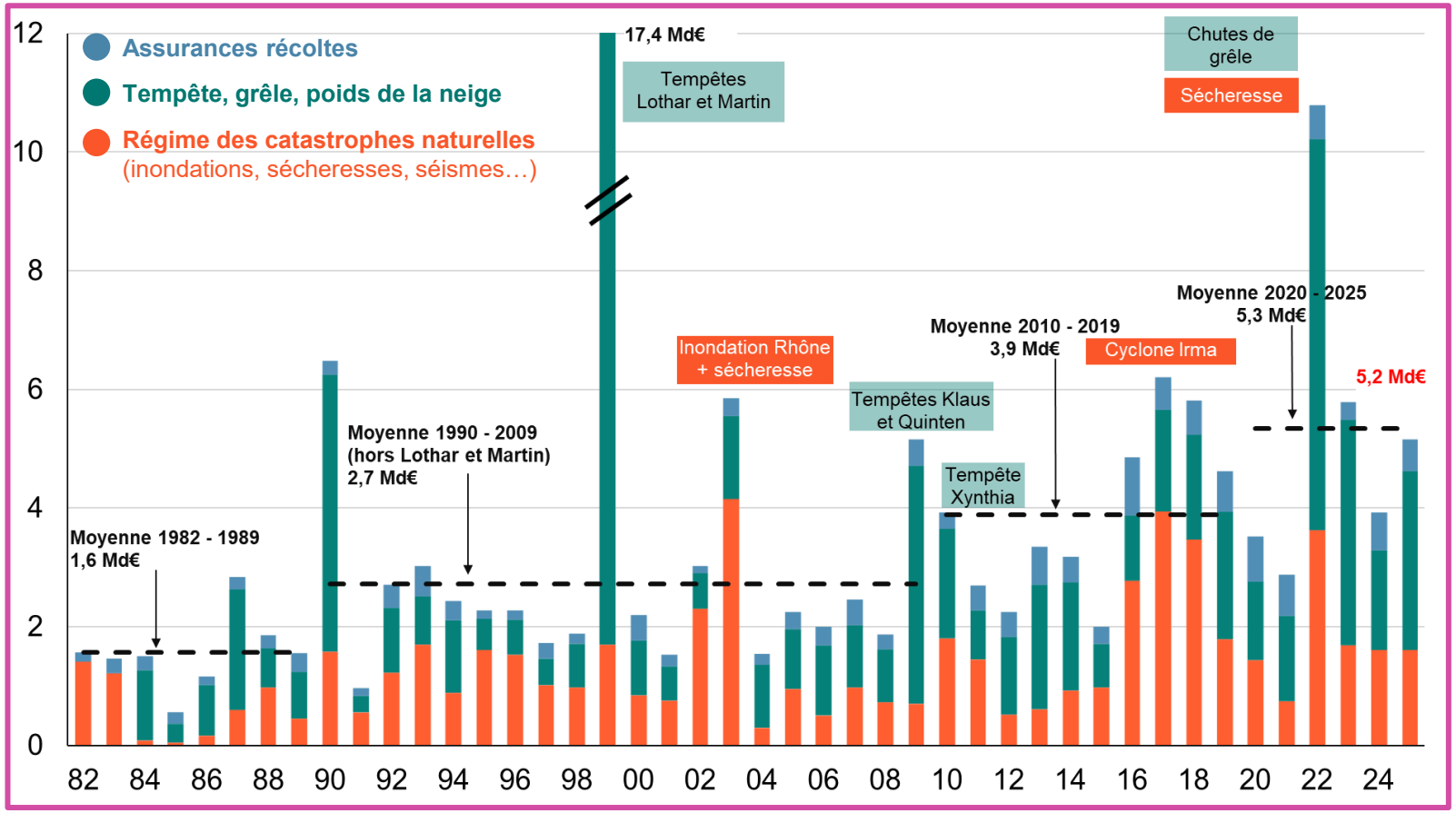



***Source :*** *Mission Risques Naturels (MRN).*
**YDMI = year drought magnitude index (indice de magnitude annuelle de sécheresse).*

# En 2025, le coût des événements naturels atteint 5,2 milliards d'euros

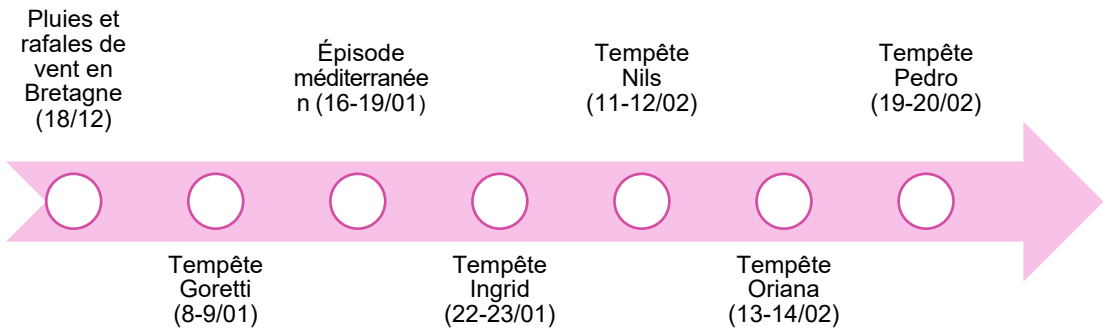
- L'année 2025, à 5,2 milliards d'euros, est la **neuvième année la plus coûteuse** pour la profession.
- Le coût des aléas climatiques relevant du régime des catastrophes naturelles reste stable sur les 3 dernières années, autour de 1,6 milliard d'euros.
- Au 1er janvier 2025, la **surprime Cat Nat est passée de 12 % à 20 %** pour les contrats dommages aux biens, et de 6 % à 9 % pour les contrats auto. Cette hausse visait à rééquilibrer le régime des catastrophes naturelles, ce qui a été le cas en 2025 selon CCR.
- Dans le même temps, avec 2,2 milliards d'euros, les indemnités versées au titre de **l'assurance grêle représentent 43 % de la charge climatique de l'année 2025**.
- L'assurance grêle est du seul ressort de l'assurance et de la réassurance privée.

**COÛT DES SINISTRES CLIMATIQUES**
(en milliards d'euros constants 2025)

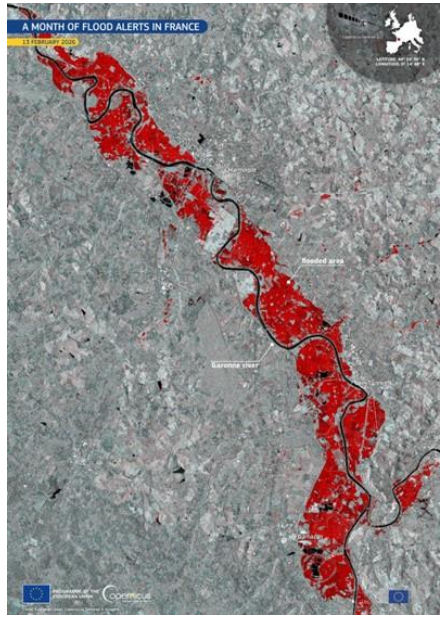



*Source : France Assureurs.*

# Au 5 mars 2026, le coût des dommages liés aux tempêtes Nils et Pedro est estimé à 1,1 milliard d'euros




## Observation satellite de l'inondation de la Garonne




*Source : Copernicus.*

- Avec **40 jours consécutifs de pluie**, la France a enregistré sa plus longue série de jours de précipitations depuis le début des mesures (en 1959), selon Météo-France.
- Les 12 et 19 février 2026, les tempêtes Nils et Pedro ont successivement frappé le territoire, touchant particulièrement les départements de la Gironde, du Lot-et-Garonne, de la Charente-Maritime et du Maine-et-Loire.
- Le coût de ces événements a été actualisé à 1,1 milliard d'euros. Plus précisément, la tempête représente à elle seule près de **350 000 sinistres pour 820 millions d'euros à l'ultime**, contre plus de **25 000 sinistres et près de 300 millions d'euros à l'ultime pour les inondations.**
- **Les particuliers sont les plus touchés** par ces événements : ils sont concernés par plus de 9 sinistres sur 10 et plus des trois quarts du coût total.
- **Les assureurs appellent à la mobilisation collective en matière de prévention** afin que toutes les parties prenantes se préparent à affronter des événements naturels à la fois plus fréquents et plus intenses du fait du dérèglement climatique.

FOCUS

# Tempêtes Nils et Pedro : les assureurs aux côtés de leurs assurés

Les 12 et 19 février 2026, les tempêtes Nils et Pedro ont successivement frappé le territoire. Les pluies et les crues exceptionnelles qui les ont accompagnées ont engendré des dégâts humains et matériels considérables notamment dans l'Ouest et le Sud-Ouest de la France.

## Une mission commune de reconnaissance a été déployée du 19 au 20 février 2026 dans le Lot-et-Garonne et la Gironde

- Objectif : avoir une vision partagée de l'ampleur des dégâts dans des zones difficilement accessibles pour anticiper la gestion des sinistres.
- La mission a concerné 29 communes.

## Les correspondants de France Assureurs se sont mobilisés dans plusieurs départements

- Grâce aux correspondants « événements de grande ampleur » (EGA), France Assureurs a été représentée à 7 réunions entre le 13 février et le 2 mars, dans plusieurs départements : Lot-et-Garonne, Gironde, Loire-Atlantique et Pyrénées-Orientales.
- Le rôle des correspondants est d'expliquer les garanties d'assurance qui s'appliquent, de se tenir à la disposition des pouvoirs publics et de rendre compte de la situation sur le terrain.

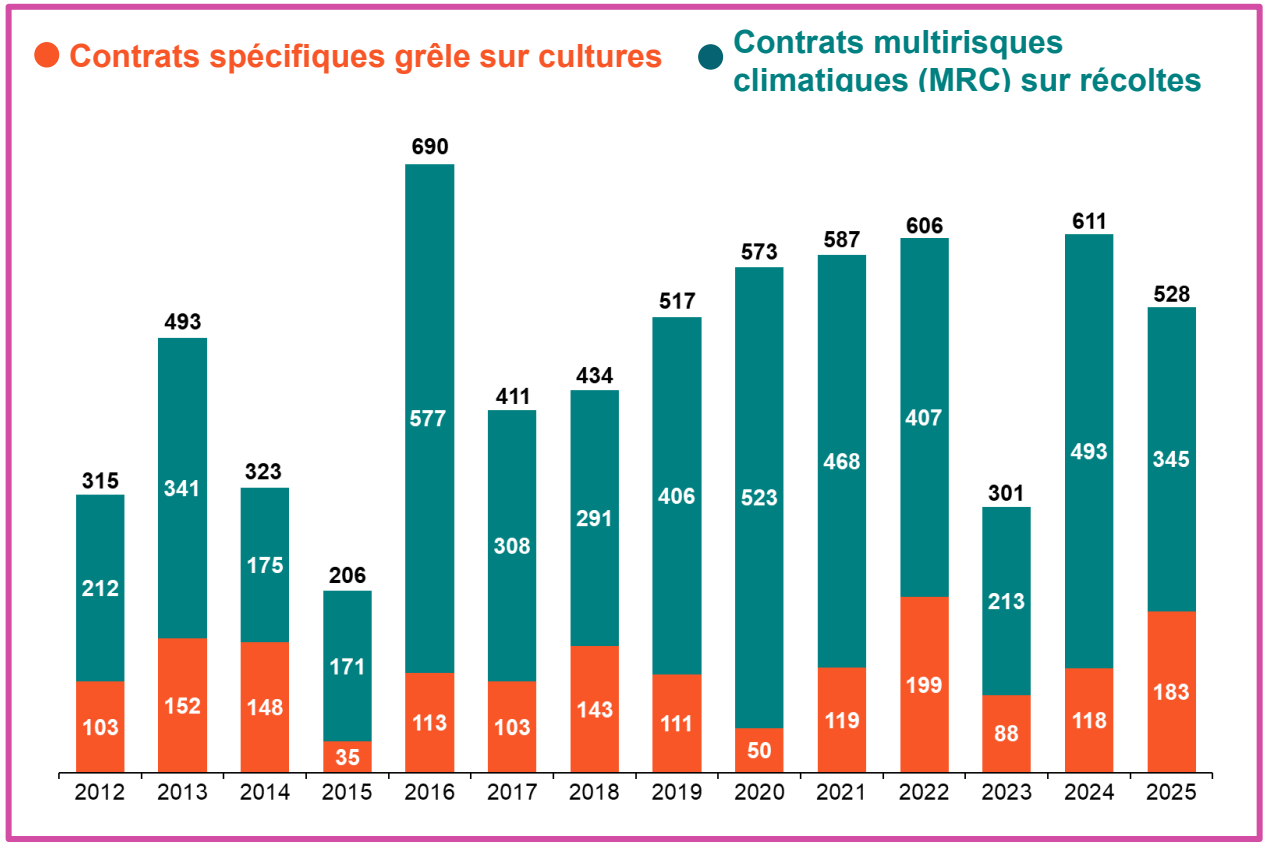
## Des mesures immédiates et concrètes pour les assurés

- Le 20 février, les assureurs ont annoncé une extension à 30 jours du délai de déclaration des sinistres liés à la tempête au lieu de 5 jours.

# Les assureurs accompagnent les agriculteurs face au changement climatique

- **Les exploitants agricoles ont été particulièrement exposés aux aléas climatiques en 2025**, notamment à la grêle. Il s'agit de la 2e année la plus mauvaise pour les contrats grêle depuis 2012 ; la sinistralité atteint 183 millions d'euros.
- Les contrats d'assurance ont, de nouveau, démontré tout leur intérêt en indemnisant, à hauteur de 528 millions d'euros, les agriculteurs assurés.
- En 2025, dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme de l'assurance récolte, **l'Autorité de la Concurrence a rendu un avis favorable sur la mise en place d'un groupement de co-réassurance.**
- Ce groupement, géré par les assureurs, devrait être opérationnel pour la campagne 2027.

**CHARGE DES SINISTRES DES ASSURANCES RÉCOLTES**
(en millions d'euros)




*Source : France Assureurs.*

FOCUS

# Les assureurs s’impliquent pour accompagner les exploitants agricoles à faire face au dérèglement climatique

## Historique

**L’assurance agricole est l’une des formes d’assurance les plus anciennes**. Face à l’accélération du changement climatique, une réforme a été mise en place pour favoriser la diffusion de l’assurance multirisques climatiques sur récolte.
La réforme de l’assurance récolte est une **demande du monde agricole**, soutenue par l’État et mise en place avec la contribution des assureurs.

**La loi, adoptée en 2023, prévoyait une mise en œuvre sur 4 ans**.

## Des contraintes administratives de plus en plus fortes

Les assureurs sont soumis à des contrôles de plus en plus stricts de l’administration en raison du versement par l’Union européenne de la subvention. Les contraintes qui en découlent deviennent de plus en plus incompréhensibles pour les assurés et complexes pour les assureurs.

> *Pour un même niveau de couverture du risque, l’augmentation du taux d’aide, conjuguée à la prise en charge par la solidarité nationale de 90 % de la sinistralité du « troisième étage », ont eu un **effet bénéfique sur le coût de l’assurance récolte restant à la charge des agriculteurs.***

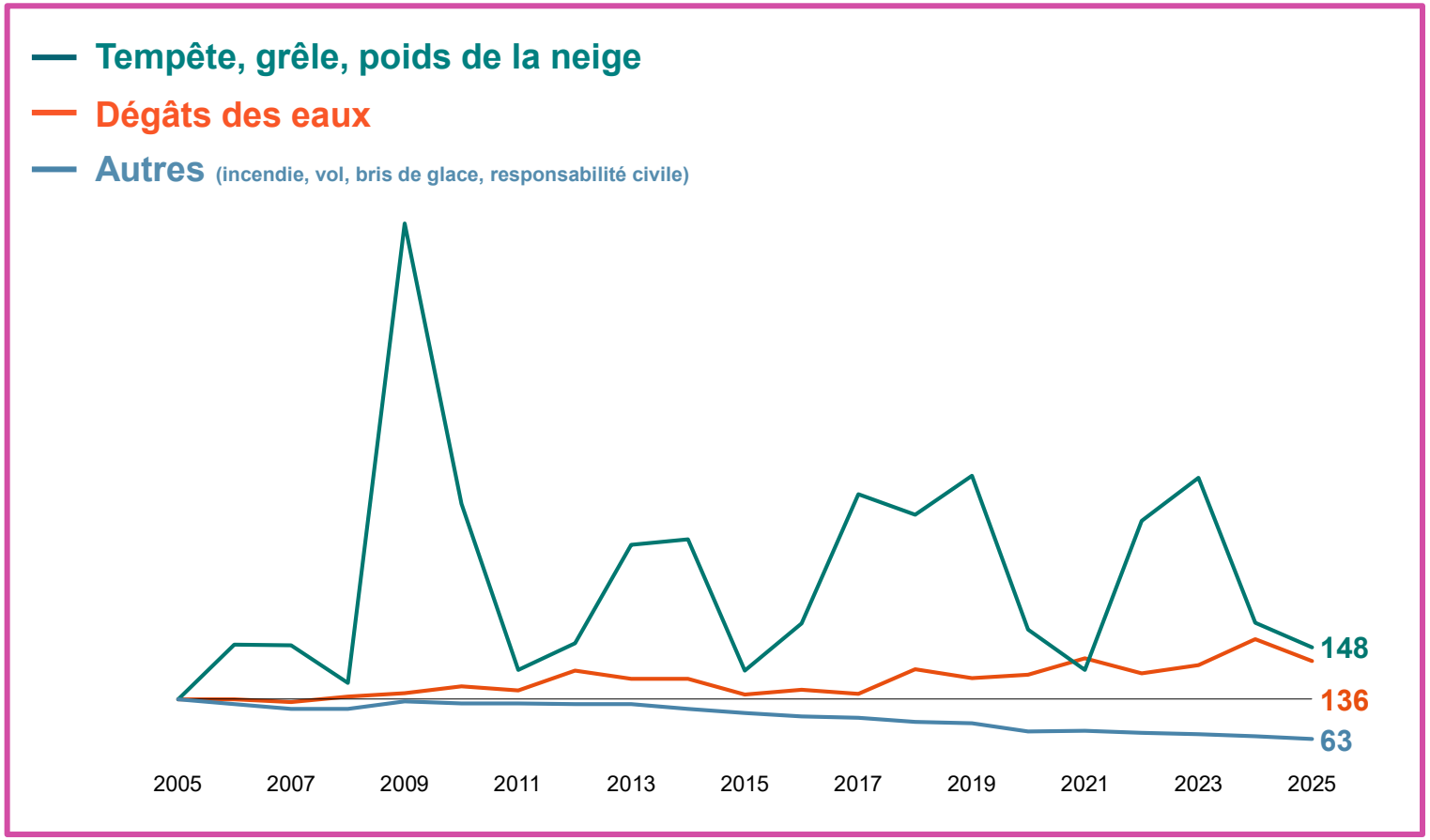
CODAR*, Retex sur les deux premières campagnes de la réforme de l’assurance agricole, 16 avril 2025.

**CODAR :* Commission chargée de l'orientation et du développement des assurances garantissant les dommages causés aux récoltes.

# Les conditions climatiques constituent un défi croissant pour les assureurs en habitation

- **Sur les 20 dernières années, la fréquence moyenne des sinistres diminue tendanciellement**, avec un niveau en 2025 inférieur de 37 % à celui de 2005.
- Cette tendance reflète notamment **les progrès en matière de prévention** et de gestion des risques.
- Les dégâts des eaux et les événements naturels de type tempêtes, grêle et neige (TGN) constituent des exceptions : leur fréquence augmente tendanciellement sur 20 ans, traduisant notamment la sensibilité accrue des biens aux aléas climatiques et aux épisodes météorologiques intenses.
- En 2025, ces deux catégories enregistrent un léger recul conjoncturel.

**ÉVOLUTION DES FRÉQUENCES DE SINISTRES**
(Base 100 en 2005)




***Source :*** *France Assureurs.*

***Lecture :*** *la fréquence des sinistres TGN en 2025 est 48 % supérieure à celle constatée en 2005.*

# FOCUS

# France Assureurs a engagé des travaux pour répondre aux problématiques liées à la sécheresse

Le rapport du député Vincent Ledoux d'octobre 2023 **« RGA* – N'attendons pas que ce soit la cata ! »** formulait plusieurs recommandations.

- Mieux encadrer la notion de cause déterminante dans le cadre d'un sinistre lié au RGA
- Améliorer la gestion et la coordination des dossiers concernant les maisons mitoyennes

En réponse, France Assureurs **a mis en place plusieurs réponses concrètes**

- Guide technique à destination des experts sur une méthodologie commune d'expertise
- Guide grand public sur la manière dont se déroule une expertise RGA et ses objectifs
- Cadre de gestion afin d'identifier et gérer de manière coordonnée les dossiers concernant des maisons voisines

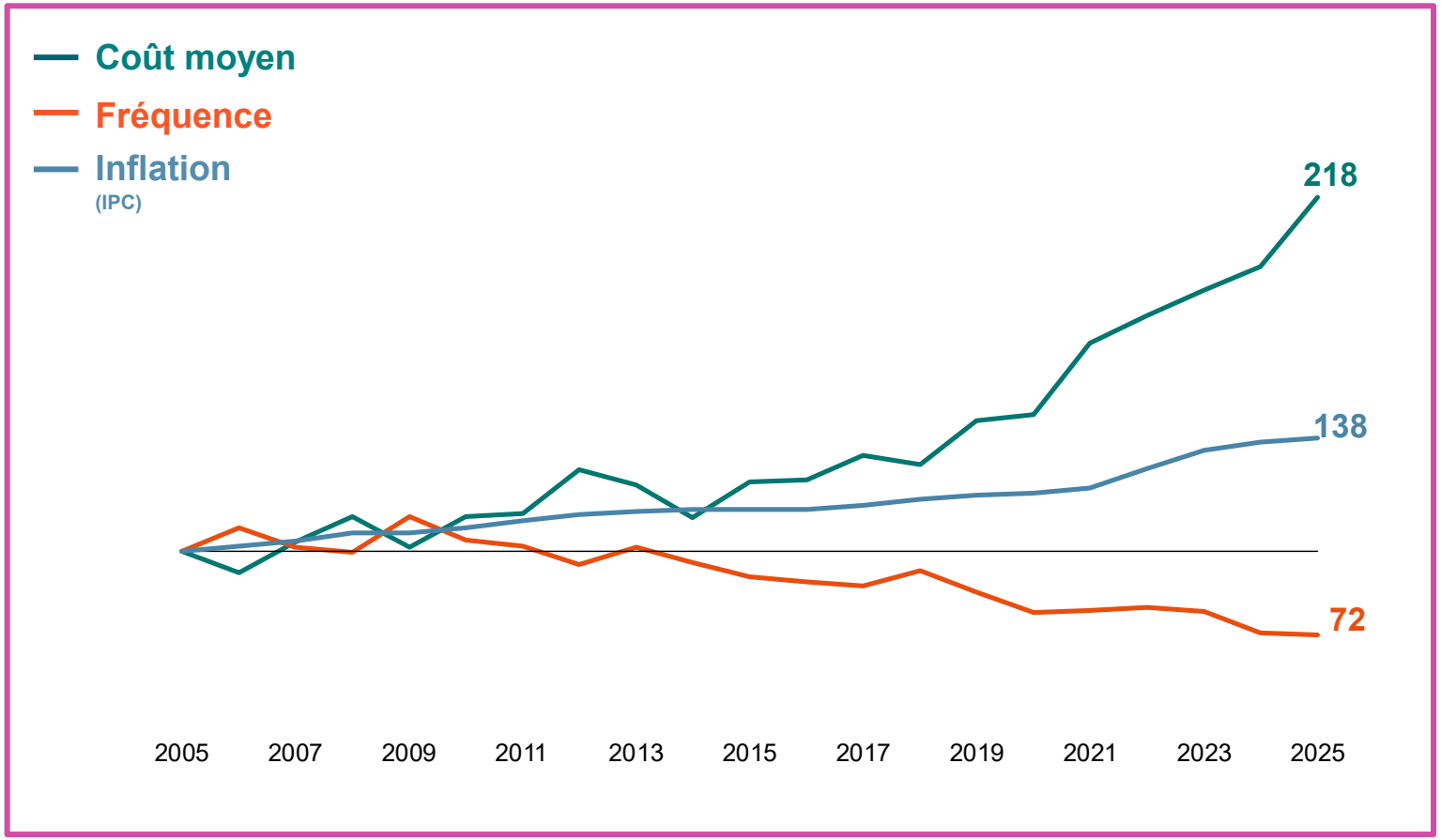
**RGA : retrait-gonflement des argiles.*

# 4.2 L’assurance est une ceinture de sécurité pour les risques du quotidien

# En habitation, le coût moyen des sinistres incendies continue à augmenter en 2025...

- La fréquence **des sinistres incendies recule tendanciellement depuis le début des années 2010.** En 2025, cette tendance s'est poursuivie avec une baisse de −0,9 % sur l'année et de −9,4 % depuis 2020.
- Cette baisse de fréquence **ne suffit cependant pas à compenser la forte hausse** constatée du coût moyen (+118 % en 20 ans), particulièrement depuis 2020 (+49,7 %). En 2025, le coût moyen a de nouveau augmenté de +12 % sur l'année.
- **En 20 ans, les indemnisations des incendies ont augmenté de +57 %**.

**ÉVOLUTION DES COÛTS ET FRÉQUENCES DES SINISTRES INCENDIES**
(Base 100 en 2005)

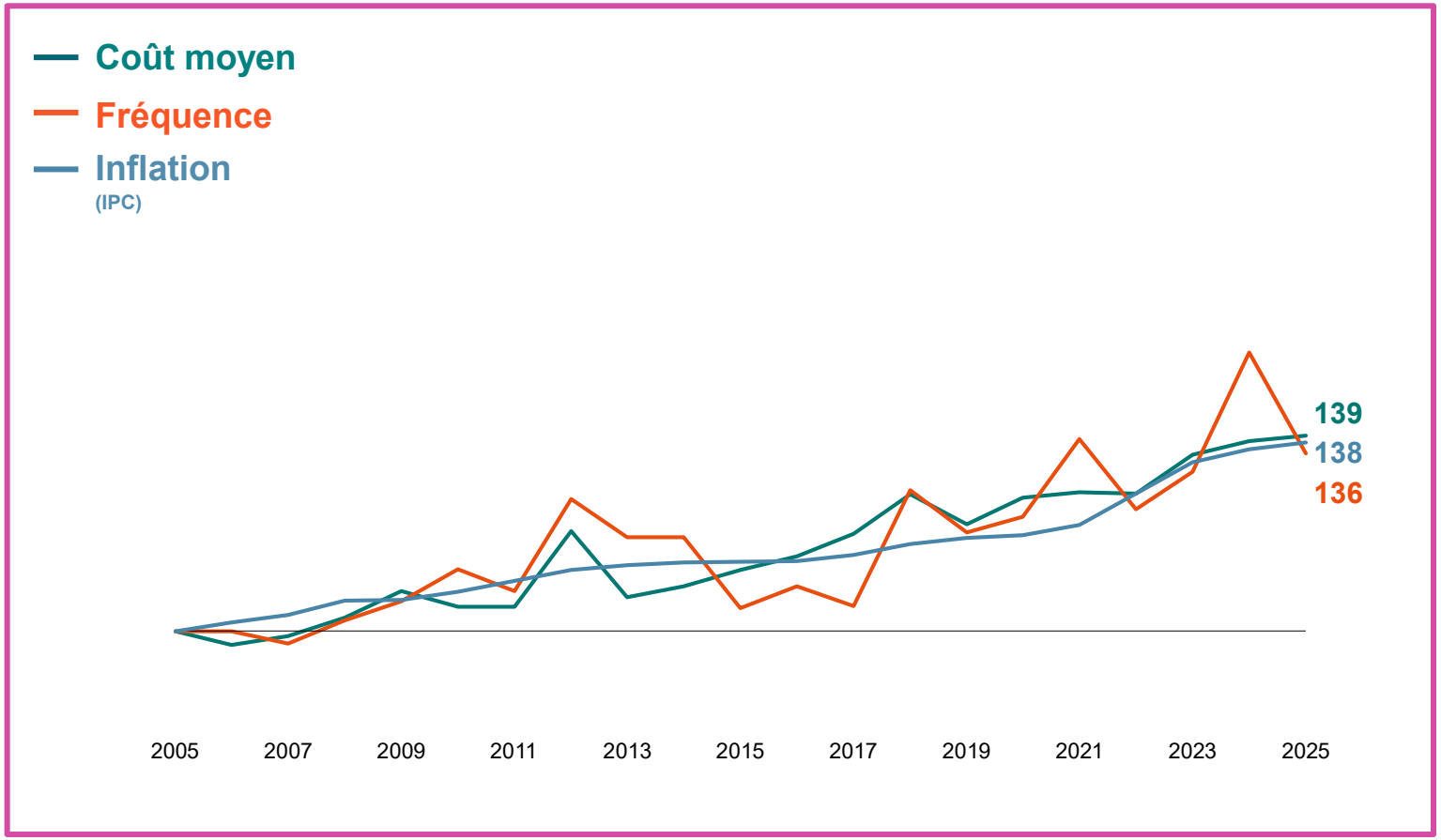



***Source :*** *France Assureurs.*

# … tandis qu'il est stable sur le dégât des eaux

- La fréquence des dégâts des eaux est en baisse en 2025 (–13 %), après une année 2024 marquée par d'importantes inondations (+18 %).
- La **tendance sur les 20 dernières années reste cependant toujours nettement défavorable.**
- Le coût moyen est resté stable en 2025 (+0,8 %), après avoir légèrement augmenté en 2024 (+2 %).
- Dans l'ensemble, en 20 ans, **les indemnisations liées aux dégâts des eaux ont progressé de 88 %,** sous l'effet des hausses cumulées de la fréquence et du coût moyen des sinistres.

**ÉVOLUTION DES COÛTS ET FRÉQUENCES DES SINISTRES DÉGÂTS DES EAUX**
(Base 100 en 2005)

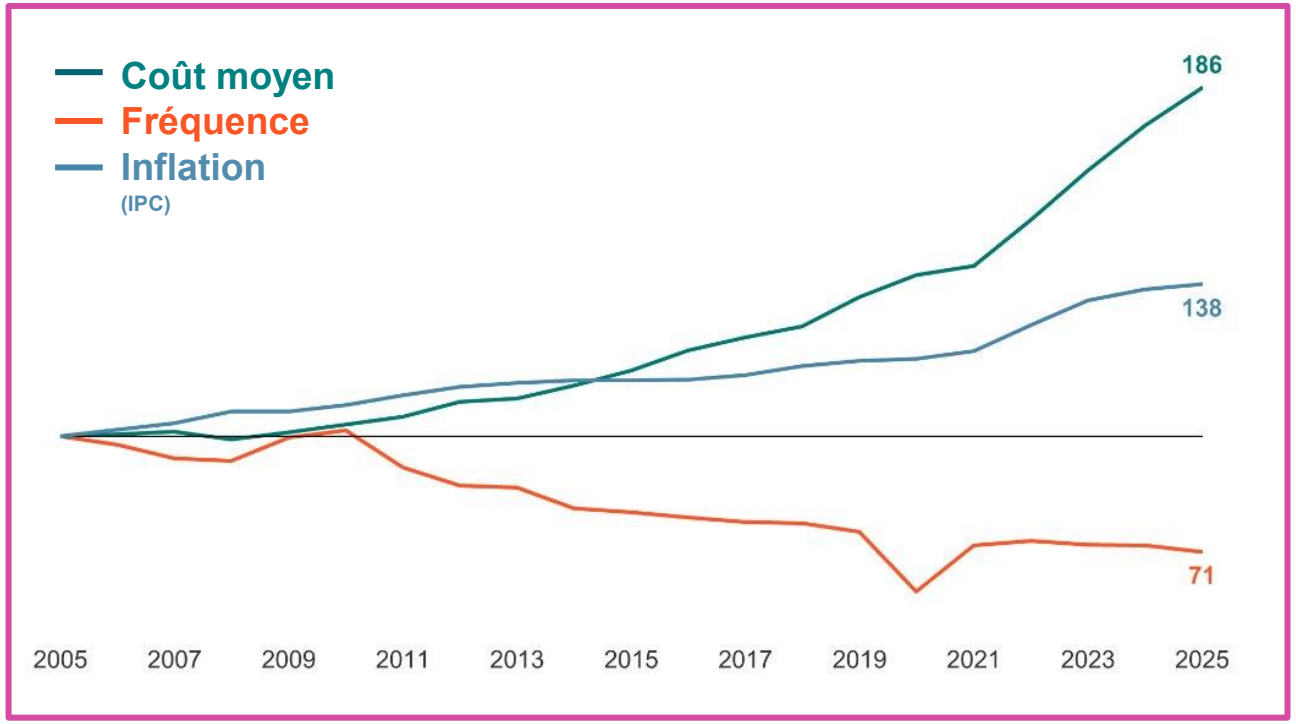



***Source :*** *France Assureurs.*

# En automobile, le coût moyen des sinistres matériels continue à augmenter fortement…

- En 2025, **la fréquence des sinistres matériels en automobile est en baisse (–2 %)**, après une quasi-stagnation en 2024.
- Dans le même temps, **le coût moyen des sinistres matériels a continué d'augmenter** en 2025 (+5,3 % après +6,7 % en 2024).
- Depuis 2020, la hausse est de +39 %. En 20 ans, ce coût a augmenté 2,2 fois plus que l'inflation (+86 % contre +38 %).
- Dans l'ensemble, **en 20 ans, les indemnisations en automobile** pour les sinistres matériels ont **augmenté de +33 %.**
- **Selon SRA, 64 088 véhicules ont été déclarés volés en 2025**, contre 70 459 en 2024. Cette **baisse de −9 %** marque un retournement de tendance après une hausse continue ces dernières années.
- Les assureurs se sont mobilisés pour aider les pouvoirs publics à identifier les véhicules en circulation équipés des airbags Takata.

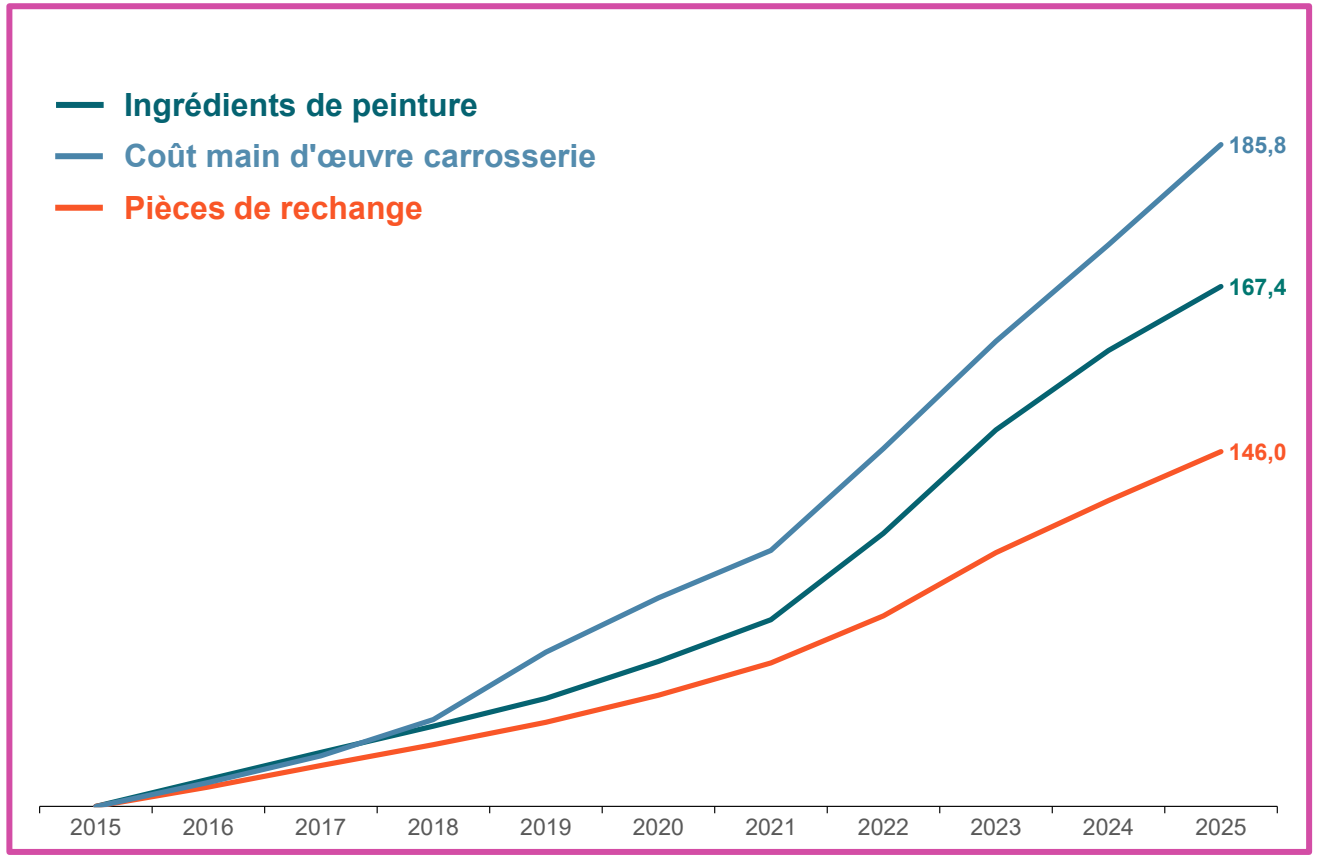
**ÉVOLUTION DES COÛTS ET FRÉQUENCES DES SINISTRES MATÉRIELS EN AUTOMOBILE**
(Base 100 en 2005)




*Source : France Assureurs.*

# … en raison, notamment, de la forte dynamique des coûts de réparation…

**ÉVOLUTION DES COÛTS DE RÉPARATION EN AUTOMOBILE**
(Base 100 en 2015)




*Source : SRA.*

- En 10 ans, le coût des pièces de rechange a augmenté de plus de +85 %, tandis que la main d'œuvre et le coût de la peinture ont bondi respectivement de +67 % et +46 %.
- Cette hausse s'est accentuée après la crise sanitaire, dans **un contexte d'inflation** et de **tensions sur les chaînes d'approvisionnement**.
- Elle s'explique également par **la complexification des véhicules,** qui **renchérit les opérations de réparation.**
- En 2025, **le coût du poste des pièces** de rechange **représente 52,1 %** du coût des réparations.

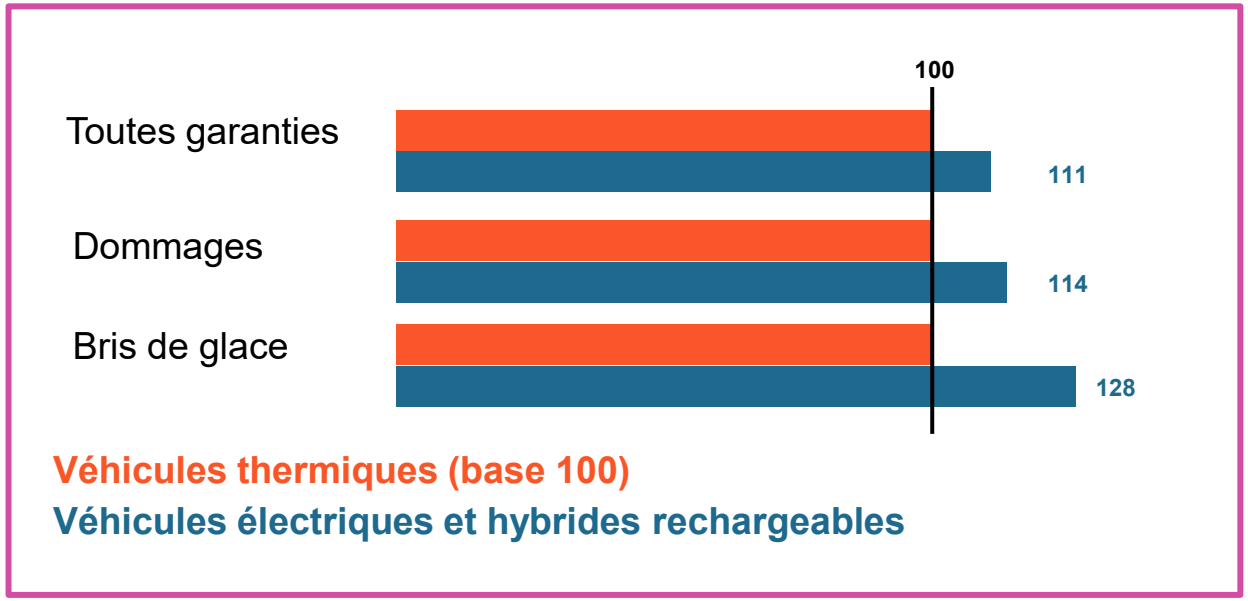
# … et l'électrification du parc automobile risque d'accentuer le phénomène

**Une accélération de la transition nette depuis 5 ans**

- Les véhicules électriques représentaient 2 % des immatriculations neuves en 2019, contre 18 % aujourd'hui.
- Les ventes de véhicules thermiques neufs sont en forte baisse : elles passent de 92 % des ventes de véhicules neufs en 2019 à 28 % en 2025.
- L'hybride ne représentait que 6 % des ventes de véhicules neufs en 2019, il en constitue aujourd'hui la moitié.
- L'électrique et l'hybride confondus représentent aujourd'hui près de 70 % des ventes de véhicules neufs.

**Les véhicules électriques sont plus coûteux à indemniser : la différence est de +11 % sur l'ensemble des garanties. Elle atteint +14 % pour la garantie dommages uniquement.**

COMPARAISON DES INDEMNISATIONS SUITE À SINISTRE ENTRE VÉHICULES DE MÊME GÉNÉRATION




***Source :*** *étude France Assureurs 2025 « Transition vers le véhicule électrique : quels impacts sur l'assurance ? ».*

**L'ADEME prévoit un point de bascule en 2050 : la part des véhicules électriques dans le parc automobile français devrait atteindre 49,5 % en 2050**

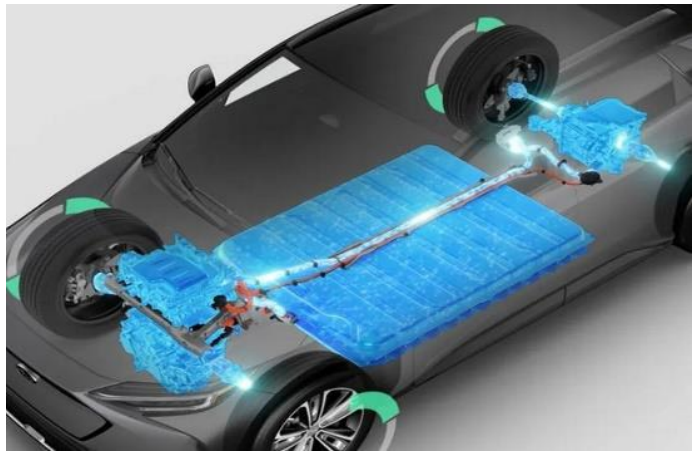
NOS PROPOSITIONS

# Les assureurs annoncent l'élaboration d'un indice de réparabilité des véhicules électriques

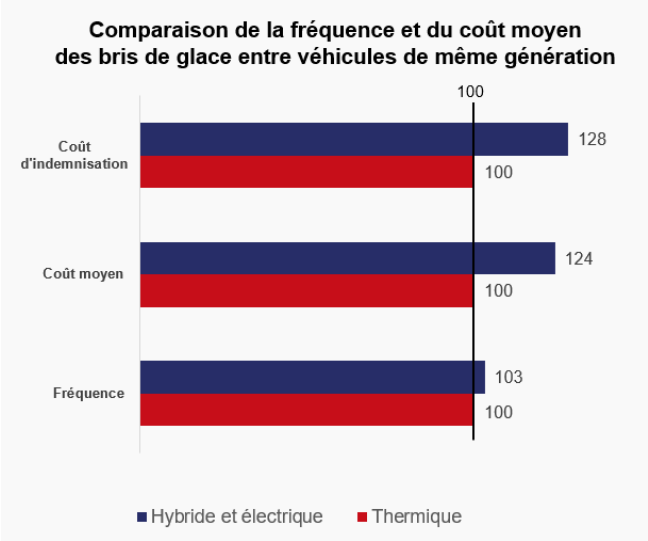
## Les batteries sont trop souvent inaccessibles et irréparables

Les assureurs constatent une **forte hétérogénéité** en matière :

- d'accessibilité aux batteries et/ou aux logiciels de diagnostic des batteries ;
- de réparabilité des batteries.



## Les pare-brises et les optiques sont plus coûteux à remplacer




Le coût des indemnisations en bris de glace est **28 % plus élevé** pour les véhicules électriques et hybrides rechargeables que pour les véhicules thermiques de même génération.

## Les assureurs travaillent à la création d'un indice dont l'élaboration est confiée à SRA

9,5 /10

Cet indice sera :

- visible et compréhensible par le consommateur ;
- bâti avec les acteurs concernés à partir d'éléments techniques factuels (crash tests) et mesurables ;
- effectif dès la sortie d'un nouveau modèle ;
- évolutif.

***Source :*** *étude France Assureurs 2025 « Transition vers le véhicule électrique : quels impacts sur l'assurance ? ».*

**Au-delà de l'assurance, c'est également un enjeu environnemental**

NOS ACTIONS

# Les assureurs alertent sur les risques liés aux batteries

Ces dernières années, **plusieurs incendies d'appartements ont été causés par des batteries lithium-ion** de trottinettes en charge dans l'entrée, engendrant plusieurs drames humains.

Assurance Prévention a organisé le 18 juin 2025 **une journée d'information à destination du grand public** pour sensibiliser aux risques des incendies de batteries.

Assurance Prévention a mené une étude qui souligne **que 72 %** des Français se déclarent mal informés sur les risques liés aux batteries lithium-ion. Elle révèle également que :

- les foyers comptent en moyenne **19 appareils** équipés de batteries lithium-ion ;
- **84 % des Français adoptent fréquemment des comportements à risque** avec leurs batteries ;
- **10,7 % des Français on été confrontés** à un **incident** de batteries lithium-ion.

Une **campagne de sensibilisation invitant les Français à adopter les bons réflexes** dans l'usage des objets du quotidien équipés de batteries lithium-ion a été lancée en 2025.

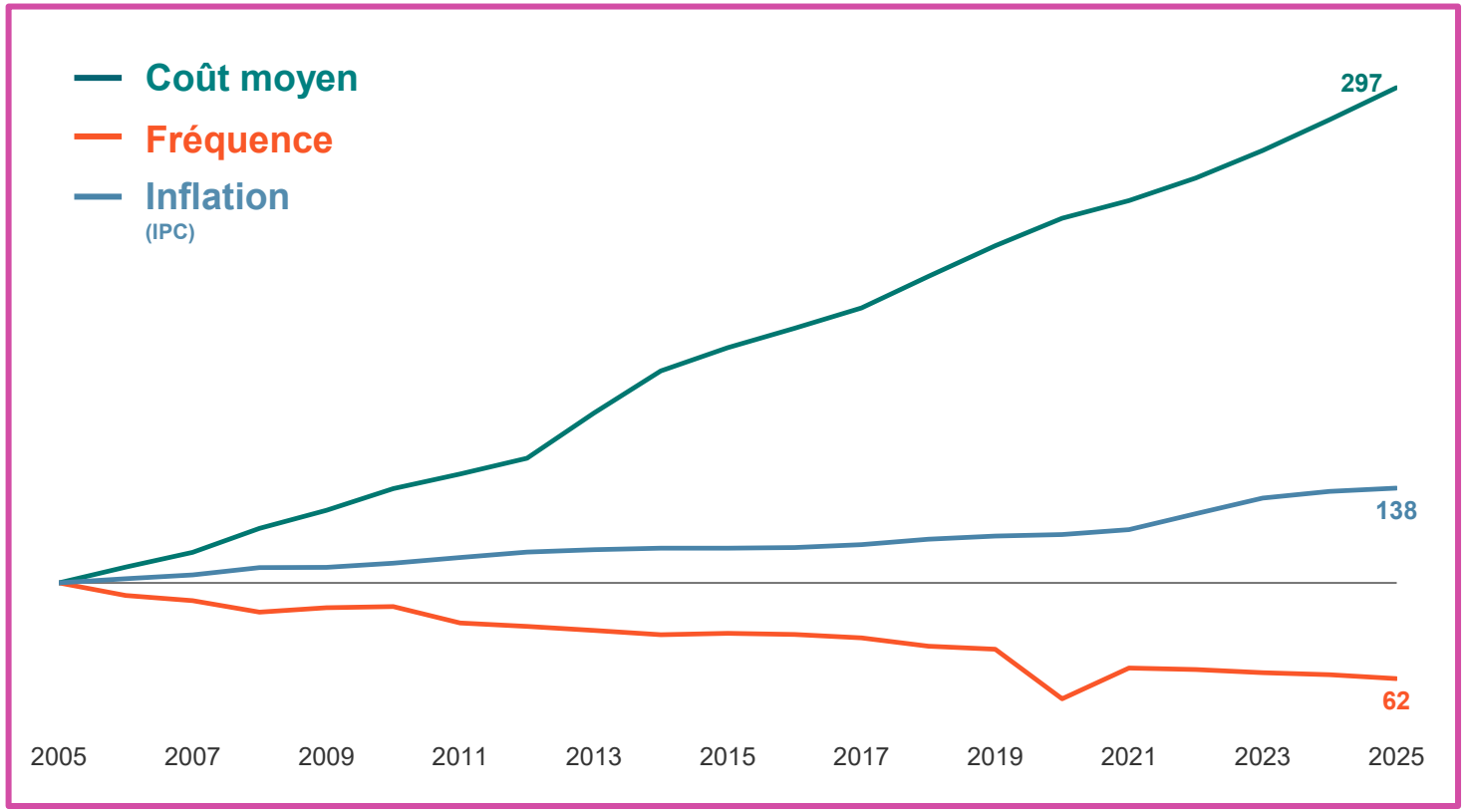
**Cette campagne sera renouvelée en 2026.**

CNPP

France Assureurs a organisé un **voyage de presse au CNPP** afin que les journalistes puissent assister à des essais-feux de batteries. Le but : mieux connaître le fonctionnement des batteries, la propagation du feu et les moyens d'extinction et poursuivre la sensibilisation du grand public.

# Les sinistres corporels ne représentent que 2 % des sinistres auto mais pèsent 35 % du coût total

**ÉVOLUTION DES COÛTS ET FRÉQUENCES DES SINISTRES CORPORELS EN AUTOMOBILE**
(Base 100 en 2005)



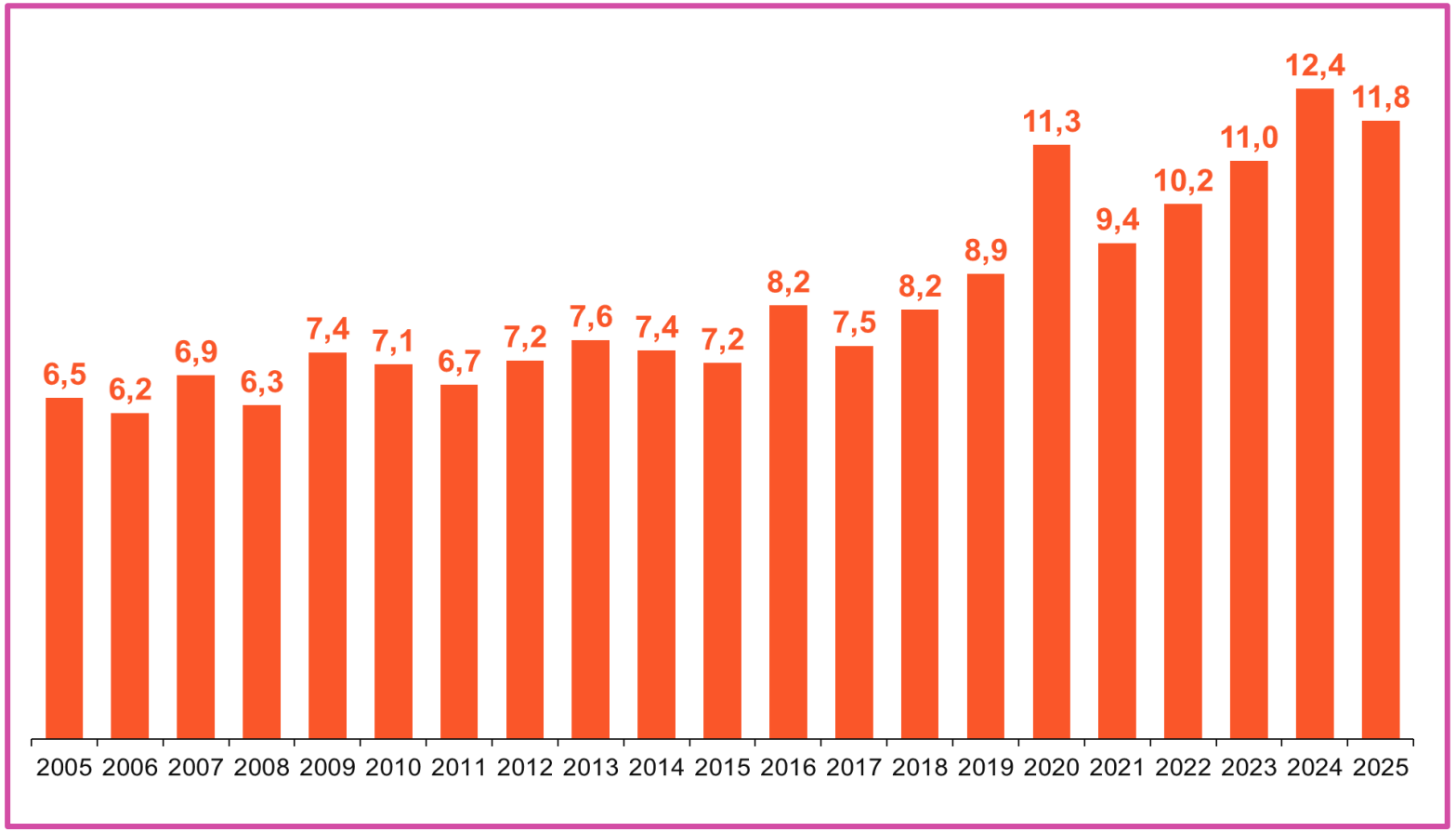

*Source : France Assureurs.*

- En lien avec la baisse constatée des accidents sur la période et grâce aux actions menées en matière de sécurité routière, la fréquence des sinistres corporels en automobile est en baisse de –38 % sur les 20 dernières années.
- En 2025, **la baisse est de –2,4 %.**
- Dans le même temps, **le coût moyen a très fortement et régulièrement augmenté** sur les 20 dernières années, avec une **hausse cumulée de +197 %,** soit une croissance 5,2 fois plus forte que l'inflation.
- À l'occasion des **quarante ans de la loi Badinter**, les assureurs ont organisé un colloque pour sécuriser l'héritage de cette loi, répondre aux besoins de soutenabilité, d'équité et de cohérence.

# En 2025, la sinistralité des assurances des professionnels et des entreprises reste à un niveau élevé...

- **La sinistralité** recule en 2025, mais elle **reste supérieure de 25 % à la moyenne des 10 dernières années**.
- **L'année 2025 est la 2e année la plus coûteuse depuis 20 ans**.
- **Les assureurs** se mobilisent pour renforcer la prévention au sein des entreprises en **finançant des essais à taille réelle pour mieux comprendre les mécanismes de déclenchement, de propagation et d'extinction des incendies** (feux de batteries, construction bois, liquides inflammables, panneaux photovoltaïques, etc.).

**PRESTATIONS EN ASSURANCE DES PROFESSIONNELS / ENTREPRISES**[1]
(en milliards d'euros)



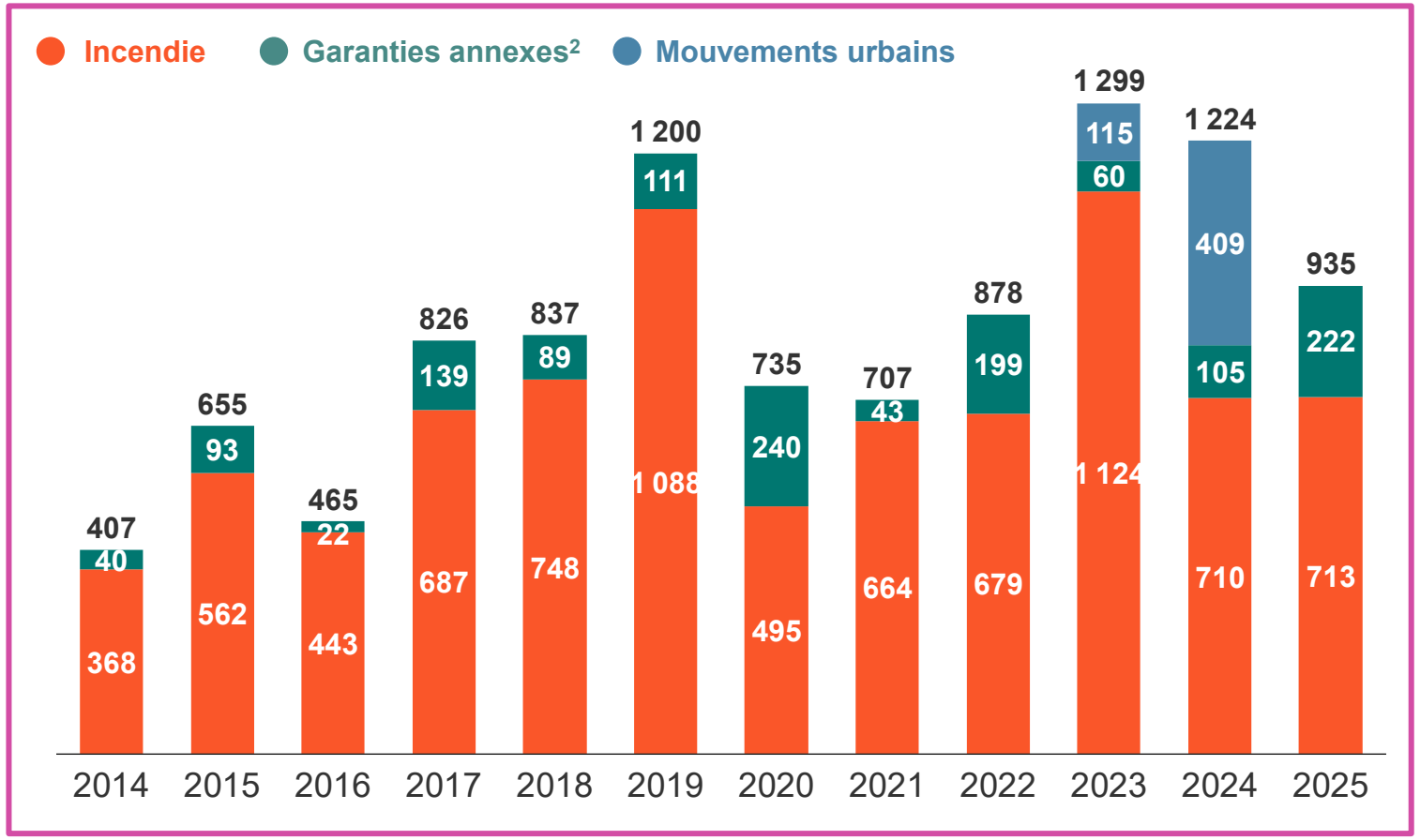

***Source :*** *France Assureurs.*

[1] *Sinistres hors climatiques et hors mouvements urbains supérieurs à 2 millions d'euros survenus en France ou à l'étranger.*

# … et les sinistres graves représentent un coût important

- La charge des sinistres graves recule par rapport à 2024, une année marquée par les événements en Nouvelle-Calédonie qui avaient représenté un tiers de la charge totale.
- Avec 935 millions d'euros, l'année 2025 reste toutefois la **troisième année la plus coûteuse** des douze dernières années pour la profession, hors événements urbains.
- L'incendie d'un centre de tri des déchets, le 7 avril 2025 à Paris, a un coût estimé à plus de 50 millions d'euros.
- Les assureurs se mobilisent pour améliorer la prise de conscience de l'importance de la prévention en entreprise en échangeant régulièrement avec les fédérations professionnelles.

**CHARGES DES SINISTRES GRAVES[1]**
(en millions d'euros)




*Source : France Assureurs.*

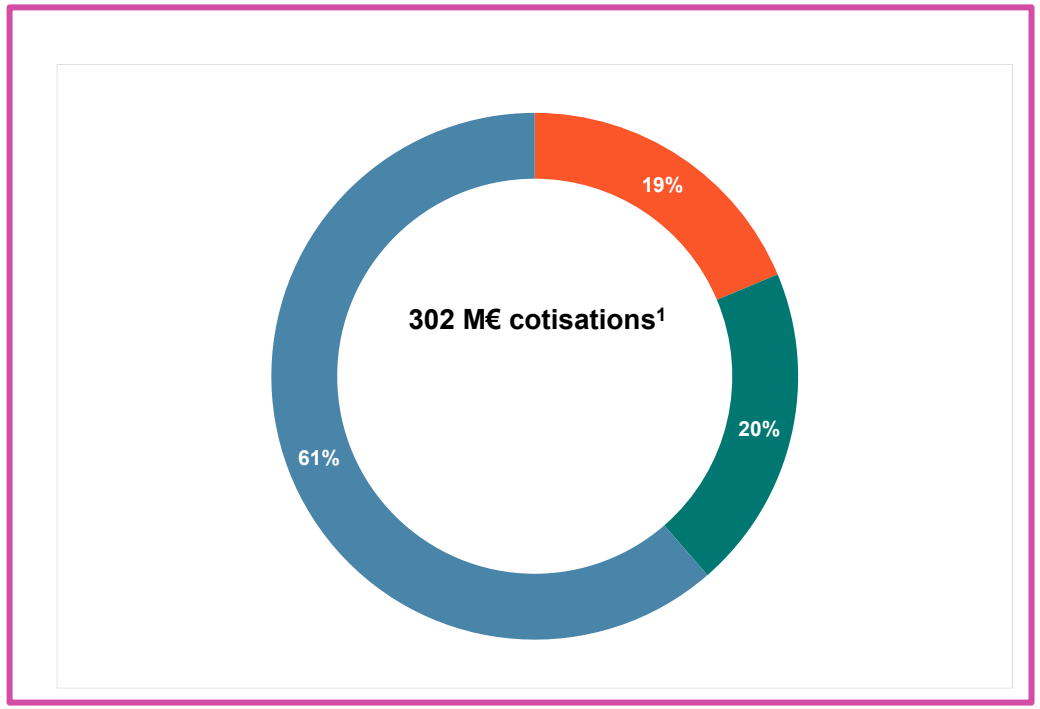
[1] *Sinistres hors climatiques supérieurs à 2 millions d'euros survenus en France ou à l'étranger.*

[2] *Les garanties annexes recouvrent des risques tels que le vol, les dégâts des eaux, le bris de machine, les dommages électriques, les pertes d'exploitation, etc.*

# Le nombre de contrats cyber a augmenté de +11 %

- Les contrats cyber pur (i.e., en dehors des garanties incluses dans des contrats multirisques) représentent **93 % du marché français du risque cyber**, ce dernier représentant au total 326 millions d'euros de cotisations.
- Le nombre de contrats cyber pur est en hausse de +11 % en 2025, **autant auprès des PME que des grandes entreprises**.
- **Les cotisations des contrats cyber pur sont en baisse de 8 % en 2025 et s'établissent à 302 millions d'euros**. Cette baisse est liée au recul des cotisations des ETI, qui représentent 20 % des cotisations cyber pur et qui enregistrent une diminution de près de 30 % par rapport à 2024.
- Cette baisse s'explique notamment par une meilleure prévention des entreprises assurées. Selon la Fédération européenne des associations de risk management (FERMA), **la sinistralité cyber** demeure élevée, mais elle est désormais **mieux comprise, mieux anticipée** et mieux absorbée par le marché.
- Toujours selon la FERMA, au delà de la capacité financière du marché, la **relation entre assureurs et assurés gagne en maturité**, portée par une meilleure compréhension mutuelle des risques et des mécanismes de garantie.

## Répartition des cotisations cyber pur[1]




*Source : France Assureurs.*

*[1] Contrats d'assurance cyber hors garanties cyber incluses dans des contrats multirisques*

- Petites et Moyennes Entreprises
- Entreprises de Taille Intermédiaire
- Grandes Entreprises

# FOCUS | Plus de 17 500 cyberattaques enregistrées en France en 2025, en hausse de +4 % par rapport à 2024

## Plus de 450 000 crimes et délits « numériques » en 2025

- L'ensemble des atteintes dites « numériques », incluant également les arnaques et escroqueries en ligne, a représenté plus de 450 000 crimes et délits enregistrés par les forces de sécurité en 2025 en France, **soit une hausse de +14 % sur un an**.
- Parmi toutes ces atteintes, **146 900 sont des atteintes à la personne**.
- En 2025, les services de sécurité ont enregistré **280 500 atteintes aux biens** commises à l'aide d'un outil numérique, soit une **hausse de +14 % par rapport à 2024**. Parmi elles, 58 300 ont fait l'objet d'un dépôt de plainte.
- **Les autres types d'atteintes** « numériques » sont **également en augmentation sur un an** :
  - +13 % pour les atteintes à la personne ;
  - +19 % pour les atteintes aux institutions ;
  - +4 % pour les atteintes à la législation spécifique au numérique.

**Info Libé Piratage à la Fédération française de tir : 1 million de profils concernés, des données personnelles proposées à la vente**

Réservé aux abonnés L'intrusion informatique survenue fin octobre a entraîné la fuite des coordonnées personnelles des licenciés de tir sportif, actuels et anciens. «CheckNews» a authentifié certaines de ces données, désormais proposées illégalement à la vente.

Europe Infos

Cyberattaque contre la Fédération française de golf : les données de 450 000 membres, dont Bernard Arnault, piratées et mises en vente

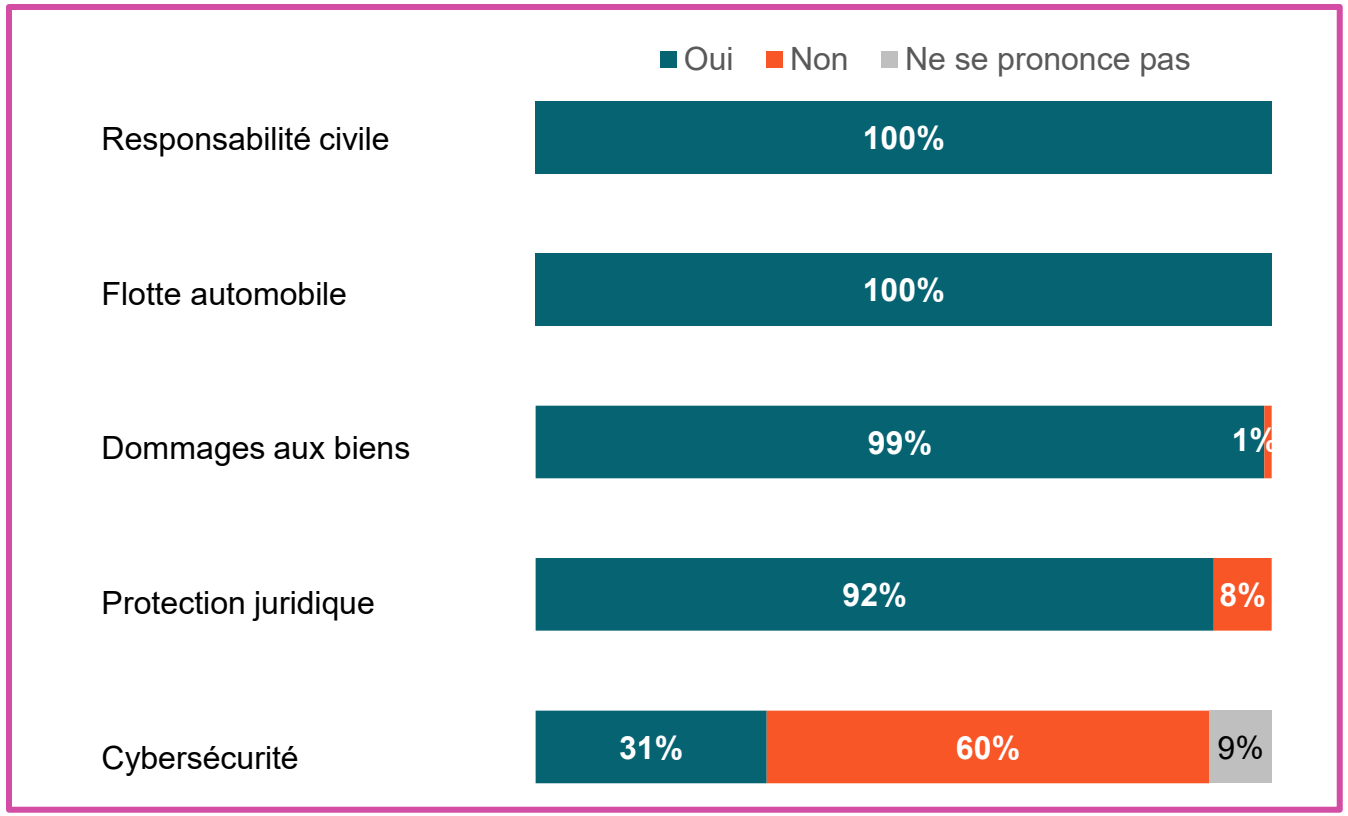
Le monde du golf français est en émoi. La Fédération française de golf (FFG), qui représente 450 000 adhérents, a été victime d'un piratage...

**Les assureurs constatent une aggravation du risque cyber en lien avec une augmentation des fuites de données qui deviennent un levier pour cibler physiquement les personnes.**

***Sources :*** *communiqué de presse du jeudi 19 février 2026 du service statistique du ministère de l'Intérieur (SSMSI) ; Panorama de la cybermenace, ANSSI, 2025.*

# Selon une étude, le taux d'assurance en cybersécurité des communes interrogées est faible, à 31 %…

**VOTRE COMMUNE DISPOSE-T-ELLE D'UNE ASSURANCE EN MATIÈRE DE…**
(en % des répondants)

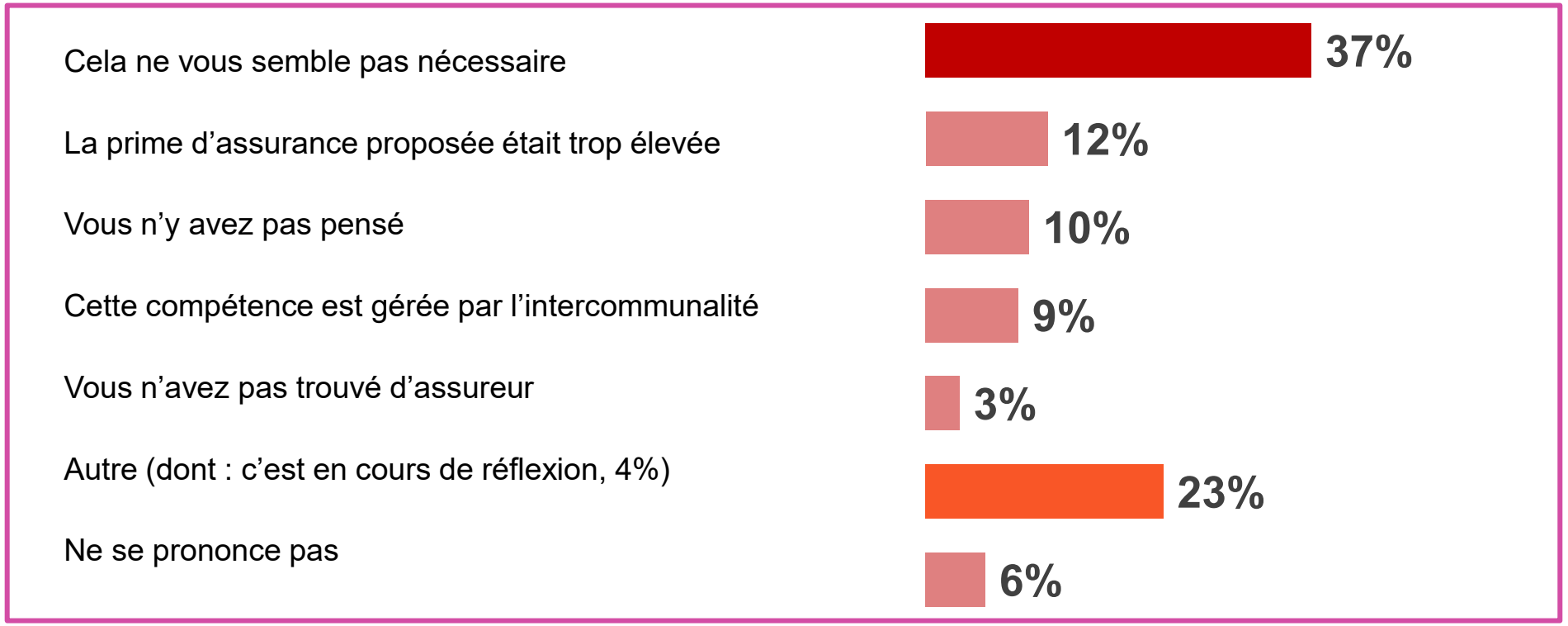



*Source : enquête d'opinion sur les municipalités et l'assurance, France Assureurs/Ipsos (2026).*

- **Le taux d'assurance est très élevé** parmi les communes interrogées.
- Parmi les assurances proposées**, seule l'assurance** en matière de **cybersécurité n'est que peu souscrite** par les communes interrogées.
- Annoncée lors du Roquelaure de l'assurabilité des territoires du 14 avril, **la cellule CollectivAssur a été lancée par France Assureurs le 1er juillet 2025**. Elle vise à **accompagner les collectivités rencontrant des difficultés pour trouver des solutions d'assurance**.

# … cette assurance n'étant pas considérée comme nécessaire par 37 % d'entre elles

**Lorsque votre commune ne dispose pas d'assurance cybersécurité, quelle en est la raison principale ?**
(en % des répondants)



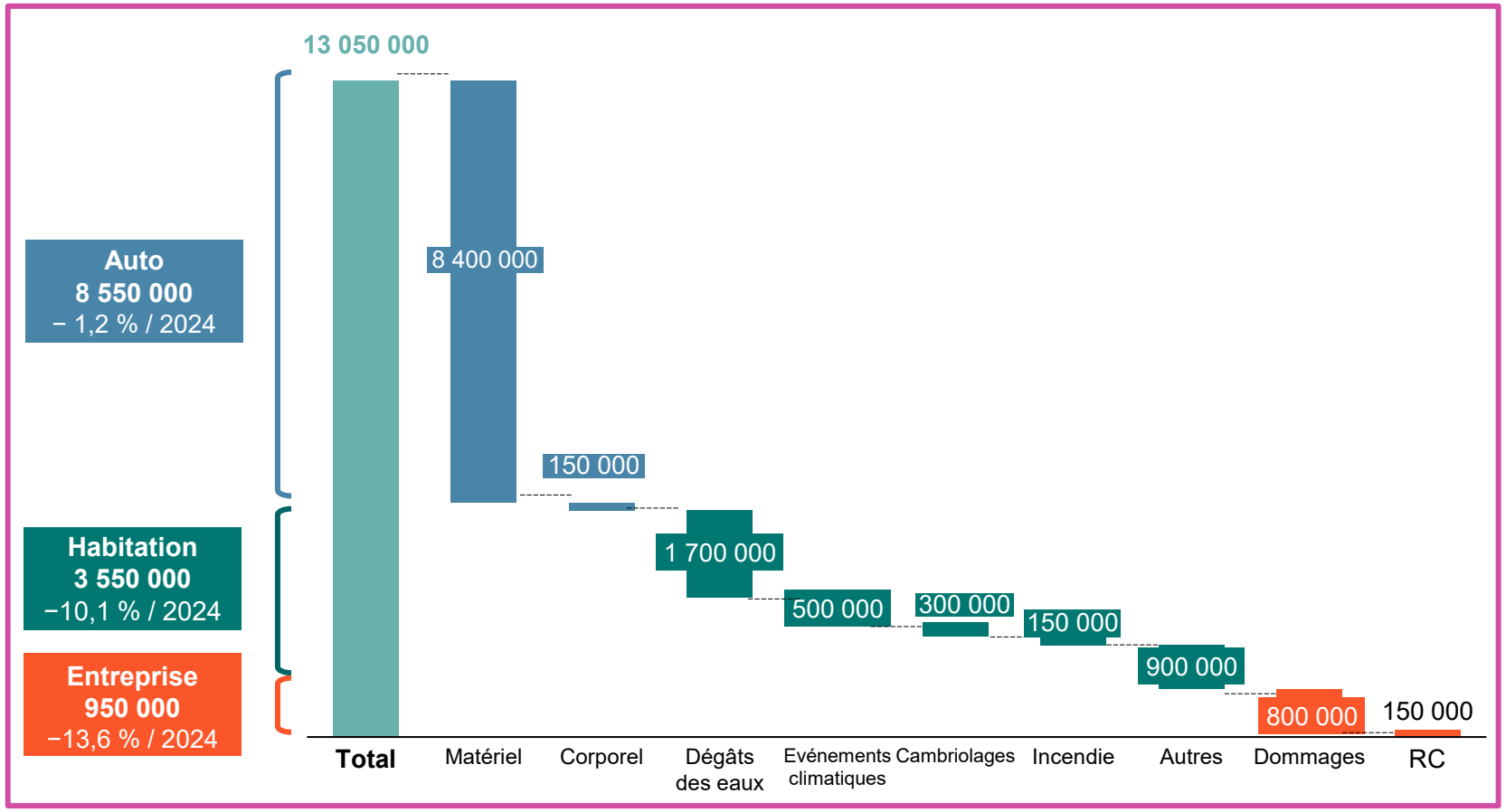

***Source :*** *enquête d'opinion sur les municipalités et l'assurance, France Assureurs/Ipsos (2026).*

- **90 % des collectivités territoriales se sentent particulièrement vulnérables face aux cyberattaques**.
- Si le baromètre sur la maturité cyber des collectivités territoriales de Cybermalveillance.gouv.fr montre que d'année en année les collectivités territoriales s'estiment mieux protégées, la majorité d'entre elles ne s'estiment pas encore prêtes à affronter une cyberattaque : **seules 14 % déclarent être bien préparées**, essentiellement les collectivités de plus de 5 000 habitants.

# Les assureurs gèrent près de 36 000 sinistres par jour

- Les assureurs gèrent plus de **23 400 nouveaux sinistres** par **jour en assurance auto**, près de **10 000 en assurance habitation** et plus de **2 600 en assurance entreprise**.
- 66 % des sinistres concernent l'assurance automobile, 27 % l'habitation et 7 % les entreprises.
- **Les assureurs accompagnent les Français dans la gestion du quotidien**. Par exemple, ¾ des Français jugent les assureurs à la hauteur pour l'indemnisation des accidents de voiture, selon Elabe.

**NOMBRE DE SINISTRES EN 2025**

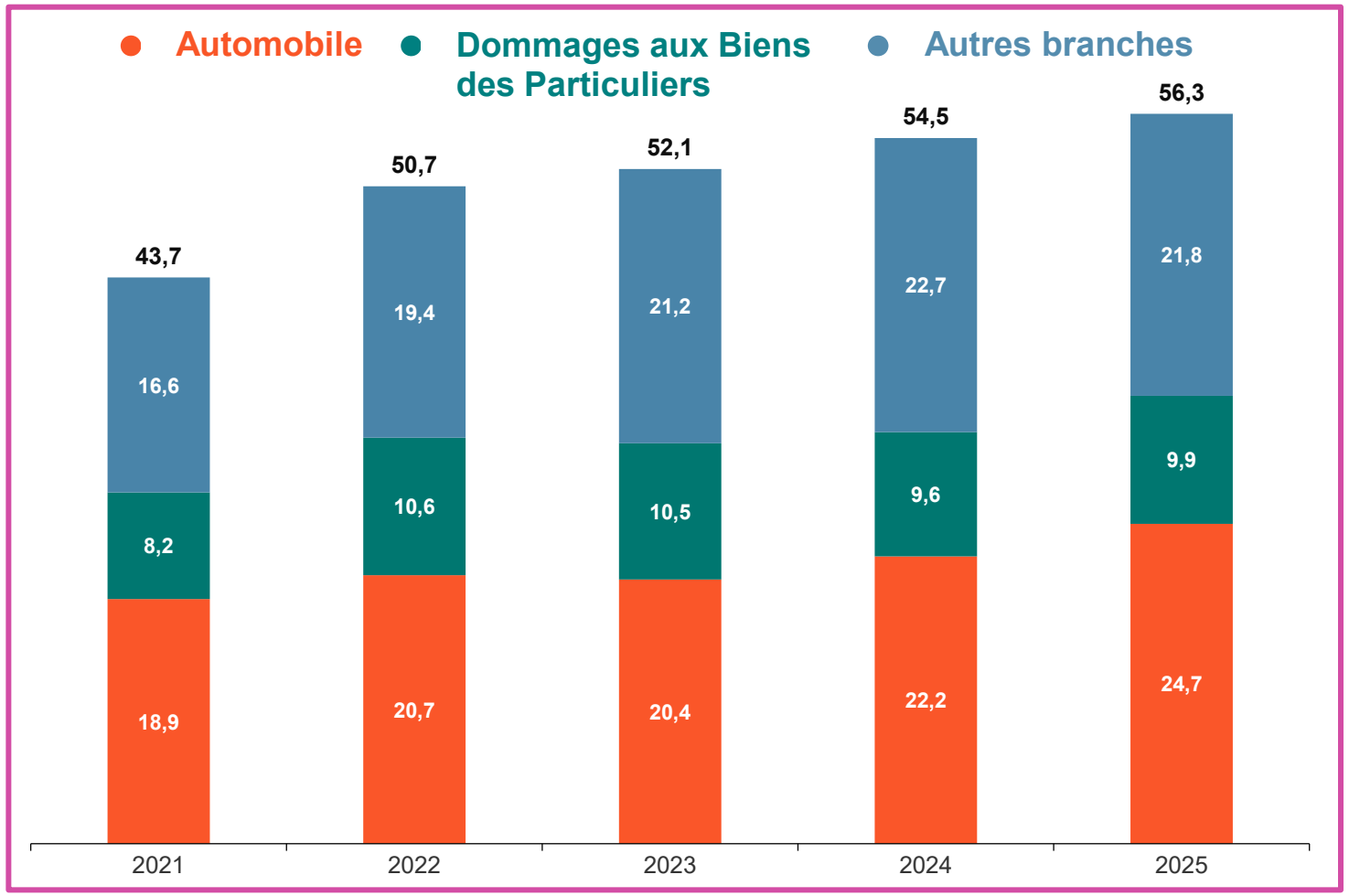



*Source : France Assureurs.*

# Les prestations en assurances de biens et de responsabilité sont en hausse de +3,3 % en 2025

- Les **prestations en assurance automobile** continuent à **augmenter fortement** en 2025, **à +11,3 %** (après +8,8 % en 2024), sous l'effet de la **hausse constatée du coût moyen**.
- Pour les dommages aux biens des particuliers, la **hausse de la fréquence des sinistres incendies** est globalement compensée par la baisse des sinistres en dégâts des eaux, ce qui conduit à afficher une croissance des prestations plus modérée, à +3,1 %.

**PRESTATIONS**
(Affaires directes, en milliards d'euros)

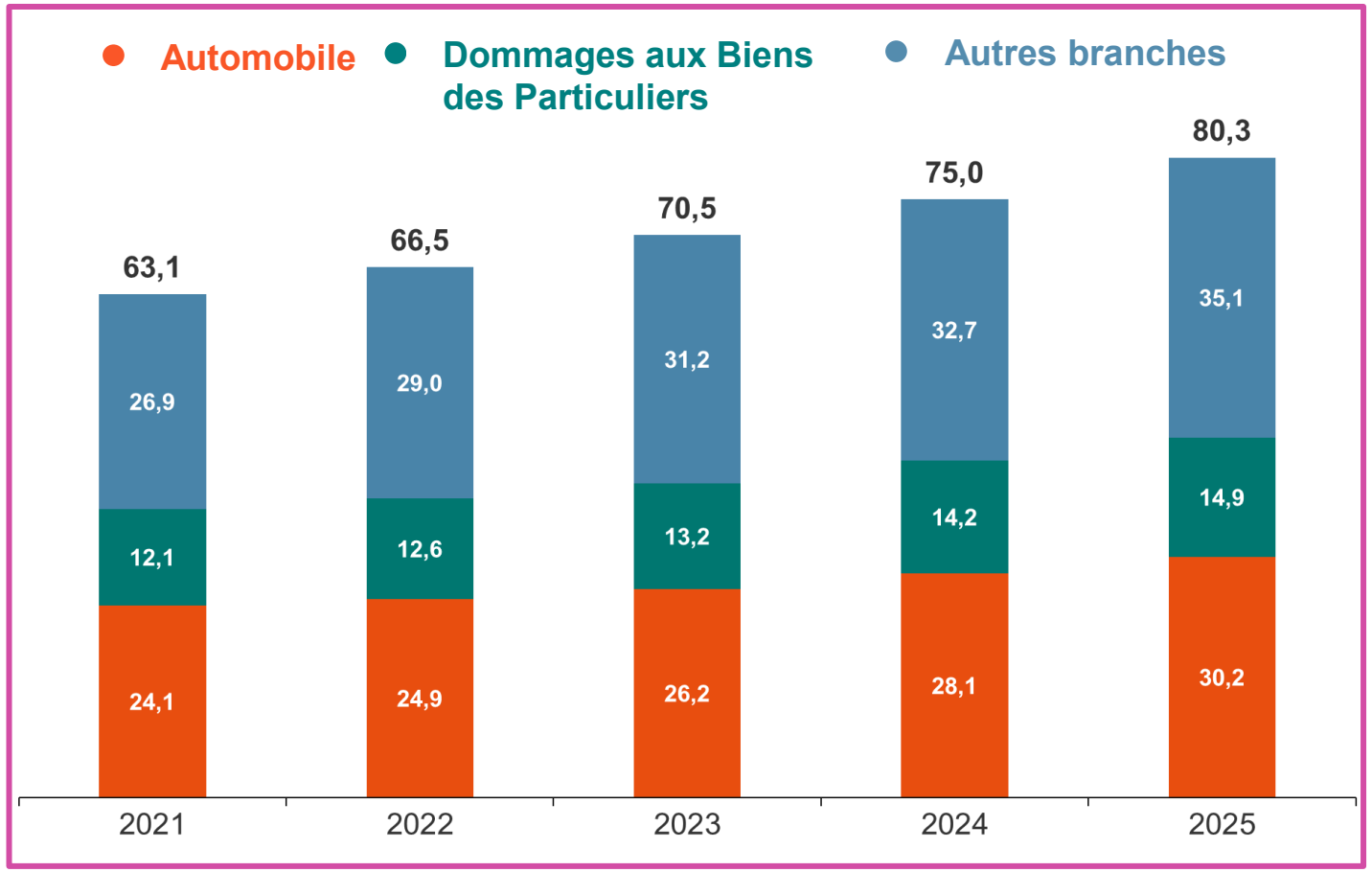



*Source : France Assureurs.*

# Le ratio combiné à 98,2 % recouvre des situations contrastées entre automobile et les autres branches

- Les cotisations en assurance de dommage aux biens et de responsabilité **progressent de +7 %** en 2025, notamment en lien avec la progression des cotisations du régime Cat Nat.
- Le **ratio combiné des assurances de biens et de responsabilité s'établit à 98,2 %,** en baisse de −1,8 point de pourcentage sur l'année. Il est le résultat d'une situation contrastée :
  - en automobile, le ratio combiné est défavorable, à 101,3 % (+1,0 point de pourcentage par rapport à 2024) ;
  - en dommages aux biens des particuliers, il diminue légèrement, à 97,3 % (−1,0 point de pourcentage par rapport à 2024) ;
  - pour les autres branches, il est de 95,8 % (−4,6 points de pourcentage par rapport à 2024), la baisse étant notamment liée à l'entrée en vigueur de la surprime Cat Nat.

**COTISATIONS**
(Affaires directes, en milliards d'euros)




*Source : France Assureurs.*

# Sommaire


1 LA FRANCE EST EN QUÊTE DE REPÈRES

2 L'ASSURANCE EST UN MOTEUR DE L'ÉCONOMIE PRODUCTIVE

1. Le contexte (inter)national incertain favorise l'épargne de long terme
2. Le contexte incertain favorise l'assurance vie
3. À travers ses investissements, l'assurance bénéficie à toute l'économie

3 L'ASSURANCE EST UN ACTEUR MAJEUR DU MODÈLE SOCIAL FRANÇAIS

1. La situation démographique met en péril le financement du modèle social
2. Les assureurs contribuent à soigner les Français
3. L'épargne retraite représente un filet de sécurité pour les Français

4 L'ASSURANCE FAIT FACE AUX RISQUES DU QUOTIDIEN ET À CEUX DE DEMAIN

1. Le dérèglement climatique transforme en profondeur la vie des Français
2. L'assurance est une ceinture de sécurité pour les risques du quotidien

5 LA FRANCE A BESOIN D'ASSURANCE

1. L'assurance est au plus près des Français
2. L'assurance est au service de la société française et européenne

# La France a besoin d’assurance

5

# 5.1 L’assurance est au plus près des Français

# 97 % des Français résident à moins de 5 kilomètres d'une offre d'assurance

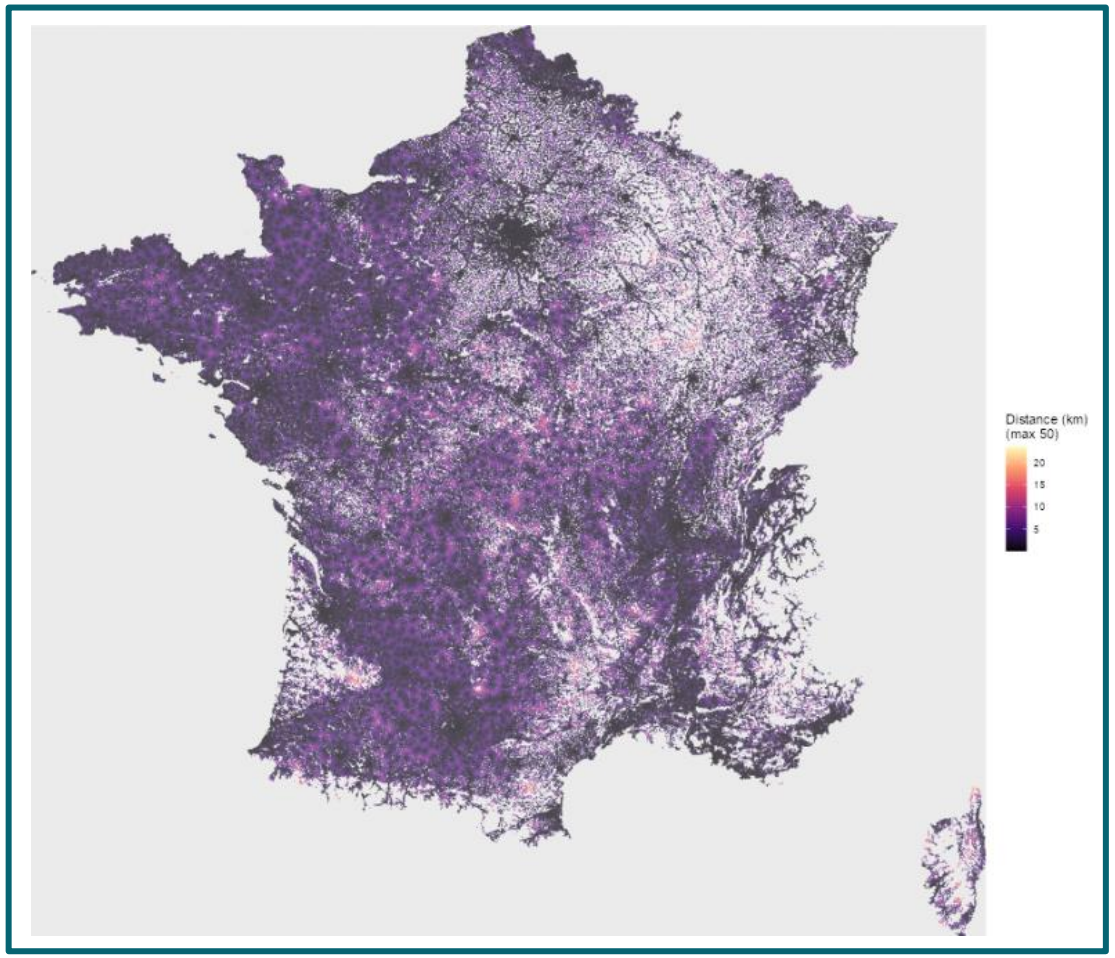
**Plus de 300 000 personnes sont engagées au service de la protection des Français**

- **272 000 salariés** dans le secteur de l'assurance :
  - 162 300 salariés de la branche des sociétés d'assurances ;
  - 15 200 salariés d'évaluation des risques et des dommages ;
  - 85 600 salariés d'agents généraux et de courtiers d'assurance ;
  - 8 900 salariés dans les autres activités de l'assurance.

- **38 900 intermédiaires indépendants :**
  - 11 900 agents généraux d'assurance ;
  - 27 000 courtiers en assurance.

**L'assurance est un service de proximité : en 2025, les réseaux de distribution d'assurance couvrent l'ensemble du territoire.** Ils s'appuient à la fois sur les salariés et indépendants du secteur de l'assurance, mais également sur des mandataires d'assurance.

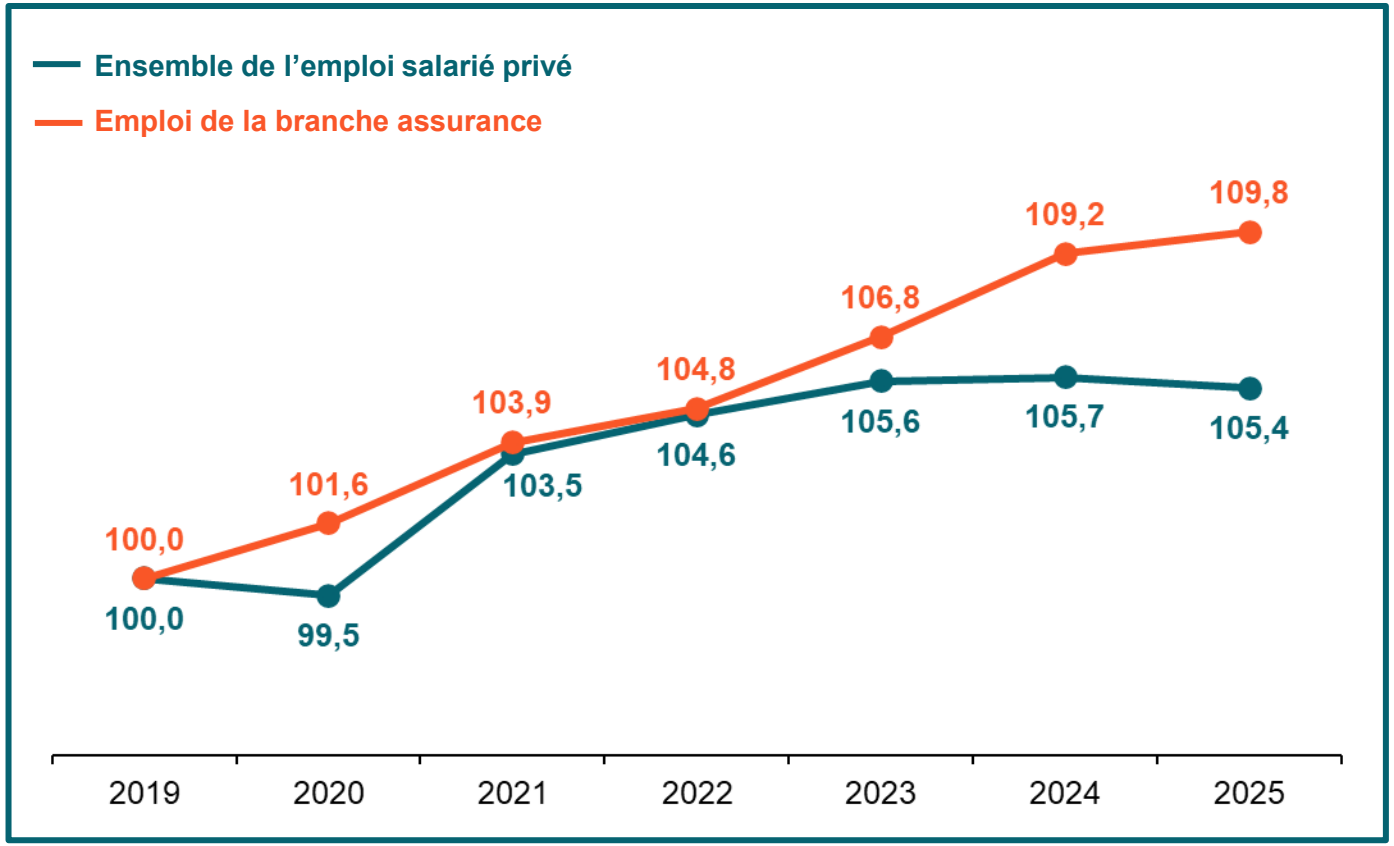
## Distance moyenne de la population à une offre d'assurance




***Source :*** *France Assureurs, données Orias (distributeurs) et Insee (données carroyées de population).*
***Lecture :*** *plus la zone est foncée, plus la distance entre un Français et un distributeur d'assurance est faible.*

# Alors que l'emploi salarié est en perte de vitesse, l'assurance recrute…

**ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ**
(Base 100 en 2019)



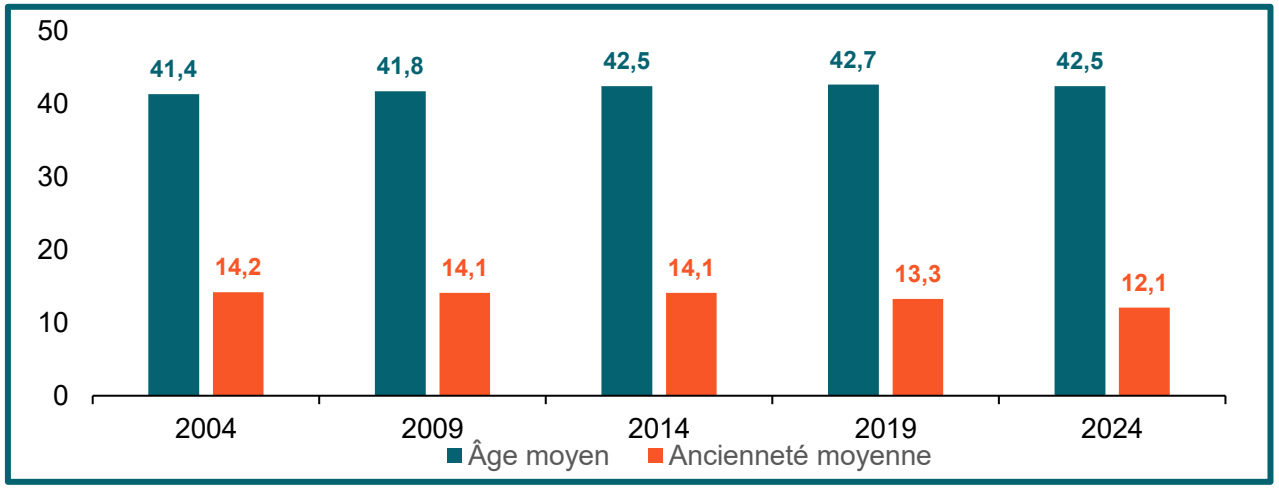

***Sources :*** *France Assureurs, Insee, Emploi salarié – 4e trimestre 2025.*

- Le recrutement de la branche maintient sa bonne dynamique : au 31 décembre 2025, l'assurance compte **162 300 salariés**, en hausse de +0,6 % par rapport à 2024.
- L'emploi dans l'assurance poursuit sa **trajectoire en hausse continue depuis 2019** (+10 % sur la période), alors que **l'emploi salarié de l'ensemble du secteur privé ralentit en 2025** (−0,3 %).

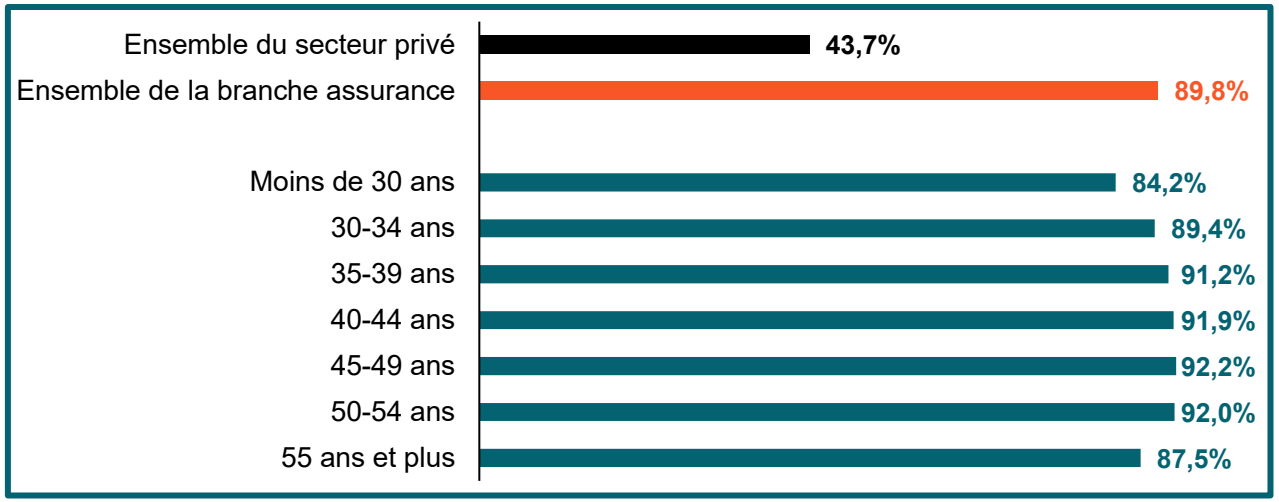
# … et s'adapte aux évolutions des dynamiques du marché du travail

- L'emploi salarié dans l'assurance est en phase de renouvellement, reflet des évolutions du rapport au travail et à l'entreprise.
  - L'âge moyen reste stable sur les 10 dernières années (42,5 ans), mais **l'ancienneté moyenne est en baisse** (−2 ans entre 2014 et 2024).
  - La proportion de salariés âgés de 55 ans et plus a augmenté de +7 points depuis 2004, en lien avec le recul de l'âge du départ en retraite.
  - La part de l'effectif occupée par les nouveaux entrants est en hausse de +6 points depuis 2004, signe d'un **recrutement dynamique.**
- L'assurance développe les compétences de ses salariés à tous les âges : près de **9 salariés sur 10 ont suivi au moins une formation** au cours de l'année 2024, dont **88 % des plus de 55 ans**.
- Le taux d'accès à la formation des salariés de la branche est **deux fois supérieur** à celui de l'ensemble du secteur privé.

**ÉVOLUTION DE L'ÂGE ET ANCIENNETÉ MOYENS DES SALARIÉS DE L'ASSURANCE** (en années)




**TAUX D'ACCÈS À LA FORMATION PAR TRANCHE D'ÂGE** (en %)




***Sources :*** *rapports de l'Observatoire de l'Évolution des Métiers de l'Assurance (OEMA) ; Céreq-Dares-France compétences, Enquête EFE-a 2024 ; traitements Dares, chiffres provisoires.*

FOCUS

# L’assurance est la première branche à signer un accord sur l’emploi des seniors

**17,8 %**
de salariés de 55 ans ou plus dans l’assurance

**Le 25 juin 2025, France Assureurs et cinq organisations syndicales représentatives ont signé le tout premier accord de branche relatif à l’emploi des salariés expérimentés. Il reflète les efforts réalisés par les assureurs en la matière et la qualité du dialogue social du secteur.**

**Accord relatif à l’emploi des salariés expérimentés**
dans les sociétés d’assurances du 25 juin 2025

Entre :

**FRANCE ASSUREURS,**
représentée par
Christelle Bouron, Alexis Meyer, Laurent Tissot

**d’une part,**

et les organisations syndicales de salariés ci-après :

**LA FÉDÉRATION CFDT BANQUES ET ASSURANCES,**
représentée par Jean-François Besnard

**LA CFE-CGC FÉDÉRATION DE L’ASSURANCE,**
représentée par Franck Vincent

**LA FÉDÉRATION DES SYNDICATS CFTC « COMMERCE, SERVICES ET FORCE DE VENTE » (CSFV),**
représentée par Virginie Le Pape

**LA FÉDÉRATION DES EMPLOYÉS ET CADRES FORCE OUVRIÈRE,**
représentée par Georges de Oliveira

**L’UNION NATIONALE DES SYNDICATS AUTONOMES (UNSA) FÉDÉRATION**

## Les principaux objectifs de l’accord

- Favoriser un changement de regard sur les seniors.
- Encourager le recrutement, l’inclusion et l’accompagnement des parcours professionnels.
- Garantir l’employabilité des seniors par la formation et la prévention de l’usure professionnelle.
- Accompagner les fins de carrières.

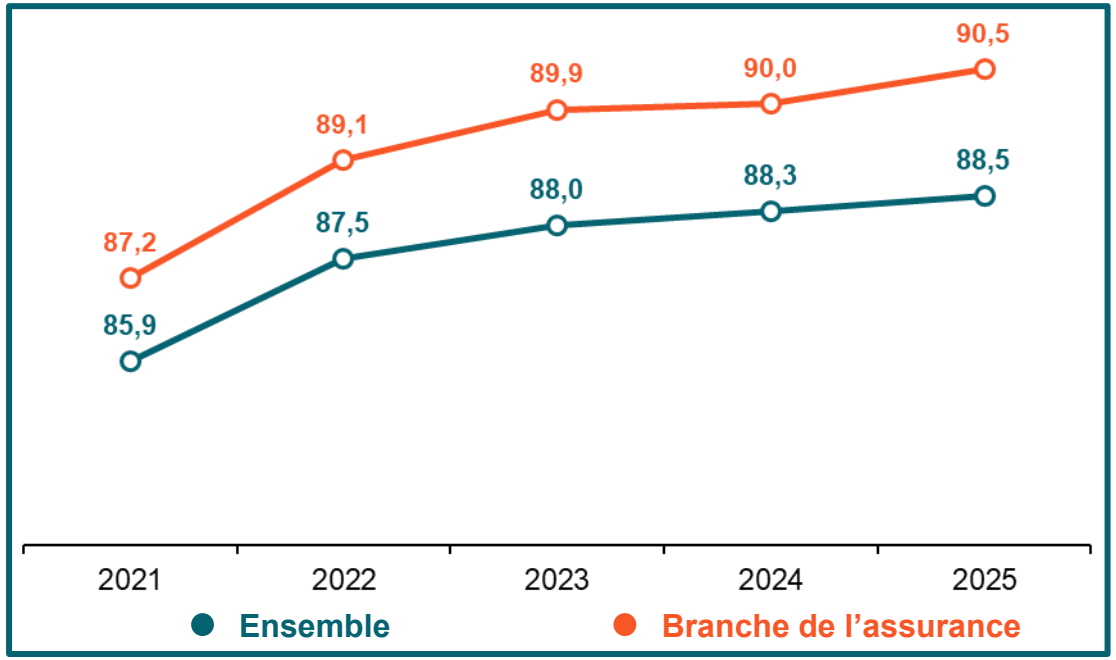
**Pour Florence Lustman,** *« cet accord impulse une dynamique, fixe un cadre et met en avant un certain nombre de bonnes pratiques que les employeurs sont incités à intégrer dans leurs propres négociations d’entreprise. »*

# L’assurance, un secteur modèle pour l’égalité femmes-hommes

- Le secteur de l’assurance confirme sa position de moteur sur l’égalité professionnelle.
  - L’index d’égalité professionnelle du secteur se maintient **2 points au-dessus** de la moyenne nationale.
  - **96 %** des entreprises régies par le Code des assurances obtiennent en 2025 une note supérieure ou égale à 75/100 (la référence légale), contre 94 % des entreprises des autres secteurs.
  - **62 %** obtiennent une note supérieure ou égale à 90/100, contre 52 % des autres secteurs.
- La branche emploie **61 % de femmes** en 2025, une part qui reste stable sur les dernières années.

France Assureurs a lancé une série de 6 vidéos de témoignages de femmes exerçant des métiers clés au sein d’entreprises d’assurance. L’objectif est d’**encourager les jeunes filles à s'orienter vers des filières scientifiques et technologiques.**

**ÉVOLUTION DE L’INDEX DE L’ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES**




***Source :*** *Egapro, Index de l'égalité professionnelle d'une entreprise, données au 4 mars 2026.*
***Champ*** *: entreprises et unités économiques et sociales (UES) d’au moins 50 salariés, sociétés Code des assurances.*

# L’assurance offre des conditions de travail favorables

| | % de salariés en CDI | % de salariés pratiquant le télétravail | % de salariés gagnant deux fois le SMIC ou plus |
|---|---|---|---|
| | 2024 | 2024 | 2024 |
| **Branche de l’assurance** | **93 %**[1] | **71 %**[3] | **55 %**[5] |
| **Tous secteurs d’activité** | **85 %**[2] | **21 %**[4] (53 % dans le secteur financier) | **33 %** (secteur privé) |

***Sources :*** *Rapport 2025 de l'Observatoire de l’Évolution des Métiers de l'Assurance (OEMA) ; France Assureurs, enquêtes ROMA et NAO ; Insee, Emploi salarié 4e trimestre 2025, base Tous salariés 2024, enquête Emploi 2024.*

***Notes***

***1.*** *Salariés sous convention collective de l’assurance (IDCC 01672, 00653, 01679) présents au 31/12/2024, hors intérim.*

***2.*** *Emploi salarié ensemble du secteur privé au 4e trimestre 2024, mesuré au 4e trimestre 2025, hors intérim.*

***3.*** *Part des salariés ayant recours à au moins une demi-journée de télétravail par mois en moyenne dans l’année (télétravail effectivement réalisé, ou à défaut, nombre de jours de télétravail contractuels).*

***4.*** *Part des salariés déclarant avoir télétravaillé au moins une fois sur une période de 4 semaines. Dont secteur des services financiers : 53 %.*

***5.*** *Rémunération brute annuelle théorique équivalent temps plein, hors alternants.*

# FOCUS « Mille métiers » dans l'assurance : le secteur offre une grande diversité de métiers

## L'assurance c'est

- Des missions au service de la société
- Des emplois qualifiés
- Des formations tout au long de la vie
- Des organisations innovantes et inclusives

La promotion des métiers passe par des actions concrètes et diversifiées, partout en France et tout au long de l'année :

- un réseau territorial de « correspondants métiers » ;
- une présence sur de nombreux salons d'orientation ;
- des interventions de rôle modèle dans les établissements d'enseignement ;
- la création d'outils de communication ;
- des liens étroits avec le monde académique.

## France Assureurs renforce sa présence dans les salons de l'orientation et de l'alternance notamment en régions

**10 jours de présence aux Big Bang de l'Emploi**, un événement innovant pour aider les entreprises du territoire à recruter en faisant découvrir la richesse de leurs métiers.

France Assureurs était présente dans les 5 villes concernées* par l'événement, pour présenter les **opportunités offertes par le secteur de l'assurance.**

France Assureurs a également signé une convention de partenariat avec la région Pays de la Loire.

**La Roche-sur-Yon, 19 et 20 octobre, Nantes, 26 et 27 septembre, Laval, 3 et 4 octobre, Angers, 10 et 11 octobre, Le Mans, 17 et 18 octobre.*

# FOCUS | L’assurance se mobilise en faveur de l’inclusion

En signant des **conventions** autour de priorités communes.

apec

Avec une BD **engagée sur le handicap invisible** qui :

- vulgarise et sensibilise à son impact dans la vie des personnes concernées ;
- illustre l’engagement des entreprises d’assurance.

zest

En utilisant des outils **de e-learning** de sensibilisation sur le handicap au travail.

En nouant des **partenariats** avec des Fondations pour mener des actions communes.

MOZAÏK FONDATION

INCLUSIV’ DAY #InclusivDay FRANCE ASSUREURS

En participant à des salons **comme inclusiv’day.**

FOCUS

# France Assureurs et l’Apec renforcent leur partenariat pour soutenir l’emploi des cadres

## Plusieurs actions communes

- **Appuyer** les employeurs dans leurs recrutements
- **Contribuer** à l’adaptation des compétences
- **Promouvoir** les métiers dans l’assurance
- **Favoriser** l’accès et le maintien dans l’emploi des cadres
- **Encourager** l’égalité des chances et l’inclusion
- Mettre en relation les Correspondants Métiers de France Assureurs et les délégations régionales de l’Apec pour **répondre aux besoins des territoires**

## Ce partenariat permet de renforcer l’attractivité du secteur auprès des jeunes diplômés et d’accompagner les cadres dans leur évolution professionnelle

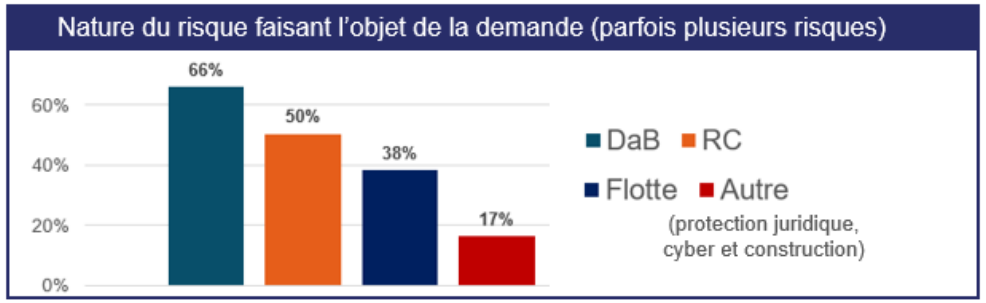
*“Depuis 2015, notre partenariat avec l’Apec illustre la volonté de la profession de l’assurance d’agir collectivement pour anticiper les transformations du secteur et renforcer l’attractivité de ses métiers. Je suis très fière de cette nouvelle convention, qui consolide notre action commune en faveur de l’emploi des cadres et jeunes diplômés, et qui apportera à nos membres les outils nécessaires pour relever les défis auxquels notre profession est confrontée en matière de recrutement.”*

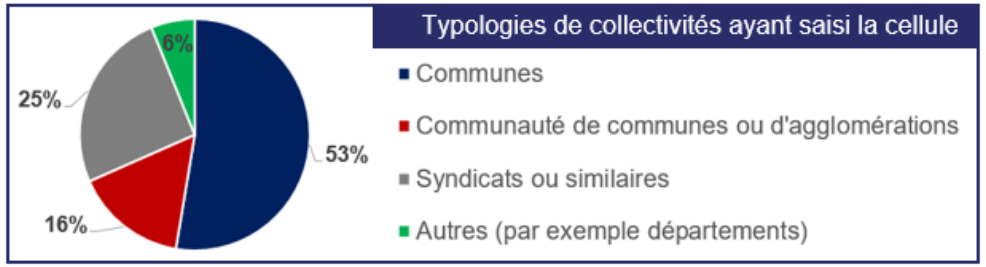
# 5.2 L’assurance est au service de la société française et européenne

NOS ACTIONS

# France Assureurs tient ses engagements auprès des collectivités…

Annoncée lors du Roquelaure de l'assurabilité des territoires du 14 avril, **la cellule CollectivAssur a été lancée par France Assureurs le 1er juillet 2025.** Elle vise à accompagner les collectivités rencontrant des difficultés pour trouver des solutions d'assurance.




- Bilan de CollectivAssur à fin 2025 :
  - 115 collectivités territoriales ont saisi la cellule CollectivAssur
  - 67 collectivités relevaient du parcours d'urgence (soit 58 % des dossiers), dont **21 étaient sans assurance, soit 18 %**
  - Pour les autres, il s'agissait d'apporter un conseil ou des informations pour les aider
  - 61 collectivités avaient plus de 10 000 habitants (soit 54 %)

## Présence au Congrès des Maires 2025

- 1 stand dédié France Assureurs / CollectivAssur
- 1 conférence de presse

> ***Aujourd'hui, les élus savent qu'ils ne sont plus seuls. Et rien que cela, pour un maire, ça change tout.***

Alain Chrétien, maire de Vesoul et Vice-président de l'AMF, le 19 novembre 2025 au Congrès des maires.

# NOS ACTIONS | … et se mobilise à leurs côtés

PRÉVENTION des RISQUES pour les COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Incendie

La prévention des incendies d'origine électrique

Obligations et bonnes pratiques pour votre collectivité

En tant qu'élu(e) ou responsable administratif/technique, vous êtes responsable de la vérification des installations électriques de l'ensemble du parc immobilier de votre collectivité, qu'il s'agisse des établissements recevant du public (mairie, établissement scolaire, gymnase, salle des fêtes…), des locaux techniques, des logements sociaux, etc. Cette vérification est primordiale pour limiter le risque d'incendie.

Chaque année en France des dizaines de milliers d'incendies ont pour origine un incident électrique, souvent causé par un défaut de maintenance des installations ou par l'utilisation d'équipements défectueux.

L'objectif de cette fiche est de vous informer sur vos obligations ainsi que sur les bonnes pratiques en matière de prévention des incendies de bâtiments.

Quelles sont vos obligations ?

**France Assureurs a créé une collection de fiches dédiées à la prévention des collectivités territoriales**

- Ces fiches visent à **sensibiliser les élus et les décideurs** locaux aux enjeux de prévention, afin de renforcer la gestion des risques, d'en réduire les impacts et donc d'en améliorer l'assurabilité.
- Les trois fiches **déjà publiées** sont consacrées à la prévention des incendies d'origine électrique, au permis de feu pour les travaux par points chauds et à la prévention des risques liés au désherbage thermique.
- Seront prochainement mises en ligne une fiche sur la prévention du risque cyber et une autre sur l'entretien de la voirie et des espaces verts.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Direction des Affaires juridiques

LES GUIDES DE L'OECP

Guide des marchés publics d'assurance des collectivités territoriales et de leurs groupements

2025

Direction générale du Trésor

**Sous l'égide du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, France Assureurs a participé à un groupe de travail chargé de mettre à jour le Guide des marchés d'assurance**

- Ce guide **aide les acheteurs publics à définir une stratégie d'assurance juridiquement sécurisée**. Il présente les différentes procédures de la commande publique, leurs avantages et limites, ainsi que leur articulation avec le droit des assurances.
- Il souligne **également l'importance d'un inventaire** précis du patrimoine immobilier à assurer et propose des outils pratiques, tels que des modèles de déclaration des risques, de relevé de sinistralité et de cahier des charges.

NOS PROPOSITIONS

# Pour améliorer la pertinence des soins et réduire le déficit public

## Chiffres clés

20 % des dépenses de santé seraient inutiles en France chaque année.

1 € investi dans la vaccination permet d'économiser environ 4 € de dépenses de santé futures.**

Une centaine de recommandations sont publiées chaque année par la HAS*.

En 2026, le déficit de la Sécurité sociale se chiffre à 15 milliards d'euros. Face à l'augmentation continue des dépenses de santé, **la question des dépenses inutiles est centrale**.

Afin d'éviter les dépenses inutiles et redondantes, il est essentiel de favoriser la sobriété, d'encourager les parcours (juste recours aux soins, coordination des professionnels, etc.) et d'agir en amont en mettant l'accent sur la **prévention**.

La pertinence des soins pourrait être améliorée en suivant les **recommandations de la HAS** et en jouant sur le **comportement** des assurés.

## Proposition de France Assureurs : refondre le contrat responsable pour améliorer la pertinence des soins

- Les complémentaires santé ont la capacité à utiliser le contrat d'assurance santé comme un levier en faveur de la pertinence des soins en **incitant les assurés à mieux suivre et s'inscrire dans les parcours de soins.**
- **Revoir la réglementation du contrat responsable** permettrait de mettre en place des dispositifs responsabilisant et incitatifs.
- Par exemple en instaurant un **bonus prévention** si l'assuré s'insère dans un parcours adapté de prévention.

**HAS : Haute Autorité de Santé. **Vaccines Europe*

NOS ACTIONS

# Les assureurs s'engagent pour lutter contre le vol de vélo grâce au nouveau label « Vélo SRA »

**500 000**

**vélos sont volés en France chaque année, soit un par minute**

## Le Label « Vélo SRA », qu'est-ce que c'est ?

- Destiné à certifier et classer les antivols les plus efficaces du marché, évalués selon un protocole strict.
- 13 antivols, produits par quatre fabricants différents, sont labellisés « Vélo SRA ».

Après les enjeux liés à la sécurité des déplacements, **le vol de vélo est** régulièrement cité par les cyclistes et les spécialistes comme étant **le 2e obstacle à sa pratique** : le fait de subir un vol décourage la pratique du vélo pour un quart à un tiers des victimes. Le vol est donc un frein majeur à l'essor des mobilités douces.

Quelques bonnes pratiques permettent également de réduire le risque de vol :

- dans un lieu passant, attacher son vélo à un point fixe ;
- utiliser deux antivols « Vélo SRA » ;
- attacher systématiquement le cadre et les deux roues.

SRA DATA ANALYTICS MOBILITÉS & ASSURANCE

FRANCE ASSUREURS FAIRE AVANCER LA SOCIÉTÉ EN CONFIANCE

CNPP

***Sources :*** *Académie des Mobilités Actives (avril 2023), SRA, France Assureurs.*

# FOCUS | 9 accords ont été signés en 2025 entre France Assureurs et les organisations syndicales

- Des **accords-cadres** incitatifs et inspirants (par exemple l'accord seniors ou encore le renouvellement de l'accord télétravail).
- Trois accords sur les **rémunérations minimales annuelles** (RMA) concernant chaque convention de branche – un marqueur important du dialogue social de branche.
- Des accords permettant de **renforcer les régimes de protection sociale de la branche** (santé-prévoyance ou retraite supplémentaire) – un acquis social important pour le secteur.

**Un dialogue social riche et innovant**

FOCUS

# Un guide pour agir et préserver la biodiversité

**Le rapport « Assurance et biodiversité – Enjeux et perspectives 2025 » vise à sensibiliser les assureurs aux enjeux liés à la nature et ses impacts sur leurs activités**. Il met en lumière le rôle que peuvent jouer les assureurs pour lutter contre la perte de biodiversité et agir en faveur de la préservation et la restauration de la nature, en tant qu'assureurs, investisseurs et entreprises.

## La dégradation de la nature et des écosystèmes représente un risque majeur pour le secteur financier

**+ de 50 %**

C'est le % du PIB mondial annuel généré par des activités économiques modérément à fortement dépendantes de la nature, soit 58 000 milliards de dollars.

**5 300 Md$**

Ce montant correspond aux flux financiers annuels du secteur privé directement préjudiciables à la biodiversité.

## 3 leviers d'actions

### 1 Activités de souscription

- Inciter les assurés à préserver et restaurer la nature
- Identifier les secteurs à risque dans la politique de souscription
- Agir en proposant des produits innovants

### 2 Activités d'investissement

- Élaborer une politique favorable à la protection de la nature
- Investir en faveur de la biodiversité

### 3 Vie de l'entreprise et partenariats

- Sensibilisation interne
- Actions de mécénat et philanthropiques
- Prise en compte de la biodiversité sur les sites

***Sources** : Rapport de l'IPBES – 2023, France Assureurs.*

NOS ACTIONS

# Les assureurs se sont engagés pour prévenir et lutter contre la corruption

**La prévention et la lutte contre la corruption constituent des enjeux majeurs pour notre secteur.**

- Les entreprises d'assurance **s'engagent.**
- Cet engagement se traduit par de nombreux travaux conduits avec l'Agence Française Anticorruption (AFA) notamment l'élaboration **d'un guide.**
- Le guide, rédigé par France Assureurs, **identifie et présente les mesures d'un programme de lutte contre la corruption** adapté au secteur de l'assurance.

FOCUS

# Les assureurs saluent l'atterrissage de la révision de Solvabilité II

Le 29 octobre 2025, la Commission européenne a finalisé le Règlement Délégué de la révision de Solvabilité II. Cette publication vient compléter la révision de la Directive Solvabilité II. Ce paquet **constitue un ensemble cohérent et positif pour l'industrie.**

## Les principaux résultats de la Révision

- **Un cadre prudentiel modernisé** au service de l'investissement de long terme.
- **Un allégement mesuré des contraintes devenues excessives**, permettant de libérer des marges d'action sans affaiblir la solidité du secteur.
- **Un renforcement de la protection des assurés** tout en permettant aux assureurs de jouer pleinement leur rôle d'investisseurs dans la transition écologique.
- **Un cadre encore complexe :** la poursuite des efforts de proportionnalité et de simplification demeure essentielle pour maintenir la compétitivité et l'agilité du secteur.

## Il convient de rester vigilant et mobilisé sur les prochaines étapes

Une attention particulière aux modalités nationales et européennes de mise en œuvre, qui devront rester proportionnées et pragmatiques.

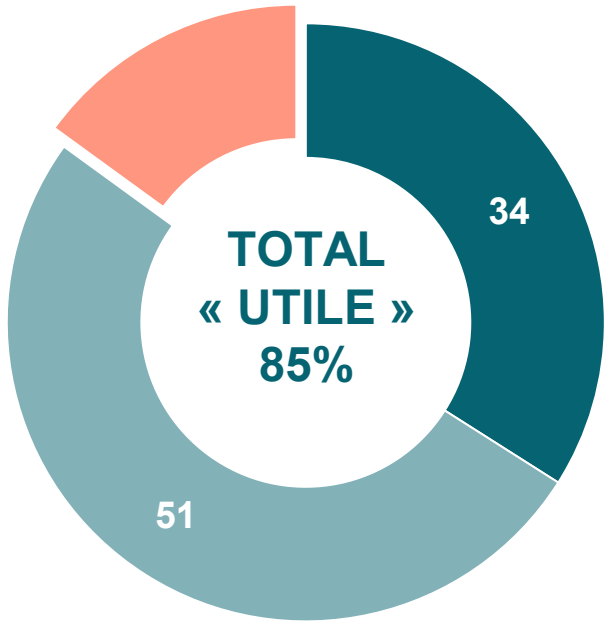
Un appel à poursuivre les efforts de simplification afin de concentrer les ressources sur les priorités essentielles : protection des assurés, innovation, investissement.

# Conclusion :
# la France a besoin d’assurance

# Pour les Français, s’assurer demeure indispensable pour se protéger

**8 français sur 10 préfèrent payer une assurance pour avoir la garantie d’être couverts** même s’ils estiment que le sinistre a peu de chances d’arriver.

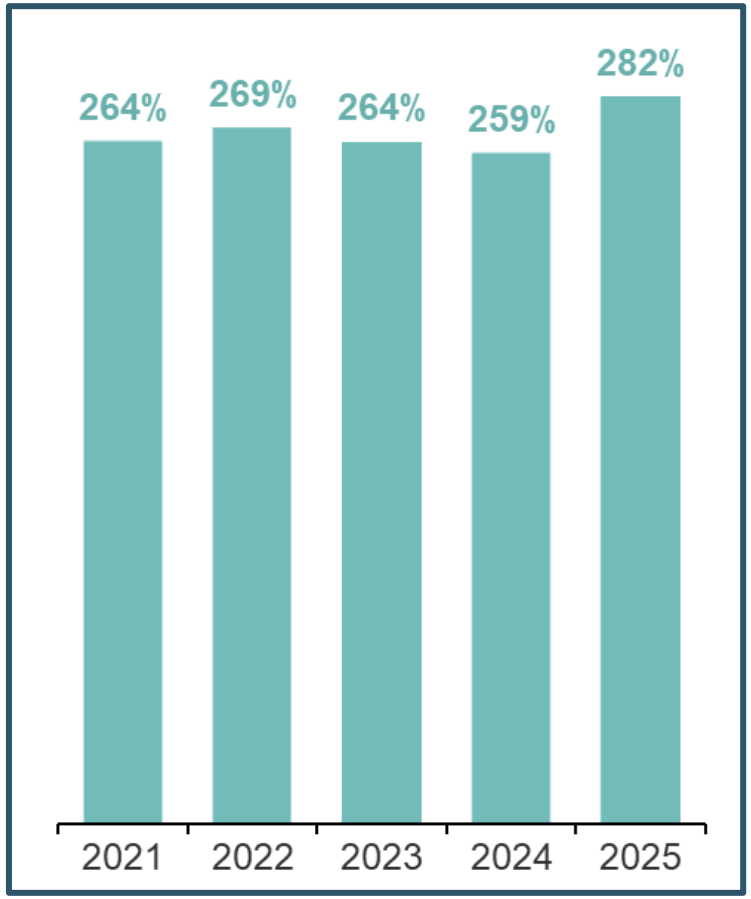
**DE MANIÈRE GÉNÉRALE, DIRIEZ-VOUS QU’« ÊTRE ASSURÉ » EST UTILE OU PAS UTILE ?** (en % - Ensemble des Français)



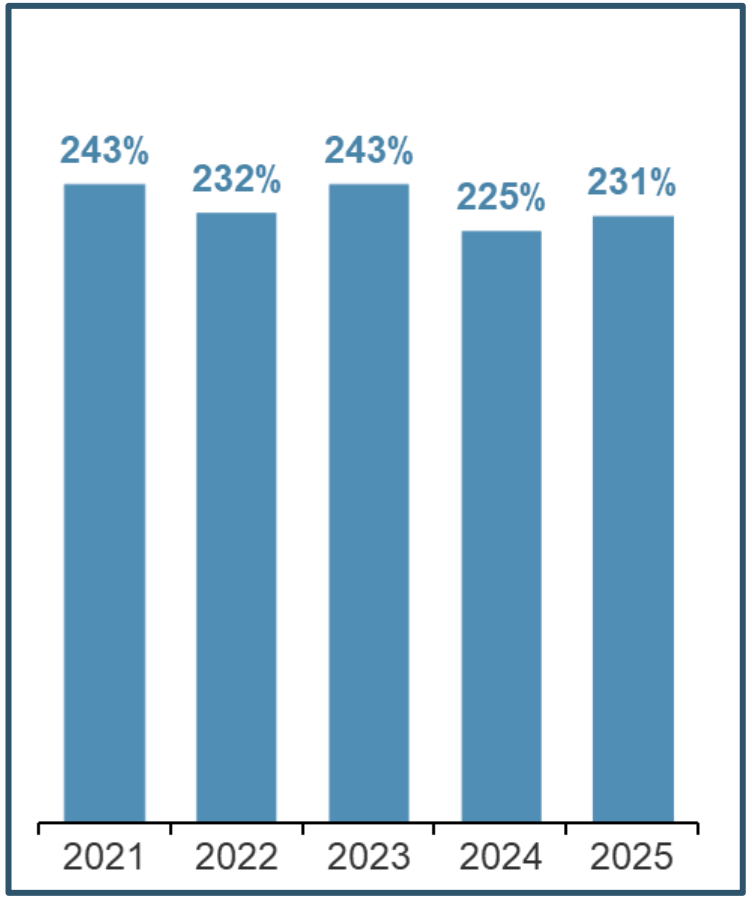

***Source :*** *enquête d’opinion sur les Français et l’assurabilité – 4e édition, mars 2026, Elabe pour France Assureurs.*

# L’assurance est un secteur solide

- Les ratios de solvabilité des entreprises d’assurance **repartent à la hausse en 2025**, restant toujours très largement au-dessus des exigences réglementaires.
- Le ratio de solvabilité de **l’assurance non-vie** atteint désormais 282 %, soit une hausse de +23 points de pourcentage par rapport à 2024.
- En **assurance vie**, le ratio de solvabilité est également en hausse, à 231 %, soit une hausse de +6 points de pourcentage par rapport à 2024.




**Ratio de solvabilité**
**Entreprises non-vie**




**Ratio de solvabilité**
**Entreprises vie et mixtes**

***Source :*** *France Assureurs, états réglementaires T4 2025.*
***Champ*** *: Entreprises régies par le Code des assurances.*

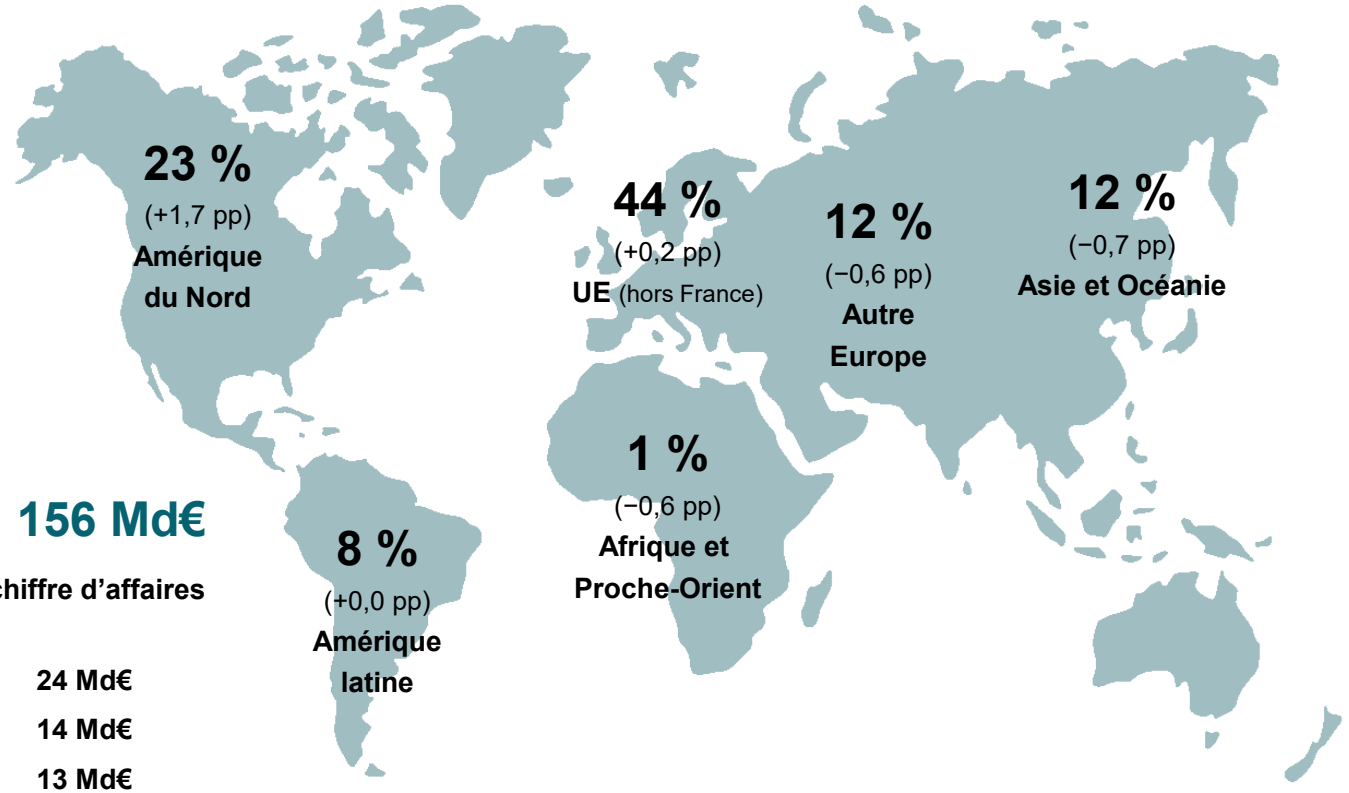
# En France, le marché de l'assurance poursuit sa croissance

| | **Cotisations 2025** Affaires directes en Md€ | **Variation** 2025 / 2024 | **Prestations 2025** Affaires directes en Md€ | **Variation** 2025 / 2024 |
|---|---|---|---|---|
| Assurance vie et capitalisation | **192,1** | **+9,8 %** | **141,4** | **−3,4 %** |
| Assurance santé et prévoyance | **34,6** | **+3,5 %** | **26,6** | **+3,6 %** |
| Assurance de biens et de responsabilité | **80,3** | **+7,0 %** | **56,3** | **+3,4 %** |

# La France est championne d'Europe de l'assurance

## Chiffre d'affaires réalisé à l'étranger par les assureurs français en 2024

(Part dans le total et évolution sur 5 ans)



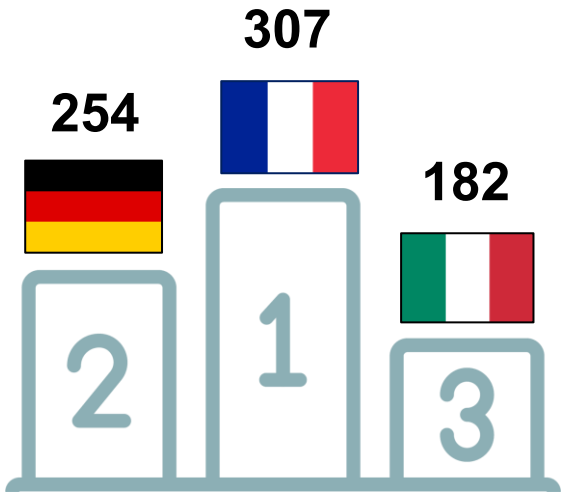

**CA 2024 : 156 Md€**

**Répartition du chiffre d'affaires en Europe**

1. Italie **24 Md€**
2. Allemagne **14 Md€**
3. Luxembourg **13 Md€**

## Marché de l'assurance en 2025

(Chiffre d'affaires en milliards d'euros)




***Sources :*** *GDV, ANIA, France Assureurs.*
***Note de lecture :*** *la part de l'Asie dans l'activité internationale des assureurs français est de 12 % en 2024, en baisse de −2,6 pp par rapport à 2020.*

FRANCE ASSUREURS
FAIRE AVANCER LA SOCIÉTÉ EN CONFIANCE

**France Assureurs**
26, boulevard Haussmann, 75009 Paris
Téléphone : +33 1 42 47 90 00 | franceassureurs.fr
LinkedIn : FranceAssureurs

Réalisation : France Assureurs | Illustration de la couverture : Jee-Ook Choi